

Morvan Duhamel

Les écrits en prison
de
Georges Albertini

Note autobiographique

Journal de ma prison
(septembre 1944 – février 1945)

Histoire du RNP

Editions Amalthée

**LES ÉCRITS EN PRISON
DE GEORGES ALBERTINI**

Morvan Duhamel

Les écrits en prison
de
Georges Albertini

Note autobiographique

Journal de ma prison
(septembre 1944 – février 1945)

Histoire du RNP

Editions Amalthée

DU MÊME AUTEUR

Les quatre jours de Dallas, France-Empire, 1967
Duel d'espions pour un Mirage, France-Empire, 1971
Entretiens confidentiels de Georges Albertini, Ed. Amalthée 2013

Signé Civicus :

M. Mendès France et les communistes, Pierre Amiot, 1957

Consultez notre site internet



© Editions Amalthée, 2014

Pour tout contact :
Editions Amalthée — 2 rue Crucy — 44005 Nantes Cedex 1
www.editions-amalthee.com

*À la mémoire de Guy Lemonnier et des
autres proches de Georges Albertini incarcérés
comme lui à la prison de Fresnes en 1944-45
et dont plusieurs ont pris part à la présentation
de ces écrits.*

AVERTISSEMENT

Sitôt éditée, la sélection d'*Entretiens confidentiels de Georges Albertini* a surpris. Jeune espoir du Parti socialiste SFIO et de la CGT avant les guerres européennes de 1939-1945, rallié sous l'Occupation au national-socialisme et à la collaboration franco-allemande, il fut de ce fait arrêté et emprisonné après l'entrée des troupes alliées dans Paris en 1944, puis condamné aux travaux forcés. Comment put-il bénéficier alors d'une remise de peine accordée par le président de la République, le socialiste et ex-résistant Vincent Auriol, pour qu'il reprenne son activité politique? Et ensuite recevoir tant de confidences de hautes personnalités de tous bords, exercer sur elles une si forte influence, sous la IV^e République comme sous les trois premières présidences de la V^e?

Cela tenait à sa personnalité, hors du commun.

Les textes qu'il a rédigés entre septembre 1944 et février 1945 à la prison de Fresnes en donnent un aperçu. Il y attendait son procès, dont beaucoup ne doutaient pas qu'il s'achèverait par une condamnation à mort. Ce fut le cas pour maints de ses codétenus. Lui-même l'envisageait et s'y préparait. Il rédigea donc une *Note autobiographique* détaillée, destinée aux deux avocats qui travaillaient à sa défense. Et tint chaque jour ou presque un *Journal de ma prison* pour que ses proches connaissent ou que lui-même puisse se remémorer, s'il survivait, comment il avait vécu cette période douloureuse. Il ébaucha aussi une *Histoire du RNP*, le Rassemblement national-populaire dont il avait été l'organisateur sous l'Occupation et dont il ne voulait pas laisser à d'autres l'exclusivité de la présentation.

N'ayant par miracle été condamné qu'à cinq ans de travaux forcés et libéré au bout de quatre, il laissa ces écrits de côté. Non seulement les publier eut entravé ses nouvelles activités politiques, mais sur des points essentiels, avec les années, il changeait d'opinion: tout en y conservant d'utiles contacts personnels, il se détachait du socialisme, donc aussi du national-socialisme, et même du socialisme scandinave

qui l'attira un moment. En 1953, il m'écrivait encore, à propos des sociaux-démocrates des pays nordiques que j'approchais: « *Du socialisme de ce genre, j'en suis...* », ajoutant toutefois: « *mais je me demande s'il ne serait pas utile d'avoir quelques contacts avec le Parti libéral suédois, qui me semble d'une qualité très bonne* ».

De toute façon, il n'était pas homme à ressasser le passé ni à se battre pour essayer de convaincre qu'il n'avait peut-être pas eu si tort qu'on le disait.

Il ne jugea pourtant pas bon de détruire ces textes. Probablement comptait-il les utiliser pour rédiger un jour ses Mémoires, ou cette histoire du « parti de la paix » qui lui tenait à cœur. Sans doute aussi aurait-il eu de la sorte l'impression de s'amputer d'une partie de sa personne, même s'il ne s'y reconnaissait plus tout à fait. On peut également imaginer chez lui le scrupule d'un historien, peu disposé à faire disparaître des documents essentiels, si inopportuns vous semblent-ils être devenus.

*
* *
*

Quelques années après sa mort, survenue en mars 1983, j'avais préparé avec certains de ses proches une publication de ces trois écrits. Pour diverses raisons, seul Guy Lemonnier devait en signer la présentation. J'envisageais aussi d'éditer des transcriptions d'entretiens politiques d'Albertini qu'il me semblait utile de faire connaître. Il apparut toutefois que cela pouvait nuire aux responsabilités nouvelles qu'outre mes fonctions au Conseil économique et social, je devais désormais assumer: la direction de l'Institut d'histoire sociale et de l'Institut supérieur du travail, ainsi que de nos deux publications mensuelles, la revue *Est & Ouest* pour laquelle je cherchais à attirer des collaborations nouvelles et les *Études sociales et syndicales*, que rédigeait Guy Lemonnier et qui contribuaient à la résistance aux agissements communistes dans le mouvement syndical.

Au surplus, était-il alors possible de publier sans susciter trop d'émotion cette *Histoire du RNP* qui en était à certains égards une justification? Ainsi que ce *Journal de ma prison*, sorte de Gotha de la première épuration survenue à Paris avant la défaite de l'Allemagne?

Beaucoup d'anciens membres du RNP et d'ex-codétenus d'Albertini qui s'étaient refait une situation n'auraient guère apprécié qu'on rappelât leur engagement sous l'Occupation, ainsi que les représailles qu'ils avaient subies. Sans compter qu'à ceux qui avaient connu la douleur et le courage de la première épouse d'Albertini, la compassion interdisait de lui rappeler que dans cette rude épreuve, son mari avait pensé moins à elle qu'à celle qui deviendrait par la suite sa seconde femme...

J'avais donc, en dépit de fortes demandes, ajourné ces deux projets. Ce qui, par surcroît, me dispensait de tenter d'expliquer comment un homme de l'intelligence d'Albertini avait pu s'illusionner si longtemps sur l'issue de la guerre et se sacrifier à ce point au service d'une cause de plus en plus compromise. Qu'aurais-je d'ailleurs pu en dire, sinon répéter après Anatole France que *« ce qui importe dans le sacrifice, c'est le sacrifice même. Si l'objet pour lequel on se dévoue est une illusion, le dévouement n'en est pas moins une réalité ; et cette réalité est la plus splendide parure dont l'homme puisse décorer sa misère morale »*.

Aujourd'hui, le renouvellement des générations a apporté, me semble-t-il, plus de sérénité aux débats et à l'examen des témoignages sur les à-côtés tragiques de la guerre et de l'après-guerre. Et comme beaucoup de nos contemporains qui ne les ont pas connus en ont reçu une image où tout le blanc serait d'un côté et tout le noir de l'autre, on peut juger venu le temps de montrer que la réalité ne fut pas si simple.¹

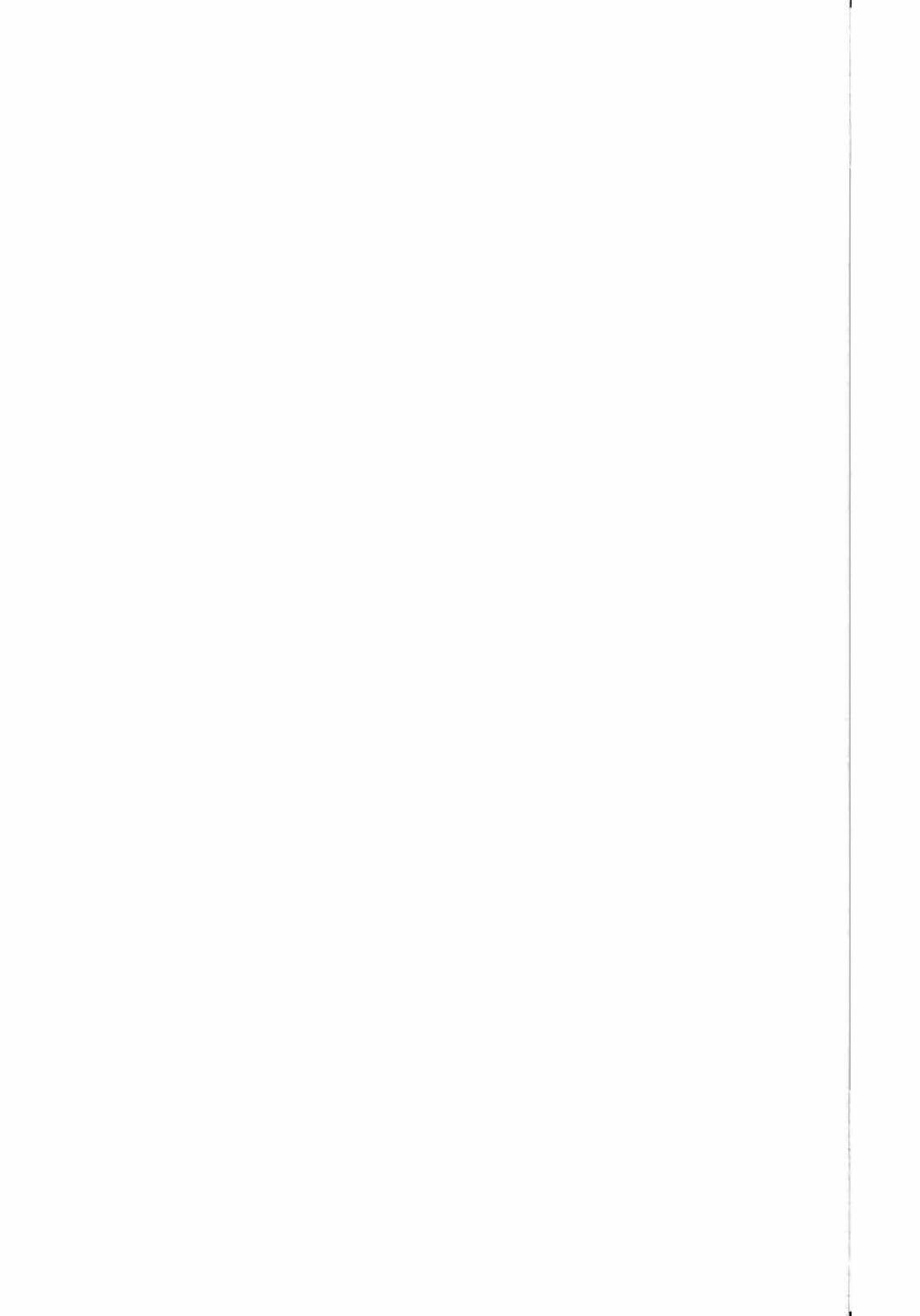
Dernier survivant de l'équipe d'Albertini après la guerre, une équipe disparate, mais soudée par les périls encourus et par de fortes aspirations communes, je crois devoir à sa mémoire et à celle de ses proches d'effectuer maintenant cette publication.

1. Pour faciliter la compréhension de ces écrits, une présentation de chacun d'eux et des explications intercalaires y ont été ajoutées, en caractères italiques, ainsi que des notes de bas de page.



PREMIÈRE PARTIE

**NOTE AUTOBIOGRAPHIQUE
JOURNAL DE MA PRISON
IMPRESSIONS D'AUDIENCE**



NOTE AUTOBIOGRAPHIQUE

PRÉSENTATION

Pour assurer sa défense, Georges Albertini demanda le concours de deux avocats: l'ancien ministre de l'Intérieur Eugène Frot – celui qui, le 6 février 1934, au moment où fléchissaient les ultimes défenses du Palais Bourbon, avait donné l'ordre de tirer sur les émeutiers, et Maurice Paz, membre avant la guerre du bureau du Parti socialiste, chargé de ses relations extérieures. À ce dernier, sitôt arrêté et incarcéré, il écrivit cette lettre :

Fresnes, mercredi 27 septembre

Mon cher Paz,

J'ai été arrêté lundi 25 par le Contrôle général de la Surveillance du Territoire, rue Las Cases. J'ai été le 26 placé sous mandat de dépôt par M. Berry, juge d'instruction et transféré à Fresnes sous inculpation d'intelligence avec l'ennemi.

Je vous serais très reconnaissant d'accepter d'être mon avocat. Vous savez parfaitement que je me disculperai aisément. La politique que j'ai faite ne m'a ni enrichi ni profité. Madeleine Finidori vous en dira là-dessus autant que vous le voudrez.

Comme il y a mon cas, et celui du R.N.P. dans la mesure où j'en suis comptable, ainsi que de la direction du Cabinet de Déat comme ministre du Travail, je demanderai à Eugène Frot d'être mon second conseil. À son défaut, je solliciterai Me Lénart.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je compte d'autant plus sur vous que ma femme, torturée dans les conditions que vous savez, est toujours

aux mains des communistes² et que mon fils de 16 mois est à l'Assistance publique.

J'attends donc votre visite dès que cela vous sera possible. J'ai hâte de vous voir.

Avec mes remerciements, je vous prie de croire, mon cher Paz, à mes sentiments cordiaux.

G. Albertini
Prison de Fresnes, No d'érou 182
Cellule 257. Division 1

Albertini s'adressait ainsi à Maurice Paz (1895-1985) avant tout parce qu'il connaissait son talent, sa loyauté et sa haute conscience civique. Il l'avait rencontré au Parti socialiste, dont Paz était devenu membre après une affiliation de quelques années au Parti communiste, quitté en 1924 (en même temps que Boris Souvarine avec qui il était resté très lié), et un passage aux communistes oppositionnels et aux trotskistes.

Leur rencontre résultait de ce qu'alors Paz et Albertini luttèrent, au sein comme à l'extérieur du Parti socialiste, en faveur du « parti de la paix ». Leurs vues ne concordaient pas tout à fait : le premier appartenait à la tendance Paul Faure, le second à celle dite du « Redressement pour la construction du socialisme et de la paix » qu'animait le professeur Ludovic Zoretti. Cette légère divergence n'avait pas empêché Albertini, lors des derniers congrès socialistes auxquels il ne pouvait assister, de confier à Paz les mandats de sa fédération socialiste, celle de l'Aube.

Peut-être Albertini s'était-il aussi souvenu de l'expérience de Paz dans la conduite des procès politiques. Il avait été en 1921, à vingt-cinq ans, le défenseur de Pierre Monatte (futur animateur de La Révolution prolétarienne, publication de la pensée syndicaliste révolutionnaire) lors de son procès en Cour d'assises, devant laquelle on l'avait traîné sous l'inculpation de complot contre la sûreté de

2. Pour tenter de lui faire révéler où se trouvait son mari, ce qu'elle ignorait, l'épouse de Georges Albertini, Maximilienne, avait été arrêtée, battue et brûlée à la cigarette par des tortionnaires communistes. Elle ne fut libérée qu'au début de 1945. Leur enfant en bas âge, Claude, remis à l'Assistance publique, y fut mal nourri, mal soigné et y mourut.

l'État. En même temps que lui, étaient inculpés Boris Souvarine, Fernand Lorient, Gaston Monmousseau et treize autres militants appartenant à l'aile gauche du Parti socialiste et de la CGT – ceux qui allaient, par voie de scission, créer le Parti communiste. En 1948, une fois Albertini libéré du bague, ce fut d'ailleurs Paz qui, à la fin de l'année suivante, le présenta à Boris Souvarine, d'où s'ensuivit entre eux deux une longue collaboration.

Paz connaissait donc Albertini, mais comme on se connaît entre militants, sans trop se soucier de ce qu'est, encore moins de ce que fut, dans sa carrière professionnelle comme dans sa vie privée, le camarade avec qui l'on mène un même combat. Ce n'était pas assez pour nourrir une défense qui devait s'appliquer pour l'essentiel non pas à contester des faits, mais à les éclairer à partir de la personnalité de l'accusé et de ses engagements antérieurs. Il fallait, pour cela, le bien connaître. Paz demanda donc à Georges Albertini de rédiger à son intention une note biographique détaillée.

C'est cette note qu'on trouvera ci-après, telle qu'elle fut publiée, ainsi que la lettre à Paz reproduite plus haut, dans le numéro spécial d'Est & Ouest (N° 574, mai-juin 1983) consacré à Georges Albertini après sa mort. Le texte original de la note et celui de la lettre se trouvent dans les archives de Maurice Paz déposées après sa mort, selon son vœu, à la Bibliothèque nationale.

Dans cette note, Albertini indiquait notamment, pour chaque période de sa vie, les noms et adresses des personnes qu'il avait connues (ou les moyens de les trouver) et dont il suggérait que l'on recueillît le témoignage.

Rédigée sur un ton un peu hagiographique, l'autobiographie d'Albertini pourrait déconcerter si l'on ne se souvenait qu'elle fut écrite par un homme qui risquait sa tête et préparait sa défense. Il se présentait donc là sous son meilleur jour, pour son avocat et pour ses juges, mais sans doute aussi pour lui-même : en une épreuve comme celle qu'il traversait et dans la perspective d'une probable condamnation à mort, un homme peut éprouver le besoin non seulement de dresser le bilan de sa vie, mais aussi, s'il ne veut pas se laisser abattre, de rechercher dans son passé tout ce dont il peut être fier, tout ce qui le justifie à ses yeux et, si possible, aux yeux des autres.



Georges Claude Charles Albertini, né le 13 mai 1911 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

École primaire élémentaire de 1917 à 1923, à l'École de l'Ouest, à Chalon-sur-Saône. Très bon élève, selon la formule [...].

* École primaire supérieure de Chalon-sur-Saône de 1923 à 1927.

— Je ne suis pas allé au collège, d'une part, parce que je voulais faire carrière dans l'enseignement³; d'autre part, parce que mes parents n'étaient pas riches⁴; enfin, parce que l'E.P.S. était meilleure que le collège. Très bon élève, très bien noté. Témoignage : J.-M. Thomas, député de Chalon (S.F.I.O.), qui fut quatre ans durant mon professeur.

* École normale d'Instituteurs de Mâcon (1928-1930).

— Début de ma spécialisation dans l'étude de l'histoire. Là où je montre pour la première fois des dispositions pédagogiques que je crois assez rares, ce qui est l'avis de mes maîtres.

— C'est en 1928, sous l'influence de Jean Bouvet, professeur d'histoire, que je deviens socialiste. Je suis resté son ami. C'est sa mort, par la Milice, qui provoqua la lettre que vous savez et dont nous avons parlé [...]⁵.

3. Dans l'enseignement primaire.

4. Georges Albertini était de famille très modeste. Son grand-père paternel, Corse, était adjudant dans la garde républicaine quand il prit sa retraite; son père était comptable. Du côté maternel, son grand-père, originaire de la Bresse, était cheminot au P.L.M.; sa mère « tenait son ménage », comme on disait jadis pour une femme restant au foyer.

5. On trouve, dans les notes écrites par Georges Albertini pour ses avocats sur ses « interventions et libérations obtenues », ceci, qui concerne « l'assassinat de Bouvet » :

« Jean Bouvet fut mon professeur d'histoire et mon maître en socialisme à Mâcon de 1927 à 1930. J'étais son ami, mais ne l'avais guère revu depuis 10 ans. Assassiné par la Milice en représailles du meurtre d'Henriot. J'ai été alerté par Melle Ballot. J'ai immédiatement écrit à Knipping, délégué général de la Police et de la Milice en zone Nord, adjoint direct de Darnand, pour lui dire mon indignation et pour réclamer une Cour martiale pour les miliciens coupables, où je demandais à figurer. J'ai écrit tout cela à Mme Bouvet, avec mon indignation. La lettre de réponse qu'elle m'a adressée, très émouvante, je l'ai conservée. Je vous en parlerai. Ce peut être un document très utile. Le témoignage de Mme Bouvet est très important. Je suis sûr qu'elle viendra ».

* Bourse de quatrième année d'École Normale, à l'École Normale de Versailles (1930-1931).

— Les meilleurs élèves des E.N. qui veulent se destiner au professorat passent un concours de bourse de quatrième année et vont faire une année d'études spécialisées, littéraires ou scientifiques, analogues à celles qui sont faites en « Khâgne » ou en « Taupe » pour le secondaire. Concours difficile, trois cents candidats pour une quarantaine de places.

— Reçu dans les tout premiers, section littéraire.

— Je suis en même temps les cours à la Sorbonne.

— Année où je travaille beaucoup pour préparer le difficile concours de fin d'année.

* Élève à l'École normale supérieure de Saint-Cloud (1931-1933)

— École la plus élevée de l'enseignement primaire, comme la rue d'Ulm l'est pour le secondaire. On y entre et en sort par concours. Sélection très difficile à cause de la qualité et du nombre des candidats, la plupart de familles modestes, qui doivent réussir vite et qui travaillent. À l'entrée, plus de cent candidats pour quatorze places. À la sortie, en général cinquante à soixante-dix candidats pour sept à huit postes.

— Reçu la première fois aux concours d'entrée et de sortie, dans la section histoire et géographie. Titulaire en conséquence du professorat des Écoles normales, qui donne le droit d'enseigner dans ces écoles comme l'agrégation dans les lycées et qui, comme difficulté, est intermédiaire entre la licence et l'agrégation.

— Très bon élève. Voir mes notes d'école, du directeur inspecteur général, des professeurs, tous professeurs à la Faculté ou dans les grands lycées de Paris⁶.

6. Parmi les témoignages invoqués, « M. Félix Pécaut », le directeur « qui m'a aimé comme peu d'élèves », une des grandes figures de l'enseignement laïque de ce temps-là, « ancien ami intime de Painlevé, parent de M. Th. Steeg ».

Outre ce qu'elle nous apprend sur Albertini, cette notice autobiographique présente l'intérêt de rappeler une filière de l'enseignement qui a pratiquement disparu et qui fut à la fois le mérite et la fierté de la III^e République : l'enseignement primaire supérieur. C'était la filière que suivaient les enfants du peuple. Bien qu'elle en fût justement fière, la III^e République ne se montra jamais, avec ceux qui sortaient de cet enseignement et qui lui devaient beaucoup, mais à qui elle devait plus encore peut-être, d'une grande générosité, ni matériellement (voir les traitements), ni moralement. Le Brevet supérieur fut toujours considéré comme inférieur au baccalauréat et ainsi pour tous les diplômés qu'il délivrait. D'où, chez les primaires et les

Politiquement :

— J'adhère en entrant à l'école, 1931, aux Étudiants socialistes dont les dirigeants nationaux étaient alors J. Itard (professeur au lycée Michelet), Boivin (mort, chef du cabinet de Jean Zay en 1937) et le Dr Ignace Kohen (prisonnier). La Fédération des Étudiants socialistes était présidée par Marcel Déat, Jedan Zyromski et Marceau Pivert. C'est à ce moment que j'ai connu Déat, mais assez peu.

— À l'École, j'ai dirigé en fait la section des Étudiants socialistes, menant déjà contre les communistes qui y étaient nombreux [= à l'École] des luttes acharnées. Je combattais également le noyautage clérical des Davidées⁷.

— En 1932-33, année de ma sortie, je commence à m'intéresser au Centre confédéral d'Éducation ouvrière (CCEO), dirigé par G. et E. Lefranc et Ludovic Zoretti⁸. C'est à ce moment que je les connaîtrai tous les trois.

— En 1932, à 21 ans, j'adhère au Parti socialiste S.F.I.O., à la section de Boulogne-Billancourt, la plus proche de Saint-Cloud. C'est la campagne électorale. Un soir, avec trois camarades, je fais mes débuts d'orateur en portant la contradiction à Alfred Costes, candidat communiste, leader de chez Renault. Au milieu de deux mille cocos

primaires supérieurs, un sentiment complexe où il entrait de l'humiliation, de la révolte contre l'injustice, du ressentiment. On en trouve trace jusque dans cette note d'Albertini, soucieux de montrer que la formation qu'il a reçue valait bien celle du secondaire. Qui veut comprendre les réformes scolaires inspirées par le Syndicat national des instituteurs (SNI) depuis cette époque doit prendre en compte ce sentiment-là.

7. Du nom de l'héroïne de René Bazin, Davidée Birot, une catholique militante qui se fit institutrice publique pour assurer une présence chrétienne dans l'« école sans Dieu ». Marceau Pivert avait publié une brochure sous le titre « Les Davidées ». À cette date, la CFTC n'avait pas encore confié à Paul Vignaux le soin de créer le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) dont l'objectif était de grouper, sous l'égide du syndicalisme chrétien, des membres de l'Éducation nationale.

8. Il s'agit du Centre de formation de la CGT dont Zoretti fut l'initiateur et Lefranc le réalisateur et l'animateur. Léon Jouhaux en avait confié le contrôle à Francis Million, ancien ouvrier typographe et secrétaire confédéral (1882-1960), qui fut désigné comme président du Conseil d'administration du CCEO. Sur le CCEO, voir G. Lefranc : « *Essai sur les problèmes socialistes et syndicaux* », Paris 1970 ; « *Une expérience d'éducation ouvrière : Institut supérieur ouvrier, collèges du travail, centre confédéral d'éducation ouvrière* », p. 221 sq.

déchaînés. À ce moment, nous défendons Otto Wells Bruning et Hindenburg. Eux [= les communistes] sont d'accord avec Hitler pour les dissolutions répétées du Reichstag qui servent aux hitlériens à se faire les ongles...

* Professeur à l'École normale de Montbrison (Loire) d'octobre 1933 à mai 1935.

— Quand je débute, à 22 ans et 5 mois, je dois être le plus jeune professeur d'École normale de France. J'ai donné un enseignement d'une qualité telle que, malgré dix ans passés et malgré le peu de temps où je suis resté, tous mes élèves s'en souviennent. J'ai énormément travaillé pour bien faire mon métier que j'ai adoré. Consulter mes rapports à l'Inspection générale et mes notes au Ministère (J'avais un directeur que je n'aimais pas, car je déplorais le laisser-aller de sa discipline) [...]⁹.

Politiquement :

— Je crée une section socialiste à Montbrison où il n'y en eut jamais. Je prospecte l'arrondissement, jamais travaillé encore par le socialisme. En 1935, je fais la campagne aux élections cantonales pour un camarade. Rude tâche... dans ce département clérical.

— Je fais des réunions dans tout le département industriel de la Loire, des conférences à Firminy, à Roanne, etc. Dans la Fédération, avec Suzanne Nicolitch, Albert Sérol et Xavier Magnin, nous combattons la dictature de Ferdinand Faure et Louis Lévy. J'appartiens à la tendance planiste de « *Révolution constructive* » dirigée par G. Lefranc et inspirée par les idées d'Henri de Man¹⁰. Dès ce moment, mes idées

9. Ici, des noms de collègues et d'élèves dont Albertini conseillait de recueillir le témoignage. « *Ils diraient la culture morale et intellectuelle que je leur ai donnée, l'amour du travail que je leur ai constamment demandé et les conseils civiques que je leur ai donnés* ». Culture morale (le mot alors ne faisait pas peur) en même temps que culture intellectuelle, amour du travail et esprit civique : telle était l'éthique de l'École publique au temps de la III^e République.

10. En fait, les idées d'Henri de Man ont exercé une grosse influence sur ce groupe, mais dans une seconde étape, car il s'était constitué dès 1930. Il y eut rencontre, puis influence. Cf. l'ouvrage de Georges Lefranc : « *Histoire d'un groupe du Parti socialiste SFIO: Révolution constructive (1930-1938)* », p. 169 sq. Voir aussi par Stéphane Clouet : « *De la rénovation à l'utopie*

politiques sont fixées: socialisme rénové à la de Man, pacifisme, politique extérieure honnête, rapprochement franco-allemand, antibolchevisme. Je collabore au journal de tendance « *Révolution constructive* » et rédige toute la partie de réforme politique d'une brochure que nous éditons sous le titre: « *Éléments d'un plan français* », et qu'on pourra se procurer.

— Au moment du 6 février, je prends vigoureusement position contre l'émeute réactionnaire. Je fais grève le 12 et parle le soir à une réunion. Avec Emery, professeur à l'École normale de Lyon, nous entreprenons par petits tracts une campagne de vérité politique contre les mensonges déversés à cette époque. J'ai dénoncé notamment en public la politique Barthou et la note du 17 avril 1934 (réarmement allemand). Je note que, dès l'avènement de Hitler, nous avons réclamé, dans un article du *Populaire*, des négociations directes avec l'Allemagne même hitlérienne. Dès cette date, nous sommes contre la sécurité collective¹¹.

socialiste: Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930 (Nancy, Presses universitaires 1931).

11. Le 17 avril 1934, par une note adressée au gouvernement britannique, le gouvernement français (président du Conseil, Gaston Doumergue; ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou) rompit les pourparlers engagés sur le désarmement parce que, disait-il, il refusait toute « légalisation » du réarmement allemand, et il déclara intangibles les clauses militaires du Traité de Versailles. Or, la thèse socialiste était qu'on ne pouvait pas empêcher le réarmement allemand « pendant qu'il en est temps encore, sinon par une convention générale du désarmement ». « L'Allemagne n'aurait pas eu la liberté de réarmement qu'elle a aujourd'hui si une convention équitable était intervenue », expliquait Léon Blum le 14 juin 1934 à la Chambre des députés, et il accusait le gouvernement français d'avoir donné « non pas l'exemple, puisqu'on l'a fait avant vous, mais le signal officiel de la course aux armements » (*Le Populaire*, 15-6-1934).

Pendant plusieurs années, la thèse majoritaire dans le Parti socialiste était celle que rappelle ici G. Albertini: paix par la négociation avec l'Allemagne, malgré la présence de Hitler. Le 1^{er} décembre 1934, Léon Blum avait encore dit à la Chambre:

« Nous n'attendons pas d'une guerre libératrice la chute, à laquelle nous aspirons, du régime hitlérien... C'est de la conscience populaire allemande que nous attendons la révolte... Mais vis-à-vis de l'Allemagne comme vis-à-vis de l'Italie et de qui que ce soit, lorsqu'il s'agit d'organiser la paix, nous ne connaissons plus d'obstacle... Nous sommes prêts à toucher toutes les mains, même souillées de sang ».

Et Blum affirmait son accord avec Pierre Laval qui venait de déclarer que « l'Allemagne avait été invitée, et qu'elle le serait de nouveau, à coopérer à notre travail de pacification internationale » (*Le Populaire*, 2-12-1934).

À la « sécurité collective » (toutes les nations se coalisant contre l'agresseur... qu'il n'était pas toujours facile de déterminer, ce qui pouvait donner à un conflit local une dimension

— Je me syndique à la Fédération de l'Enseignement en 1932. Je resterai syndiqué jusqu'en 1939.

* Service militaire, mai 1935-mai 1936, mariage.

[Ici, une douzaine de lignes consacrées à sa belle-famille].

* Juin-juillet 1936. Professeur à l'École primaire supérieure de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain).

— Sortant du service militaire à deux mois des vacances, je demande un poste proche de Lyon et Chalon, où sont nos familles. Grâce à moi, plusieurs élèves sont reçus à l'École normale de Bourg, car je leur fais rattraper en un mois et demi le retard dû à un enseignement défectueux [...].

* Professeur à l'École normale de Troyes (octobre 1936 – août 1939).

— J'ai eu trois années d'enseignement très actif et très brillant. Voir mes notes d'Inspection générale au Ministère [...].

— Une fois par semaine, du mercredi au jeudi soir, je vais à Paris où je donne deux enseignements, l'un à l'École des surintendantes d'usine, 1 rue Princesse, où je fais un cours d'histoire du syndicalisme qui provoque un vif intérêt [...]; l'autre au Centre confédéral d'Éducation ouvrière de la C.G.T. Je parlais aussi à Radio-Tour Eiffel presque tous les jeudis. Émissions éducatives.

Je me suis beaucoup fatigué à cette vie, mais elle me passionnait et me permettait d'améliorer assez notablement mes conditions matérielles de vie.

— Début de mon activité journalistique. Quelques articles à la *Révolution prolétarienne*, à *Feuilles libres* d'Emery et un feuilleton historique par quinzaine à la *Tribune des Fonctionnaires*. À ce moment, je connais Robert Lacoste, responsable de la *Tribune des Fonctionnaires*. Articles mensuels dans une revue d'initiation politique *Politica*.

Politiquement :

planétaire), le « parti de la paix » opposait la « localisation des conflits », surtout après que Félicien Challaye eût montré que c'était là la pensée profonde de Jaurès (voir sa brochure : « *Jaurès et la limitation des conflits* »).

— Je milite activement au Parti socialiste. Multiples réunions. Obscurs travaux. Vous connaissez cela.

— Je combats vigoureusement Pierre Brossolette et Jacques Grumbach, bellicistes enragés. J'appartiens à la tendance « *Redressement* » dès qu'elle se crée au Congrès de Royan (Lefranc, Zoretti, Souless, Deixonne) et j'en suis l'un des militants responsables¹².

— Je suis pour Munich et pour la paix (Congrès de Montrouge). Mes idées en politique extérieure sont exposées mensuellement dans le petit journal électoral de J.-M. Thomas, député de Chalon-sur-Saône : *De la Saône à la Dheune* [...].

— Membre très actif du Comité de Vigilance [des intellectuels anti-fascistes] avec Emery, Alexandre et du Centre syndical d'action contre la guerre.

Syndicalement :

— Je milite activement sur un double plan :

• localement, je deviens secrétaire adjoint de l'Union des syndicats de l'Aube. Je rends des arbitrages¹³. Je m'occupe des ouvriers. Je crée un collège du travail où je fais des cours à Troyes et à Romilly¹⁴. Surtout, j'ai été l'âme de la résistance aux communistes : nous réussissons à garder l'Union départementale bien que les cocos y soient en majorité ; professionnellement, je m'intéresse à la vie de la section locale du Syndicat des instituteurs et de la Fédération de l'enseignement. Je suis délégué par elle au Congrès confédéral de Toulouse [erreur : Nantes.] en novembre 1938. Je suis nommé un des 38 membres de la Commission administrative de la Fédération.

Sur le plan syndical, j'ai beaucoup agi pendant ces trois ans [...].

12. Congrès de Royan : 4-8 juin 1938. Congrès de Montrouge : 24-25 décembre 1938. Le groupe s'appelait « *Redressement pour la construction du socialisme et de la paix* ».

13. La loi du 31 décembre 1936 stipulait : « *Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève et tout lock-out* ». C'est « *l'arbitrage obligatoire* ». Des listes d'arbitres avaient été établies dans tous les départements. Albertini figurait sur celle de l'Aube.

14. Les « *collèges du travail* » étaient en quelque sorte les succursales locales du Centre confédéral d'Éducation ouvrière de la C.G.T.

* Mobilisation : août 1939 – août 1940).

Voir note spéciale pour les faits et les témoignages.

* Professeur au Lycée et à l'École normale de Troyes (octobre 1940 – octobre 1941).

— Dès ma démobilisation, je rentre à Troyes, après un mois passé à Lyon chez mes beaux-parents.

— En octobre, je reprends mes cours à l'École normale. Je fais également la classe de 1^{re} au lycée de garçons. Je continue normalement mon activité scolaire durant toute cette année, dans des conditions normales.

Politiquement :

— J'approuve l'armistice. Je défends la politique extérieure du Maréchal et sa politique intérieure définie par le message Pétain-Bergery du 11 octobre.

— Pas d'activité politique d'août à décembre 1940. Mes seuls contacts politiques sont avec Paul Faure que je vois à plusieurs reprises à ce moment après l'avoir rencontré en août à Vichy.

— Fin novembre 1940, René Belin m'envoie quinze jours à Vichy pour essayer de mettre de l'ordre dans l'utilisation de la radio par le secrétariat à la Jeunesse. Je refuse de rester devant l'incompétence et la gabegie que j'y constate. J'entretiens durant ce séjour des rapports suivis avec Hubert Lagardelle, présent à Vichy à ce moment.

— Janvier 1941. Création du R.N.P. Je n'y ai aucune part. Je vois Déat à quelques reprises dans les semaines suivantes. Je n'ai jamais été d'accord avec lui avant 1938. Depuis ce moment et surtout en 1939, j'ai suivi et approuvé son action en faveur de la paix. Je l'ai vu en août à Vichy. On pensait au parti unique. Je promis mon concours.

— En avril 1941, sans même que j'adhère au R.N.P. (dont j'approuve pourtant à fond l'idée fondamentale, la réconciliation franco-allemande), je suis nommé par Déat chef départemental de l'Aube. D'avril 1941 à octobre 1941, je dirige le R.N.P dans l'Aube en essayant d'en faire un parti actif et propre, refusant toute subordination aux services allemands, avec lesquels je suis sans contact, qui détestent dès lors le R.N.P. et soutiennent le P.P.F., collaborant de mon mieux

avec le préfet Georges Hilaire [...]; contacts suivis avec le sénateur Ambruster (modéré), les députés radicaux Bruchard et Gentin, le maire Douet (socialiste) [...].

* À la direction du R.N.P. à Paris (novembre 1941-août 1944).

— Je viens à Paris après la scission Déat-Deloncle en novembre 1941, à la demande de Déat pour être son collaborateur [...].

— Je suis venu au R.N.P. pour refaire, rénover, moraliser le Parti [...]. J'en ai été à la fois la cheville ouvrière et l'âme véritable. J'ai réussi à en faire un parti propre, aussi indépendant que les circonstances le permettaient.

— Novembre 1941-mai 1942: secrétaire général administratif. J'élimine Jean Goy [...], dernier relent du R.N.P. première manière.

— Mai 1942-août 1944: secrétaire général. Collaboration quotidienne avec Marcel Déat qui ne s'occupe à peu près plus du R.N.P., sauf sur le plan des relations avec Laval, avec les Allemands.

Sur le plan gouvernemental:

— Du 17 mars au 17 août 1944, directeur général du Cabinet du ministre du Travail et de la Solidarité nationale.

Collaborations journalistiques et conférences:

— Deux conférences aux Ambassadeurs: décembre 1942, « *La politique de Richelieu* »; février 1944, « *Le parti de la guerre depuis 1789* ».

— « *L'Atelier* », chronique historique depuis 1941. Directeur de la page littéraire depuis fin 1942. Chronique de politique étrangère depuis mai 1941.

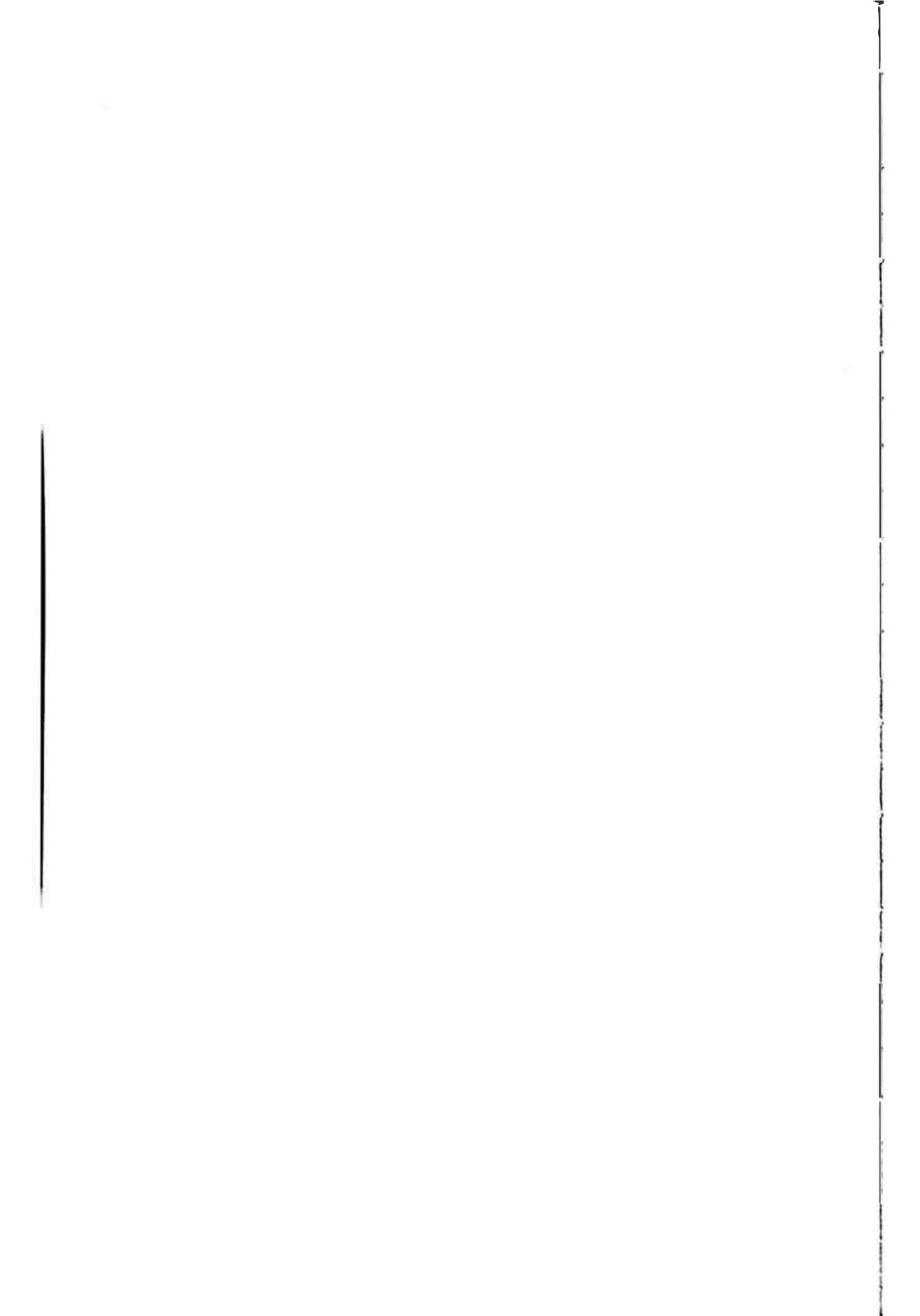
— « *Interfrance* »: collaboration épisodique aux feuilles d'information (articles d'histoire en général). Direction de la page d'informations syndicales, hebdomadaire, de janvier à août 1944 [...].

* Du 17 août au 25 septembre 1944:

— 17 août, départ de Déat. 18 au soir, nous quittons le ministère. Du 19 août au 25 septembre, je vis clandestinement avec une fausse carte d'identité obtenue par Marcel Déat (Georges Auberty), du 18 au 26 août avec ma femme [...], seul après son arrestation par les communistes.

— Arrêté le 25 au matin par les services du Contrôle général de la surveillance du territoire, rue Las Cases, sur dénonciation¹⁵. Inculpé le 26 et transféré le même jour à Fresnes.

15. Voir le début du *Journal de ma prison*. Un policier à qui Georges Albertini avait rendu service pendant l'Occupation et en apparence politiquement proche de lui, un certain Laussel, lui avait donné rendez-vous pour lui remettre des faux papiers d'identité plus fiables que ceux dont il était pourvu. Pour «se dédouaner» vis-à-vis de sa nouvelle hiérarchie, ce policier informa ses supérieurs du lieu et de l'heure du rendez-vous.



JOURNAL DE MA PRISON

PRÉSENTATION

En entreprenant de tenir son journal dès son arrivée à la prison de Fresnes, Georges Albertini ne songeait certainement pas à faire œuvre littéraire. Alors que, dès son incarcération et jusqu'à son procès, il craignait pour sa vie, il entendait vraisemblablement laisser à ses parents et à ses amis le témoignage de ce qu'il avait pensé et vécu durant cette période.

Peut-être s'agissait-il aussi pour lui et sans qu'il s'en rendît tout à fait compte, d'un exercice d'hygiène mentale. Fait pour l'action plus que pour la méditation, il avait besoin de s'exprimer, besoin d'un auditoire. Il aimait qu'on l'accompagnât quand il devait effectuer le moindre déplacement, la moindre marche, afin d'avoir quelqu'un à qui parler. Probablement a-t-il demandé à son journal d'être l'auditeur qui lui manquait, comme il le demandait aux lettres que, grâce à la complaisance de ses avocats, il adressait à ses amis de l'extérieur en plus de la maigre correspondance officielle autorisée. Certes, il côtoyait à la prison des compagnons auxquels il ne cachait pas grand-chose de ses actions passées, ni de la préparation de son procès. Il lui fallait aussi le journal. Fait significatif: bien qu'il souffrît de la promiscuité de la cellule et de ses aspects humiliants, il redoutait plus encore le moment où il serait seul dans une cellule après sa condamnation. Et dans les ateliers du bagne, il endura avec peine la règle du silence, qu'il brisa en apprenant à parler comme les bagnards, sans regarder son interlocuteur ni pratiquement bouger les lèvres.

Quoi qu'il en soit, ce journal constitue un document du plus vif intérêt par son authenticité et sa précision, non sur les prisons de l'épuration en général, mais sur ce lieu d'incarcération exceptionnel, selon ceux qui y ont séjourné, qu'était alors la prison de Fresnes.

Exceptionnel, parce que les prisonniers l'étaient eux-mêmes aux yeux de l'administration pénitentiaire. En outre, on ne s'y livrait jamais aux exactions qui prirent souvent le caractère d'atrocités et dont souffrirent

ceux qui tombèrent sous la coupe de geôliers improvisés. Ceux-ci étaient souvent des nervis communistes, souvent aussi des individus auto-investis de l'autorité que procure la détention d'un pistolet-mitrailleur. Une autorité que parfois ils exerçaient avec d'autant plus de brutalité, de cruauté même, qu'ils étaient plus jeunes. «Cet âge est sans pitié», déplorait La Fontaine...

Exceptionnel, le régime de Fresnes l'était également parce que c'est vers cette prison qu'on dirigeait, même s'ils avaient accompli de douloureux séjours au Vélodrome d'Hiver de Paris, à Drancy ou ailleurs, les personnalités qui, sous l'Occupation, avaient joué (ou en étaient soupçonnées) un rôle important soit dans le gouvernement du maréchal Pétain ou son administration, soit dans la Collaboration. Sans doute, quand Albertini y fut incarcéré, des prisonniers de droit commun peuplaient-ils également la prison de Fresnes, mais devant l'afflux des politiques, ils furent vite refoulés vers d'autres prisons. Sans doute aussi, parmi les politiques, se trouvait-il beaucoup de menu fretin. Mais ce qui caractérisait alors cette prison et cela dura pendant plusieurs années, c'était la présence d'un nombre important de personnalités de rang élevé : anciens ministres, diplomates, écrivains, artistes en vogue, hauts fonctionnaires, militaires des plus gradés... Devant ceux-ci, les surveillants, alors fort imbus du respect hiérarchique, avaient du mal à ne pas «rectifier la position».

La considération que l'on montrait spontanément pour ces prisonniers hors du commun (sauf, ce qui était rare, en cas de passions politiques contraires) et le fait qu'ils étaient non des condamnés purgeant une peine, mais des prévenus pouvant être acquittés (ce fut le cas pour plusieurs d'entre eux) avaient assoupli l'administration de la prison. Elle accordait à ces prévenus, de sa propre initiative semblait-il, sinon le régime politique, du moins un statut qui s'en rapprochait, notamment en fait de visites, de colis de ravitaillement et, dans une moindre mesure et à condition qu'on en usât avec discrétion, de possibilités de circuler et de communiquer. D'où les dénonciations virulentes de l'Humanité contre «Fresnes-Palace» auxquelles Albertini fait allusion dans son journal.

On peut ajouter qu'il régnait dans la prison un grand esprit de solidarité. Les mieux approvisionnés en ravitaillement partageaient volontiers avec ceux qui ne disposaient de rien d'autre que du peu ragoûtant menu de l'établissement. Il fut même créé, administré par des détenus

mais sous le contrôle de l'administration, un service social alimenté notamment par des prélèvements effectués, avec leur consentement, sur le compte des riches, pour assurer aux plus dépourvus le paiement de certains compléments.

Le manuscrit du Journal de ma prison est formé de sept feuillets de format 21 x 27 pliés en deux et de cinquante autres de la moitié de ce format, presque toujours écrits recto verso. Il compte au total cent vingt et une pages, d'une écriture très fine pour ménager le papier, au crayon d'abord, à l'encre à partir du 18 décembre, le tout d'un premier jet et à peu près sans ratures.

Les noms propres sont souvent réduits à leurs initiales, soit par précaution, soit pour faire court. Ils ont été rétablis ici dans leur intégralité. D'autres personnes sont désignées seulement par leur prénom. C'était un signe d'amitié et le ton du récit aurait été altéré si les noms de famille avaient été ajoutés. Ils ont donc été indiqués en notes de bas de page, avec quelques précisions biographiques.

Le texte du Journal de ma prison a été complété ici par celui des Impressions d'audience qu'Albertini rédigea juste après sa condamnation.

*
* * *

Lundi 25 septembre

Je vois Laussel à 10 h. aux Ternes. Nous remontons le boulevard de Courcelles, 10 minutes et revenons aux Ternes. Il n'a pas les cartes et me les donnera mercredi.

J'observe qu'il a l'air pressé et un peu gêné. Mais comment pourrais-je me méfier? Il me quitte au coin du Fg St-Honoré. Quand il a fait trois pas, je jette un coup d'œil en arrière – je suis à hauteur du kiosque à journaux devant « La Lorraine ». Un homme, silhouette classique, met la main à son chapeau mou: « Monsieur Albertini? Police! » – J'ai compris – « Vous n'avez pas d'arme? Suivez-moi ».

Immédiatement deux autres inspecteurs apparaissent. Une puissante auto arrive. Je suis encadré et je monte, avec au cœur un immense dégoût et une infinie tristesse. Dégoût contre le salaud. Tristesse pour tous ceux qui vont m'attendre désormais. En même temps, une curieuse

impression de tranquillité. La vie cachée est finie. Le combat à visage découvert va recommencer. Mais, cette fois encore il va falloir risquer gros.

À 10 h. 20, j'arrive rue Las Cases au Contrôle Général de la Surveillance du Territoire. Je suis fouillé. Rien de compromettant. Et tout de suite le Contrôleur Général Cottoni, un Corse, veut m'interroger. Il me demande en entrant : « Où est Mme Altmayer »¹⁶ ? Je réponds que je l'ignore. « Où avez-vous passé la nuit ? ». « Aux Halles avec les filles ! ». Il rit. Il me dit : « Nous vous avons eu d'une manière particulièrement laide » et il me montre les deux photos que Laussel leur a remises, preuve s'il le fallait de sa trahison. Je refuse de répondre à ses questions, mais je discute politique avec lui.

C'est un résistant de la première heure, condamné à mort par les Allemands. Il voit rapidement de quel genre je suis et il s'amadou. À 11 h. 30, on me descend dans une salle du bas, sous la surveillance de trois gardiens de la paix. Il y a là un Alsacien, et le fils de René Martel, universitaire ami, arrêté la veille au soir. Cottoni me dira le soir qu'il est inculpé d'espionnage. Il appartenait à un service secret de la Wehrmacht. Cottoni m'a dit qu'il sera fusillé. C'est un gosse de 18 ans, qui a un cran étonnant, ses parents sont partis pour l'Allemagne. Lui combattait en Normandie. Je lui donne des conseils de calme et de prudence pour sa défense.

Je reste dans la salle sans manger jusqu'à 15 h. 30. À partir de midi, je pense à Gilberte qui m'attend et aux camarades. Je songe à leur anxiété au fur et à mesure que les aiguilles tourment sous mes yeux. J'imagine leur inquiétude, puis leur angoisse. Jamais je n'ai pensé à eux avec autant de tendresse. Ils sont plus près de moi que s'ils étaient à côté de moi. En même temps, je suis anxieux du sort de Gilberte. J'ai peur qu'elle téléphone à Laussel pour lui demander s'il m'a vu, que celui-ci lui conte une histoire et qu'il ne l'attire dans un guet-apens nouveau. Dès ce moment, je vais multiplier les efforts, infructueux sans

16. Gilberte Altmayer, née Mérouze (1906-1985), fut communiste dans sa jeunesse, secrétaire du secrétaire du Parti communiste et conseiller municipal Louis Sellier (1885-1978), qu'elle suivit en 1931 dans la dissidence et la création du Parti d'unité prolétarienne (PUP). Chef de secrétariat du RNP sous l'Occupation, elle deviendra en 1948 la seconde Mme Albertini. Elle avait connu familièrement tous les « jeunes » du PCF, la génération Thorcz (Georges Cogniot l'avait demandée en mariage) et elle apportait sur eux de précieuses informations – notamment sur la façon méprisante dont ils traitaient Marcel Cachin.

doute, pour l'avertir indirectement, sans risquer de faire découvrir la maison où il est convenu qu'elle se rendra si je suis arrêté. À 15 h. 30, nouvel interrogatoire infructueux. Je me borne à des discours de politique générale et corrige des rapports de police sur le R.N.P. À 17 h, je redescends dans la salle. Je comprends alors que la rue Las Cases est le centre des Services de contre-espionnage. J'y aperçois Laussel, j'ai le temps de lui crier : « Salaud ». Il se retourne, blême, plie les épaules et s'en va. Je le retrouverai plus tard. C'est un serment et il en mourra.

À 19 h., on me transfère en auto au poste de la rue de Grenelle face au Ministère de la Production. J'y passe la nuit avec une jeune femme, couché sur deux bancs. Des gardiens me vendent deux sandwiches. À minuit, des volontaires de la Défense passive arrivent pour un appel. J'avise un Arabe famélique. Pour 1 000 frs, il accepte d'avertir Mme Coupans. Mais je n'arrive pas à lui donner l'adresse complète, car nous sommes très surveillés. Au matin, je fais acheter les journaux. Je n'y suis pas. Cela m'ennuie beaucoup car mes amis vont craindre que ce soient les communistes ou des F.F.I. qui m'aient arrêté.

Mardi 26 septembre

Un auxiliaire du Poste me permet de téléphoner à Mme Coupans, qui est tout près. Je voudrais qu'elle vienne m'apporter un café (c'est autorisé) et aussi je ferais prévenir Yves et de là Gilberte. Mais, avertie ou non, elle ne vient pas. À 11 h, je repars en auto rue Las Cases. Les inspecteurs auxquels on signale toujours que je suis une grosse pièce me surveillent attentivement.

Nouvel interrogatoire infructueux par Cottoni, très courtois. Attente dans la salle. Une jeune femme, qui a eu un ami à la Gestapo, me donne un crayon (on m'a pris ce qui me servait à écrire) et me promet d'avertir Mme Coupans et Jeanne Galland que je choisis pour ne compromettre personne. Elle part vers 13 h. L'a-t-elle fait ? Je fais la même commission à deux braves gens de Bondy qui promettent. À 15 h., un Commissaire de Police, très aimable, me fait subir un interrogatoire d'identité de pure forme, me rend la plupart de mes objets, mon argent, cause longuement politique avec moi et m'envoie au Dépôt. Nous nous serrons la main au départ.

À 16 h., je pars en auto au Palais. Je regarde de tous côtés. Je ne verrai personne que je connaisse. Au Palais, les inspecteurs me mènent

directement au juge Berry. Il m'inculpe d'intelligences avec l'ennemi. À 17 h, je sors de son cabinet, avec un garde qui me passe les menottes. Je ne sourcille pas. Quand je lui dirai ensuite qui je suis, il est un peu gêné. Par le souterrain il me conduit à la souricière du dépôt, d'où je dois le soir même être conduit à Fresnes.

Je trouve dans la cellule trois détenus, deux jeunes hommes qui ont travaillé pour la Gestapo, et M. Perrugia, le grand marchand de chaussures de luxe de la rue de la Paix et de la rue du Faubourg St-Honoré, arrêté pour avoir fabriqué pour l'Allemagne. Nous sympathisons de suite. Il est très catastrophé, sa femme est arrêtée aussi. Je pense à la mienne dont je ne sais plus rien. Heureusement Gilberte est là, quelle sécurité pour moi de la savoir libre. Comme je pense aussi en ce jour à son désarroi !

La cellule de la souricière mesure trois mètres de long et un mètre de large avec un banc pour une personne. Il est ignoblement sale. Au fond, un siège de W.C. littéralement recouvert de merde. L'odeur est épouvantable. Il fait noir et l'on étouffe. Je reste jusqu'à 18 h 45 avec les trois camarades. À ce moment, nous montons dans le panier à salade. On nous fourre à trois dans un compartiment grillagé où un homme n'a pas de place. 1m 80 de haut, 0m 80 de large au carré, des fentes imperceptibles. On étouffe et on est secoué. Le supplice dure 40 minutes. Nous arrivons à 19 h. 25.

À Fresnes, nous passons à l'écrou, à l'inscription. On me demande si j'ai déjà été condamné. Nous sommes neuf – quatre hommes et cinq femmes. La maison a l'air immense, froide et sévère. Les couloirs n'en finissent plus. Au Greffe, tout nous est pris, cravate, bretelles, etc... On ne me laisse que de menus papiers, mon crayon, mon peigne, c'est tout. On nous donne un sac de couchage. Les deux détenus qui font tout cela avec des gardiens sont gentils et à la page. Ils ont l'air de nous mépriser un peu.

Nous allons dans le grand hall de la 1^{re} division où nous devons vivre. On nous distribue deux couvertures, gamelle, quart et cuiller (pas de couteau ni de fourchette) et on nous conduit, Perrugia et moi, au deuxième étage, dans la cellule où est déjà Hippolyte Worms. Pour moi, c'est un compagnon inattendu, mais je me promets d'éclaircir bien des choses¹⁷.

17. Georges Albertini avait entendu parler de l'existence d'une association secrète, très puissante, la *Synarchie*, dont Worms aurait été le chef.

Dans la cellule 257, nous installons nos deux paillasses, faisons nos lits en échangeant quelques paroles. Il fait noir. Il fait froid. Les réflexions que je fais ne sont pas gaies. Une première nuit en prison peut-elle l'être? Depuis que je suis à Fresnes, j'ai vraiment l'impression d'être séparé du monde et loin de tout. Et je pense tristement à tous les miens, ma famille, mon petit Claude, ma femme; à tous mes amis et compagnons de lutte, à Gilberte, à tous ceux qui sont arrêtés déjà.

Triste nuit dans le froid, mais sans une ombre de découragement.

Mercredi 27 septembre

Vers 8 h., nous nous levons. La cellule a 4 m de long et 2 m 20 de large. Le long d'un grand côté, il y a un lit dur et un maigre rayon pour les affaires. En face, une petite table qu'on replie contre le mur. Elle a 60 cm sur 50. Sur les petits côtés, la fenêtre qui donne sur la prison et au loin, Villacoublay, à droite Sceaux – on voit le lycée Lakanal. Neuf solides barreaux la verrouillent. En face, la porte constamment fermée. Dans un coin, près de la porte, 1 siège des W.C. avec l'eau au-dessus et une cuvette pour se laver. Par terre, deux paillasses.

M. H. Worms est un petit homme chauve et grisonnant, l'œil calme et vif tout ensemble. Il parle d'une voix tranquille en mesurant ses mots. Il parle peu dans ces premières heures. Aussitôt levé, il fait des exercices pour se dérouiller les articulations de la tête, car il a un fort arthritisme. À 9 h. on apporte le déjeuner – un assez mauvais viandox, très chaud et 400 grammes de pain noir pour la journée. On nous signale l'horaire de la maison – déjeuner à 11 h (soupe aux choux), sortie de 14 h. à 14 h. 30 à 5 ou 6, dîner à 17 h. (soupe aux choux plus épaisse) et coucher à la nuit. Et tous les jours c'est ainsi sans plus de variété. Les colis sont interdits, comme les visites et la correspondance. J'écris au juge pour lui donner les noms de mes avocats Paz et Frot, et je lui écris pour ma femme. Le coiffeur nous rase. À la promenade, je vois un jeune soldat qui va sortir ce soir, je le charge aussi d'avertir. Le fait-il? Toujours Mme Coupans.

Perrugia et Worms sont appelés par leurs avocats. Perrugia rentre le premier et me parle de ses origines. C'est un fils de gnaf (cordonnier) qui s'est fait lui-même. Je parle ensuite avec Worms du caractère de ses affaires. C'est ce qu'on appelle en Angleterre un « *Merchant Banker* ».

Son grand-père a été importateur de charbons, puis banquier et armateur. Nous discutons sur la nationalisation de la Marine Marchande et ses raisons contre sont impressionnantes. Je parle avec lui de l'origine des campagnes faites contre lui. Je comprends leur injustice foncière. Coucher vers 20 h. Ce moment est infiniment triste. Je pense plus fortement que jamais à tous. Où sont-ils ? Que font-ils ? Je songe à mes dernières nuits de liberté. Où sont-elles ?

Il y a, à Fresnes, Bussières¹⁸, Bouffet, l'Amiral Robert, Lehideux¹⁹, Poirier, Directeur de la Santé, Granier, directeur du Cabinet de Gabolde, Dayras, Secrétaire général de la Justice depuis 1940, Devise, Président du Tribunal d'État, 76 ans, Corvisy, Conseiller à la Cour de Cassation, Le Roy Ladurie²⁰, directeur de la Banque Worms, Duchemin et Frossard, directeurs de Francolor, Jahan, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de Peyrecave, directeur général de Renault, le banquier Mirabaud, etc... En somme, de quoi faire un grand ministère !

Jeudi 28 septembre

J'achève une lettre pour Mme Mérouze et Gilberte. Promenade plus tôt que d'ordinaire. Je lis le *Franc-tireur* du 27 qui a annoncé mon arrestation en gros caractères. Mes amis savent donc où je suis. Mais l'article est bien erroné. Qu'a dit *l'Humanité* ? Le coiffeur passe. On met dans les cellules une affiche annonçant un hypothétique et désuet régime politique. Attendons.

En attendant, on nous traite comme des malfaiteurs et la nourriture est très insuffisante.

Discussion avec Worms sur les origines de sa maison. Son grand-père, directeur de la Banque Goudchoux en 1848, quitte cette fonction quand Goudchoux devient Ministre des Finances en février 1848. Il se lance

18. Amédéc Bussièrre (1886-1959), préfet de Police du département de la Seine sous l'Occupation, arrêté en août 1944, condamné en 1946 aux travaux forcés à perpétuité, libéré en 1951.

19. François Lchidcux (1904-1998), nommé délégué à l'Équipement en 1940, puis secrétaire d'État à la Production industrielle, arrêté en 1944, libéré en 1946, bénéficiaire d'un non-lieu en 1949. Parmi les membres de son cabinet au secrétariat d'État à la Production industrielle, figurait Jacques Delmas, appelé plus tard Chaban-Delmas.

20. Gabriel Le Roy Ladurie (1898-1988), proche de Paul Reynaud avant la guerre, directeur de la banque Worms de 1940 à 1944.

alors dans l'importation de charbons. Nous discutons de la politique possible en 1940, et de l'importance des constructions navales américaines (1 million 1/2 de tonnes par mois, beaucoup plus que je croyais, d'où les erreurs de l'invasion).

Le soir, je fais le plan d'une histoire du R.N.P. Magnifique coucher de soleil. Le colis annoncé des Quakers n'arrive pas.

Vendredi 29 septembre

Perrugia part à 7 h. 30 à l'instruction. On vérifie les barreaux de la fenêtre. Discussion avec Worms sur les diverses marines marchandes du monde. Sa sympathie pour la Finlande. Le rôle de sa Banque dans le développement du commerce avec la Scandinavie. Discussion sur les rapports entre l'Angleterre et la France. La France ne risque-t-elle pas d'être peu à peu dénationalisée par l'Angleterre plus que par l'Allemagne? Worms, marié à une anglaise, est très anglophile, mais avec beaucoup d'intelligence, de sens critique, et tout cela est très acceptable. Il croit que le manque d'influence de la France en Angleterre vient des négligences du Français, de son côté « épicier » ; il y a du vrai. Nos vues concordent sur la décadence de l'Empire britannique. Il croit que l'Angleterre finira par s'en tirer à cause de son expérience et de son personnel d'élite. Il est anti-américain. Je lui montre le péril russe.

Pas de promenade. Il y a eu la gale. On désinfecte. J'aperçois trois officiers américains. Que se passe-t-il? À la douche froide, je vois Lehideux. Deux experts économiques américains sont venus le voir pour l'interroger sur l'industrie allemande. Leur plan est de faire travailler à fond l'industrie allemande de guerre pour la guerre contre le Japon. Pendant ce temps, ils démobiliseront la leur. De la France, ils se soucient peu. Curieux tout de même que les experts soient en prison. Avec Lehideux, nous tombons d'accord sur un socialisme positif et l'anti-communisme. Très bien. Ouvert et averti. Décidément, je suis fait pour m'entendre avec les trusts! Worms a eu un petit colis, et la soupe est bonne; festin! Je continue mon histoire du R.N.P., je m'arrête un peu après 19 h. – Worms lit, drapé dans un somptueux pyjama de laine beige. Coucher à 20 h. Perrugia rentre à 21 h. Le panier à salade a eu une panne. Le juge a été sévère et n'a cessé de signer des mandats

d'amener. Il est revenu avec l'un des assassins de Mandel qui ne trouve pas son cas mauvais! Premier jugement – un sympathique garçon qui a appartenu à la Garde Wallonne: 15 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour. C'est rudement salé. Perrugia a fait envoyer la lettre à Mme Mérouze. Je pense à tous, étendu dans mon lit.

Samedi 30 septembre

Nuit meilleure. J'ai haussé ma tête avec mes chaussures mises sous la tête. Déjeuner. Toilette. Conversations sur nos crimes respectifs... Je leur dis qu'on ne peut nous juger. Avec Worms, la familiarité se crée. Il parle beaucoup plus et nous sommes en train de devenir amis. Il a recousu aujourd'hui ses boutons avec application. C'est un compagnon agréable, cultivé. Avec Perrugia, nous faisons une bonne équipe. Aujourd'hui, il a de la viande et Perrugia, une pomme. Je vis à leurs crochets. Après déjeuner, grande conversation avec Perrugia sur la manière de faire les chaussures. Dorénavant, je serai chaussé sur mesures! J'ai honte de mes chaussures à 3 000 frs. Les plus chères que j'ai jamais eues pourtant! Worms parle très raisonnablement de la question juive (il est aryen, mais avec un parent juif). Vers 13 h. je me mets à écrire. Le temps est gris. Des avions ronflent. Je songe à ceux qui sont dehors. Où est ma femme? Que fait Claude? Mes parents? Les camarades? Et Gilberte? Que fait-elle? Où est-elle?

18 h. À la promenade, j'ai vu Granier, directeur du cabinet de Gabolde²¹. Il me dit que Berry est impartial et que nous risquons gros. Il est cafardeux. Vu Giraudy, l'afficheur. On nationalise: charbon, Renault. Sous quelle forme? Sous quelles pressions?²². L'affaire de Hollande a raté. On distribue un paquet pour trois venant des Quakers. Utile. Moment triste. Perrugia est en bas. Worms écrit. Je pense à mon cas toujours. Ma femme doit être si triste. Gilberte doit se débattre

21. Maurice Gabolde (1891-1972), magistrat et homme politique, amputé d'une jambe pendant la Grande Guerre, ministre de la Justice et garde des Sceaux de 1943 à août 1944, réfugié ensuite en Allemagne, puis en Espagne où il vécut en enseignant le français. Condamné à mort par contumace en 1946.

22. Formé à l'école des «planistes» de la CGT (qui comprenait Robert Lacoste, René Belin, Georges Lefranc, Lucien Laurat, etc.), Albertini restait encore attaché au principe des nationalisations.

tant qu'elle peut, maudire son impuissance. Elle veille sur nous, j'en suis sûr. Quelle fortune inespérée de la sentir présente et agissante là-bas Je vais continuer mon histoire du R.N.P.

Dimanche 1^{er} octobre

16 h. 30. En fait, je n'ai pas écrit hier. Conversation sur la peinture moderne. Worms est connaisseur. Perrugia est amateur. Je couche à la place de Perrugia sous la fenêtre. Je soulève ma tête en mettant deux gamelles sous la paille. Nuit longue et froide. Perrugia fait à l'eau les chaussures de Worms. Réussite éclatante. Temps triste et pluvieux. Je me remets à mon histoire du R.N.P. Promenade avec Granier arrêté depuis le 1^{er} septembre. Moral bas. «Ce sont les meilleurs qui sont ici», dit-il. Je le remonte en lui disant qu'il n'y aura pas de jugement. Toujours mon optimisme, diraient certains... Mais il m'aide à vivre. Les F.F.I. tiennent toujours la 3^e division à Fresnes. Worms expose longuement son arrestation. Inique. Je lave ma serviette. Grâce à Lehideux, nous avons une pince à ongles. Worms coupe ceux de ses pieds et se fend le gros orteil. Soleil couchant magnifique comme chaque soir. Je suis anxieux pour ma femme. Comme je la plains et voudrais la savoir saine, sauve et tranquille. Je songe à tous les miens, à ceux avec qui j'ai passé mon dernier dimanche, au repos, au retour... Quelle tristesse ! Mais je suis serein et terriblement lucide. J'ai toute ma confiance et ma force. Mon énergie est intacte. Mes meilleurs amis, ceux qui ont le plus confiance en moi, Gilberte même seraient surpris s'ils pouvaient me voir. Je n'ai pas bronché. Je crois que je ne broncherai pas. Puissent tous ceux que j'aime et qui m'aiment rester saufs. C'est tout ce qui m'angoisse. Moi, j'ai la conscience assurée. Et je leur dis à tous d'être dignes de ce qu'ils attendent.

Lundi 2 octobre

16 h. Au lit hier soir, longue conversation avec Worms sur le rôle de la femme en Angleterre et en France dans la famille, sur le système scolaire anglais. J'apprends beaucoup de lui sur l'Angleterre qu'il connaît à merveille. Nuit moins froide. Je mets une demi-heure à me couper les ongles avec la pince de Lehideux. Worms partage au déjeuner

les quelques provisions qui restent. Nous sommes gênés de le priver. J'écris après quelques pages de mon histoire du R.N.P. Peu de goût. Elle sera beaucoup plus grosse que je ne croyais.

Promenade avec Lehideux. Il a bien connu Bichelonne et dit qu'il manquait de jugement. Vrai. Il me parle des préjugés de Déat et de son talent. Vrai. Nous sommes d'accord sur beaucoup de choses. Le coiffeur vient. Barbe, coupe de cheveux possible. Il est convenu que le *Journal de ma prison* ne paraîtra pas sans que Worms et Perrugia le voient. Mais je ne l'écris pas pour le public, seulement pour que sachent, plus tard, ceux qui me sont chers. Worms parle avec sympathie de Frot et de Monzie.

18 h. Après le dîner, Lehideux me fait passer *La Ferme* de Bromfield. Délices de la lecture. Il y a huit jours que je n'ai rien lu, depuis le tome 4 du *Journal de la France* d'Alfred Fabre-Luce. Le souvenir de ce jour ne me quitte pas. Ce fut la dernière bonne soirée. Le soleil est revenu. Worms et Perrugia voient leurs avocats. Je demande à Perrugia de faire avertir les amis. Que signifie leur silence? Ils ont vu le journal pourtant. Je vais manquer de papier. Ceci n'est pas drôle. Écrire est ma seule occupation. Il faut absolument qu'on sache comment j'ai vécu et ce que j'ai pensé pendant cette détention.

Mardi 3 octobre

15 h. Assez bonne nuit. Pas froid, j'ai mis sur mes pieds un châle de laine reçu par Perrugia. À 6 h. 30, on le réveille pour «l'extraire», comme on dit dans le jargon de la prison, c'est-à-dire pour le mener à l'instruction. Pourtant son avocat hier ne l'a pas prévenu. Lever à 8 h. Déjeuner. Worms et moi, nous nous aidons à nous laver réciproquement la tête. Je m'attache à être très propre, à me laver beaucoup, plus même qu'il ne le faut – c'est pour réagir contre tout ce qu'on fait pour nous humilier et nous rabaisser. Ils auront beau faire, nous resterons des hommes.

Conversation avec Worms sur les hommes politiques actuels de l'Angleterre à propos des élections prochaines. Il m'expose pourquoi il est hostile à la nationalisation des mines de charbon en Angleterre, qui sera un des articles essentiels de la plate-forme travailliste. Il estime que cette mesure nuira beaucoup à la prospérité commerciale de l'Angleterre.

En Worms, je découvre une catégorie de Français sympathiques, bien que je ne sois pas de leur opinion, n'aimant pas les Allemands, mais souhaitant l'union des Français et déplorant les excès actuels. On ne lui pardonne pas d'avoir quitté Londres en octobre 1940. Déjeuner. Les provisions s'épuisent. L'affaire des colis hebdomadaires ne s'arrange pas. Un peu de lecture de *La Ferme*. Promenade plus tôt que d'ordinaire. Et je me mets à rédiger ces notes cependant que Worms parcourt la cellule 200 fois de long en large, aller et retour comme chaque jour. Il fait ainsi ses 1 600 m quotidiens. Je me remets à l'histoire du R.N.P.

19 h. Worms a vu Lénart, son avocat. Rien pour les paquets. Dîner monotone. Conversation languissante. *Témoignage Chrétien*; excellent article du Père Chaillet, jésuite, sur «*L'Unité française*». La Revue de la Presse expose les divergences dans tous les domaines. L'anti-communisme progresse. Pluie toute la journée. Froid dans la cellule. J'écris à Paz que je n'ai encore rien vu ni reçu. Que se passe-t-il? Je suis coupé de tout depuis huit grands jours. Et je pense un peu plus chaque jour à tous ceux que j'aime, mon père, ma mère, ma femme, mon petit Claude et à tous ceux qui étaient près de moi comme Gilberte. Comme ils me manquent! Chassons tout cela. Ne pensons qu'à nous défendre et à nous battre. Quand je les retrouverai, quelle joie et quel bonheur!

Jeudi 5 octobre

13 h. 30. Hier mercredi à 6 h. 30, brusque réveil. Le gardien m'informe que je suis «*extrait*» et dois aller au Palais. Surprise, puisque je n'ai pas vu mes avocats. De 7 h. 30 à 8 h. 30, une heure dans la «*boîte à deux*» – cabine de 2 m 50 de haut, 80 cm de large et autant de profondeur. Mon compagnon, Beaugrand, a fait de grosses affaires avec les Allemands, notamment à Jersey et à Guernesey. Il a un moral excellent.

À 8 h. 30, départ dans le panier à salade. Mon compagnon est cette fois Georges Dayras, Conseiller d'État, qui fut pendant quatre ans Secrétaire général du Ministère de la Justice. Nous sympathisons tout de suite. Il a été arrêté il y a quarante-cinq jours et très malmené au Vel'd'Hiv'. Il me raconte ce qui s'y est passé. Ce fut odieux. Il est en cellule avec Corvisy, Conseiller à la Cour de Cassation, et Poirier, ancien Directeur de la Santé. Nous parlons des procès. Il craint beaucoup la passion des quatre jurés. Il pense que les inculpations

sont indéfendables. Il note à juste titre que, si nous sommes des traîtres, on ne doit pas nous accorder le régime politique : à un pareil crime, ne peut correspondre un régime de faveur. Qu'on nous le permette est l'indice de l'incertitude de nos juges.

À 9 h. 30, arrivée au Dépôt et attente dans la souricière. La mienne dure sans arrêt jusqu'à 17 h., cependant que je ronge ma miché de pain, seule nourriture de la journée. C'est une pénible épreuve, mais que je supporte gaillardement. Je n'ai jamais été mieux que depuis que je suis arrêté. Puisse cette chance continuer !

À 17 h., je monte chez le juge. Le garde mobile me passe le cabriolet. Quand je lui dis mon nom et ma qualité, il me l'enlève en me disant qu'il me saluait souvent au Ministère où il était de garde. Ironie du sort – hier il se mettait au garde à vous devant moi, aujourd'hui il me passe les menottes ! De plus, c'est un Corse – Péraldi. Nous parlons, je lui dis les épreuves de ma femme. Il est écœuré. Ecœuré par toutes ces arrestations. C'est un brave homme. Nous nous quittons les meilleurs amis et il me serre la main au retour, qui s'effectue sans menottes.

Chez le juge, il ne s'agissait pas de mon affaire, mais d'un témoignage pour une affaire de faux chèque datant de 1943, dont on recherchait l'auteur, et qui a été tiré avec un chéquier du R.N.P. vieux de 1941. Je dis le peu que je sais, mais suis furieux d'avoir attendu 9 h. pour si peu. Au retour à la souricière, Dayras me dit que lui aussi a été appelé par son juge comme témoin pour une importante mission confiée à un fonctionnaire. Voilà un accusé qu'on appelle à la rescousse pour y voir clair. Son juge, M. Marchat, est un galant homme. M. Dayras lui a exposé le régime intolérable de la prison, il en a été très mécontent. Lettre à Mme Mérieux. À 18 h. 30, le panier à salade me reprend, trois dans une cage. Nous étouffons, il y a un vieillard de 75 ans. Retour à 19 h. J'apprends que les colis vont être autorisés, ainsi que lettres et visites. J'ai lu le journal à la souricière. J'en parle en rentrant, le malaise s'accroît entre le gouvernement et la résistance. C'est inévitable. La femme de Perrugia est libérée le soir même.

Aujourd'hui, après une nuit où j'ai eu chaud (une couverture donnée par Perrugia qui l'a reçue de sa femme avant son départ), rien de saillant. Repas assez léger. Worms écrit beaucoup. Je lis après le déjeuner quelques pages de *La Ferme*.

18 h. 30. Vers 16 h. dans notre cellule, une journaliste américaine et un officier de police anglais entrent, accompagnés de trois policiers

français. Ils viennent de Drancy. Worms, qui parle couramment l'anglais, parle avec eux longuement de son affaire d'abord, qui les intéresse. Ensuite nous disons ce que nous pensons du régime intérieur. Ils vont ensuite chez Duchemin. Curieuse visite – ils ont été très aimables. Je n'arrive pas à lire. Je suis de plus en plus inquiet par le silence de tous. Pourquoi n'ai-je pas de colis de vêtements? Pourquoi pas de réponse de l'avocat? Seraient-ils tous arrêtés? Je ne puis pas le croire. Tous ne peuvent pas l'être. Mais quelle angoisse tout de même. Rien de ma femme, où est-elle? Rien de Gilberte indirectement, que devient-elle et Mme Mérouze? Et les autres? Je ne comprends plus. Cette sensation d'isolement absolu depuis 11 jours devient intolérable. C'est vraiment le secret. Normalement demain il doit y avoir du changement. Il a plu toute la journée. Je n'ai rien fait de mon histoire du R.N.P. Soirée triste. J'ai le cœur lourd. Heureusement, je garde la tête claire et tout mon courage. Mais j'aurais tant besoin d'une amitié près de moi, d'un peu d'affection.

Vendredi 6 octobre

Bonne nuit. Perrugia m'a prêté une couverture. J'ai plus chaud. Mais dès 6 h, c'est un bruit infernal – réveil des extraits, puis des détenus de droit commun, appels, cris, bruits de sabots. À 8 h, on passe pour relever les lettres. Mais comme on n'a pas le droit d'écrire... Déjeuner – toilette. Je lis un peu *La Ferme*. Je parle longuement de Caillaux à la demande de Worms, puis de l'affaire Dreyfus, puis de la question juive, et je conte mon incident violent avec le P.P.F. (article de *l'Œuvre* et tract). Sur cette question délicate pour lui, à cause de son origine, Worms fait montre d'une grande liberté de jugement, et en somme nous arrivons à nous comprendre. Il me dit qu'à la sortie de Fresnes, nous devons rester amis. Je suis heureux de lui dire que j'accepte. Curieux retour des choses.

J'écris beaucoup après 12 h, puis après la promenade. Dans mon histoire du R.N.P., j'esquisse quelques portraits. Je n'y suis pas habile. Je fais aujourd'hui celui de Gilberte. Puisse-t-elle y trouver l'expression de la gratitude que je ne cesserai de lui avoir pour tout ce qu'elle m'a consacré de son temps et d'elle-même!

Le coiffeur est passé, j'ai la peau arrachée. On annonce l'arrivée pour ce soir ou demain de trois gros poissons – Flandin, Peyrouton²³ et le général Bergeret, anciens ministres du Maréchal. On leur a préparé au troisième étage de notre division trois cellules, 389, 390, 391, juste en face de notre 257, qui est au 2^e. Georges Suarez²⁴ qui vient d'arriver au 293 (arrêté le 3) me fait adresser le bonjour. Je voudrais bien le voir.

Je suis très déconcerté par le silence où me tiennent mes amis. Rien des avocats. Rien de Mme Mérouze. Rien de Mme Fontaine²⁵. Rien de Gilberte. Que s'est-il passé? Je me le demande avec angoisse. Il y a plus de quinze jours que je ne me suis pas changé. Et surtout je souffre de ne rien savoir. Il y a trois semaines que ma femme est au 34, rue de Châteaudun. Je ne sais rien d'elle. J'en éprouve un vif chagrin. Elle a toujours une telle confiance en moi. Comme je me reproche de l'avoir envoyée faubourg Poissonnière²⁶! J'espère de tout cœur qu'elle est relâchée ou va l'être. Elle moins que tout autre a mérité d'être traitée ainsi. Elle doit être dans une angoisse affreuse à mon sujet. Et son petit Claude doit tant lui manquer. Quand je pense à tout cela, je sens que les larmes couleraient vite si je ne me contenais. Et mes chers vieux parents, qui ont été une de mes raisons de vivre, pour lesquels j'étais si heureux d'être un sujet de fierté. Comme ils doivent souffrir! Pourvu qu'on ne leur ait fait aucun mal. Comme le silence surtout est oppressant. Quand donc ce cauchemar finira-t-il? Si j'étais rassuré sur les miens, sur Gilberte, sur les siens, alors je suis capable d'attendre ici tant qu'il le faudra. Je me découvre une patience insoupçonnée et une égalité d'humeur qui surprendraient tout le monde. Je vais finir par écrire des volumes.

Belle soirée, moins froide qu'hier. Worms et Perrugia lisent. Atmosphère paisible. Mais mon cœur est inquiet. Amis chers et si lointains, pourvu que vous soyez saufs. Je ne pense qu'à vous tous, et jamais

23. Marcel Peyrouton, né en 1887, ambassadeur avant la guerre, nommé secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 1940, rallia en 1942 l'amiral Darlan et le général Giraud en Algérie, fut arrêté en 1943 et acquitté par la Haute Cour en 1948.

24. Georges Suarez, né en 1890, écrivain, journaliste, avant la guerre de tendance pacifiste, sous l'Occupation directeur du quotidien *Les Nouveaux Temps* (voir aussi la note 43).

25. Mme Fontaine était la mère de Simone Guyot, qui avait appartenu au secrétariat du RNP et dont le mari était prisonnier de guerre. Gilberte Altmayer s'était réfugiée chez les Fontaine.

26. À l'appartement des Albertini pendant l'Occupation.

à moi. Je vous le dirai plus tard. Si le malheur voulait que je ne puisse vous le dire moi-même, ces pages écrites au jour le jour pour vous vous le diraient, et vous le sentiriez. J'écris aussi pour mon cher petit Claude, pour qu'il sache ce qu'a vécu son père qui l'aime tant – et dont jamais il ne rougira, car c'est pour la France seule qu'il a travaillé ces quatre années durant. Et c'est lui, le cher ange, que j'embrasse ce soir tendrement.

Samedi 7 octobre

16 h. 30. Bonne nuit. À 8 h., réveil brusque, le surveillant m'appelle pour aller voir mon avocat. C'est Paz, enfin ! Il a été absent de Paris une semaine, d'où la longue attente. Très chiquement (car il ne pense plus comme moi), il accepte de me défendre. Il sera mon premier avocat chargé de mon cas personnel, et il est très content que Frot soit mon deuxième pour plaider le cas politique surtout. Je le charge de toutes les commissions pour faire cesser le silence et l'isolement. Par lui, je sais que Gilberte a deviné que c'était Laussel le responsable. Il me dit que ma femme est à Fresnes. Si elle est auprès des F.F.I., cela me navre. Mais j'ai confiance qu'il la tirera de là. Quand il part, je suis tout ragaillardi, et cette impression se prolonge toute la journée. Il me demande une note sur l'arrestation de ma femme, une autre sur ma situation militaire. Je les ai faites aujourd'hui. Je poursuis mon histoire du R.N.P. Je lis quelques pages. Pas de promenade, on ne sait pourquoi. Discussion hier soir avec Perrugia sur les perversions masculines à propos des souliers de femmes et, avec lui et Worms, ce matin sur l'amour paternel, et celui qu'on porte à ses parents. Éclectisme des discussions de la prison. Perrugia a dessiné le premier modèle de chaussures d'une série qui s'appellera « *Frénésie* ».

À 18 h., on appelle Worms qui remonte avec le contenu d'un colis magnifiquement conditionné. Quelques minutes après, on m'appelle. C'est Mme Worms qui m'envoie un très beau colis, car elle sait, par Maître Lénart, avocat de son mari, que je ne puis en recevoir encore. Geste infiniment délicat et qui me touche. Nous sommes à la tête de dix jours de vivres. En remontant, la cellule 293 étant ouverte, j'aperçois Suarez, je l'appelle, nous échangeons de loin deux mots avec une joie intense. J'aimerais le revoir. La prison accuse les amitiés. Flandin, Bergeret et Peyrouton sont arrêtés. On a ripoliné leurs cellules. Un général de brigade est venu faire une inspection quand j'étais

en bas aux colis. La soirée est admirable, douce avec un coucher de soleil d'une richesse exceptionnelle. Des avions courent dans le ciel vers Villacoublay. La journée aura été meilleure à tous égards. J'achève ainsi la seconde semaine de détention.

Dimanche 8 octobre

16 h. L'heure a changé. À 7 h. il fait grand jour. Lever à 7 h. 30. Notre emploi du temps va être modifié, par décision commune : nous nous leverons vers 7 h., ferons notre toilette et déjeunerons de 7 à 9, travaillerons de 9 à 11 (écrire surtout), déjeuner à 11 h., travaillerons de 12 h. à la promenade, vers 14 h, puis de retour de la promenade vers 14 h. 30, jusqu'à 17 h. lecture et écriture. Après le dîner de 17 h, il est décidé que nous parlerons et nous nous coucherons à 19 h., à la nuit. La vie s'organise, mais cela fera 12 h. de lit. Excellent déjeuner à cause des colis Worms, soupe, œufs au bacon, rosbief, gruyère, raisin. Quel article pour *l'Humanité* ! Ensuite je me mets à l'histoire du R.N.P. jusqu'à 16 h. avec seulement une demi-heure d'arrêt à la promenade. Perrugia lit *La Ferme* et Worms travaille pour son dossier. Ce matin à 10 h. l'infirmier a apporté de l'eau chaude pour un Nescao. Worms le confectionne avec du lait en poudre, mais l'eau est tiède, ce n'est pas brillant. Pour Paz, je rédige une liste de ma famille. J'apprends avec joie qu'aux F.F.I. à Fresnes la nourriture est améliorée par les Quakers, je le souhaite de tout cœur. Le sort de ma femme m'angoisse. Je pense qu'il y a quinze jours je lisais tranquillement chez d'excellents amis. Vous en souvenez-vous, Gilberte ? Je suis bien sûr que vous devez y penser aujourd'hui. Quand j'évoque ces souvenirs, une grande tristesse m'envahit et je me prends à piaffer d'impatience. Il faudra pourtant être patient. Mon moral est à 100 depuis le début et malgré toutes ces épreuves. Bobard : on annonce l'évasion de Bonny²⁷. On nous a pris nos sacs de couchage qui sont remplacés par un drap ! Pourquoi ? Mystère. On nous distribue cinq plumes, de l'encre, mais pas de porte-plume.

27. Pierre Bonny (1995-1944), avant la guerre officier de police judiciaire, titulaire de la médaille d'argent de la police, qualifié par le ministre de l'Intérieur Henry Chéron de « *meilleur policier de France* », puis révoqué pour malversations. Sous l'Occupation, il dirigea une organisation située rue Lauriston à Paris, qui traquait résistants et trafiquants du marché noir. Arrêté à la Libération, il partagea une cellule de la prison de Fresnes avec Jean-Jacques Guionnet,

Lundi 9 octobre

18 h. Bonne nuit. Coucher à 19 h. Lever à 7 h. Réveil dès 4 h. Que c'est long! Comme on pense et à tout et à tous! Ce matin je travaille longuement à mon histoire du R.N.P., ainsi que l'après-midi. Je suis bientôt à juillet 1943. Je crois que ce sera intéressant. On apprend qu'un gardien a été sévèrement puni. Il a accepté une tablette de chocolat pour ses gosses. Déjeuner – Bon – Promenade – Je documente un LVF sur son procès: informations diplomatiques sur la Russie. Il est heureux. Je le fais pour d'autres. Je vais devenir la providence de tous les braves types inculpés. J'en suis heureux, j'ai l'impression de servir à quelque chose.

À 16 h., Paz arrive, surprise, je ne l'attendais pas. Je sais donc où se trouve ma femme. Quel triste sort! Comme elle a dû souffrir! Je vais essayer de la faire visiter par l'aumônier, bien qu'il ne puisse pas aller dans la division tenue par les F.F.I. où elle est. J'ai des nouvelles de Gilberte (rousse!)²⁸ et de tous. C'est la bonne nouvelle du jour. Je lis avec joie son écriture. Je lui réponds. Elle verra sans doute que mon écriture a un peu tremblé... Je parle longuement à Paz de mon procès, de mon cas qui est bon et de la politique en général. Paz me donne quelques informations politiques. Je rentre vers 17 h., réconforté. Je sais que je les retrouverai tous. Ils savent maintenant comment je suis. Je sais qu'ils font tout ce qu'ils peuvent, et surtout Gilberte. Comme je lui devrai des choses! Mais pour tous, je pense qu'ils n'auront pas à rougir de moi. Je les servirai peut-être plus par mon procès que par n'importe quoi. Je voulais être le chef. Je fais l'apprentissage. C'est dur moralement, mais il le faut. Je suis sûr de tenir jusqu'au bout et après. Il n'est pas encore 19 h., le soir tombe. Il faut s'arrêter pour se coucher.

Mercredi 11 octobre

Hier, je n'ai rien écrit sur mon journal. J'ai été occupé à rédiger pour Paz une note pour lire à l'interrogatoire (quinze lignes) et une notice biographique²⁹. Elle est détaillée. J'ai ainsi revécu bien des heures de ma vie, depuis mon enfance. Quand je considère cette vie

à qui il avoua avoir fait condamner Guillaume Seznec à l'aide d'une preuve confectionnée par ses soins. Il fut condamné à mort et fusillé le 26 décembre 1944.

28. Gilberte Altmayer s'était fait teindre les cheveux.

29. C'est la notice qui figure en tête de ces *Écrits en prison*.

où le travail a eu tant de place, je me dis vraiment que je n'ai à rougir de rien. Je me sens une forme étonnante. On me dit que chez les F.F.I. à Fresnes, il n'y a pas de mauvais traitements. J'écris au directeur de la prison pour lui demander audience et lui parler de ma femme.

Ce matin, j'écris l'histoire du R.N.P. Je la ferai lire à Gilberte avant qui que ce soit. Je pense lui donner les premiers morceaux demain jeudi par l'avocat. Je rectifierai selon ce qu'elle dira. Pourvu qu'on ne l'arrête pas ! Que deviendrai-je sans elle en liberté ?

16 h. J'ai vu Suarez en allant chercher un deuxième colis de Mme Worms. De sa part, c'est un geste que je n'oublierai pas. Suarez si heureux de me voir ! Il est un peu déprimé, mais confiant. Je lui suggère de prendre Frot qui est son ami. Il va le faire. Il me dit qu'il n'oubliera jamais notre amitié. Il a l'air ému. Je le vois dans sa cellule, ils sont très mal ravitaillés. Je lui donne une partie de mon colis et il me remercie chaleureusement. Notre amitié sera curieusement liée. Il est amer sur ceux qui sont partis et sur les Allemands. Nous nous promettons de nous revoir. C'est difficile, bien qu'il soit à 20 mètres de moi. J'apprends l'arrivée de Lucien Combelle³⁰, de l'amiral Estéva, de gros industriels. Mon voisin de cellule (256) qui arrive du dépôt a vu Levillain³¹ et Benoist-Méchin³². Leur moral est excellent et ils ont confiance. Je pense à Benoist-Méchin avec lequel j'étais en train de lier une solide amitié. C'est un homme comme il en faudrait beaucoup. Je vois le secrétaire du Dr de la prison. Je lui demande de faire dire à ma femme que son fils est en bonnes mains et qu'on s'occupe d'elle, et que je suis en bonne santé sans lui dire que je suis arrêté. Il obtempère en rechignant. Alors je l'engueule sèchement. Il rougit et promet

30. Lucien Combelle, né en 1913, secrétaire d'André Gide avant la guerre et, sous l'Occupation, directeur de l'hebdomadaire « Révolution nationale ». Il fut condamné à quinze ans de travaux forcés en 1944 et amnistié en 1951.

31. Maurice Levillain (1892-1974), ouvrier mécanicien, ancien pompier de Paris, conseiller municipal socialiste de Paris (quartier de Charonne) et conseiller général de la Seine.

32. Jacques Benoist-Méchin (1901-1983), journaliste, écrivain, pacifiste et partisan dès l'avant-guerre de la collaboration franco-allemande. Sous l'Occupation, secrétaire général adjoint à la vice-présidence du Conseil, chargé des relations franco-allemandes. Arrêté en septembre 1944, il fut condamné à mort en 1947, gracié par le président de la République Vincent Auriol et libéré en novembre 1954.

de s'exécuter. C'est un jeune sot que je giflerais volontiers. Je continue à beaucoup écrire.

Jeudi 12 octobre

10 h. Coucher la veille à 19 h. comme d'habitude, à la nuit. Perrugia raconte quelques histoires grivoises, comme chaque soir. Je m'endors vers 19 h. 30 ou 20 h. et me réveille à 3 h. 1/2. Impossible de dormir jusqu'à 6 h. Et je pense. C'est ainsi chaque matin. Dans ces trois heures, les pensées qui roulent dans la tête sont peu gaies et sans mesure. Je comprends même ceux qui souffrent d'insomnie depuis des mois... Toutes les quatre heures, le surveillant passe, allume la lampe, regarde dans la cellule et éteint. À 6 h.-6 h. 30, on réveille ceux qui vont au Palais – les extraits – puis les détenus de droit commun. Ceux-ci descendent à 7 h. dans un bruit infernal de sabots et de cris. C'est exaspérant. Je me lève vers 7 h. 1/4. Confection d'un chocolat froid avec lait en poudre et Nescao. Le coiffeur passe. J'ai presque les cheveux en tresses. Ce sera pour la prochaine fois! Je me trouve très bien. Je vais couper ma moustache.

16 h. J'ai beaucoup écrit à mon histoire du R.N.P. aujourd'hui. J'attends le secrétaire de Paz. J'ai beaucoup à lui donner. Ce matin, longue conversation avec Worms sur la nécessité pour la France, de son point de vue, de faire une politique d'entente avec l'Angleterre. Longue conversation sur son rôle politique supposé. Il faudra que j'en parle à Dominique Sordet³³ pour qu'il rectifie sa brochure. Elle est inexacte sur ce point. J'espère que tout cela va aboutir à Gilberte aujourd'hui. Elle lira tout cela avec intérêt, j'en suis sûr.

18 h. L'avocat n'est pas venu, c'est une déception. Ceux de Worms et de Perrugia sont venus. Ils sont en bas. J'ai fini de dîner seul. Le ciel gris s'est dégagé. Le soleil couchant apparaît. C'est l'heure où chaque jour la tristesse se saisit peu à peu de moi, surtout quand je suis seul. J'espérais des nouvelles de ma femme par le directeur. Je n'en ai pas. Je regarderai

33. Dominique Sordet, musicologue, journaliste, fondateur en 1937 de l'agence de presse « Inter-France », ardent collaborationniste sous l'Occupation, arrêté en août 1944.

tout à l'heure le beau portrait de mon petit Claude que Gilberte a eu la touchante pensée de me faire apporter. Et je penserai à tous, aux amis, à mes camarades de combat, à ceux qui ont vécu avec moi les derniers jours, Guy³⁴, Guionnet³⁵, Silly³⁶, Yves³⁷ et sa femme, Simone et ses admirables parents, à Catherine si courageuse et si gaie, à Gilberte qui a poussé pour moi si loin l'abnégation, à tous ceux qu'elle aime aussi... Cette vie recluse me pèse quand le soir tombe, à la veille d'une interminable nuit. Mais je pense aussi au travail que je fais, à l'histoire du R.N.P. que j'écris. Comme revivent les souvenirs... Cela aussi m'aide à vivre. Ceux qui ont combattu avec moi n'ont pas à rougir de ce que nous avons fait. On le reconnaîtra plus tard. C'est toujours à eux que je pense, aux admirables militants de province. Mon procès s'il vient – ce que je ne crois pas – sera le leur, qu'ils se rassurent! Je saurai les défendre. Je le leur dois. Ils se sont trop bien battus pour qu'on les abandonne. Et je suis resté pour que cela ne soit pas. Le destin s'accomplira. Mais les beaux jours ne peuvent pas ne pas revenir.

34. Guy Lemonnier (1916-2011), professeur de lettres, membre avant la guerre du Parti socialiste SFIO, collaborateur de Georges Albertini d'août 1943 à la Libération. Plus tard, après la prison, rédacteur principal d'*Est & Ouest* et directeur des *Études sociales et syndicales* sous le nom de Claude Harmel. Auteur de « *Lettre à Léon Blum sur le socialisme et la paix* », « *Histoire de l'anarchie* », « *La CGT* » (collection Que sais-je?).

35. Jean-Jacques Guionnet, instituteur, socialiste rallié avant la guerre au Parti socialiste de France. Il y avait connu Marcel Déat et s'était attaché à lui quand celui-ci était allé se faire élire député en Charente. Après la guerre et la prison, il sera pendant quelques années secrétaire administratif du *Centre d'archives et de documentation*, puis reprendra une activité professionnelle.

36. Roland Silly (1908-1995), ingénieur électricien, militant des Jeunesses socialistes SFIO, proche depuis 1935 de leur secrétaire général Bernard Chochoy, secrétaire de la Fédération CGT des Techniciens. Sous l'Occupation, membre de la Commission permanente du RNP et secrétaire général des Jeunesses nationales-populaires (JNP). Après la guerre et la prison, il reprit ses activités professionnelles tout en assurant la gestion d'*Edimpra*, l'imprimerie créée par G. Albertini et lui-même en 1951 pour assurer l'indépendance des publications du *Centre d'archives et de documentation*.

37. Yves Guilbert, ancien élève de Georges Albertini à l'École normale de Troyes, instituteur, après la guerre journaliste, chargé de la rubrique d'Amérique latine dans *Est & Ouest* et responsable de l'édition en langue espagnole *Este & Oeste* (1962-1977), auteur du livre « *Castro l'infidèle* » (1961).

Vendredi 13 octobre

13 h. Hier soir, conversation au lit avec Worms sur l'aristocratie anglaise, son renouvellement, les décorations, etc... Je vais devenir ferré sur la civilisation britannique. Mauvaise nuit, réveil vers 3 h. du matin. Vers 6 h. 1/2 je raconte les dernières journées d'août: Laval, Herriot³⁸. Lever à 7 h. Toilette. Déjeuner. Et j'écris à mon histoire du R.N.P. jusqu'à 11 h. Déjeuner. Perrugia ensuite dessine la cellule. J'aurai un dessin à faire passer. Je me remets au travail ensuite: je suis ému encore en pensant au défilé de juillet 43. Ce fut l'apogée du R.N.P. Vous en souvenez-vous, Gilberte, Lucien? Comme nous étions heureux et fiers! J'attends toujours mon colis de linge. Il y a là quelque chose que je ne comprends pas. Rien sur ma femme. Ce jeune secrétaire se moque éperdument de mon angoisse. Si je le retrouve...

Samedi 14 octobre

18 h. À 9 h., Paz arrive. Je lui donne tous les documents. Il me conte la visite de Gisèle³⁹ à Frot qui accepte. Quelle avocate! Dommage qu'elle ne puisse pas plaider... Il m'apporte les cahiers qu'elle a achetés pour moi et un mot d'elle plein de choses réconfortantes. Je sais qu'ils pensent tous à moi, et qu'elle est l'âme de tout cela. Comment la remercierais-je jamais? Paz a aussi de bonnes nouvelles pour ma femme. Elle a des colis et des nouvelles de Claude. Yves s'est bien débrouillé. C'est un grand poids de moins. À la promenade, j'apprendrai que les F.F.I. vont abandonner les prisonniers aux mains des gardiens, gros progrès. Je vais essayer de la faire visiter par le pasteur et le médecin. Son calvaire doit approcher de sa fin. Paz me donne des conseils: être prudent, se méfier de la vivacité d'esprit. Gilberte a dû lui dire du mal de moi. Nous établissons les grandes lignes du procès, ma position personnelle. Je lui dis des choses qui le touchent et qui sans doute toucheraient les juges, s'il y en a... Nous parlons de Déat. Grave cas de conscience pour moi.

38. Albertini avait suivi de près, peu avant la Libération, la tentative de Pierre Laval de restauration, avec l'aide de Édouard Herriot, des institutions de la Troisième République afin d'éviter la vacance du pouvoir et son occupation incontrôlée par les communistes ou par De Gaulle.

39. Gisèle: prénom d'emprunt de Gilberte Altmayer durant sa période de vie clandestine.

J'ai sollicité l'avis de Gilberte, là-dessus et sur beaucoup d'autres choses. Entre Paz et moi, tout le débat est sur le contenu socialiste de l'hitlérisme. Au fond, nous pourrions peut-être nous accorder. C'est là que fut sans doute la grande erreur de Déat, et notre illusion impardonnable. Sa visite m'a fait du bien et au dehors, elle en fera aussi. J'apprends avec joie que Mme Mérouze viendra me voir: chère vieille femme, il me semble qu'elle est un peu ma mère, depuis que je l'ai embrassée en larmes. À la promenade, je vois au 3^e étage, pendant que je suis dans la cour, Lucien Combelle. Nous parlons très fort. Heureux, son instruction progresse. Il s'est accroché avec le juge auquel il a fait une profession de foi fasciste! Suarez a été interrogé hier. Son instruction a été finie en une fois! C'est à n'y rien comprendre. Il est assez déprimé et il est malade. Je voudrais pouvoir le remonter et lui dire de prendre Frot. Toute la journée, j'écris pour faire des notes pour Paz, pour ma défense. Bonne journée au fond. De bonnes nouvelles. Je me sens plein de courage. Les camarades et Gilberte me disent d'en avoir et que je ne suis pas seul. J'en ai, et je sais qu'ils sont là. Comme ils doivent travailler pour moi!

Dimanche 15 octobre

17 h. – Assez bonne nuit. Plusieurs rondes. Au réveil, conférence de Worms sur les hôtels de Londres, et de Perrugia sur le mode de vie à New York. Je suis instruit... Je travaille beaucoup pour Paz, pour ma défense, il me l'a demandé. Matin et soir, coiffeur, je fais raser ma moustache: foin de la clandestinité! Il pleut toute la journée. Temps triste, pas de promenade. Je n'ai pas le sourire. Jamais les miens, mes amis, mes collaborateurs, Gilberte et tous ne m'ont tant manqué. Je pense à ma femme qui est ici, à son moral. Et le temps est long après que je n'ai pas vu mon petit Claude qui grandit loin de moi. J'attends Mme Mérouze avec impatience. Avec elle, il me semble que je serai enfin relié au monde. Dans la cellule aujourd'hui passe un militaire qui inspecte les inscriptions des murs. Il ne dit pas un mot. Mystère et roman policier. Il y a trois semaines, je passais mon dernier bon dimanche. Je lisais. J'y songe sans cesse. Les moments où je pense seul sont terribles. Où sont les conversations d'antan? Celles du mois de septembre? J'y pense sans cesse. C'est bien dur, bien pesant. J'aurais

besoin qu'on m'aide, de temps en temps. Il faudrait que je vide mon cœur. Allons, chassons tout cela, et essayons de ne plus penser qu'au combat qui vient et qui sera rude, je crois. Au revoir à tous. Pensez bien à moi, et vos visages me sont une consolation. Depuis hier, Gilberte doit lire tout ce qu'elle a. Elle a de la chance de se plonger dans ce que j'ai écrit. Je voudrais bien pouvoir me plonger dans ce qu'elle aurait écrit, de leur part à tous.

Lundi 16 octobre

18 h. – Worms qui devait être extrait ce matin ne l'est pas. Pourquoi? Mauvaise nuit. Réveil vers 2 h., et l'œil ouvert jusqu'à 6! Quelles nuits! Je travaille toute la journée pour ma défense. J'en suis bientôt au bout des énormes cahiers que Gilberte m'a achetés. Pluie à torrents. Pas de promenade. À 16 h. on m'appelle: nouveau colis de Mme Worms. J'ai reçu un livre, des cigarettes et un mot de G. Suarez. Les assassins de Mandel⁴⁰ seront jugés vite, l'un d'eux, Néroni, me dit qu'on demandera leurs trois têtes. En remontant, je vois Augras, là depuis quinze jours. Il a les larmes aux yeux. Il est exactement en face de moi, au même étage, n° 283. Inculpé pour avoir travaillé avec les Allemands. Curieux destin et curieuse rencontre. Je pense le revoir. Vu aussi C. Labaume des R.G. qui se présente à moi. Arrêté pour avoir pourchassé les communistes. Nous parlons un bon moment. Tout le monde cherche à me parler. On croit que je sais des choses que les autres ne savent pas. Mais je reconforte tout le monde. C'est mon rôle. Worms sera extrait demain. Je lui prépare des sandwiches très fins, bien beurrés. Je l'aime bien et je sais comme il souffre, au fond, sans l'avouer. J'aimerais devenir son ami. Cela viendra peut-être. Splendide coucher de soleil, le ciel est embrasé. Il y a 21 jours que je suis là. Et je pense à tous les miens, comme chaque soir, à tous mes amis si chers, à tous ceux

40. Georges Rothschild, dit Mandel (1885-1944), député, ministre des Colonies en 1938, puis de l'Intérieur en 1940. Adversaire déterminé du III^e Reich et partisan de la guerre, il se réfugia au Maroc lors de la débâcle et ne rejoignit pas De Gaulle à Londres. Arrêté et ramené en France, il fut condamné à la réclusion à perpétuité, puis déporté en Allemagne en 1942. Après l'assassinat du ministre de l'Information Philippe Henriot en 1944 par un commando de la Résistance, les autorités allemandes livrèrent Mandel à la Milice française dont, à titre de représaille, trois membres l'assassinèrent à son tour.

qui avec Gilberte travaillent d'arrache-pied, je le sais, pour ma défense. Bonsoir à tous. « *Oui, nous nous reverrons, mes frères...* »

Samedi 21 octobre

9 h. 30 – Je n'ai rien écrit depuis quatre jours dans mon Journal. En effet, mardi à 8 h. du matin Me Demont, collaborateur de Paz, vient m'annoncer que le juge a des ordres, l'enquête doit être finie en une, deux instructions au plus. C'est le jugement avant un mois. Une telle nouvelle me touche beaucoup : dans les circonstances actuelles, avec l'atmosphère et une partie de la presse qui hurle à la mort, les jugements vont ressembler à des exécutions. J'ai dû tout abandonner pour me consacrer à la rédaction de mémoires pour Paz. Le lendemain mercredi, Paz est venu lui-même, le matin. Longue conversation sur ma défense. Il a remanié ma déclaration préliminaire. Certains termes me font un choc. Mais il est très pessimiste. Il me supplie de ne pas jouer les Don Quichotte. Rentré, je lui écris une longue lettre et je travaille longuement pour lui. Jeudi, à 9 h., arrive Frot. D'une générosité, d'une amitié vraiment fraternelle et émouvante. Il s'en va à midi après trois heures de conversation politique et de débat sur ma défense. Lui est plus optimiste que Paz. Terrible sur Déat. Il m'apprend que Lafaye⁴¹ a été arrêté à la frontière d'Espagne avec dix millions ! Marquet⁴² est au Fort du Ha, gardé par des carabiniers espagnols rouges. Quelle honte et comme il doit moralement souffrir ! Frot est écoeuré. Il ne croit pas au bolchevisme. Comme moi, il nous voit dominion britannique, et revenus à la démocratie la plus veule : Frot en est écoeuré. Quand il s'en va, je suis ragailardi et réconforté. Puissance du cœur. Paz et lui sont d'une admirable générosité envers moi. Je n'oublierai jamais ce que Paz fait, seul contre tous, en faveur de ma femme.

41. Gabriel Lafaye (1888-1959), mécanicien, député socialiste de la Gironde, porte-parole de la CGT à la Chambre des Députés, secrétaire d'État au Travail en 1938, fut sous l'Occupation le directeur de l'*Atelier* avec J. Mesnard et membre de la commission permanente du R.N.P.

42. Adrien Marquet (1884-1955), député socialiste de la Gironde depuis 1924, maire de Bordeaux, connu pour la formule « *Ordre, autorité, nation* » figurant dans son discours au congrès SF'IO de juillet 1933. Il fonda avec Renaudel, Déat et Montagnon le Parti socialiste de France. Il fut ministre du Travail du 9 février au 8 novembre 1934 (gouvernement Doumergue) et ministre de l'Intérieur du 27 juin au 6 septembre 1940.

Hier vendredi, à l'instruction. Départ comme d'ordinaire. Supplice de la cage, du panier à salade, de la souricière où je reste de 9 h. à 14 h. 30. Je suis constamment avec Sacha Guitry, arrivé depuis trois jours, très amaigri et déprimé. Ce qu'on lui reproche maintenant, c'est d'avoir eu du lait pendant l'Occupation ! Or, il avait quatre vaches. Très malmené au Vel' d'Hiv', puis à Drancy. Il me raconte de nombreuses histoires, trouve encore le moyen de faire des mots, et conte sans s'en apercevoir des souvenirs délicieux et émouvants sur F. de Croisset, Octave Mirbeau, Laurent Tailhade. Nous parlons de Tartuffe. Il mime son père en train de le jouer avec l'accent auvergnat. Pour moi, c'est un ravissement. Il est malade. De temps en temps, il prend sa tête dans ses mains et songe en fermant les yeux. La souffrance et l'amertume ont humanisé cet enfant gâté. Il est tout proche de nous. Pourquoi fait-on tant de mal à un si magnifique talent ? Le Calderon français, comme disait Léon Daudet : 114 pièces. Egalement avec nous le père de Puységur, 78 ans, féodal-socialiste, comme il s'intitule, antisémite et antimacçon de toujours, collaborateur de Radio-Paris, étonnant sosie de Raimu, impayable et intelligent. Déjà le voyait. Il couvre d'injures son départ. Et comme au début il ne sait pas mon nom, il me demande où est Albertini ! Je me nomme et il me répond, poli comme un aristocrate, « Monsieur, vous avez un magnifique talent, mais le courage est encore plus beau ! ». Ainsi commencées, nos relations ne peuvent qu'être excellentes. Avec nous aussi Armand Charpentier, 80 ans, vieux maçon collaborationniste et pacifiste intégral, collaborateur des *Nouveaux Temps*. Il est d'une ingénuité prodigieuse : ses échanges de vues sur l'affaire Dreyfus avec Puységur sont un extraordinaire spectacle de rire !⁴³ Quelle rencontre ! Ce doux vieillard ne veut pas mourir : il veut sortir et jouir de la vie avec sa femme ! Il est à Fresnes avec Abel Hermant, 83 ans ! Ses trois années de plus font qu'Hermant a confisqué le fauteuil de la cellule (ils sont à l'infirmerie). Sacha qui écoute dit : « Mais c'est parce qu'il est de l'Académie ». Là enfin, Bardèche⁴⁴, de la librairie Rive gauche, et un ami de Guilbaud. L'interrogatoire marche bien. C'est parfait, me dit Paz. Cela dure jusqu'à 17 h. 45. À la sortie,

43. Romancier, Armand Charpentier avait publié aussi « *Le parti radical et radical-socialiste à travers ses congrès* », « *Histoire de l'Affaire Dreyfus* » et surtout « *Les côtés mystérieux de l'Affaire Dreyfus* ».

44. Écrivain et critique littéraire, beau-frère de Robert Brasillach.

Mme Mérouze, Catherine. Je les embrasse. Quelle joie! Elles sont émues, et moi! Elles me disent tout ce qu'ils font. Ils m'aiment donc vraiment? Mme Mérouze m'embrasse, pour Gilberte. J'aperçois aussi Guy en lunettes et chapeau! Et quand le garde, gros rougeaud, brutal, sournois et stupide, m'emmène après dix minutes, il ne peut empêcher Simone et sa mère qui pleurent de me sauter au cou. Je pars réconforté. La liaison avec le monde est reprise. Je rentre à 19 heures. Worms me conte sa journée. Il a vu Berthelot. Mme Flandin est rentrée officiellement d'Algérie. Les Américains vont, paraît-il, se fâcher et Flandin est parfaitement serein. Le vent est à l'optimisme.

Dimanche 22

17 h. 15 J'ai encore travaillé tout hier. Le soir, j'ai parlé avec Suarez à travers ma porte. Je l'ai conseillé et réconforté. Il est très bien. J'ai très peur pour lui. Frot est inquiet. Ce serait affreux si... À 17 h. Perrugia est appelé par son avocat. Un quart d'heure après il remonte, il est libéré (liberté provisoire). Et il part à 21 h. C'est un rude coup pour nous, une rude joie pour lui, mitigée d'un peu de tristesse à nous laisser ici. Il me donne divers objets et prépare son baluchon. Nous le chargeons de petites courses pour le dehors. Nous attendons, tristes, avec l'électricité allumée. 21 heures, on vient le prendre. Nous nous embrassons, il part. C'était un bon compagnon, loyal et serviable. Ce soir, il couchera dans des draps blancs et Worms lui dit: «Vous allez redevenir un homme». Il est affreusement triste. Nous nous couchons. Et nous dormons vaille que vaille. Malgré une fuite d'eau au plafond, qui, le matin, inondera la cellule.

Ce matin, réveil à 7 h. Nous parlons de Perrugia évidemment. Déjeuner, toilette, travail. Temps morne. Pas de sortie. Coiffeur à 16 h. Acquisition d'un rasoir mécanique: quinze cigarettes⁴⁵. Travail toute la journée pour le procès. Worms et moi avons le cafard. C'est la première fois, je pense, depuis quatre semaines. Il y a quatre semaines, je passais mon dernier bon dimanche. Comme c'est loin. Un autre monde. Quand retrouverai-je tout cela? Je pense à ce 24 septembre. J'y pense constamment. Malgré des dates, sortilèges de souvenir. Heureusement que je suis accablé de travail matériel pour mon procès. Sinon, je croulerais

45. Georges Albertini ne fumait pas.

sous l'inaction, le silence et l'isolement. Le temps s'améliore ce soir. Il fait doux. Ma pensée va vers vous tous, ceux que j'aime, ceux qui m'aiment – qui vivez avec moi, que vous sachiez ou non où je suis.

Lundi 23 octobre

16 h. – Hier soir à 19 h. un nouvel arrivant remplaça Perrugia. Jeune milicien de Montreuil, ouvrier. Gentil. Il a l'air un peu gêné d'être avec nous. Nous nous occupons de lui. Je lui donne des conseils pour sa défense, et Worms le nourrit! Curieux mélange. Il vient de Drancy⁴⁶. Il m'annonce qu'Altmayer⁴⁷ a dû être interrogé par la Commission de triage. Que Fabre a été arrêté à Montreuil. Ce matin à 9 h. Frot arrive, je ne l'attendais pas. Deux heures avec lui. Il me fait du bien. Il me donne un mot de G. que je lis avec une indicible joie. Je sais maintenant tout ce qu'ils font tous. Jamais encore je n'ai eu d'aussi bonnes minutes à la prison. Et je sais enfin que mes chers vieux parents sont saufs. Que ma femme est ravitaillée. Puisque les miens sont maintenant tranquilles, mon sort m'importe moins. Et je sais que Gilberte par sa lettre a fait serment de ne m'abandonner jamais. Frot me parle de mon audition devant le juge. Très bonne impression, me dit-il. On trouve que je me défends très bien. Ce que c'est que d'être innocent! Je parle longuement de mes collaborateurs dont je dis la probité. Frot est remué par tout cela. «Plus on vous connaît, me dit-il, plus on vous trouve sympathique». Et il me frappe amicalement la joue. Il me dit que Suarez va être fusillé. Pauvre Georges. Il a été mal défendu, s'y est mal pris. Il n'a jamais cessé d'être Français. Je travaille toute la journée pour mon interrogatoire de mercredi. Je crois que ce sera bon, comme explication de texte! J'ai été de bonne humeur, plein de courage depuis ce matin. Pourtant, il a plu constamment. Il fait froid. Et il n'y a pas eu de sortie. Il fera noir de bonne heure. Demain, je continuerai à travailler et écrirai à Gilberte. Je dormirai sûrement bien ce soir, en pensant à tout ce qu'elle m'a écrit de l'affection de tous. Je tâcherai de la leur rendre.

46. Il s'appelait Laborde.

47. Georges Altmayer, époux de Gilberte Altmayer, membre du syndicat unitaire de la TCRP (future RA'TP). Il avait quitté le PCF en décembre 1929 avec 27 autres dissidents pour fonder le Parti ouvrier et paysan.

Mardi 24 octobre

19 h. C'est la première fois que je peux écrire mon journal à la lumière. Agréable changement dans notre vie. Elle dure jusque 20 h. 30. Ce matin à 9 h. j'ai appris la terrible nouvelle pour Suarez. Nous l'avions entendu rentrer hier soir. Nous n'avions rien su. Ce matin, un gardien m'apprend qu'il est dans la cellule des condamnés à mort. Il est effondré. Je lui fais dire mes amitiés. Je lui envoie des cigarettes et c'est sur un bloc que Gilberte m'a envoyé qu'il écrira ses dernières volontés si ce drame doit aller au bout, comme je le crains... Pauvre Suarez, plus léger qu'on ne l'a cru, et qui n'a jamais voulu voir couler le sang, j'en jurerais. Je voudrais faire n'importe quoi pour le sauver. Il le mérite. Tous ses défauts ne devaient pas le mener là.

Jeudi 26 octobre

17 heures. Hier, au Palais dès le matin. Dans la boîte, le panier à salade et la souricière, je suis avec Combelle, de 7 h. du matin à 14 h. 30. Nous parlons longuement de nous. Je lui donne de nombreux conseils et il en est heureux. Il me dit combien il apprécie que je sois resté⁴⁸. Il a été huit jours avec Lafont au Dépôt. Il me conte son étonnante histoire. Il a vu Benoist-Méchin qui est au 304, très dégoûté. Comme je voudrais le voir et lui dire mon amitié et surtout mon estime – qu'il mérite tant. À 14 h. 30 chez le juge. Interrogatoire jusqu'à 17 h. 30 sur les textes. Cela va, mais je ne suis pas très en forme. Le juge ne cherche visiblement pas à m'assassiner. Les dépositions des témoins ont été bonnes. En sortant, Catherine, Simone et sa mère. Thermos de café brûlant : délices – gâteau énorme que j'avale. Et on bourre mes poches. Réconfort de ces présences féminines qui me relie à tous nos camarades. Chaleur de leur amitié. Comme je les sens inquiets pour moi, et comme leurs conseils m'émeuvent ! Moi, je ne dis pas grand-chose. Je mange et je les regarde. C'est infiniment doux et infiniment triste. Un quart d'heure et elles partent. Je retombe à ma solitude. De retour à la souricière, je retrouve Combelle. À 18 h. 30, les assassins de Mandel reviennent de l'audience. Bocro et Néroni sont condamnés

48. Au lieu de partir pour l'Allemagne avec Déat.

à mort. Le calme de ce dernier qui vient à moi pour me demander une cigarette à travers les barreaux est profondément émouvant. Ils rentrent avec nous. Pas un muscle de leur visage ne bouge. Ce sont des hommes, malgré leur crime. Bien dirigés, ils auraient été des militants exceptionnels. Ils sont encore en bas, à côté du pauvre Georges Suarez. Voilà trois condamnés à mort dans notre prison. Pourvu qu'on ne les fusille pas ici ! Je rentre à 19 h. 30. J'ai vu aussi Jeannin, du Cercle Européen. En rentrant, j'apprends que Suarez m'a fait réclamer cigarettes et livre. M. Worms les a donnés pour moi.

Ce matin, je travaille pour Paz. Très bon déjeuner. Travail l'après-midi. Journée calme et monotone. On ne voit personne. On dit que l'offensive en Prusse Orientale s'accroît. À l'intérieur, on se demande ce que signifie la reconnaissance du gouvernement de Gaulle. Apaisements prochains ? Il fait bientôt noir. La soupe n'est pas venue. Je dormirai ce soir en pensant à vous tous, à tous les miens, à vous qui m'êtes si chers, à tous mes camarades, avec lesquels je vis depuis ces mois comme jamais.

Dimanche 29

17 heures. Je n'ai rien écrit ces trois jours. J'ai eu trop à faire. Vendredi matin, Paz est venu longuement. Nous travaillons beaucoup. Je prépare ma défense de demain. Il m'apporte à manger car il sait que je n'ai plus rien. Comme il est bon pour moi. Mais je le trouve pessimiste. Toute la journée, je travaille pour lui, et je prépare un texte sur ma politique extérieure. Hier samedi, à l'instruction. Je passe avec Henri Béraud, l'amiral Marquis qui défendait Toulon, et Lecornu, le sous-préfet mêlé à l'affaire des otages de Chateaubriand. Béraud, amaigri et vieilli, est très courageux. Il n'a jamais été collaborationniste. L'amiral, grand, mince, froid, a sûrement fait tout son devoir. Quant à Lecornu, il raconte la mort bouleversante des communistes de Chateaubriand et précise le rôle exact de Pucheu. Il apparaît qu'il n'a pas désigné les otages et que, pour éviter l'arbitraire au maximum, il a essayé d'orienter les Allemands. Cela n'a servi à rien. À 14 h. 15, je monte. Frot m'amène Gilberte. Méconnaissable. C'est une grande émotion et une grande joie pour moi de voir celle à laquelle je dois tant,

et à laquelle je devrai plus encore demain. Nous parlons. Ce sont des minutes qu'on n'oublie pas. Je ne l'avais pas vue depuis 34 jours. Très bon interrogatoire. Je dicte. Le juge écoute avec intérêt et dit que je me défends bien. Visiblement ma sincérité l'impressionne. Il y aura d'autres instructions. Je sors à 18 h. Catherine, Simone, sa mère, Mme Mérouze sont là. Et voici qu'arrivent ma belle-mère et ma tante, éplorées. Et voici la terrible nouvelle : mon cher vieux père, ma mère tant aimée, sont arrêtés depuis des semaines. Ce sont des précisions affolantes, mon père qui vieillit affreusement, ma mère que la douleur rend folle. Comme ils doivent souffrir ! Comme ils doivent pleurer ! Et comme j'ai mal ! Pauvres vieux, après une vie d'honneur et de travail... Pauvres vieux parents qui ne sont là que pour m'avoir naïvement cru ! Pauvres vieux, tant aimés, auxquels j'ai tant voulu épargner le chagrin, comme j'ai le cœur lourd de larmes en pensant à vous. Je repars, écrasé. Je reprends le panier à salade, avec Béraud. Arrivée à 20 heures. Worms est peiné de ce que lui dis. Il m'aime bien. Je me couche. Je dormirai mal. Quelle nuit... et comme tout cela me bouleverse !

Ce matin à 8 h. Paz arrive, admirable de dévouement. Nous parlons plus de 2 heures, mettons au point beaucoup de choses. Il me fait du bien. L'instruction sera un peu prolongée. Lui et Frot se débrouillent magnifiquement. Il me rassure un peu sur mes parents. Je travaille toute la journée pour lui, préparant des notes pour ma belle-mère et ma tante, pour ma défense et surtout leur libération. Je parle à Worms avec de plus en plus de confiance. Il me soutient beaucoup. Il y a dans ce petit homme frêle une force étonnante de caractère. Il me conte que les Allemands ont fait passer en Suisse la liste de tous ceux qui prêtaient leurs noms pour les sociétés fictives exploitant les journaux français. La plupart de ceux-là dirigent aujourd'hui la presse de la Résistance ! Les ministres le savent, et Koenig ! L'affaire est de taille, et l'on dit qu'Albert Bayet⁴⁹ est dedans ! Voici la nuit qui tombe. J'ai espoir aujourd'hui. Tant de larmes et de prières pour moi, m'a dit Gilberte hier, ne peuvent rester vaines.

49. Albert Bayet (1880-1961), professeur d'histoire, écrivain, franc-maçon, membre du Parti radical-socialiste, président de la Fédération nationale de la presse clandestine sous l'Occupation. Lors de la Libération, il quitta son parti pour l'Union progressiste, un satellite du Parti communiste et devint en 1949 président de la Ligue de l'enseignement, ainsi que secrétaire général de l'Union rationaliste. Il milita par la suite en faveur de l'Algérie française dans les milieux de gauche.

Elle a raison. Merci à tous, du fond de moi. Et que mes chers vieux parents retrouvent bonheur et joie. C'est ma seule pensée d'aujourd'hui.

Lundi 30 octobre

18 h. 30. Il y a eu un peu de lumière hier soir, jusqu'à 20 h. 45. J'ai pu travailler. Bonne nuit. J'ai rédigé ce matin et cet après-midi douze pages sur mes rapports avec Déat. J'ai dit tout ce que nous pensions. Il le fallait. Il nous a trahis et abandonnés. Et il faut parler pour qu'on sache. Worms lit le document et le trouve remarquable. Ce soir, nous avons encore de la lumière. J'en profite pour travailler. J'ai meilleur espoir. Ma forme est bonne. J'espère que demain tout ira. Il y a cinq semaines que je suis arrêté. Comme le temps passe néanmoins! Que d'angoisses pour tous!

Mercredi 1^{er} novembre

8 h. 30. Au Palais hier. Dans la boîte, puis le panier à salade avec Combelle auquel j'aide à préparer des réponses à un interrogatoire écrit et serré d'Augeras. Combelle est très désorienté et las. Je le remonte. Et je trouve des arguments comme jamais dans son texte! En tout cas, la prolongation de l'interrogatoire est un bon signe. Dans la souricière, je rencontre Legueu, directeur général de Carbone Lorraine, frère de François Legueu. Nous parlons longuement et amicalement. Il a vu son père il y a vingt jours en Anjou. Il leur a appris mon arrestation: «Ils vont le fusiller», ont-ils immédiatement répondu. Il me dit leur amitié et leur estime. À l'instruction à 14 h. 30, je vois Gilberte, avec la même grande joie. Elle bourre mes poches de friandises, me parle et me reconforte. Elle m'annonce l'arrestation de Lucien. C'est une grande peine pour moi. Ensuite très bon interrogatoire dans une atmosphère qui se détend. Il y en aura trois autres encore! Paz et Frot se débattent magnifiquement. Je leur devrai la vie, j'en suis sûr. En sortant, Catherine et Simone, café et friandises. Je les embrasse de bon cœur. Comment les remercier? Je les sens au fond si bouleversées et si inquiètes. Il y a bien des larmes cachées dans leurs sourires. Retour à la souricière à 18 h.

J'y retrouve Combelle et Legueu qui n'ont pas bougé depuis 9 h. ce matin! Dix heures dans ce trou humide et noir, et pour rien! L'administration de la justice est décidément une chose étrange.

Départ vers 19 h. 30, après lecture de la lettre de Gilberte. Nous partons avec Puységur qui est condamné à mort: journaliste anti-juif. Il a eu un cran étonnant, et il est calme comme c'est impossible. Je lui parle, mais pour un peu, il me remonterait! Arrivée à 20 h. 30. Dans la cellule, nous gardons la lumière jusqu'à 22 h. J'ai appris à l'instruction qu'il y avait deux mandats d'arrêt: un contre Guionnet, un contre Brille. C'est également Berry qui a Benedetti⁵⁰.

Ce matin, j'attends Frot qui doit venir. Brasillach a été interrogé en deux heures par Raoult, le juge de Suarez. J'ai très peur pour lui. Il a un moral magnifique, avec une sorte de fatalisme que Combelle explique par ses antécédents arabes. S'ils le fusillent, ils se déshonorent.

Mercredi 1^{er} novembre

18 h. Ce matin, messe à la prison. C'est la première. Tout le monde y va. Je n'y vais pas, parce que j'attends Frot. Il arrive tôt, mais on ne m'appelle qu'après la messe. Longue conversation avec lui. Toujours si bon et si compréhensif pour moi. Je lui donne des morceaux de mon journal pour Gilberte, et les dossiers. Il s'en va à midi. Excellent déjeuner. Nous faisons maintenant du café chaud avec du méta posé sur un quart! Il est remarquable. Je travaille l'après-midi. Lehideux me passe un texte inouï des cocos du 1^{er} octobre 39: ils réclamaient la paix! Je lui ai donné le texte de l'amiral Leahy. Taittinger que j'ai vu assez longuement ce matin avec Frot (il est dans une forme remarquable) en signale d'autres que nous aurons. Ce soir on nous donne encore l'électricité. C'est un grand progrès. J'ai aussi récupéré cravate et bretelles. Je suis en forme parfaite. Après le coup très dur de mes parents, cela va mieux. Gilberte m'a rassuré un peu. Puisse-t-elle dire vrai! Me voilà reparti. Il faut faire des provisions de courage et de tactique, le procès vient, et puis les longs jours qui le suivront. Il n'y a que trente-sept jours que je suis là, et c'est un siècle! Voici qu'il fait

50. René Benedetti, ancien rédacteur en chef de *l'Éclaireur de l'Est* (Reims), membre du Comité central du RNP, responsable de la presse du parti (*Le National-Populaire*), rédacteur en chef de *l'Œuvre* après qu'André Guérin eut quitté ce poste pour entrer dans la Résistance. Lors de son arrestation, Benedetti fut pris pour Marcel Déat et horriblement torturé, puis condamné aux travaux forcés à perpétuité.

froid. Un rude hiver se prépare. Tout le monde va le passer avec moi, je le sais, et c'est ce qui me donnera la force qui m'est nécessaire.

Jedi 2

18 heures – Hier soir, lumière jusqu'à 20 h. 30. Assis sur la paille de Laborde, je fais une longue lettre pour tous les camarades. Bonne nuit, la meilleure depuis que je suis là: c'est l'heure plus tardive du coucher qui en est la cause. Rien ce matin. Je travaille. Morne après-midi, qui n'en finit plus, je ne sais pourquoi. Il fait très froid. J'ai mon pardessus pour écrire, et une couverture sur les jambes. Que sera-ce dans deux mois? Nous avons le cafard, avec Worms. Nous ne savons pas pourquoi. J'ai écrit aujourd'hui une longue lettre à Gilberte: j'ai beaucoup à lui dire. J'ai lu le début du livre de Grousset sur les Croisades. Excellent. À midi, comme nous n'avons plus de café, nous avons fait de la camomille, à quoi nous ajoutons de la poudre de citron synthétique importée d'Amérique! Duchemin est libéré d'hier comme tous ses associés de «Francolor». Peyrecave, le directeur général de Renault, va l'être prochainement. Détente? Puissance des capitalistes? Je sens que Worms piaffe d'impatience. On apprend que le bâtonnier Charpentier défend quatre ministres! Flandin, Lemery⁵¹, Caziot⁵² et un autre: pour un leader de la Résistance, c'est évidemment une surprise. Mais de quoi s'étonner?

L'aumônier est venu me voir pour Suarez. Je donne tout ce que je peux et Worms ajoute des cigarettes. Il est mieux. De Gaulle va recevoir son avocat. Il a repris espoir. Il lit beaucoup; en ce moment, un livre de Bellesort qui l'emballe. Les deux miliciens de l'affaire Mandel demeurent admirables de courage. L'aumônier me répète: «Ce sont eux qui me remontent!». Il y a maintenant là-bas quatre condamnés à mort et trois condamnés à vingt ans de bagne. Ils sont gardés par des gendarmes armés de mitraillettes. Leurs chaînes font un bruit horrible, quand ils sortent. Chaque matin, à l'aube, nous

51. Henry Lémery, né en 1874, député, puis sénateur de la Martinique, Garde des Sceaux en 1934, ministre des Colonies dans le premier gouvernement Laval sous l'Occupation, arrêté lors de la Libération, jugé et acquitté en 1947.

52. Pierre Caziot (1876-1953), ingénieur agronome, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement au début de l'Occupation.

redoutons d'entendre crépiter les douze coups qui signifieront la mort. Je ne sais pas comment quitter mon journal ce soir. Il me tient compagnie. Mais il sera bientôt l'heure d'étaler la paille. Et je pense à vous tous qui songez à moi. Aux miens, comme chaque jour, à mon petit Claude, si proche de moi, à tous mes amis, admirables de dévouement pour moi et dont l'angoisse fut et est encore si grande. Bientôt quarante jours que je suis arrêté. Le temps d'un Carême. Et celui de la Passion va venir.

Samedi 4 novembre

12 h. Je n'ai rien écrit hier. Vu Paz ce matin. Nous parlons du procès, des témoins. Il m'apporte de très beaux témoignages de De Rougemont⁵³, Maillet, Guy, Mme Emery, ce qui me rassure sur le sort d'Emery⁵⁴. C'est une grande joie pour moi de le savoir sauf. Je le reverrai et il écrira encore, pour notre instruction commune. Depuis des mois, il avait vu clair plus que moi. Quand je réfléchis à ceux qui m'ont confirmé dans mes erreurs sur l'issue de la guerre et le socialisme allemand, je cite mes meilleurs amis et maîtres : le général Bineau, Dominique Sordet, Ludovic Zoretti⁵⁵ et Benoist-Méchin ! Je ne parle pas de Déat. Au contraire, Emery et Lefranc auront été plus clairvoyants. Dans l'après-midi, je remanie le texte de mes rapports avec Déat. Paz m'a apporté de longues notes de Guy pour mon histoire du R.N.P. Quelques-unes sont remarquables de pénétration. Ce sera notre doctrine. Il faudrait lui donner le temps de travailler.

J'ai dit à Paz de défendre Benoist-Méchin. Il est d'accord. Magnifique cause à émouvant procès. Je vois Benoist-Méchin dans l'après-midi, à

53. De Rougemont : il s'agit non pas de Denis, l'écrivain, mais du docteur J. de Rougemont, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Lyon. Commandant de l'Ambulance chirurgicale 246 de septembre 1939 à mai 1940, il avait sous ses ordres le lieutenant Georges Albertini.

54. Léon Emery (1898-1981), professeur d'École normale à Lyon, membre de la Fédération générale de l'Enseignement CGT, de la Ligue des droits de l'homme, du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), chroniqueur à l'*École libératrice*, l'organe du Syndicat national des instituteurs CGT, éditeur de *Feuilles libres*, auteur d'une trentaine d'ouvrages de critique littéraire.

55. Sur Ludovic Zoretti (1880-1948), voir la présentation de la note autobiographique, ci-dessus.

travers la porte de ma cellule. Nous parlons quelques minutes, heureux. Mais je le sens très préoccupé et il me semble plein d'amertume. On m'apporte ensuite un mot de lui, si amical, et une note, que je lui ai demandée pour moi, sur la politique de collaboration et ses résultats concrets. Elle s'ajoute à une autre que Dominique Sordet m'a fait parvenir. Les deux sont de premier ordre et me seront très utiles. Worms voit Lénart le soir et apprend qu'Emile Roche est libéré. D'autre part, nous avons des détails sur la bagarre de Gaulle-communistes à propos des milices. Tout cela serait bien si de Gaulle n'avait pas décidé de s'appuyer à fond sur la Russie pour résister aux Anglo-saxons qui lui semblent plus immédiatement menaçants, et telle est manifestement la réalité. Pour résister aux communistes à l'intérieur et jouer Atatürk, il lui faudrait deux outils que le Turc avait et qu'il n'a pas : une armée, un Parti. L'armée, les Anglo-saxons la lui refuseront, il s'appuie sur la Russie. Le Parti est infaisable tant que les meilleurs anticommunistes seront emprisonnés. Telle est l'une des plus graves contradictions de la position de De Gaulle. Et pourtant, le devoir est clair pour chaque Français et notamment pour nous : derrière de Gaulle à fond, contre les Cocos.

Le soir, lumière jusqu'à 21 heures. Conversation avec Worms sur les ministres partis et notamment Bichelonne⁵⁶. Bonne nuit, je dors mieux depuis quelques jours. Ce matin je me lève tôt. Je dois aller à l'instruction. Mais on m'oublie. Je proteste. Je ne suis pas sur la liste. Il y a sûrement une erreur. Je fais avertir Paz par Lénart, et j'attends. Hier Cl. Maubourguet dont j'attendais la condamnation à mort, à cause de son rôle à la milice, est condamné aux travaux forcés à perpétuité, malgré le réquisitoire impitoyable de l'avocat général : c'est un signe intéressant. Dix ans à Mazelin de Radio-Paris. Le général Pinsard doit passer lundi. Osera-t-on condamner à mort un héros extraordinaire, qui a eu 27 citations en 1914-1918? À midi, nous venons de boire un succulent café américain, préparé grâce au méta : la vie s'améliore. Ce sera moins gai à la prison centrale. En attendant, je devais voir aujourd'hui Gilberte, les amis, et je ne verrai sans doute personne. C'est une mauvaise journée qui s'annonce.

56. Jean Bichelonne (1904-1944), sous l'Occupation ministre de la Production industrielle, puis du Travail, mort d'une embolie pulmonaire en Allemagne peu après y avoir trouvé refuge en 1944. Parmi les membres de son cabinet au ministère de la Production industrielle, figurait Jacques Delmas, appelé plus tard Chaban-Delmas.

Dimanche 5

10 h. Personne hier. Que s'est-il passé? J'ai continué mon histoire du R.N.P., et rédigé pour mon instruction une note sur les rapports de Laval et du R.N.P. Le soir, lumière jusqu'à 21 heures. Je me couche vers 20 h. 30 et lis sur ma paillasse. Je m'endors en lisant! Vers 22 h. la lumière s'allume et la clé tourne dans la porte. C'est un gardien intelligent qui vient donner un tour de clé supplémentaire! Ainsi nous ne fuirons pas! Assez bonne nuit. J'espère voir quelqu'un ce matin ou ce soir, pour m'expliquer l'affaire d'hier. Je vais à nouveau faire avertir Paz par un avocat de Worms. Hier soir, j'ai pu à nouveau parler, à travers la porte, avec Benoist-Méchin qui a réussi à descendre du 3^e. Il me paraît mieux. Il ne sait comment faire pour prendre Paz sans gêner le premier. Il me parle avec beaucoup d'amitié, à travers 5 cm d'épaisseur de bois. Je vais tâcher de le voir lundi, en descendant «à l'avocat», comme on dit dans le jargon de la prison. Il a des choses importantes, me dit-il. Et je songe à nouveau aux longues heures de septembre où nous parlions avec lui et Dominique Sordet. Vous en souvient-il, Gilberte? C'était le temps du clandestin. Il était bien merveilleux malgré ses lourds soucis et ses grandes peines. Maintenant, il faut défendre sa tête et sauver l'honneur. C'est rude et périlleux.

Dimanche 5 (suite)

18 h. 30 Journée morne. J'ai travaillé à mon histoire du R.N.P., puis fait une longue lettre à Benoist-Méchin. Déjeuner très tard. Vu l'aumônier qui vient chercher des friandises pour Suarez. Je n'ai plus rien. Je donne du sucre et du tabac. Son moral reste bon. Celui de Puysegur, Bocro et Néroni est étonnant. Maubourguet a mal pris son rude coup. Il va se remettre. L'aumônier est un saint homme, très simple, qui passe son temps avec les condamnés. Je suis sûr qu'il les reconforte de son mieux. Par lui, je sais que seuls les condamnés à mort ont les fers aux pieds. Je respire. Worms va à l'avocat à 16 h. 30. Nous apprenons par lui la prise de Budapest par les Russes. Il y a 6 semaines, je passais mon dernier bon dimanche, souvenir auquel je m'accroche sans cesse, parce qu'il est le dernier qui me relie à la vie d'autrefois. J'y songe avec une grande tristesse. Et je pense ce soir au sort terrible pour tous les miens : nous sommes quatre et tous quatre

emprisonnés et séparés, et sans rien savoir. Je ne puis penser sans angoisse à mes vieux parents. J'ai un tel chagrin de les avoir conduits là où ils sont, car ils n'y sont qu'à cause de moi... Quand verront-ils la fin de ce calvaire? Il faudrait – si ma femme ne sort pas tout de suite – qu'un jour Gilberte leur mène le petit Claude. Comme il les consolerait! Et ma femme si mal préparée à cette épreuve? Il est dit que j'aurai fait le malheur de tous les miens, alors que je n'ai jamais songé qu'à leur épargner peines et soucis. C'est bien le châtement le plus sévère qui puisse m'être appliqué. Et dans tout cela, ce qui me remonte, c'est la pensée de l'équipe admirable qui, libre encore, au-dehors, se bat pour moi, tant qu'elle peut. Comme je voudrais pouvoir les embrasser tous. Et les deux avocats qui se sont pris d'affection pour moi, et qui semblent me défendre comme un jeune frère dont on déplore les impatiences, les audaces et les imprudences. Comment à tous leur rendrais-je jamais ce qu'ils ont fait pour moi?

Lundi 6

19 h. 30 Ce matin je vois Me Dumont, collaborateur de Paz. Ils m'ont attendu samedi. C'est une erreur de la prison. Je m'en doutais. Ici c'est la pagaïe et il n'y a rien à dire pour la corriger. Il voit ensuite Laborde que nous allons essayer de tirer de là. C'est un garçon charmant, Worms et moi avons de la chance de l'avoir. Il est notre ordonnance, fait tous les travaux de la cellule avec une bonne grâce et une discrétion exemplaires. Il a pour Worms des attentions touchantes. Le coiffeur vient. Il y en a quatre maintenant. Nous serons rasés tous les quatre jours. C'est un grand progrès! Paz revient cet après-midi à 15 h. Je pense voir Benoist-Méchin grâce à ce moyen. Mais c'est trop tôt. Je ne puis le voir. Puis promenade... Je parle longuement avec Gabriel Le Roy Ladurie, avec lequel je me sens en accord total sur tous les problèmes. Nous nous retrouvons plus tard. Il y a là C. Legrand, un peu triste, et très bien. Cette fois, nous allons à la promenade 200 à la fois, les rangs par quatre! Les gardiens sont débordés, et Fresnes devient une sorte d'immense caravansérail, avec le désordre qui convient.

Worms m'a offert aujourd'hui toute son aide et son appui pour moi et les miens en des termes qui me sont allés au cœur. Je le lui montre très mal, mais il le sait. Ce soir, je lui ai fait un mot pour le lui dire mieux.

C'est un grand bonhomme, dont la modestie ne parvient pas à cacher la valeur. C'est surtout une âme d'acier sous une frêle enveloppe.

Je me prépare pour demain. On nous apprend que les condamnés à mort couchent avec une chaîne en fer qui les relie au mur. On se demande à quoi riment d'aussi barbares pratiques. Il y a 6 semaines que je suis arrêté. Il y a six semaines, mes pauvres amis restés libres étaient dans la plus affreuse désolation. En cet anniversaire (*sic*), je me sens plus décidé que jamais à me défendre jusqu'au bout. Je suis plein de courage et de foi. Je suis sûr que je vaincrai l'adversité et que je combattrai encore.

Mercredi 8 novembre

16 heures – Hier, je suis allé à l'instruction. Pour la première fois rue Boissy d'Anglas. Arrivée à 9 h. 1/2. Le panier à salade s'arrête dix mètres avant l'immeuble qui abrite la Cour de Justice. Des gendarmes font la haie au long des dix mètres. Quelques curieux nous regardent. La maison est repeinte à neuf. Il fait froid. On nous installe dans une salle avec des bancs. C'en est fini du cauchemar de la souricière.

Il y a là Henry Cado, ancien directeur général de la Police sous Bousquet et Grisoni, maire de Courbevoie, assez abattu. À 14 h. 15 je suis appelé au 3e. Je vois Gilberte avec joie. Elle m'apporte gâteau, pain, chocolat et un mot qui me reconforte. Nous parlons un bon moment. Paz me fait lire une lettre bébête de Deixonne⁵⁷. Interrogatoire long, je parle au juge de mes rapports avec Déat. Arrivé à novembre 43, j'entre dans des détails politiques qu'il a ignorés, comme tout le monde. Cela le passionne et il me le dit. Je dicte moi-même pour le procès-verbal. Je m'arrête à 17 h. 40, je continuerai mardi 14. En sortant, Simone, Catherine et sa mère me gavent de toutes sortes de choses et bourrent toutes mes poches. Je double de volume. Comment pourrais-je les remercier jamais? Elles me parlent de Claude, qui va bien. On a vu

57. Maurice Deixonne (1904-1986), premier secrétaire de la Fédération nationale des Étudiants socialistes, à laquelle adhéra Georges Albertini, qui le retrouvera au groupe Révolution constructive animé par Georges Lefranc, avec Claude Lévi-Strauss, Robert Marjolin, etc. Sur ce groupe, voir Stéphane Clouet: *De la rénovation à l'utopie socialiste. Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930*, Nancy, 1991, 252 p. Un chapitre (pp. 187-191) y est consacré à Georges Albertini, sous le titre: « *Un rétablissement étonnant!* ».

Tixier, Cachin. Quel déploiement! En descendant, le garde républicain me dit: «Un interrogatoire comme celui-là, c'est intéressant. Si je siégeais à la Cour, je vous acquitterais». C'est réconfortant! Rentré le soir à 20 heures. Je revois Legueu, qui me dit être près de Levillain. J'ai pu donner quelques conseils par un camarade à Jeannin, ex-garde du corps de Déat, et à quelques militants. Dans ma cellule, je retrouve Worms et Laborde. Nous parlons longuement. Je dors mal, excitation. Ce matin je me lève tôt pour préparer une note pour les témoins que le juge va faire entendre à Troyes. Je la donne à Frot qui vient à 8 h. 45 et s'en va trois heures plus tard. Longue conversation qui me fait du bien. Il me dit qu'il est maintenant à peu près rassuré sur mon sort. Tarif: de 20 ans de détention à 20 ans de travaux forcés. C'est charmant. Il m'annonce que je ferai au moins deux ans. Puis quand il part, il me dit que je ne les ferai pas! Comptons que je les ferai, la surprise sera plus agréable. Pourvu que je puisse écrire, et un peu lire. Il me donne des nouvelles politiques. Désordre partout, et lassitude qui gagne. Optimiste quant à la lutte anticommuniste. Il m'annonce qu'en avril le *Journal* reparaitra, et qu'il le dirigera. Capital. C'est là où Gilberte devra travailler, plutôt que n'importe où.

Quand je rentre, longue conversation avec Worms dont la mise en liberté approche. Je lui dis tout ce que je pense. Nous sommes devenus de vrais amis. Je n'oublierai jamais ce qu'il a été pour moi. Il pleut à verse depuis ce matin. Worms lit et j'écris. Il y a comme une atmosphère de séparation et de tristesse. Comme je vais regretter son départ! Mais quelle joie pour lui, et déjà, quelle réparation!

Jeudi 9 novembre

10 heures – Ce matin vers 6 heures, je suis réveillé par un bruit de bottes dans le grand hall de la division. Worms et Laborde se réveillent aussi, et la même pensée nous traverse, on vient réveiller Suarez pour le fusiller. Et puis, un grand et long silence. Nous parlons. La presse, hier, a annoncé que son défenseur avait été reçu par de Gaulle. Moi-même hier soir, pris de je ne sais quel pressentiment, j'ai demandé à mon gardien de lui porter un paquet de cigarettes, ce qu'il a fait, vers 20 heures. Il est remonté pour me dire que Suarez

avait vu son avocat quelques heures auparavant, et que celui-ci lui avait déclaré qu'il fallait attendre quelques jours encore... En réalité, il savait déjà la vérité, du moins je l'imagine. Le gardien me dit que Suarez mange beaucoup, après avoir refusé toute nourriture pendant des jours. Il prend du gardénal, la nuit, pour dormir. De Gaulle le graciera-t-il ? Peut-il le gracier ? Doit-il le faire ? Voilà ce dont nous parlons, avec angoisse, pendant que dure ce long silence, coupé seulement des toux de quelques gardes. Et nous accumulons les remarques inquiétantes. Contrairement à l'habitude, on n'est pas venu ce matin réveiller les détenus de droit commun vers 6 h. 30. Contrairement à l'habitude, les « extraits », c'est-à-dire ceux qui vont à l'Instruction au Palais, sont réveillés en silence, nous nous en rendons compte à ce que les gardiens, au lieu de crier le nom en ouvrant la porte, entrent dans les cellules pour le prononcer d'une voix normale. Et dans toute la prison d'ordinaire si bruyante, un silence, un silence de mort s'est établi et qui pèse affreusement sur nous. Je fais effort pour ne plus penser. Nous croyons que ce n'est qu'une fausse alerte. Plus d'une demi-heure passe. Et le même bruit de bottes recommence, mais cette fois les pas, au lieu de venir vers l'intérieur, repartent vers l'extérieur. Puis plus rien. Ni détonation, ni sabre. Le calme qui renaît. Nous nous levons silencieux, et la vie nous reprend. De n'avoir pas entendu de feu de peloton nous fait croire que peut-être il n'y a rien eu. Mais il y a un instant, un gardien vient d'appeler Worms à l'avocat. Je ne puis me retenir de lui demander : « Est-ce qu'on n'a pas fusillé Suarez ce matin ? », et ma voix tremble un peu. Le gardien me répond alors : « Si. Un drôle de réveil. J'y étais. Tout le monde était là, avocat, procureur »... Ainsi, c'était bien ça. Je questionne encore : « Comment était-il ? » – « Il y est allé carrément ». Et il s'en va en refermant la porte derrière lui. Il n'y a nulle haine dans ses réponses⁵⁸.

Ainsi, c'est fini, et le pauvre Suarez ne souffre plus. Je pense aux moments qu'il a vécus, ce matin, lui qui a tant espéré, qui a cru

58. Georges Albertini et ses co-détenus ne savaient pas encore qu'il n'y avait pas d'exécution dans la prison. En langage administratif, le condamné à mort était « transféré », c'est-à-dire remis à une autre administration qui le faisait conduire au Fort de Montrouge où il était exécuté. Seule exception, Pierre Laval fut fusillé contre le mur extérieur de la prison de Fresnes.

jusqu'au bout qu'il ne mourrait pas, et qui me l'a fait dire hier soir encore, en me remerciant pour les cigarettes. Maintenant il a payé, et il est mort avec courage. Le temps est venu de parler de lui sans passion.

Ce qui fut extraordinaire dans son cas, c'est qu'il ait pu être collaborationniste. Toute sa vie passée aurait dû le jeter de l'autre côté. En fait, c'est par la haine du Front populaire, de la guerre démocratique qu'il en est venu là. Chez lui l'idéologie, la politique intérieure ont été plus fortes même que son antigermanisme constant, mal combattu par son brian-disme nouvellement acquis. Comment ce tardieusard, comment ce clemenciste⁵⁹ est-il devenu le directeur d'« *Aujourd'hui* », le familier des Allemands, le plus brillant journaliste sans doute de la presse collaborationniste (très supérieur à Déat, si on prend le mot journaliste dans son sens le plus strict) ? On ne peut douter que ce soit la haine de la République et de la démocratie parlementaire qui l'ait conduit là. Moi qui ai pu souvent parler avec lui dans les derniers mois, je sais qu'il était revenu à sa germanophobie d'autrefois, à la suite des incompréhensions allemandes, de la stupidité de leur censure, de leurs incroyables erreurs politiques. Quand vint l'heure de partir [pour l'Allemagne], il refusa, et je suis sans doute pour quelque chose dans sa détermination. Il avait le culte de l'amitié et on doit lui pardonner beaucoup à cause de cette qualité. Quant à l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi, elle est ridicule. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour lui. Avant son procès, j'ai offert de témoigner. Je l'ai conseillé. Depuis quinze jours, je fais aussi tout mon possible. Pour moi, sa mort est un rude coup.

Worms rentre de l'avocat. Il me dit que Suarez a été fusillé à Montrouge. La grâce a été refusée par le Comité des Grâces que préside Palewski, dit-on, chef de cabinet de De Gaulle et ami personnel de François Legueu. Pour moi, c'est au moins une garantie. Lui, Worms, va partir. Le juge a signé sa mise en liberté provisoire hier. Ce sera

59. Georges Suarez (voir la note 9) était l'auteur de « *Briand, sa vie, son œuvre, avec son Journal et de nombreux documents inédits* ». L'ouvrage en cinq volumes parus de 1938 à 1941 est demeuré inachevé. Suarez avait antérieurement publié : « *La vie orgueilleuse de Clemenceau* », réédité sous le titre : « *Clemenceau, soixante années d'histoire française* ».

sans doute pour demain. J'aurai du chagrin. On espère que Gibrat⁶⁰, ancien ministre des Communications, pourra venir dans ma cellule pour le remplacer. À l'instant, je reçois une carte de ma femme. Elle me dit qu'elle est à Saint-Denis depuis le 18 octobre. Elle va bien et sait que Claude va bien. Elle me demande des nouvelles de sa maison. Mélo... et de nos familles. Elle lit les journaux et me dit qu'elle a confiance. Je vais lui écrire.

Le 9 – 18 h. suite

Au début de l'après-midi, l'aumônier de la prison est venu m'apporter les dernières amitiés dont Suarez l'a chargé pour moi, avant de mourir. On est venu à 6 h. et ils ne sont pas partis avant 6 h. 1/4. Il a entendu la messe dans sa cellule, et a écrit beaucoup de lettres. Il a pâli en apprenant la nouvelle, puis s'est remis très vite. Il est parti en voiture cellulaire avec l'aumônier et son avocat près de lui. On l'a emmené au Fort de Montrouge où on l'a fusillé. Quel trajet effroyable... ! Là, en arrivant, il est descendu simplement, gauchement même. On lui a demandé s'il voulait être debout ou à genoux. Debout, a-t-il répondu, et il a refusé le bandeau sur les yeux. Il ne savait comment se tenir en attendant les coups de feu. Il est mort bravement, simplement. Détail affreux : les 12 coups ne l'avaient pas tué et l'on n'arrivait pas à lui donner le coup de grâce. La première balle rata, elle était mauvaise ! C'est la seconde seulement qui l'acheva. On n'y songe pas sans frémir. L'aumônier, l'avocat et le commandant du peloton emmenèrent ensuite son corps au cimetière de Thiais. L'aumônier pleurait en me contant cette funèbre matinée. Et nous étions émus.

Ainsi finit Georges Suarez.

À 16 h., je suis descendu chercher mon linge. J'ai vu Jeannin, garde du corps de Déat. Il m'apprend que Dhondt et Caillet ont été fusillés sans jugement par les F.T.P. Je lui ai donné quelques conseils. Je vois René

60. Robert Gibrat, (1904-1980), polytechnicien, ingénieur, nommé secrétaire d'État aux Communications en 1940, arrêté lors de la Libération et condamné en 1946 à l'indignité nationale. Ensuite, président de plusieurs sociétés savantes et professionnelles, il concevra et dirigera la construction de l'usine marémotrice de la Rance en Bretagne.

Gerin⁶¹ de *l'Œuvre* qui m'apprend que Benedetti est à la cellule 93. Je lui fais passer de suite un mot. Je voudrais absolument qu'on le tire de là au mieux. En remontant, je parle longuement avec Lehideux, ancien ministre, qui est vraiment un type épatant. Je souhaite de tout cœur qu'il se tire de là, lui aussi. Il le mérite amplement. Il me semble la loyauté même. De retour dans la cellule, je parle avec Worms. Nous dissertons sur la lâcheté des hommes, les peurs des amis à se compromettre. Nous parlons aussi sur la signification du 11 novembre 1942 dans la politique franco-allemande. Il croit qu'il aurait fallu tout abandonner là. Je me demande par moments s'il n'a pas raison.

Il fait froid. L'heure approche où il faudra faire la paillasse. Et j'ai des notes à rédiger pour Gilberte, si Demont vient demain. Je vais m'y mettre. J'oublie de noter qu'on m'annonce l'arrestation de Jean Coupain, qui est au Dépôt, pour France-Actualités. Henri Clerc, lui, est arrêté à Lyon.

Vendredi 10

19 heures – On a attendu aujourd'hui la mise en liberté provisoire de Worms. Elle semblait certaine et nous nous étions préoccupés de son remplacement par un 3^e convenable. J'espère que ce sera Gibrat, ancien ministre des Communications, ou de Peyrecave, directeur général de Renault, qui veulent l'un et l'autre changer. À 16 h. 30, Worms descend et remonte une heure plus tard. Il y a un accrochage. Le Parquet ne veut pas le lâcher, et ressort une misérable affaire. Ce sera pour jeudi sans doute. Il est très déçu et nous partageons sa déception. Nous nous disons aussi que nous le garderons avec plaisir six jours de plus.

J'ai attendu Demont toute la journée. J'ai travaillé ce matin et cet après-midi à mon histoire du R.N.P. Après déjeuner, j'ai longuement décrit à Worms les rapports Laval-Déat de 1940 à 1944. J'ai découvert

61. René Gérin (1892-1957), ancien élève de l'École normale supérieure. Universitaire, pacifiste intégral. Marcel Déat l'avait intégré dans l'équipe de *l'Œuvre* car, «après avoir mené une lutte pacifiste acharnée, il était une fois de plus au ban de l'université. Outre la besogne purement professionnelle de chaque soir, il assurait une feuille de critique littéraire, ce qui lui valut plus d'un accrochage, notamment avec Sacha Guitry» (Marcel Déat. *Mémoires politiques*, Denoël éd., p. 566).

quelques idées directrices. J'en parlerai lors de mon prochain interrogatoire. Je lis dans *l'Aurore* un article immonde de la Tabouis sur la nécessité de refaire un Front Populaire avec Jeanneney et Boncour! Et sur une nouvelle SDN! Cette garce câble tout cela de New York. Et dans le *Populaire*, je lis le compte rendu, incroyable de pauvreté, du premier congrès du «nouveau» Parti SFIO. Si c'est avec ça qu'ils veulent refaire la France et faire la Révolution... Notre socialisme à nous a heureusement une autre allure. Quelle imbécillité, quelle persévérance dans le médiocre et le faux...! Et les articles de M. Vincent Auriol en première page! Et les appels du pied à Paul-Boncour! C'est à pleurer. Paul Faure doit rire en lisant que M. Daniel Mayer a trouvé comme programme «Les États-Unis socialistes du Monde!». C'est M. Jacblum, présent au Congrès qui a représenté l'I.O.S; c'est un fait exprès!

Il a fait froid toute la journée. Je garde mon pardessus, je mets mon béret, et j'ai une couverture autour des jambes. Que sera-ce dans deux mois? Les jours me semblent longs. Je voudrais des nouvelles de mon père et de ma mère. Je ne puis me faire à la pensée qu'ils souffrent en prison. Et le temps me dure de mon petit Claude: trois mois bientôt... Comme ce sera long, des années sans le voir, et comme je souffre d'être privé des joies de le voir grandir.

Samedi 11

16 h 30. Catastrophe! Crise d'entérite périodique. C'est le gras et les choux. Je me soigne par la diète, un peu de jambon, et de la laine autour du ventre. J'espère que cela ne va pas durer. Je vois Paz le matin, près de deux heures. Frot a oublié les notes pour les témoins de Troyes. C'est très ennuyeux. J'espère qu'on pourra rattraper à l'audience. Cuny⁶² a téléphoné à Paz. J'en suis infiniment heureux: je le sais sain et sauf. Il aurait pu y passer lui aussi. Quand le reverrai-je? Paz me dit aussi qu'à Chalon, on demande ma tête: c'est bien vrai que nul n'est prophète en son pays. Mais ma pauvre mère a dû bien maladroitement bavarder. Comme elle en est aujourd'hui cruellement punie! Pourvu qu'elle

62. Marcel Cuny (1895-1980), ouvrier métallurgiste, membre du PCF et de la CGTU qu'il quitta en 1931 pour entrer à la CGT en 1934. Il devint ensuite libraire à Sainte-Savine (Aube).

puisse vivre, après tout cela. Paz m'apporte enfin des textes d'Henri sur les communistes. Ils sont remarquables. Il en faudrait encore d'autres.

Journée morne et grise – je travaille à mon histoire du RNP, sans enthousiasme d'ailleurs. La prison peu à peu change de visage. Au début, elle était animée, joyeuse, optimiste. Avec les jours, elle devient inerte, triste, cafardeuse. On ne parle plus aux fenêtres, on n'entend plus ni chanter, ni rire. C'est qu'il fait froid, et aussi que chacun commence à se rendre compte que c'est sérieux : l'optimisme irraisonné tombe devant les condamnations implacables, quoi qu'en disent les amis de l'extérieur qui voient cela de leur point de vue d'hommes libres. Et il y a en bas les condamnés à mort, dont la présence impressionne. Et les condamnés aux travaux forcés, qui feront des années de peine, et à qui l'on pense... Ici, dans la cellule, le moral reste le même, aussi bon et serein, parce qu'il n'a jamais été fait d'illusions absurdes. Mais ce changement de la prison, cet être collectif si curieux, est passionnant à observer, pour qui regarde et réfléchit. Je mentirais si je disais qu'il n'impressionne pas les âmes les mieux décidées à surmonter l'épreuve que vont constituer des années d'emprisonnement. Car je sais bien que c'est ce qui m'attend. Du pouvoir à la prison : quel roman ! Quand pourrai-je écrire ce titre à l'envers ? Gilberte dit bientôt. Mais elle a tellement envie de me donner du courage.

J'ai lu le compte rendu de la 2^e journée du Congrès socialiste. C'est encore plus lamentable qu'hier. Les déclarations de V. Auriol, de Philip sont identiques à ce qu'elles auraient pu être en 1938. Et l'ignoble Salomon Grumbach⁶³ a fait sur l'Allemagne des déclarations ridicules qui nous mèneront tout droit à la prochaine guerre. Quant à M. Hymans⁶⁴, qui représente la France à la Conférence Internationale de l'Aviation, il propose sans plus que l'Allemagne n'ait ni avion, ni pilote ! Ni plus, ni moins. On se prépare à commettre de plus criminelles erreurs qu'en 1919. On sait comment cela finit. En attendant, la S.F.I.O. réintègre Paul-Boncour ! On aura tout vu. J'oubliais de noter

63. Salomon Grumbach, né en 1884, socialiste allemand avant la Grande Guerre, naturalisé français en 1918, pacifiste, député SFIO de Castres, interné au début de l'Occupation jusqu'en 1941, puis placé en résidence surveillée, à laquelle il s'échappa en 1942. Après la Libération, il militera activement au sein de la SFIO.

64. Max Hymans, né en 1900, député SFIO et plusieurs fois ministre avant la guerre, présidera Air France de 1948 à 1961.

que Paz m'a dit ce matin que ce pauvre Benedetti avait toute chance d'être fusillé. À cause de cet ignoble Déat. Il faut à tout prix que nous le tirions de là. Je vais m'y employer de tout mon cœur.

Lundi 13

16 h. 45. Je n'ai pas écrit sur mon *Journal* hier. J'ai passé toute ma journée à rédiger le chapitre sur le «*renouveau doctrinal*». J'en ai fait douze pages. J'avais des notes de Guy, très remarquables, et qui m'ont été utiles. J'ai appris que le général Bineau était mort, dans la nuit du 11 au 12, dans sa cellule de Fresnes. Cela me fait beaucoup de peine: il m'avait toujours témoigné une grande amitié. C'était une intelligence pénétrante et un caractère. Je lui dois pourtant, sans doute, d'être ici! C'est lui qui m'a convaincu, en 1943, quand j'ai commencé à en douter, de la victoire allemande. Sa compétence (il avait dirigé avec un talent exceptionnel et l'École de Guerre et le Centre des Hautes Études militaires) avait rencontré mes idées générales sur la guerre. De là ma conviction. Mais je ne saurais en vouloir à ce parfait honnête homme, simple et courtois, dont j'ai pu apprécier les qualités morales ainsi que celles, hors de pair, de la générale. Comment douter que ce soit son emprisonnement qui l'ai tué?

Aujourd'hui, il fait froid. Nous n'ouvrons plus guère les fenêtres, mais nous continuons à nous mettre demi-nus pour nous laver avec énergie. Nous résistons magnifiquement à tout ce qu'on fait pour nous dégrader. Et même le W.C. en commun n'y parvient pas. Nous conservons un respect de nous-même et des voisins qui est une des dernières joies qui nous restent. Je lis le *Parisien libéré* avec le récit de la venue de Churchill, et *l'Humanité* qui escamote le général de Gaulle tant qu'elle peut. À noter les incroyables articles de Cogniot⁶⁵, monument d'hypocrisie, où il salue le peuple militaire, les sœurs et les prêtres qui acclament le C.C. du P.C. J'ai une envie folle de les étrangler.

65. Georges Cogniot, né en 1901, agrégé de lettres, membre du Parti communiste et proche de Maurice Thorez, rédacteur en chef de *l'Humanité* de 1931 à 1947, député de la Seine de 1936 à 1940, réélu après la guerre, puis sénateur. En 1944, il fit proposer à Georges Albertini sa libération contre son ralliement au Parti communiste.

L'élimination de Pilet-Golaz⁶⁶ du ministère suisse des Affaires étrangères est un très mauvais signe. La poussée russe en Europe continue. Churchill et Eden ne sont-ils pas venus offrir l'alliance anglaise pour éviter l'alliance franco-russe? Je le crois. Si c'est vrai, je suis comme en 38 et en 39, pour l'Angleterre, contre la Russie. Nous parlons de tout cela avec Worms. L'agitation communiste et la progression russe l'inquiètent visiblement. C'est un terrain sur lequel notre accord est à 100 %. Il y en a d'autres, malgré nos divergences sur la démocratie! J'écris longuement à Gilberte. J'ai toujours des montagnes de points à préciser pour elle. La chère âme doit bien m'en vouloir de toutes ces exigences. C'est elle pourtant, avec Paz et Frot, qui m'aura sauvé la vie.

Eux trois, sur des plans différents.

À 15 h., je vais au coiffeur. Maintenant, il rase sur le palier de l'étage. Nous sommes une quinzaine. Il y a des montagnes de poils de barbe noyés dans le savon, des blaireaux collectifs, et un grand seau où on les nettoie. L'eau en est fort sale, mais on s'y fait. Ils sont quatre à raser et couper les cheveux. Les barbes sont dures et les lames molles! Les résultats ne sont pas extraordinaires! Il y a exactement sept jours que je n'ai pas été rasé. J'ai une tête de bagnard et je remarque qu'il y a beaucoup de poils blancs. Je me fais aussi couper les cheveux par un coiffeur condamné à huit mois de prison, et qui rasait rue Ste Anne! Mon compatriote en somme! Je vois là Saunier, du P.P.F., amant de Joceline Gaël. Il est de ceux qui sont allés à Nancy. Il en est revenu pour délivrer son amie prise par les F.F.I. Il a vu là-bas Doriot, Déat, Jeantet, Rebatet, Laubreaux (qui est donc parti), Cousteau, de Brinon, Paquis, etc... Tout le monde gonflé. C'est incroyable. Darnand à Belfort. Pagaïe noire. Rien de prévu, ni nourriture, ni logement. Des embarras fous. Doriot a été appelé à Berlin, par Himmler ou Hitler, il ne sait (il est parti en avion). Les autres ont quitté Nancy pour Baden-Baden. Ils ont refusé, semble-t-il, de former un gouvernement. Dernière lueur de bon sens. Je dois revoir Saunier pour des détails complémentaires. Il apparaît à première vue qu'il y a en Allemagne trois comportements: le Maréchal, Laval, Bichelonne, les autres ministres,

66. Marcel Pilet-Golaz, né en 1900, président de la Confédération helvétique avant la guerre, puis directeur du Département politique, adepte d'une « neutralité active » de la Suisse jusqu'en 1944.

prisonniers et ne faisant plus rien ; Déat, de Brinon, les journalistes qui forment on ne sait quel Comité de défense des intérêts français ; Doriot qui s'occupe de choses concrètes, d'accord avec les Allemands, S.S. semble-t-il : ouvriers français, LVF, etc... Tel est le tableau. Ce paraît être un autre monde. En revenant, je vois près de cent détenus à la visite du médecin.

18 heures – Avec Worms, nous parlons beaucoup de la banque Rothschild, de la banque Lazard, de la nationalisation des assurances dont il m'explique pourquoi il est l'adversaire (raisons de réassurances internationales), sauf pour l'assurance accidents du travail ; de la nationalisation de l'industrie électrique, qui a son agrément pour des raisons qui sont les mêmes que celles de Zoretti. Il me parle longuement aussi du trust Louis-Dreyfus pour le blé, et maintenant, dit-il, qui essaye les mêmes opérations pour le riz et le maïs. Il me conte que pendant la guerre, il a surpris Louis-Dreyfus⁶⁷ ravitaillant en blé la Belgique dans des quantités supérieures à sa consommation. Il y avait gros à parier qu'elles servaient à ravitailler l'Allemagne. Worms demanda aux Anglais d'agir. Ils refusèrent. Même l'Angleterre ne peut se passer de l'organisation extraordinaire du trust Louis-Dreyfus, premier courtier du monde pour le blé. Mais que l'Allemagne ait pu manger du pain en 1940 grâce à un Français, à un Juif, la chose vaut d'être consignée par les historiens futurs du futur « *Crapouillot* ». Je peux dire qu'au contact de Worms, j'aurai beaucoup appris sur un monde que je connaissais par les livres, mais non directement. Son jugement est d'une sûreté étonnante. Ce soir, il a le *Daily Mail*, édition de Paris. Il annonce 30 000 hommes au défilé du 11 ; l'échec des V2 sur l'Angleterre (?) ; l'assassinat du ministre anglais en Egypte par un juif, ce qu'on a soigneusement caché dans la presse française. Il prépare ce soir un peu de nourriture pour emmener demain à l'instruction. Je suis dans une grande joie à la pensée de tous les amis que je vais voir. Cette pensée me console de bien des peines. Jamais

67. Louis Louis-Dreyfus (1867-1940) était à l'époque sénateur et co-directeur du trust Louis-Dreyfus. Le cas, s'il était avéré, ne serait pas unique. Sous l'Occupation, en France, le principal pourvoyeur de l'Allemagne en métaux non ferreux était le juif Joseph Joanovici. Et le maréchal Pétain, venant de promulguer des lois antijuives dont il avait ensuite renforcé la teneur, prononçait des discours que lui écrivait le philosophe israélien Emmanuel Berl, époux de la chanteuse Mireille Hartuch, dite Mireille.

je ne pourrai les remercier tous comme il faut. Au moins ma gratitude infinie leur est-elle acquise, toute.

Mercredi 15 novembre

17 heures, puis 19 heures – Je suis allé hier à l’Instruction. Dans la « boîte », je suis avec Samuel, du COSI⁶⁸, ex-employé d’Altmayer auquel il a fait quelques sales tours. J’en profite pour lui dire ce que je pense. Il convient que j’ai raison. C’est un peu tard. Mesnard⁶⁹, Roger Paul⁷⁰, Decottignies ne sont pas partis. Mais ils ont emmené le brave père Depagnat ! Arrivée rue Boissy d’Anglas. Une centaine de curieux nous regardent descendre du panier à salade. Ils ont l’air assez mauvais et montrent des regards sardoniques. J’ai planté mes yeux dans le regard de plusieurs, ils n’ont pas eu l’air de résister beaucoup. Les gardes sont particulièrement mauvais et stupides. L’un d’eux, marxiste nouveau-né, nous tient des théories rutilantes sur les conflits d’intérêts et la dialectique. Je lui rive son clou en quelques bonnes répliques ! Il y a là Cado, ancien directeur de la Police nationale sous Bousquet et Guyénot, ancien avocat général à la Cour de Cassation, accusé d’avoir fait condamner des communistes ! À 14 h15, je monte avec un garde idiot, et précédé d’un autre qui a une gueule de brute et qui recommande à son collègue de serrer la chaîne qui me tient le bras. Si je le retrouve un jour en liberté, cet imbécile aura ma main sur la figure. En haut, Gilberte est là, avec Paz.

Mais, esclave de la consigne, bêtement appliquée, le garde refuse de la laisser là. On parlemente. Paz et Frot se fâchent. Nous pouvons parler et je suis bien content de ce qu’elle me dit, et du gâteau qu’elle m’apporte ! Et puis, nouvelle crise de l’idiot. Je la fais partir, craignant

68. COSI, *Comité ouvrier de secours immédiats*, que présidait René Mesnard et qui était domicilié au siège de la CGT, 211 rue La Fayette à Paris. Créé pour venir en aide aux victimes des bombardements alliés, grâce aux fonds mis à sa disposition par les autorités allemandes et prélevés sur les biens confisqués aux juifs.

69. René Mesnard (1902-1945), socialiste et syndicaliste CGT de la Gironde, resté en 1933 à la SFIO lors de la scission du Parti socialiste. Sous l’Occupation, fondateur et directeur de l’hebdomadaire *l’Atelier* (organe syndicaliste proche du RNP), président du COSI.

70. Roger Paul, ouvrier bonnetier, militant dans l’Aube du Parti socialiste et secrétaire de la Fédération CGT du Textile, qu’il reconstitua en 1942 dans le cadre de la Charte du travail.

qu'on ne lui demande ses papiers. Nous sommes bien déçus. Samedi ce sera mieux.

Chez le juge, bon interrogatoire. Je termine l'histoire de mes relations avec Déat en contant la fin du gouvernement, et sa fuite. Il y a de l'émotion dans l'air. Le juge, le greffier, le secrétaire écoutent sans respirer. Et on me laisse dicter. J'ai admirablement assassiné Déat – et ce n'est qu'un commencement. Ensuite je m'explique, à ma demande, sur tout le rapport d'ensemble du R.N.P. C'est moi qui trace maintenant le cadre de ce que je veux dire. Le juge acquiesce, me laisse dicter en disant, souriant vers Paz: «Il facilite mon travail. C'est plus facile avec lui qu'avec Paul Chack!»⁷¹. Celui-ci a encore deux interrogatoires à subir. Pendant que je suis là, le Procureur téléphone à son sujet.

M. Berry est très aimable. J'aborde les questions de propagande, armé d'une note excellente de Jean-Jacques qui m'aide beaucoup. De lui-même, le juge propose le renvoi à samedi. J'aurai donc mon interrogatoire au moins après, le mardi 21. Il a reçu de Lyon copie de lettres d'Emery à moi, de moi à Emery: elles sont très bonnes pour moi. Moins bonnes hélas, pour Emery. On attend le retour de la Commission rogatoire de Troyes. Patou, Poulaille⁷², Pencioelli ont déposé. Les deux premiers bien, le dernier médiocrement mais sans mauvaise volonté. Je sors vers 17 h. 45. Je vois Brice, en sortant, qui attend d'entrer chez Berry à son tour. J'ai appris que Bonnery (17^e section) était à Fresnes, que Pierre Chambon⁷³ et Fanger sont au Cherche-Midi. Pour les deux derniers, c'est mauvais, comme asile. Dans le couloir, Simone, sa mère, Catherine, toujours fidèles et si affectueuses, mamans gâteaux que je sens préoccupées pour moi, malgré leurs sourires. Elles réussissent à circonvier la garde, impressionné d'ailleurs par ma déposition, qui convient qu'en effet mon cas est spécial et que, du moment que je ne serai pas fusillé, on peut bourrer mes poches!

71. Paul Chack (1876-1945), officier de marine et écrivain, adhère au Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot en 1937 et en devient membre du bureau politique. Sous l'Occupation, il crée le Comité d'action antibolchévique et contribue au recrutement de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF). Jugé après la Libération pour intelligence avec l'ennemi, il est condamné à mort et fusillé le 9 janvier 1945.

72. Il s'agit de l'écrivain «prolétarien» Henry Poulaille, lecteur chez Grasset, auteur de *Nouvel âge littéraire*, *Le pain quotidien*, *Pain de soldat*, etc.

73. Neveu de Marcel Déat.

Et c'est le retour, avec Cado, dont l'interrogatoire a été bon. Nous attendons près d'une heure dans le panier à salade : c'est Henri Ardant, Président Directeur général de la Société Générale, qui se fait désirer ! Il rentre à Fresnes avec nous, assez mal en point.

Rentrée dans la cellule à 20 heures. On est heureux de retrouver ce havre, où l'on a ses habitudes et des amis solides, et qui n'est pas si inconfortable après tout. Comme on se fait à tout ! J'étales mon ravitaillement si difficilement ramené devant leurs yeux ouverts comme ceux de gosses privés. Et ils se jettent sur le gâteau. Ce matin je me lève assez tôt et je relis le mot que Gilberte m'a donné hier, si reconfortant par tout ce qu'il m'apprend.

À 9 h. Frot arrive. Nous parlons longuement du procès, et de tout. C'est infiniment consolant pour moi que ces trois heures qu'il me donne. Il me gave de nouvelles. Il est inouï de santé, de bon sens et de malice. Et on le sent si droit et si bon. Le Roy Ladurie, Worms qui descendent viennent le saluer : ils l'aiment bien. J'aperçois Maurice Levillain⁷⁴ qui attend Jacomet, son avocat. Je vais à lui. Nous parlons cordialement. Il est en cellule avec Brasillach dont le moral est magnifique, malgré ce qu'il risque. Mauriac intervient de toutes ses forces pour le sauver. S'il réussit, j'aurai moins envie de cracher au visage de ce chrétien hypocrite. Maurice va bien, et manifeste la même inconscience. Nos dépositions concordent. Il n'est pas tendre pour Déat. Frot me dit que l'atmosphère est à la détente. La Cour va être suspendue quinze jours, pour qu'on en organise vingt ! Je passerai sans doute vers le 15/20 décembre. Drôle de Noël !

Je remonte avec Lehideux, Worms et Taittinger, auquel j'apprends la nomination de Ramadier, indice rassurant. Je vais ensuite chercher mon linge, apporté hier par Simone. Je travaille tout l'après-midi pour l'interrogatoire de samedi. Worms va à l'avocat à 16 h. Il rentre pour me dire qu'il est extrait demain. Tout va bien pour lui. Ses adversaires se « dégonflent ». Nous l'aidons à se préparer. Il fait nuit depuis longtemps. La lumière marche, gros progrès. La cellule est un peu un foyer, le scul, malgré le froid. Il y a un peu de chaleur humaine, et nous tenons le coup comme ce n'est pas possible, avec une sorte de rage fanatique

74. Maurice Levillain (voir note 15) avait suivi Marcel Déat de la SFIO au Parti socialiste de France, puis au RNP.

et tranquille. Je vais faire ma paillasse et dans trois quarts d'heure, je me coucherai et je dormirai. Je pense avec joie à mon père et à ma mère libérés, à ma femme enfin un peu rassurée, à Claude hélas ! que je ne verrai plus de longtemps, à tous mes amis qui sont tout pour moi. J'écris chaque jour ces mêmes formules banales. Car chaque jour elles vivent en moi, et j'éprouve le besoin de le dire au papier, à ce confident si sûr, le dernier qui me reste. Puissé-je le garder toujours !

Jeudi 16

17 heures – On a oublié de réveiller Worms ce matin ! Et on vient le chercher à 7 h. pour qu'il soit prêt en dix minutes ! Nous l'aidons et ça va. Je travaille un peu, puis je lis, tout le matin, *Pour don Carlos* de Pierre Benoît. Je ne sais pourquoi, ce roman me produit une impression extrême. Cette histoire d'amour, sauvage et pure, un peu mélodramatique, me ravit. C'est ainsi. Me voilà devenu admirateur de Pierre Benoît. Je fais une longue note pour Gilberte après le déjeuner et je travaille. Vers 16 h. Me Demont me demande. Il m'annonce la mobilisation probable de trois classes ; il me dit qu'à Versailles le tarif est le suivant pour les condamnations : 3 mois pour le R.N.P., 6 mois – 1 an pour la milice (simples adhérents, évidemment). Il n'y a rien à dire ! C'est en tout cas un symptôme rassurant. Je vois Brasillach, très courageux, Jeannin, de Peyrecave qui me donne des détails sur la démagogie effroyable qui règne à l'usine Renault d'où l'on sort cinq camions par jour (1 toutes les 2 minutes en 1939 !). L'usine connaît une crise de trésorerie terrible : elle demande 125 millions au gouvernement – et chez Caudron, je crois, on demande 75 millions ! À ce tarif, j'ai la certitude que l'abominable démagogie actuelle va prendre fin. Ce sont les ouvriers hélas ! qui en feront les premiers les frais.

18 heures – Nous avons fait un étonnant dîner. Dans le colis de Laborde, il y avait de la salade. Voici le menu : pâtes de la prison, avec dedans un œuf dur mal cuit, arrivé broyé, et la tranche de bœuf bouilli hebdomadaire : plat très présentable, on le voit ! Salade et porc froid, fromage de chèvre délicieux. Petits gâteaux fabrication Worms. Un délice. Il n'y manque que le vin ! Et quand je pense qu'on se fait pour nous un souci...

Je reprends. En remontant de l'avocat, j'arrive à obtenir d'un gardien l'autorisation, plus qu'exceptionnelle, d'entrer dans la cellule de Benedetti au 1^{er} étage. Il est heureux de me voir, un peu abattu, mais très bien. Le visage n'est pas marqué, mais il semble ne plus avoir de dents. Je lui dis quelques mots en hâte. Suffisants. Je le reverrai. En rentrant, je trouve un mot de Benoist-Méchin que le planton m'a apporté sur ma demande. Il répond à ma lettre. Nous sommes d'accord sur l'essentiel. Je lui répondrai. Toutes ces faveurs m'ont coûté six cigarettes : c'est pour rien. J'ai appris que Loiseau, ex-chef de la section de Clichy, était là. Il m'a envoyé le bonjour. Je vais bientôt pouvoir faire ici une réunion de cadres ! Le moral est bon, encore que, comme chaque soir, je sente beaucoup de mélancolie m'envahir. Mais, si j'ai la chance d'avoir à subir ma peine dans des conditions possibles, j'en rapporterai des travaux que je n'aurais jamais eu le temps de faire. Je crois surtout que j'en reviendrai plus solide et plus fort. C'est l'essentiel. Et j'aurai vérifié de si solides amitiés, de si touchants dévouements que je me sens payé au centuple de tout ce que j'ai fait ou essayé de faire. Car pour celui qui a dirigé et même commandé, il n'est rien de plus doux et de plus fort au cœur que de sentir qu'on le paye en reconnaissance, en amitié et en fidélité. L'autre, qui a fui, peut-il en dire autant ?

Vendredi 17

14 heures – En rentrant hier soir de l'instruction, Worms nous dit la manière odieuse dont sa femme a été traitée par les gardes. Décidément, ce sont des ordres. Les salauds qui les donnent le paieront plus tard, je l'espère. Son affaire évolue bien. Il en a assez ! C'est plus que compréhensible. Il m'apprend l'arrestation de Victor Arrighi qu'il connaît beaucoup, et surtout de Le Roy Ladurie. Bonne nuit.

Ce matin Paz vient longuement. Nous parlons du procès, et d'autres choses, comme toujours. Il est si humain, derrière sa réserve et sa pudeur. Il m'apporte des remèdes contre l'entérite. Le métier d'avocat est décidément très compliqué. En sortant, je vois un bon moment Benedetti qui attend le dentiste. Je lui dis ce que je pense, clairement. C'était nécessaire pour qu'il prenne sa défense avec le maximum de sérieux. Nous allons tout faire pour le tirer de là. Ses arcades sourcilières, sa mâchoire sont lourdement marquées. Il n'a plus de dents. Vu aussi Bonnery.

En remontant, je séduis le gardien-comptable de l'étage avec des cigarettes. J'en obtiens 40 pommes et qu'il vienne me chercher à 16 heures pour me permettre d'aller me promener dans le hall où viennent les avocats. Ainsi fut fait. Je vais me faire raser, puis j'obtiens d'un gardien d'aller voir Benoist-Méchin dans sa cellule. À ce moment, il descend à l'avocat. Nous y allons ensemble, heureux de nous retrouver. Nous évoquons la rue de l'Arcade. Il est bien, un peu amaigri. En bas nous trouvons Worms, Le Roy Ladurie, Berthelot, Lehideux, Ardant. Quelle réunion ! Et les avocats bavardent eux aussi avec nous : c'est une véritable foire. Au bout d'une heure, je remonte avec Benoist-Méchin auquel je donne un paquet de cigarettes, il n'en a plus. Et après le dîner, je prépare mon dossier pour demain.

La presse dit que je passerai bientôt. J'espère que ce n'est pas aussi vrai que cela. En tout cas, Worms a dit le soir à tous ces Messieurs que j'étais l'homme le mieux défendu de Fresnes. Je l'écris en toute fierté pour les deux hommes qui m'ont sauvé la vie par leur amitié.

Dimanche 19 novembre 1944

18 heures – Hier, à l'instruction, personne d'intéressant avec moi, sauf de Gueydon et sa femme, ex Radio-Paris. Elle ressemble étonnamment à Madame Bichelon. Rue Boissy d'Anglas, les gardes sont de plus en plus ignobles d'inhumanité. Quand je monte, à 14 h. 30, ils refusent à Gilberte de venir me parler, et pourtant je comptais la voir : depuis un moment, je l'apercevais à travers la vitre de l'autre côté de la cour.

L'interrogatoire se passe bien. Je conte au juge le 13 décembre, l'arrestation de Déat. Je précise fortement des choses essentielles sur les effectifs ou les ressources du R.N.P. Il a des journaux (*National-Populaire*, *Bulletin des Cadres*) où j'ai écrit. Rien de gênant au total. Il me dit que j'aurai encore trois instructions. Cela nous reporte à fin novembre. C'est un miracle, que je dois aux deux amis qui se sont dépensés pour moi sans compter. Il parle de l'affaire Paul Chack, assez sévèrement. Mais d'après ce qu'il laisse entendre, cela n'ira pas à la peine de mort. Il rapporte des propos du Président Ledoux, de la Cour de Justice, qui se plaint du vide des dossiers. Le mien, lui, sera bien garni ! Rempli par moi, d'ailleurs.

À la sortie, le garde, sale brute imbécile, accepte que Gilberte, Catherine et Mme Fontaine m'embrassent, mais refuse qu'elles me donnent la moindre chose. Elles ont les larmes aux yeux. Moi, je serre les poings pour ne pas écraser sa gueule obtuse. Je les quitte vite, c'est trop pénible pour elles et pour moi. En descendant, je dis au garde ce que je pense de sa muflerie. Il ne bronche pas. J'ajoute que je sais son nom et que je le retrouverai. Il n'a pas l'air très fier. Heureusement, Gilberte a pu me donner un mot, bien réconfortant, et un mot de Jean-Jacques, plein d'informations politiques du plus vif intérêt, et où je sens le désir des camarades de se remettre au travail. Je vais leur répondre. Nous rentrons de bonne heure. Je dîne en rentrant et conte mes mésaventures à mes deux compagnons.

Ce matin, nous nous levons un peu plus tard. C'est dimanche. Vers 11 h. je m'arrange pour descendre dans le hall. Je reste une 1/2 heure. Je vois Lehieux, Chassagne qui pense demander à Paul-Boncour de le défendre, Henri Béraud, très affable, qui me semble en bonne forme et dont j'apprends avec joie que le procès traîne. Il va donc s'en tirer. En bas aussi, je vois le Dr Dubé de la délégation Scapini. Il a été avec Maxe⁷⁵ pendant deux mois. Il l'a quittée, hier. Il me donne des détails rassurants sur sa santé, son moral. C'est pour moi un inexprimable soulagement. Il me dit qu'elle tient parfaitement le coup, avec dignité et philosophie. C'est bien ainsi, et j'espère que son épreuve tire à sa fin. Après le déjeuner, je me fais conduire par un gardien dans la cellule de Dubé. Il me donne de nombreux détails. Catastrophe: le gardien m'oublie dans la cellule 219, et je reste plus d'une heure me demandant comment j'en sortirai. Un autre gardien que je connais passe heureusement: il m'ouvre et je file.

Dans la cellule, est un jeune docteur qui a accompagné la milice en Bourgogne. Il me conte l'histoire de la mort de Lamouche, celle du départ de Poisson, qui est parti très triste pour l'Allemagne. En regardant ma cellule, je vois Loiseau, de Clichy, qui se fait raser. Je lui parle un moment. Il a été interrogé déjà. Il a bien répondu. Il est sévère pour Déat, car son fils était dans les trente miliciens du Ministère... Je rentre et je travaille. Vers 16 h, je redescends, toujours en fraude.

75. Maxe, pour Maximilienne, la femme d'Albertini.

Je vois Bobin, qui se défend bien, mais que Paul-Boncour et Hauck laissent tomber ; Combelle, qui est bien ; Allot, jeune milicien R.N.P., fils des Allot⁷⁶ auquel je donne des conseils, et à qui j'ouvre les yeux sur Déat ; Brasillach, qui a composé de magnifiques poèmes dans sa prison, et qui a fait saisir Mauriac, par Henri Poulain, des traitements infligés à ma femme ; Brun, chef de la 12^e section R.N.P., qui est lui aussi bien défendu et auquel je donne quelques conseils ; Benoist-Méchin, en très bonne forme, toujours amer sur le gouvernement, toujours si serein et si tonique ; Paul Chack, dont l'instruction avance et qui n'a pas l'air trop inquiet. Les bavardages finis, je remonte. La journée aura passé vite. C'est le dîner, et j'écris. Aujourd'hui, Claude a 18 mois. C'est Gilberte qui est allée l'embrasser pour cet anniversaire. J'en suis heureux. Il aura trouvé là une vraie marraine. Il est dommage qu'elle ne puisse le prendre. Pour nous, ce serait une telle sécurité. Et pour elle, une telle joie ! Elle aurait ainsi l'enfant dont elle a rêvé. Petit Claude, comme ton sourire me manque parfois, ton gentil visage, ton regard mélancolique déjà si sérieux. Comme c'est dur d'être privé de toi. Tu ne le sauras jamais. Quelle punition pour moi que d'être loin des lieux où tu grandis. Et comme je t'aime, petit ange, comme j'ai envie de te prendre sur mes genoux et de rire avec toi.

Lundi 20 novembre

20 heures – Ce matin, Paz. Il m'apporte des sandwiches et des œufs, car Magdeleine Paz a peur que je souffre de la faim ! Je suis vraiment soigné comme ce n'est pas possible. Comment vais-je pouvoir m'acquitter ? Lettre de Gilberte, le petit Claude a la coqueluche. J'apprends avec peine que Maxe le sait. Quelles alarmes doivent être les siennes... C'est une sotte amie qui s'est mêlée une fois de plus de ce qui ne la regardait pas. Mais j'interdis que Claude quitte Paris. Nulle part il ne peut être mieux. Lettre d'Yves sur Chalon. Rassurante et affectueuse. Mais tout ne va pas encore là-bas comme il faut. Je peux me flatter d'avoir la tête tranquille au milieu de tout cela ! Mais je suis sûr pourtant de pouvoir

76. Emmanuel, dit Well Allot (1918-2012), plus tard François Brigneau, fils d'Emmanuel Allot, instituteur à Concarneau qui avait quitté la CGT en même temps que Jean et Josette Corneec pour fonder avec eux la Fédération de l'Enseignement du Finistère, avant d'entrer au Parti socialiste où il fut l'un des militants du « parti de la paix ».

tout supporter, jusqu'au bout. En remontant, je trouve une carte de Maxe en date du 10. Elle va bien et n'a rien de moi. À midi, je lis tout haut un article posthume de Saint-Exupéry. « *Lettre à un otage* ». Je ne suis pas d'accord, mais la fin est très belle. C'est Magdeleine Paz qui me l'a envoyé spécialement. Je travaille tout l'après-midi. Je sors seulement pour me faire raser. Je vois un camarade d'Aubervilliers ; je communique avec Benedetti. Je fais ce que je peux pour tous... Je bavarde un instant avec Bonnafous⁷⁷, puis longuement avec Chassagne. Il me dit que Cosmi était de la Résistance ! C'est raide. Mauvaises nouvelles pour Worms. Sa mise en liberté est à nouveau ajournée. Le Procureur général doit voir son juge demain. Tout cela est d'une iniquité sans nom. J'ai beaucoup de peine de sa déception. J'écris un mot à Gilberte. À l'instant, je reçois une lettre de Maxe, du 7 novembre, mise sûrement en fraude. Elle va bien, a vu Claude une fois, et sait qu'il est bien. Son calme se confirme. Pour elle, je suis rassuré. Je vais demain à l'instruction. Dehors, il fait un vent qui secoue toute la prison. C'est sinistre et agaçant. J'espère demain voir Gilberte et les autres amies. Pourvu qu'on ne les rabroue pas comme l'autre jour. Je vais faire la paillasse avec Laborde qui m'aidera. Worms lit et Laborde écrit. Grand silence dans la cellule. On dirait une soirée en famille. Où est celle du 25 septembre ? Il y a ainsi huit semaines aujourd'hui que je suis arrêté. Il me semble que je n'ai jamais su ce que c'était que vivre libre. Il me semble surtout que je ne le saurai plus jamais. Et pourtant, la vie recommencera.

Mercredi 22 novembre

18 h. 30 – À l'instruction hier avec Roger Duchesne⁷⁸, l'acteur compromis dans l'affaire Lafont⁷⁹ ; Suzanne Bouquerot, qu'on a présentée comme la maîtresse d'Hitler, et qui est sûrement une extraordinaire aventurière-espionne ; et enfin Gravier. Nous ne partons que vers 10 h.

77. Max Bonnafous (1900-1975). Universitaire, membre du Parti socialiste qu'il quitta en 1933 avec les néo-socialistes. C'est lui qui donna tout son relief à la formule « ordre, autorité, nation ».

78. Roger Duchesne (1906-1996), vedette de cinéma, a joué dans une dizaine de films sous l'Occupation.

79. Henri Lafont (1902-1944), de son vrai nom Chamberlin, adjoint de Robert Bonny (voir la note 44)

après deux heures dans la boîte. Je manque ainsi Guy et Jean-Jacques qui veulent me voir rue Boissy d'Anglas. Là-bas, attente jusqu'à 14 h. Les gardes sont de plus en plus désagréables. Je monte et ne peux voir Gilberte. Interrogatoire sur les rapports de Laval et du R.N.P. L'atmosphère est très détendue. Le juge rit quand je mime Laval. J'essaye de faire comprendre sa psychologie. Paz parle de Briand. Frot hoche la tête et sourit de son fin sourire si rusé. On se sépare à 17 h. 45. À la sortie, je vois quelques minutes Gilberte, Catherine, Mme Fontaine. Elles ont l'air bien triste de ne pouvoir que m'apercevoir. Moi, j'ai de la peine, mais je commence à avoir l'habitude de la résignation. Retour à 19 h. 45 dans le panier à salade avec Gravier, pessimiste et fatigué. Quand je rentre, mauvaise nouvelle de Worms. Le Procureur général a dit au juge que, s'il le mettait en liberté provisoire, il le ferait interner administrativement. C'est une odieuse iniquité. Worms en est ulcéré. Mais il y a une telle force d'âme dans ce corps fragile que je n'ai pas beaucoup à faire pour le maintenir, je suis heureux de l'aider à mieux supporter ce rude coup, si inattendu.

Bonne nuit, mais réveil de bonne heure. Je fais ma toilette rapidement. Elle est finie à 8 heures. Je vois Frot longuement. Nous parlons du procès, de l'instruction. Il est rassuré maintenant. Le juge lui a fait comprendre qu'il n'avait pas d'enthousiasme pour instruire ces sortes d'affaires. Quant au greffier, il m'est visiblement favorable. Il me gâte, comme d'habitude. Quelle chance de l'avoir, ainsi que Paz ! Il a vu Gilberte hier. Il m'apporte lettres et documents. Je parle avec lui de l'affaire Worms. Il la croit délicate. Il va s'en occuper pour se renseigner. Il est écœuré pour ce qu'on fait à Worms. Comment ne pas l'être ? Après le déjeuner, j'écris à Yves, à Jean-Jacques. Je travaille. Je descends à l'avocat en fraude. Je vois longuement Benoist-Méchin, Lehideux, Berthelot, Le Roy Ladurie, le général Bergeret, Worms. C'est un cercle très agréable ! Je remonte à 17 heures. J'écris à Benedetti pour la dernière fois. Il fera ensuite ce qu'il voudra. J'apprends que Lucien est arrivé, cellule 125, 1^{er} étage. Il est en face de Benedetti. Je pense le voir demain. Worms sait maintenant d'où viennent les attaques contre lui. En dehors de Palewski, c'est un ignoble petit juif communiste Joe Nordmann, président du Comité de justice du C.N.R. Drôle de justice ! Comme on souhaite des mitrailleuses pour balayer cette racaille ! Plutôt une dictature militaire, même la plus bête, que ce régime d'imposture et de sang. Il faudra bien qu'un jour nous réglions les comptes.

Ce soir, il fait plus doux. Worms écrit à la table. Laborde est assis sur le lit et lit ses éternels livres d'électricité. Moi, assis sur les deux paillasses repliées sous la fenêtre, j'écris ce journal. Ainsi la vie s'organise-t-elle. Je suis devenu d'un calme étrange, d'une patience surprenante et un rien maintenant me fait plus de joie que je ne sais quoi autrefois. Mais comme chaque soir me manquent ceux que j'aime. Je ne cesse de penser à eux. Je suis parfois comme ces petits garçons qui, internes dans leur collège provincial, rêvent le soir, sous la lampe de l'étude, au foyer de famille, et retournent lentement dans leur tête leurs petits secrets. La grande différence avec ces petits garçons, c'est qu'il s'agit là de méditations parfois tristes sur d'autres choses que de petits secrets ou des souvenirs de rien !

Jeudi 23 novembre

19 heures – Je me lève de bonne heure, avant 7 heures. Nous déjeunons à 8 h. avec un chocolat américain que nous dissolvons à l'eau bouillante : nous progressons pour la cuisine ! De même à midi nous mangeons des côtelettes de porc réchauffées au beurre chaud, et le soir de la viande rouge à nouveau saisie dans le beurre. Régime excellent, nous aurions tort de nous plaindre ! Je vois Me Demont, qui m'apporte notes et nourriture : pauvre Gilberte qui court Paris pour me trouver une 1/2 livre de beurre ! Et je trouve, moi, le moyen de lui dire des sottises ! En sortant, je vois longuement Benoist-Méchin, puis Peyrouton qui me parle du 13 décembre. En me le présentant surtout comme une opération de politique intérieure. Lui et le général Bergeret ont des informations précises très intéressantes sur la Syrie et l'Empire. Elles sont peu réconfortantes. Lehideux, qui est là, me parle de Frot qu'il veut prendre comme avocat, après que je lui en ai parlé. L'après-midi, je travaille et j'écris. J'échange deux lettres avec Lucien qui ne veut pas de Demont comme avocat, pour faire plaisir à sa femme ! Je redescends vers 16 h. Je revois Benoist-Méchin, Lehideux, Ardant et Worms. Longue conversation sur l'armistice, avec d'intéressants propos rapportés par Benoist-Méchin, émanant du général Colson⁸⁰, en cellule avec lui. Je fais une note de tout cela, ainsi que des révélations très intéressantes

80. Louis Colson (1875-1961), polytechnicien, général, ministre d'État à la Guerre de juin à septembre 1940, emprisonné lors de la Libération, bénéficiaire d'un non-lieu en 1946.

de Benoist-Méchin sur l'affaire d'Indochine, et de Lehideux sur la vie économique. En remontant, nous parlons avec Worms de son affaire. Il me montre le document qui le maintient en prison. C'est un tissu d'erreurs et d'insinuations misérables. Et le juif communiste qui le signe pour le C.N.R., Nordmann, est fils d'un Allemand qui s'est battu contre la France en 1914! Je rédige la conclusion de la réponse que Worms va y faire. Il travaille beaucoup ce soir, pour son interrogatoire de samedi. J'ai beaucoup à faire encore ce soir, j'ai rédigé une longue note pour Gilberte: cela n'en finit jamais d'échanger des réponses sur les couvertures ou les lâchages d'amis. Il y en a de bien curieux. Heureusement, ils sont compensés par d'admirables dévouements. Je reçois à l'instant une carte de ma femme datée du 16. Elle a reçu ma lettre du 9. Elle va bien. Ce n'est plus pour elle qu'une question de patience.

Dimanche 26 novembre

15 heures – Je n'ai rien écrit vendredi. Paz est venu longuement le matin. L'après-midi, je prépare ma déposition du lendemain. Rien de saillant au cours de la journée. Si ce n'est une conversation avec Benedetti, que je vais trouver à la visite dentaire. Il n'a pas encore réglé la question de son avocat. L'affaire tourne à la farce macabre. Mais ce n'est pas moi qui serai le mort. Où la politesse peut-elle vous mener! Le soir, nous préparons un peu à manger pour le lendemain, car Worms et moi sommes «extraits» tous deux. Et je prépare un mot pour Gilberte, que je lui ferai remettre.

Samedi à 6 h. nous nous levons à la bougie, avant qu'on ne nous réveille, car nous devons nous préparer tous deux. Nous faisons du thé. La vie en prison se perfectionne décidément. Nous descendons dans le hall vers 7 h. 30, et sommes dans la boîte vers 8 h. Grosse fournée et célèbre: avec Worms et Le Roy Ladurie, les amiraux de Laborde⁸¹ et Marquis, puis Alfred Fabre-Luce. Je fais le voyage dans le panier à salade avec Fabre-Luce. Nous parlons longuement. Il est fatigué, mais son moral est parfait. Il vient de faire éditer le tome I de ses *Prisons*, où il raconte les quatre mois très durs vécus par lui au Cherche-Midi,

81. L'amiral de Laborde (1878-1977), nommé chef de la flotte de haute mer par le maréchal Pétain en 1940, avait ordonné le sabordage de la flotte à Toulon lors de l'approche de l'armée allemande en 1942. Emprisonné en août 1944, il fut condamné à mort, puis gracié en 1947.

où le troisième tome du *Journal de la France* l'avait conduit au temps de l'Occupation. Il me dit qu'il prépare le second! Je comprends et approuve son amertume. Elle ne lui enlève en tout cas rien de sa sérénité, ni de son admirable intelligence. Je lui conte la fin de Déat. Elle ne le surprend qu'à demi. Arrivé rue Boissy d'Anglas, j'aperçois Jean-Jacques, Yves et Jeannette venus me voir. Ils ne doivent pas s'être rendus compte que je les voyais. De 10 h. à 14 h. 30, les deux amiraux, Fabre-Luce et moi parlons de beaucoup de choses, notamment du sabotage de la flotte et de la politique de Darlan. L'amiral de Laborde raconte sur tout cela, avec une abondance verbale extrême et amusante, une foule d'anecdotes passionnantes que j'ai enregistrées ailleurs. C'est un homme extraordinaire. À 66 ans, il en paraît 50. Vigoureux et ardent comme un jeune officier. D'une ample et personnelle culture. Et qui ne vous écoute jamais quand on lui parle! Mais une personnalité singulièrement originale: il nous annonce qu'après tout cela, il se retirera à Tamanrasset en plein Hoggar, pour achever ses livres au Sahara qu'il connaît aussi bien qu'un officier du désert. On ne peut s'empêcher d'admirer ce rude marin, au regard bleu de mer, qui après avoir vécu en contemplant les horizons de l'Océan pendant près de cinquante ans, se prépare à finir sa vie dans une terre aux lignes pareillement illimitées. Il est en uniforme, avec toutes ses décorations. Quand les gardes font l'appel, ils rectifient presque instinctivement la position. Si l'un d'eux lui manquait, il le foudroierait d'un seul coup d'œil de son regard d'acier. À 14 h. 30, je monte. J'ai un garde débonnaire, écœuré de ce qui se passe et qui me le dit. Gilberte ne peut venir, elle est obligée de prendre des précautions. Cela me navre bien, mais sa sécurité prime tout. Instruction très bonne, sur un échange de lettres avec Emery. Frot, un peu excité, fait rire le juge, très détendu d'ailleurs à mon égard, et qui ne semble plus aussi pressé qu'il y a un mois. Je dicte posément. Il y en a encore pour un moment.

En cours de séance arrive la commission rogatoire de Troyes. Elle est excellente. Le juge lui-même s'en félicite. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'à lui revient le mérite de l'avoir réclamée. Si cela continue, je vais finir par l'avoir comme défenseur! En tout cas, le greffier et son secrétaire me sont de plus en plus ouvertement favorables. En période normale, me dit Paz, l'acquittement serait certain. C'est tout de même un renversement assez sensationnel. Tout le monde y a contribué, tous les amis qui veillent

sur moi, et travaillent pour moi. J'ai fait aussi de mon mieux : dans les circonstances actuelles, ce n'était pas si facile ; mais le jeu en valait la chandelle, si le jeu n'était une tête ! Après l'instruction, je vois Catherine, Simone et sa mère, qui me gavent, comme d'ordinaire, et me donnent les nouvelles habituelles. Catherine me dit que Déat prétend que je suis un traître et que j'ai gardé 40 millions ! Moi, j'affirme qu'il s'est conduit comme un lâche, et il vient de m'ôter mes derniers scrupules. Cette fois, ce que je ferai pour lui ne sera pas un assassinat : ce sera une affreuse boucherie (J'en ai dit un mot à Benoist-Méchin ce matin, qui en a été écoeuré). Je les quitte vers 18 h., et leur demande d'embrasser Gilberte et tous les amis : comme les femmes sont des spécialistes dans ce genre d'exercice, ce sont des commissions qu'on peut leur donner. Je remarque qu'elles ont l'air surpris de me voir si en forme. Auraient-elles pensé que deux mois de prison suffiraient à me mettre en loques ? Je rentre dans le panier à salade avec Fabre-Luce.

Le juge lui a demandé pourquoi, avec les livres qu'il avait écrits en 43 et 44, les Allemands ne l'avaient pas fusillé comme ils auraient dû normalement le faire ! On aura tout vu décidément au cours de cette période ! Fabre-Luce me parle des possibilités d'une restauration monarchique. Il est surpris de mon moral, il me dit pour conclure qu'il se réjouit de m'avoir connu et qu'il me reverra. Il a l'air content. Moi, je suis ravi d'avoir profité d'une conversation si fine, si nuancée et si riche de réflexions. À l'arrivée, on m'annonce qu'il est mis en liberté provisoire ! Sa joie, la nôtre (celles de Worms, de Le Roy Ladurie) n'ont pas à être décriées. Il part le soir même : il me dit en me quittant qu'il s'occupera de moi, en faisant la liaison par Frot, qu'il connaît bien. Je ne sais ce qu'il pourra faire, mais son geste me touche beaucoup. Voilà au moins, pour lui, une injustice réparée.

En remontant dans ma cellule, vers 20 h., je m'arrête au 125, chez Lucien, qui me voit entrer les yeux ronds. Il se préparait à se coucher. Il est en caleçon court et pull-over rouge. Il a une mine magnifique. Je lui parle de son affaire. Je n'arrive pas encore à le décider tout à fait. C'est insensé. De retour dans ma cellule, j'apprends qu'enfin ma carte d'alimentation, stupidement brûlée par Jeanne, étant remplacée, j'ai reçu mon colis de vivres : mes camarades de cellule, enfin, ne me compteront plus comme un parasite ! Worms me raconte son interrogatoire. Tout va au mieux chez le juge. Il a pu voir Mme Worms tranquillement. Je finis par croire que lentement, mais sûrement, son affaire va

se clarifier. En tout cas, les gens de la préfecture de Police qui l'ont machinée paieront cher leurs ignobles manœuvres.

Ce matin, lever peu avant 8 heures ; c'est la grasse matinée du dimanche. Thé. À 10 h.1/2, je me fais appeler par le comptable de l'étage pour une soi-disant visite d'avocat. En bas, je vois Bobin, encore stupéfait de ce qu'on n'incolpe pas Château (ce qui est en effet ahurissant mais dont je me félicite pour l'intéressé, malgré le peu de sympathie qu'il m'inspire) ; Lagardelle⁸², très vieilli, amolli, mais toujours aussi hostile à Bichelonne, ce qui me fait tordre, ainsi que Bonnafous avec lequel je parle aussi un bon moment. Georges Prade⁸³, qui me dit que son cas est très bon, car il a subventionné la Résistance avec *Paris-Soir* (on aura tout vu !). Ardant, toujours sombre, Lehideux, etc... J'aperçois aussi Chaux qui revient du coiffeur, et qui est au 92, à côté de Benedetti, ainsi que ce dernier, qui n'a toujours pas écrit à Jean Dars. C'est à hurler de colère ! Quel idiot, ce pauvre Benedetti, quel doux imbécile ! Enfin, je parle longuement avec Benoist-Méchin et Brasillach. Benoist-Méchin me conte sur Bizerte et la Syrie des faits importants que je note d'autre part. Brasillach est très courageux : il me passe de beaux poèmes qu'il a faits récemment. Il me donne aussi une lettre de Levillain auquel j'ai demandé des précisions sur l'affaire Langrogne-Gaz de Paris. Comme je le pensais, c'est une affaire *Œuvre-Déat-Maurice-Langrogne*, mais nullement une affaire RNP. Document précieux. Gilberte apprendra avec peu de surprise le rôle qu'y a joué Mme Boussard, mais cela va l'intéresser. Au déjeuner, anguille fumée, jambon, poulet, fromage de Hollande, gâteau (Fontaine ? Denise ?) et vrai café ! Puis je travaille et nous sortons une demi-heure.

19 h. – J'ai rédigé des notes sur mes conversations d'hier avec l'amiral de Laborde et Alfred Fabre-Luce. À 17 heures nous dînons, fort bien. Et j'achève la lecture du livre de Paul Lesourd sur Talleyrand :

82. Hubert Lagardelle (1874-1958) fut, dans sa jeunesse, adepte du syndicalisme révolutionnaire et membre de la gauche socialiste ; il participa, après la défaite de 1940, à l'Institut d'études corporatives et sociales et au Centre français de synthèse, puis devint en avril 1942 ministre du Travail. En 1943, il fut contraint à la démission du gouvernement et devint rédacteur en chef du journal quotidien *La France socialiste*. En 1946, il fut condamné à la prison à perpétuité et ne recouvra la liberté qu'en 1949.

83. Georges Prade, journaliste, conseiller municipal de Paris, arrêté en août 1944. Libéré, il s'exilera en Suisse de 1948 à 1951.

il en fait un «collaborationniste» en 1815. Il a raison, mais son indulgence est excessive pour ce diplomate surfait. Depuis hier, l'eau tombe du plafond : il y a une fuite au-dessus des W.C. C'est agaçant : heureusement encore que l'eau ne nous tombe pas sur la tête !

Lundi 27 novembre

Il est 8 heures. Je suis levé depuis un bon moment, j'ai fait ma toilette. En attendant que Worms achève la sienne et que nous déjeunions, je peux écrire quelques histoires que je n'ai pas songé à relater. Quelques loustics disent ici, parlant du chef du gouvernement : «Ce n'est pas le général de Gaulle ; c'est le général de Géole» (on prononce Jolle, n'est-ce pas?). Le mot n'est pas mauvais, bien qu'il soit trop méchant. Ce n'est pas lui le responsable. Ils disent aussi : «Autrefois, c'était l'assiette au beurre, maintenant, c'est le plat de résistance». Et celle-là est excellente. Enfin, en voici une, authentique. Quand nous descendons dans le grand hall pour chercher nos colis, attendre les avocats ou aller à la visite, nous devons théoriquement nous mettre en file indienne au milieu de deux rails disposés à cet effet. En général, nous n'en faisons rien et il règne ainsi une aimable pagaille. Mais il y a deux ou trois vaches, parmi les gardiens, communistes bien entendu, qui parfois nous imposent cette méthode. L'autre jour, le général Dentz, ancien commandant des troupes en Syrie, était là, en civil⁸⁴. Nous étions par un. Voulant parler à un autre, il se déplace et quitte le milieu des rails. Alors le gardien, tête bornée et regard mauvais, qui ignore à qui il parle : «Eh ! dites donc, vous, le grand, vous ne pourriez pas rester aligné, comme les autres ? Vous n'avez donc jamais été à la caserne !». Ce mot à l'adresse du général a une saveur qui vaut qu'on le conserve. Le général, parfaitement digne, a obéi immédiatement. Mais on peut penser aux amertumes qui s'accumulent. Nous aurons à régler tout cela.

84. Henri Dentz, (1881-1945), général, nommé haut commissaire en Syrie en décembre 1940. Il résista à l'entrée en Syrie de l'armée britannique en juin 1941, ne put obtenir l'aide de l'Allemagne, signa un armistice en juillet, rentra en France et fut arrêté lors de la Libération. Inculpé d'intelligence avec l'ennemi, il fut condamné à mort en avril 1945, bénéficia d'une grâce, mais mourut en prison en décembre 1945.

Lundi 27 novembre (suite)

19 h. 30 – Paz vient à 8 h. 30 bourré encore de sandwiches et de viande, avec un mot de Gilberte qui s'excuse de ne pouvoir tout me donner de ce que je demande! Je vais périr, pas de carence, mais bien de pléthore! Il reste jusqu'à 10 h. 30. Il m'apprend qu'en Belgique, la situation s'aggrave. Mais le cabinet Pierlot-Spaak tient bon. Tant mieux. Après le déjeuner, je travaille pour mon interrogatoire de jeudi, et je me remets à mon histoire du R.N.P. Puis je me fais appeler. En bas, je rencontre Brice. Je fais demander par un gardien que j'ai séduit d'abord Benedetti, puis Brody⁸⁵. J'arrive enfin à décider le premier à prendre Jean Dars⁸⁶. Ouf! Il m'avait préparé une lettre très digne et émouvante, mais je préfère qu'il ait accepté. Quant à Lucien, je le vois une heure, plutôt sidéré, je dois dire, par mon influence dans la maison! Il va, lui aussi, prendre Demont. Re-ouf! Il a préparé une longue note, pas mal, que je «retape». Je lui parle de Déat. Il ignorait tout. Je note avec curiosité que je n'arrive pas à lui parler avec autant de liberté qu'autrefois. Il a un air lointain, détaché de tout qui m'agace un peu. Je suis sans doute un peu exigeant, une fois de plus. Il se porte magnifiquement. Je vois Georges Prade, Benoist-Méchin, Lehideux. Je remonte à 17 heures.

En remontant, je parle avec le détenu de l'étage qui fait fonction de comptable, avec lequel je suis dans les meilleurs termes et qui me fait sortir régulièrement. Il me donne quelques détails sur le régime des condamnés tant qu'ils sont à Fresnes: au rez-de-chaussée (humidité, hélas!) un par cellule (ce ne sera pas gai), ce qu'on veut à peu près comme affaires personnelles (c'est rassurant), habit de bure (c'est moins bien), livres et papier (c'est épatant), même régime pour les colis, la correspondance et les visites (c'est parfait). Donc, tant que je serai à Fresnes, ce sera supportable. Après dîner, je travaille, je lis dans le *Figaro* d'hier un incroyable article de l'idiot d'Ormesson à l'éloge de la politique russe: le noble marquis veut sans doute ainsi éviter que les cocos ne l'étripent! J'apprends aussi l'arrestation du général Redempt.

85. Lucien Brody, employé des Assurances sociales, secrétaire de Georges Albertini au RNP jusqu'à son départ pour le Service du Travail Obligatoire en août 1943.

86. Avocat de Guy Lemonnier et de plusieurs autres collaborateurs d'Albertini.

Enfin, dans *l'Humanité* d'hier, je lis un écœurant article de Marty sur le sabordage de la flotte à Toulon, que je vais communiquer à l'amiral de Laborde. Le marin insoumis de la Mer Noire insultant de Laborde, c'est toute l'époque actuelle! Quelle ignominie! Il fait un peu froid ce soir, mais c'est tolérable. L'humidité est moindre. Je n'ai plus mes engelures aux doigts. Matériellement nous sommes gavés de nourriture maintenant. À midi, la soupe aux légumes était épaisse et bonne. Nous décidons de jeter le jus, nous faisons rôtir le rosbif apporté par Paz le matin et nous le mettons dans les légumes. C'est une splendeur, très supérieure, comme réussite, aux plats de *Del Papa* ou du *Relais de Bourgogne*! Quant au thé du matin et au café de midi, ils sont imbattables: mes amis du dehors n'en boivent sûrement pas d'aussi bon! C'est ma revanche. Mais je dois dire que Worms fait d'immenses progrès en cuisine!

Nous sommes maintenant amis à la vie et à la mort. Il n'a guère de secrets pour moi. Moi, je n'en ai pas non plus pour lui. Il s'intéresse à ma défense et à mon procès comme le plus ancien de mes amis. Quelle chance de l'avoir connu et rencontré! Rien que cela m'empêche de regretter la prison: c'est un homme comme on en voit peu, par le cœur comme par l'esprit et le caractère. Son jugement et son expérience sont des trésors que j'exploite sans vergogne. On ne peut s'empêcher de noter qu'il y a une grande différence entre la solidité d'un Worms et la versatilité d'un Déat.

Mardi 28 novembre

19 heures – Hier soir, vers 20 h., pris de fringale, je propose que nous fassions un chocolat chaud, avec nos tablettes américaines. Aussitôt fait que dit. Nous nous mettons en cuisine: je râpe le chocolat, Laborde s'occupe du chauffage et Worms regarde. Résultat excellent: nous absorbons ainsi, vu le mode d'emploi, plusieurs centaines de calories! Quel festin! À 21 h., je me couche et m'endors en trente secondes, me disent ce matin mes deux compagnons, émerveillés de mon sommeil. Il est vrai que depuis que j'ai moins de crainte d'être fusillé, je dors mieux, beaucoup mieux: c'est tout de même compréhensible! Nous avons entendu vers 7 h. partir Bocro et Néroni vers leur destin... en quittant leur cellule, ils ont crié: «Tas de salauds! Vive Darnand!».

Courageux jusqu'au bout, un peu provocants même. Il y avait cinquante gardes mobiles pour les encadrer. Et le soir, des femmes doivent pleurer leur ami disparu, qu'elles ont dû aimer.

Prêt dès 8 h., je travaille et je lis *Gens de mer*, un excellent roman d'Édouard Peisson qui raconte une tempête dramatique sur l'Océan. Après le déjeuner, je fais une note pour Gilberte et je corrige une note pour Lucien et sa défense. À 16 h. je me fais appeler en bas. Je vois Brun, Maurice, Bobin⁸⁷. Benoist-Méchin, Ardant, Lehideux, Détroyat, Tino Rossi (mais oui !), Combelle, Allot, Henri Béraud, Chasseigne, Detmar, ami de Darté, que je vois pour la première fois. Toutes ces conversations sont pleines d'intérêt. On aimerait pourtant mieux les tenir ailleurs ! En tout cas, le moral de tout ce monde est bon.

Je vois alors la maman de Gilberte. Elle attend depuis 13 heures ! J'arrive même à l'embrasser, ce qui est un tour de force. Elle a l'air d'être fatiguée, mais si heureuse de me voir. Je remonte vers 17 heures, mais traîne longtemps dans les couloirs, et vais porter à Lucien la note rédigée pour lui. À mon étage, je vois une espèce de moricaud qui m'arrête. Il est presque noir et parle mal le français. Il s'approche et dans un sabir très amusant, veut m'entreprendre. Je pense qu'il me dit « Monsieur », mais j'entends « Boutiou », et je me mets à rire à la pensée que ce pauvre métis de Sénégalais doit avoir du mal à s'expliquer avec son juge ! Il rit aussi, et il m'explique son affaire à grand renfort de « Boutiou » : si je comprends bien, c'est du trafic de bagues, de bracelets, de broches et autres objets du même genre. On l'a arrêté à Limoges et transféré ici il ne sait pourquoi. C'est un roman extraordinaire, mais qui gagnerait à être conté plus clairement. Je ne sais d'ailleurs pas pourquoi je le note, sinon pour faire sentir qu'il y a ici des gens de toutes origines, depuis le nègre qui me dit « Boutiou » pour Monsieur jusqu'à P.E. Flandin ! Quelle franc-maçonnerie est en train de se constituer ici !

87. Robert Bobin, socialiste, suivit Déat et Renaudel au Parti socialiste de France (1933). Rédacteur avant la guerre de *La Vie socialiste* et sous l'Occupation, journaliste à *l'Œuvre*, puis à *La France socialiste*.

Mercredi 29 novembre

17 heures – J'ai oublié de noter hier une conversation passionnante avec Worms sur les rapports de la politique et des affaires. Elle est venue à propos de la Banque Lazare dont le Directeur, le juif André Meyer, était intime avec Georges Bonnet, et qui soutint d'ailleurs Blum en 1936-37. L'idée de Worms, qui me semble profondément juste, c'est que de grands banquiers spéculatifs comme Meyer ne cherchaient pas à avoir des relations avec les politiques pour influencer la politique générale du pays, comme nous le disions toujours dans nos campagnes contre les trusts ou les 200 familles, mais bien pour prévoir en parlant avec eux dans quel sens la politique financière allait évoluer, pour savoir où on en était, monétairement, à Bruxelles ou à Londres, ou à Washington. En d'autres termes, les banquiers cherchent peu à influencer le gouvernement, mais à être renseignés sur ce qu'il prépare afin d'en bénéficier. C'est, je suis sûr, un aspect très important des rapports de la politique et de la banque qui est ainsi éclairé, par quelqu'un qui connaît admirablement la question, bien qu'il n'ait jamais trempé dans rien de pareil. Il faudra que je creuse l'affaire. Plus tard, j'en parlerai avec mon vieil ami Francis Delaisi, si la mort ne l'a pas encore ravi à notre amitié⁸⁸. Comme me dit Worms qui devient pour moi « Hypo », comme pour tous ses amis qui l'adorent, « vous, vous m'apprenez la politique et moi je vous apprends la banque et les banquiers ». Mais au fond, il m'en aura appris beaucoup plus que moi je ne lui en aurai enseigné.

18 h. 30 – Ce matin, j'ai vu Frot durant trois heures, comme à chaque visite. Quelle vie dans son œil malicieux ! Nous parlons du procès. Il me rappelle ses craintes du début. Je peux bien lui avouer que les miennes n'étaient guère moindres. Quand on a vécu, comme moi, pendant des semaines, avec la presque certitude d'être fusillé, on ne l'oublie pas. Après, on ne vivra plus comme avant. Maintenant, il est tout à fait rassuré. Berry lui disait en riant l'autre soir : « Bah, c'est une affaire de vingt ans de prison ». À la vérité, c'est un minimum ; si je l'obtiens, c'est que la chance me sera à nouveau favorable, comme elle le fut durant tant d'années. Nous parlons politique aussi, pour nous trouver

88. Francis Delaisi (1873-1947), l'un des fondateurs de « *La Vie ouvrière* » en 1909. Il fut, sans le titre, l'économiste de la CGT entre les deux guerres, l'un des rédacteurs du Plan de l'organisation économique de la CGT et l'un des membres en vue du « parti de la paix ».

d'accord sur bien des points. Il me donne des notes de Gilberte et de Guy, et un gros paquet de sandwiches que Claude Silly⁸⁹ a préparés pour moi. Je serai décidément sauvé par les femmes!

À midi, nous ôtons les pommes de terre de la soupe, les mettons dans un plat et les faisons cuire au beurre avec trois tranches de rosbif. C'est succulent. Ensuite, comme nous avons un gâteau genre quatre-quarts, nous en coupons six tranches, que nous faisons rôtir dans le beurre, que nous saupoudrons de sucre, et que nous mangeons avec du caramel! Worms est d'accord pour déclarer qu'il n'a jamais mangé d'aussi bons entremets! Il faut le voir, retournant tout dans le plat avec son couteau sans pointe, avec le sérieux d'un cuisinier de profession. Quel spectacle pour *l'Humanité*! Quelle photo manquée! Nous allons ensuite, vers 14 h., à la promenade. Toute la prison y va maintenant, en deux heures de temps. Ensuite, je travaille pour demain. J'ai un mot de Lucien qui a enfin écrit à Demont, et qui ayant vu Dauzias s'en est lui-même épouvanté. Voilà Lucien revenu à peu près à sa place dans mon estime. Au dîner, à nouveau pommes de terre rissolées au beurre, mais cette fois j'ai décortiqué le lapin, et tout cuit ensemble. C'est miraculeux, pour employer un des mots favoris de Worms! Puis je me rase pour pouvoir embrasser mes visiteurs de demain, je fais une note pour Gilberte, et j'écris ces lignes. Je vais ensuite lire et me coucher en souhaitant de dormir pour être en forme à l'interrogatoire de demain. C'est un des derniers. Lentement, nous approchons du dénouement. Ce sera tout de même un moment désagréable: la note ensuite sera lourde, quand je me ferai rembourser!

Vendredi 1^{er} décembre

18 h. 30. Hier jeudi, à l'instruction. Dans la boîte avec Marcel Espiau, des *Nouveaux Temps*. Je trouve aussi Albin Ancelot, inculpé comme rédacteur aux *Informations permanentes*. Il a maigri, mais a conservé son œil perçant et sa barbe noire. Nous faisons la paix, c'est-à-dire que je lui donne l'absolution, en attendant que je lui passe un peu de ma nourriture, car le pauvre ne reçoit rien. Rue Boissy

89. Épouse de Roland Silly.

d'Anglas, j'aperçois Gilberte, de frais coiffée, et qui porte merveilleusement l'acajou. Jean-Jacques est avec elle, sérieux et distant, comme il convient à un curieux. Le garde veut les faire circuler, mais ils n'obtempèrent pas. Je les aperçois très bien, à travers les interstices du panier à salade et je vois bien que Gilberte aussi me reconnaît, à travers la vitre dépolie. Je lui fais signe. En descendant, je me retourne et les regarde en souriant. Je lis leur joie sur leur visage. Fugitive rencontre, mais qui marque notre solidarité maintenue et fortifiée. L'attente commence ensuite. Je trouve un adhérent de Champigny. À Noisy, il a vu Duquesne, Bouvier-Ajam, Chiappe abominablement maltraité, à moitié nu, sur lequel les communistes ont pissé tant qu'ils ont pu, qui n'était plus qu'une loque quand on l'a transféré à Nîmes où le Parquet le réclamait, pour le fusiller sans doute; Benedetti aussi, auquel les F.T.P. ont brûlé les jambes au fer rouge et qui fut soigné à Noisy par Sourbier, très courageux et vaillant. Laforterie, du COSI, me parle des méfaits de Mesnard et de Danette qu'il a rencontrés. Il me dit aussi l'attitude ignoble de Ginette Camen à son égard; son amant, l'Allemand Kopf de Radio-Paris, est encore là; Ancelot, qui a fait dix prisons et qui a beaucoup souffert, raconte les horreurs de Drancy. Il les a vues, les femmes auxquelles on avait enfoncé des tessons de bouteille dans le vagin, et l'homme, milicien, auquel on avait cassé les dents parce qu'il avait refusé de manger sa propre merde. Ce sont là des abominations dont il faudra un jour rendre compte et que nous châtierons sans pitié.

Laforterie a vu longuement Gaston, bien, un peu amaigri. Les dirigeants syndicalistes Savoie⁹⁰, Bonnet, Bertron, Milan, supportent tout cela avec dignité. Leur anti-communisme n'a fait que se renforcer. Bon interrogatoire sur mes articles du *National-Populaire* et du *Bulletin des Cadres*. Castagnez assiste à l'interrogatoire: le juge dit qu'il ne sera pas de force cette fois, devant un pareil déploiement! À la sortie, Catherine et Simone, toujours pimpantes et si douces, si pleines d'égards et de gentilleses, avec le thermos plein de café, le gâteau, les cigarettes et les lettres! Nous parlons un bon quart d'heure. Redescendu, je lis ce

90. Auguste Savoie (1876-1949), secrétaire de la Fédération CGT de l'alimentation. Marcel Bonnet (1894-1980), secrétaire de la Fédération de l'habillement, secrétaire pendant l'Occupation du Conseil d'administration de la Société générale du Travail qui gérait les biens immobiliers de la CGT. Louis Bertron, ouvrier ardoisier, secrétaire de l'union départementale CGT du Maine-et-Loire, puis de la Fédération des ardoisiers (1941-1944). Pierre Milan, secrétaire de la Fédération CGT de la Chapellerie.

qu'elles m'ont apporté de Gilberte, de Guy (une note remarquable à la suite d'une visite à la générale Bineau), de René, une lettre passionnante sur ce que Déat fait en Allemagne et qui, à mon égard, passe la mesure de l'ignominie. Je lui rendrai avec usure la monnaie de sa pièce, bien que je n'arrive plus à éprouver pour lui autre chose qu'un immense mépris, car il ne mérite pas davantage. Je rentre vers 20 heures, vais dire bonsoir dans leurs cellules à Le Roy Ladurie, de Peyrecave et Lehideux, et je rentre, heureux de retrouver les amis de la cellule, le home auquel malgré tout on se fait, et qui vous accueille, familier déjà, dans son humide et froide nudité. Heureusement, j'ai une magnifique couverture supplémentaire.

Ce matin, j'ai fait un mot à Maxe, en réponse à deux lettres qu'elle a réussi à me faire parvenir. Elle va bien, a de bonnes amies et cela me rassure beaucoup. Elle paraît très inquiète sur mon compte et ses mots le masquent très mal : quand elle saura par où je suis passé, elle tremblera, rétrospectivement, bien plus qu'elle ne peut craindre encore aujourd'hui. Je tâcherai de lui écrire pour la rassurer. Paz vient longuement avec Castagnez. Il m'apporte cette fois des vitamines ! Nous discutons sur la commission rogatoire de Troyes, qui est excellente : j'y ai fait cet après-midi les réponses qui conviennent. Ce sera je crois, un gros succès. Comme dit Combelle : « *Albertini a une intelligence d'avocat !* ». Il parle ainsi parce que je l'ai aidé à préparer une partie de ses interrogatoires et parce qu'il m'a entendu souvent conseiller les camarades. Mais comme je ne suis pas licencié en droit, je n'ai aucune chance un jour de faire concurrence à Paz ou à Frot ! Après le déjeuner chaud – veau aux carottes et aux pommes de terre – l'aumônier vient nous voir. Il nous parle de la mort si courageuse de Néroni et de Bocro. Lui était très troublé. Alors Néroni : « *Allons M. l'aumônier, ne vous amollissez pas. Nous allons casser la croûte avec le Bon Dieu* ». Et Bocro d'ajouter : « *Nous allons maintenant être de la garde du Bon Dieu, pourquoi nous plaindre ?* ». La voix du brave prêtre – saint homme au cœur simple – se brisait encore à conter cette mort de deux jeunes hommes, dévoyés peut-être, mais d'une si généreuse nature et qui auraient pu vivre et finir autrement. Quand il part, catastrophe : du plafond l'eau coule à flots, la cellule est à demi inondée. Il faut fermer l'eau. Voilà qui va améliorer l'humidité ambiante ! Vers 16 h., je me fais appeler à l'avocat. Je vois Valby

auquel je parle de Déat, mais qui est édifié à son sujet; Benoist-Méchin, toujours si simplement lui-même, Lehideux, Jean Berthelot, Henri Béraud qui dit à Jean Lasserre, le reporter le plus étonnant que nous ayons sans doute: «*Écoutez toujours Albertini, quand il annonce quelque chose, c'est toujours vrai!*» (Je ne lui dis pas que je n'ai pas cru au débarquement!) et beaucoup d'autres choses encore.

Je remonte vers 17 heures. Dîner excellent, veau aux haricots! Je prépare ensuite les sandwiches de Worms qui va demain à l'instruction. Nous décidons que mon premier travail, en sortant, sera d'écrire une histoire de la maison Worms, qui a quatre-vingt-seize ans, bien près du centenaire: j'aurai juste le temps! Il y a des choses passionnantes: c'est son grand-père qui a ravitaillé l'armée de Crimée, c'est son père qui a pour une large part équipé Port-Saïd, c'est lui qui a organisé le ravitaillement du corps expéditionnaire en Syrie en 1918, et obtenu des Anglais en 1939-40 les seules concessions qu'ils nous aient faites, etc.. Me voilà décidément devenu l'homme des trusts! Mais lui, «le Patron», comme tous l'appellent, quel homme de cœur, quel Monsieur!

Un magnifique coucher de soleil pour clore la journée et c'est le soir, paisible malgré tout, dans une prison silencieuse, seulement troublée par les bruits de voix des détenus de droit commun, employés comme auxiliaires aux divers étages, et qui parlent à travers les portes pleines, rendant de menus services en échange des cigarettes dont les politiques ne sont pas chiches. Worms et Laborde lisent. Moi, je vais faire une note politique et je vais les imiter, en commençant «*Mme de Pompadour et la politique*» de P. de Nolhac. Deux choses dont je suis à peu près privé! Pas de Pompadour, ici, et pas de politique autre que verbale! Vivement qu'on retrouve l'une et l'autre!

Samedi 2 décembre

18 h. 30. Anniversaire du Coup d'État. Mais à la prison, rien de sensationnel. Ce matin, Worms se lève de bonne heure. Il est extrait. Laborde lui fait son thé. Je me lève tôt, croyant voir Me Demont de bonne heure. Avant 8 h., je suis prêt, le déjeuner avalé. Mais il ne vient pas. Tout le matin, je rédige ma réponse à la commission rogatoire de Troyes. Je la crois bonne... À 10 h., je descends chercher mon colis. Superbe. Je vois en bas Montaignac, ancien administrateur

des *Nouveaux Temps* et de l'*Écho de la France*, récemment condamné à 10 ans. Il a l'habit de bure, mais ne se plaint pas du régime. C'est ainsi que je serai dans quelques semaines. J'ai beau faire, je ne peux retenir deux ou trois pensées peu gaies. À 11 h., Me Demont arrive. Je vois Lucien. Je lui parle et lui donne mes interrogatoires. Il est enfin redevenu raisonnable! Me Demont me remet une note de Gisèle et une lettre de Thom à Guilbert. Cher vieux Thom, il a un peu peur : il est fait pour le temps calme! Mais je l'aime tant que je lui pardonne tout. Déjeuner chaud, excellent. Je me rase. Puis promenade avec Détroyat, Lehideux, J. Lasserre. De la cour, j'aperçois Brice et Gross, du Centre Paysan⁹¹ auxquels je parle. Il pleut. Je rentre; j'écris à René qui m'a envoyé une note intéressante, à Madeleine qui m'a fait parvenir par Paz une lettre très amicale.

Vers 16 h., je descends pour une promenade clandestine du soir. Je rencontre Henri Béraud qui me dit: « Je descends pour vous voir ». Et comme il est en veine ce soir, il dira devant tout un groupe où nous sommes, et où, je ne sais pourquoi, on fait l'éloge de mon moral: « Je ne connais pas Albertini depuis longtemps, mais je puis bien vous affirmer que c'est le type le plus sensationnel de la prison ». Comment veut-on que je résiste à de pareils éloges? Je dois dire qu'Henri Béraud est d'une grande simplicité, et que la dignité de son attitude est impeccable.

Je vois aussi Ancelo, Valby, de Peyrecave. J'ai enfin une conversation passionnante avec Labaume qui dirigea pendant plus de dix ans le service des Renseignements généraux, section communiste, à la Préfecture de Police. Il m'a révélé des faits capitaux que j'ai immédiatement notés. Aujourd'hui, toute la prison parle de la fameuse ordonnance modifiant le fonctionnement de la Cour de Justice. Bien entendu, les pires bobards commencent à courir. Tout le monde vient vers moi pour savoir la vérité, y compris Taittinger! Je finis par avoir dans cette maison une réputation que je ne vais pas pouvoir supporter longtemps.

Comme chaque soir, je remonte vers 17 heures. Dîner chaud et la soirée commence, toujours si paisible. Comme chaque soir aussi,

91. Centre Paysan, organisation en marge du RNP, pour la propagande dans les milieux agricoles et dont le président était l'ingénieur agronome René de Robert, ami de longue date de Marcel Déat.

ma pensée s'en va vers ceux que j'aime et qui hélas ! souffrent tous, et tous à cause de moi. Fasse le ciel que leur tourment prenne fin bientôt ! Je n'aurai plus ensuite qu'à attendre patiemment. Mais dans les cas graves, comme en ce moment, je suis un monstre de patience. Pour être tout à fait franc, j'avais moins de sérénité, il y a six semaines. Qui ne le comprendrait ?

Dimanche 3 décembre

19 heures – Bonne nuit, bien que depuis quelques jours le clair de lune inonde la pièce presque toute la nuit, ce qui ne facilite pas le sommeil. À 9 h., je suis allé à la messe, c'était le tour de l'étage : il n'y a pas plus de 250 places à la chapelle et chaque étage y va à son tour un dimanche sur quatre. J'ai voulu voir ce qu'était une messe à la prison. Nous traversons de longs couloirs, franchissons les 2^e et 3^e divisions, montons des escaliers et arrivons dans la chapelle. C'est un vaste amphithéâtre, qui ressemble un peu à un cinéma, l'autel étant à la place de l'écran. Mais la grande différence avec un cinéma, c'est que chaque fauteuil est remplacé par une boîte, dans laquelle on entre, qui ne s'ouvre que de l'extérieur et où l'on reste isolé des autres tant que dure la messe. Ces boîtes sont étagées les unes au dessus de autres, et seulement ouvertes d'une fente de 20 cm de largeur à hauteur des yeux. On ne peut que s'y tenir debout, mais non s'y agenouiller, et à peine s'y asseoir. Par la fente, on voit l'office, et le surveillant qui, casquette en tête, regarde tout le monde, à travers les fentes, de sa place, près de l'autel, auquel il tourne le dos. La chapelle est nue, sans ornement, blanchie à la chaux. L'aumônier dit une messe basse, rapidement. Après l'évangile, il lit un mandement du Cardinal sur les réformes de structure et fait réciter un *Pater* et un *Ave* pour que les hommes se comprennent mieux. C'est une impression poignante que ces voix d'hommes qui montent de chaque boîte, parviennent au dehors étouffées, résonnent dans la chapelle, et qui disent les paroles éternelles de la foi et de l'espérance. Malgré moi, et bien que j'aie perdu toute croyance, les vieilles prières reviennent à mes lèvres, d'où elles sont autrefois, si souvent et si pieusement tombées. L'office reprend et la phrase finale, « *Ite missa est* », « allez, la messe est dite », rend un ton bien ironique pour les prisonniers que nous sommes ! À la fin,

avant de quitter l'autel, le prêtre récite avec nous trois *Ave* et quelques litanies de la Vierge, qui sont si belles et si touchantes en ce lieu. C'est comme si ces hommes remettaient leur sort entre les mains de Celle – légende ou vérité, peu importe – qui a tant souffert pour son Fils, et qui depuis deux mille ans est la Mère des Douleurs et la Consolatrice des Affligés.

À peine de retour, Castagnez me demande. Je descends et demeure avec lui jusqu'à 11 h. 30. Il est très chic avec moi, et j'ai grand plaisir à écouter comment, avec son intelligence paysanne, il juge la situation intérieure. À la sortie, je vois Béraud, Combelle, Benoist-Méchin. À la messe, j'étais avec Lehideux, le général Dentz et l'amiral Marquis. L'après-midi, j'écris longuement. Je reçois un mot de Maxe, très bon, moins inquiet que les précédents. Elle a eu des nouvelles de Lyon. Au dîner, porc froid et lentilles en salade. On nous apporte des pommes fournies par la prison. Et le soir tombe, la journée se termine. Mon petit Claude a eu la visite de Gilberte. Elle m'en parlera sûrement. Il y a dix semaines, j'étais en liberté, pour le dernier soir. Veillée de famille, dernière bouffée chaude d'amitié, avant la marche dans la nuit et le froid. Maintenant les grosses crevasses sont évitées, mais il faut encore côtoyer bien des précipices. Le tout est de ne pas se laisser amollir par les souvenirs du passé. Il faut redresser son âme comme le cheminéau redresse sa besace, d'un coup de son épaule lassée, et reprendre son chemin d'un pas d'autant plus résolu que la route est plus longue.

Lundi 4 décembre

19 h. Ce matin, on m'apporte la plus mauvaise nouvelle qui m'ait été annoncée depuis l'arrestation de mes parents: celle de Simone (Guyot). On me raconte tout, et j'ai eu une peur affreuse pour Gilberte. Heureusement, il n'y a eu que le minimum de casse. Mais cette pauvre Simone va passer quelques mauvaises semaines: quelle imprudence aussi sa mère et elle ont-elles commise? Le plus ennuyeux, c'est Gilberte. Où ira-t-elle maintenant? Chez Anna, mais cela va bien compliquer les choses pour tout. Je me doute de son angoisse. Et, chez Simone, elle était entourée d'amis, elle vivait dans un foyer. C'est une terrible épreuve pour elle, une nouvelle épreuve. Je comprends son abattement. J'ai hâte de savoir comment elle va faire face à ces difficultés

nouvelles. Elle y parviendra sûrement, elle est si courageuse, si pleine d'une si totale abnégation. Comme nous lui devons tous plus tard, et comme il me tarde de l'embrasser pour lui faire sentir combien je lui suis reconnaissant pour tout. J'ai été tellement abattu par cette nouvelle que j'ai à peine écouté et que toute la journée elle m'a poursuivi. Ah! ce sentiment d'impuissance, dans des cas de ce genre, comme il me fait mal et me fait alors prendre conscience de l'état où je suis réduit...

Ce matin, j'ai achevé de corriger ma déposition de mercredi. Ensuite, sortie. J'aperçois Morel au 4^e étage. Il a vu Gaston à Drancy. Je le reverrai. Je descends un peu dans le hall. Je remonte vite, vers 17 heures, car je ne suis pas en train, et ne fais que penser à la situation de Gilberte qui m'obsède littéralement. Ensuite, je fais diverses notes pour les avocats. J'écris à Maxe une lettre qui passera, je pense, par une voie nouvelle. Demain, j'écirai longuement à Gilberte. Elle a sûrement besoin d'un peu de réconfort. Je pense bien à elle ce soir, où elle doit être si seule, si désemparée, avec sur les épaules toute la responsabilité de notre sort à tous. Je tâcherai aussi de lui donner quelques conseils pratiques, pour l'aider un peu, pour réfléchir un peu à sa place. Comment lui paierai-je jamais la dette que j'aurai contractée vis-à-vis d'elle?

Mercredi 6 décembre

11 h. 30 (de la rue Boissy d'Anglas). Je n'ai rien pu écrire hier. Ce matin, j'ai écrit et travaillé. L'après-midi, visite. Prodigieuse surprise, voilà Gilberte avec sa mère. Elle s'est glissée là je ne sais comment. Elle se rue dans la cage. Et nous parlons longuement. Je crois bien que je n'ai pas eu d'aussi joyeuse surprise depuis longtemps. Elle me donne de bonnes nouvelles de Claude, et me dit ses projets pour lui. On peut être tranquille, s'ils se réalisent, le cher trésor sera heureux, en attendant le retour de sa mère. Le soir, je parle avec Chassagne, Béraud, Bobin. Je rentre vers 17 heures. À ce moment, Paz arrive. Il était à la 2^e division, pour une autre affaire. Il me dit bonjour. Il a eu par une assistante sociale des nouvelles de Maxe, peut-être pourra-t-on par elle faire la liaison. Après le dîner, j'écris et Worms me fait lire une lettre de Peyerimhoff, ancien président du Comité des Houillères, adressée au général de Gaulle. Elle est terriblement dure, et d'ailleurs

remarquablement faite. On ne voit guère ce qu'on pourrait lui objecter, sur le plan où elle est placée. Avant de nous coucher, nous buvons un thé chaud. Le régime s'améliore, mais il faut du méta !

Ce matin, réveil à 6 h. 30. En bas, je vois Morel, je reste avec lui dans la boîte et le panier à salade. Il me parle longuement de Georges Altmayer et me donne des nouvelles de Drancy. Rain, très abîmé. Redon assassiné. Nous arrivons tard ici, à cause d'une panne à Montrouge. Aussi, je ne vois personne et j'en suis bien déçu.

Vendredi 8 décembre 44

19 heures – Je n'ai rien écrit depuis mercredi, rue Boissy d'Anglas. J'ai passé l'après-midi dans les conditions habituelles. Je réponds à l'enquête, bonne, faite à Troyes. On sent tout de même, à des riens, que mon interrogatoire touche à sa fin. L'opinion du juge est faite. Il a bien du mal maintenant à me considérer comme un traître. Et quand il me dit qu'il rédigerait un texte où il résumerait les charges, il a presque l'air de s'excuser ! En sortant, je vois Catherine, toujours pimpante et si douce avec moi, et Jeannette, silencieuse. Je les vois avec le même plaisir toujours. Elles me donnent le gâteau promis par Gilberte : la chère doit avoir fait là le premier gâteau de sa vie ! Mais il est bon ! Je reprends le panier à salade à 18 h. avec Morel. Les choses se sont bien passées pour lui. Il se félicite de m'avoir rencontré. Je crois lui avoir donné de bonnes idées. Pour lui, au total, ce ne sera pas grave. Il a bon moral. Il me frappe sur l'épaule souvent, avec affection : « J'avais le cœur un peu gros en arrivant, mais d'avoir causé avec vous, tout s'est dissipé ». Ce sont de ces paroles que les lâches qui ont fui n'entendront jamais et qui me payent de toutes les souffrances d'ici. J'ai de même dépanné un militant du Parti et du FST⁹² dont je n'ai plus le nom : 7 enfants ! Retour de bonne heure, dans la cellule amie. Les camarades n'ont pas mangé de gâteau pour m'en laisser : nous en mangeons une large tranche avec un chocolat américain, bien chaud et substantiel. Il y a eu de sérieux progrès depuis le début !

92. Front social du Travail, association constituée par le RNP pour la propagande dans les milieux syndicaux, présidée par Francis Desphilippon (1894-1965), ouvrier électricien, député socialiste SFIO (tendance *La bataille socialiste*), créateur des « Amicales socialistes » destinées à contrecarrer l'action des cellules d'entreprise du PCF.

Hier jeudi, lever de bonne heure. J'attends Frot. Il arrive vers 9 h., toujours affectueux sous sa ronde bonhomie. Il m'apporte des nouvelles de Gilberte qui se remet lentement de l'affaire Fontaine. Il faut que je lui redonne un peu de courage. Mais comme je comprends son désarroi. Nous parlons de mon procès. Il me dit que le Commissaire du Gouvernement est désigné. Il croit que je passerai début janvier, et il ajoute que le Commissaire du gouvernement n'aura pas la tâche facile pour démontrer l'intelligence avec l'ennemi! L'après-midi, je travaille pour Paz et je me renseigne de divers côtés sur l'affaire Ernoul, j'apprends beaucoup de choses intéressantes. Je vois Sébastien de Tours avec une barbe extraordinaire! Je lui parle. Il a fait d'excellentes déclarations. Il se défend très bien. Avec ce que je lui dis, ce sera parfait. Décidément nos gars se montrent à la hauteur dans des circonstances pourtant délicates.

Je remonte vers 17 heures. Dîner. Je reçois deux lettres de Maxe. Il semble y avoir des choses matérielles qui ne vont pas fort à St-Denis. Mais son moral est bon et elle indique des liaisons possibles. Elle ignore beaucoup de choses. Elle finit tout de même par en apprendre quelques-unes. Je lui réponds séance tenante par une carte de sept lignes, où je lui dis tout ce qui est possible. Son épreuve aura été longue; quand je pense qu'à fin août, nous espérions la tirer de là en moins de quinze jours! J'espère pouvoir prochainement lui écrire avec des détails: elle en est à ignorer d'où lui viennent les vivres! Elle n'est pas très contente de la femme de Michel, ni de Geneviève. Il y a de quoi.

Ce matin à 6 h. 1/2, on réveille Worms qui est «extrait», et Laborde qui ne s'y attendait pas. Je les aide, je leur fais le thé, je prépare la nourriture de Laborde. Ils s'en vont. Je me recouche, il fait encore noir. C'est la première fois que je suis seul en cellule. Je ne sais pourquoi, je me mets à penser au 128⁹³ quand le soir je travaillais seul dans mon bureau. Même silence. Même impression d'isolement, après tout le monde qui vous a entouré... Expérience faite, elle aura duré douze heures. Le régime cellulaire, qui sera le mien, doit être très pénible. L'obligation de silence, l'impossibilité de communiquer avec qui que ce soit pendant des journées entières, ce sont des supplices qu'il faut avoir vécus pour bien les comprendre. Je pense que c'est ce qui me paraîtra le plus rude

93. 128, rue du Faubourg Saint-Honoré, siège du RNP.

quand il faudra y passer. Heureusement, j'espère que ce régime ne sera pas long.

Dès avant 8 heures, je me lève. À 9 h. Paz arrive. Nous travaillons longuement. Il me donne des nouvelles très bonnes de Claude, que Magdeleine et Gilberte vont aller voir. Le cher trésor est très bien, paraît-il. Comme j'aimerais le voir... Il a vu aussi une assistante sociale qui voit Maxe ce matin et va la rassurer sur Claude. Il m'annonce que les Lamalle lui ont envoyé un colis : tous les amis ne sont pas du genre Lebossé ou Brille !

Je déjeune de bon appétit, malgré la solitude, et je me fais un bon café, chaud et fort. Promenade ensuite, avec Lehideux, Détroyat, Jean Lasserre : cette demi-heure dans la cour est appréciée, malgré l'exiguïté de la courette. Mais elle n'a guère lieu qu'une fois par semaine. On remarque un durcissement chez les gardiens. Il y a une arrivée de jeunes godelureaux venant des maisons centrales et qui font du service. J'en ai remis un en place qui voulait me faire découvrir en passant devant lui ! Je lui ai répondu sur un ton qui a épouventé mes voisins, mais lui : fait monter le rouge au visage. Il n'a pas insisté ! Et mon béret est resté sur ma tête. En outre, on a pincé des détenus de droit commun à faire des courses pour des politiques. L'un a récolté 30 jours de « mitard », c'est-à-dire de cachot ! Il va falloir faire attention ! Ensuite je fais des notes pour Gilberte.

Vers 15 h. 45, je descends à l'avocat (fictif !) et je remets en place un autre gardien qui trouvait que je ne sortais pas assez vite de ma cellule ! Cet imbécile a reçu en trente secondes une volée de bois vert comme il en a rarement reçu dans sa carrière ! Il n'insiste pas plus que le précédent. Le courage, eux et l'intelligence, ce sont vraiment trois choses distinctes ! En bas, je parle avec Henri Béraud ; Benoist-Méchin qui me paraît cafardeux ; Fégy⁹⁴, barbe hirsute, un peu traqué, qui se plaint d'Henri, et qui a d'ailleurs été violemment insulté par l'ignoble Aragon ; Brasillach, qui passe le 28, jour des Saints Innocents, dit-il, et dont le moral est admirable ; Combelle, qui passe le 26, dont l'acte d'accusation, que je lis, garantit qu'il n'y aura pas de casse grave ; Taittinger, dont l'instruction est close, et auquel on ne sait quoi repro-

94. Camille Fégy (1902-1975), ancien membre du PCF, secrétaire de rédaction de *l'Humanité*, suivit Doriot au PPF et collabora sous l'Occupation à *Je suis partout* et à *La Gerbe*.

cher. Enfin je parle longuement à Gross, de Noisy-le-Grand et du Centre Paysan, qui s'est habilement défendu; à un militant de la 11^e section, dont j'ai oublié le nom; à Gaston, de la L.N.P.⁹⁵; à Morel. Petit à petit, je vois tout le monde, et la boule de neige se fait. Nous remontons tous vers 17 heures. Je dîne à peine: c'est la solitude, et j'achève d'écrire. Puis Laborde rentre, c'était une erreur! Il est maintenant près de 20 heures et nous attendons Worms. Gros changement dans la cellule: j'ai réussi à avoir une ampoule de 40 au lieu de 25! C'est un véritable éclairage de luxe, type néon!

Dimanche 10 décembre

19 heures – Je n'ai rien écrit hier. Je ne sais pourquoi. Un peu de lassitude, et du temps gaspillé à attendre je ne sais quoi. L'impression d'un durcissement de la discipline à la prison se confirme. Les gardiens fouillent à tous moments. Il paraît qu'on a pris un détenu avec 5.000 francs et des cigarettes! On craint la corruption des cerbères et la surveillance se resserre. Nous avons échappé jusque-là à toutes les investigations. D'ailleurs, malgré l'apparence, nous sommes dans les délinquants modestes, avec nos petits couteaux et notre méta. Beaucoup d'entre nous ont des yatagans grands comme ça, des rasoirs en plusieurs exemplaires, des montres et le reste! Worms est un peu inquiet. Il répartit son tabac entre Laborde et moi. L'après-midi, vers 16 h., Demont arrive. Je vois Lucien qui est en bonne forme et enfin sur les rails. Vu aussi Benoist-Méchin. Demont m'apporte des marrons, que je distribue à quelques camarades et qui reçoivent l'accueil le plus sympathique. Le soir, dîner à 17 h. comme d'ordinaire. Ensuite, j'achève mon chapitre sur *« Marcel Déat comme homme et comme chef »*, dans la cinquième partie de l'*Histoire du R.N.P.* Ce n'est pas facile d'être objectif sur un pareil sujet! Je m'y suis efforcé, et je crois à peu près y être parvenu. Mais quels efforts il m'aura fallu. Nous gardons tard la lumière, bien que le garde d'étage soit ce soir un de nos ennemis personnels à Worms et à moi. C'est sans doute pour nous faire croire à son impartialité!

Je dors bien maintenant. Mais tout de même, chaque jour à 5 h. je suis réveillé. Avant 8 h. ce matin, nous sommes levés. Il fait froid.

95. L.N.P., Légion nationale-populaire, dont le commandant était Paul Montagnon.

Je trouve l'eau spécialement glacée: les autres rient, mais quand ils passent l'éponge sur leur torse nu, ils font aussi la grimace. C'est à mon tour de rire. Ensuite, Castagnez arrive, qui m'apprend que je passe le 20, d'après l'*Aurore* (c'est sûrement une erreur) et qui me parle de mes amis Delaunay, haut placés aujourd'hui dans la Résistance. Nous étions autrefois de la tendance *Redressement*, ensemble. Et tous universitaires. Lui est aujourd'hui adjoint du Commissaire de la République à Bordeaux. Elle est membre de l'Assemblée Consultative au titre du M.L.N. Moi, je suis à la cellule 257! En 1942 ou 43, nous nous écrivions encore, quand il était professeur au Lycée de Mont-de-Marsan. Guy et Gilberte s'en souviennent sûrement.

À la sortie, je vois Béraud qui m'annonce à son tour qu'il passe le 29, ce qu'il ignorait hier. Serait-ce vrai pour moi aussi? Cela m'ennuierait fort, car je comptais avoir encore vingt-cinq jours devant moi, et j'ai bien des choses à faire.

Avant de rentrer dans le trou, longue conversation avec Lehideux et Le Roy Ladurie à propos d'une note de Jean-Jacques. L'avocat de Combelle a vu le Président. Sur le vu de l'acte d'accusation, il m'a dit qu'il plaiderait l'acquiescement. Et l'autre de se récrier en lui affirmant que c'était grave, très grave. En effet, pour 6 000 francs par mois... Combelle passe le 28 et Brasillach aussi. Comme on liquide en même temps Paul Chack, c'est une grosse charrette de fin d'année. Voilà le résultat des débats à la Consultative, et la conséquence de la réduction de 100 frs des crédits de la Justice!

Sortie cet après-midi. Et tout l'après-midi je travaille à une note rédigée par Worms et que je corrige, et à des notes ou lettres pour moi. 17 h., dîner: les haricots du détenu, compensés par le foie gras maison et un kouglof au Nescao! Et vient le soir. Il pleut. Il fait triste et humide. La prison est moite et plus rien ne semble y vivre. Pourtant, elle a fini par devenir un abri qu'on aime puisqu'on s'y crée des occupations, des amis, des habitudes – et même des jalousies. Si l'on savait devoir y rester, comme on se sentirait plus léger! Mais demain est tout de même bien incertain et l'on a du mal quelquefois à porter toujours seul un fardeau dont on ne sait ni s'il ne s'alourdira pas, ni s'il ne nous sera pas imposé plus longtemps que vous ne l'escomptiez. Comme quoi l'annonce – même fausse – d'un jugement prématuré peut conduire le plus optimiste à quelques réflexions désenchantées! Mais c'est fini et je vais demander à Mme de Pompadour de m'enseigner à supporter les disgrâces!

Lundi 11 décembre

18 h. 30 – Bonne nuit, mais courte. Dès 4 h., je suis réveillé. Avant 8 h., je me lève, car Paz doit venir. Il est là avant 9 h. En descendant, je suis fouillé de fond en comble par un gardien, le même dont j'ai parlé déjà, une des plus sales gueules que j'ai rencontrées de ma vie. Mais j'ai pris mes précautions et il ne trouve rien. Il ne manquait pourtant pas de choses... Paz m'apprend une grande et bonne nouvelle, la libération de ma mère. C'est une grande joie. Quelle joie aussi pour elle! Comme elle doit respirer! Elle annonce aussi une libération prochaine de mon père. Serait-ce le début de jours meilleurs? Il me dit enfin que Gilberte a envie d'aller les voir. C'est en effet une idée épatante et j'ai hâte qu'elle y aille. Qui peut mieux qu'elle, en ce moment, lui parler de moi, de nous, de tout ce qui les angoisse? Et elle serait heureuse sûrement de les voir. Paz enfin me parle de Claude, dont le sort va être très bien réglé d'accord avec Gilberte et Mme R. Nous parlons ensuite de l'interrogatoire de mercredi, où nous allons réduire en poudre le salaud nommé North. Il me fait lire de bien émouvants témoignages de Gires, de Lamblin, d'Andrée Brunher.

Je remonte vers 11 h. Je me fais couper les cheveux. Déjeuner. Je travaille tout l'après-midi. On apprend la conclusion de l'alliance franco-russe: atmosphère très semblable à 1894, avec une presse qui ment sur ce thème, sans même renouveler des mensonges vieux de cinquante ans. Un plumitif de *France-Soir* ose écrire que, si les Russes n'avaient pas été là, la victoire de 1918 n'aurait pas été possible! On croit rêver⁹⁶.

On apprend aussi que le jugement Angeli est cassé: première victoire du parti de la modération et de l'apaisement. C'est une date.

À 17 h. précises, la soupe passe. Ce sont de beaux haricots que nous accommodons ensuite au beurre. Nous sommes maintenant constamment en cuisine! Méta et beurre sont très éprouvés! Puis j'écris, aux Lamalle, aux Fontaine, à Maxe sa carte hebdomadaire. Et je vais maintenant me mettre à lire *Le Nabab*, le meilleur peut-être des romans d'Alphonse Daudet.

96. Le 10 décembre 1944, avait été signé à Moscou par De Gaulle et Staline un « traité d'alliance et d'assistance mutuelle » entre la France et l'URSS, que De Gaulle qualifia de « *belle et bonne alliance* ».

Il a plu toute la journée. C'est vraiment l'hiver. La prison s'en ressent. Il y a moins de monde qui traîne et le nombre des malades augmente. La température excite aussi les gardiens en les mettant de mauvaise humeur! Fouilles et complications se multiplient. Les peines vont de 100 francs d'amende (curieuse sanction!) à 15 jours de suppression de colis, ce qui est plus grave. Mais on rougit tout de même d'apprendre que le général Colson est privé de visite pendant 8 jours, ou qu'on vient de confisquer une montre à l'Amiral Marquis. Qui donc oserait dire que ces pitoyables misères ont quoi que ce soit de commun avec la Justice?

Mercredi 13 décembre

8 h. 30. Rien écrit hier, trop à faire. À 9 h. 30 Castagnez est là qui m'annonce que je passe le 20. Ainsi en a décidé le Procureur général au mépris de toute justice. Il est décidément écrit que j'aurai eu tout ce qu'on peut avoir au cours de cette période! Rentré, je rédige une protestation pour le juge⁹⁷. Worms la remanie avec moi. L'après-midi, je travaille sans relâche. Vers 15 h. 30, visite au parloir. C'est Gilberte. Seule.

97. Le brouillon de cette lettre (un premier jet, avec de nombreuses corrections) figure dans les papiers laissés par Georges Albertini :

« Je viens d'apprendre, avec une douloureuse surprise, qu'avant même la fin de l'instruction, ma comparution devant la Cour de Justice serait fixée au 20 décembre.

« Ainsi, alors qu'un interrogatoire était prévu pour le 16 décembre, alors que la Commission rogatoire envoyée à Lyon pour entendre mes chefs militaires n'est pas rentrée, que son contenu n'est donc pas connu, malgré l'importance qu'il peut revêtir eu égard à l'inculpation dont je suis l'objet, alors que des témoins essentiels à ma défense, dont l'audition avait été réservée pour l'audience, ne pourront vraisemblablement pas venir par suite de la proximité du délai restant pour les convoquer, eu égard aux difficultés actuelles de communication, alors, en définitive, que l'instruction n'est pas terminée et que j'ai encore à faire des déclarations capitales pour ma défense, la décision de me déférer dès le 20 décembre devant la Cour de Justice est annoncée dans les conditions que j'ai dites.

« Je proteste contre cette décision. Je proteste avec le respect que je dois à la Justice de mon pays, devant laquelle, sûr de n'avoir jamais trahi, j'ai librement choisi de comparaître alors que d'autres s'enfuyaient en Allemagne. Mais je proteste avec la fermeté à laquelle me donne droit la nature de la prévention alors que l'on me dénierait vraiment les moyens de me défendre. L'n m'élevant contre ce procédé, qui sacrifie les droits que la loi garantit à tout accusé, je souligne que chaque vérification faite à la suite de mes déclarations en a toujours prouvé l'exactitude absolue et n'a jamais permis de réunir contre moi le moindre élément du crime d'intelligence avec l'ennemi.

« L'arrêt brusqué de l'information m'empêche ainsi d'achever de faire la preuve que je n'ai pas commis l'acte de trahison dont on m'accuse. Je prends acte de ce que l'instruction est

Sa mère a eu une syncope. Quelle joie de la voir! Nous parlons un bon moment. C'est une des ultimes visites. C'est tout de même bien mauvais pour le cœur, si c'est bien bon pour le moral! Mon voisin de «volière» est le général Dentz avec lequel en remontant je parle longuement. Combelle, Benoist-Méchin, Brasillach, Detmar viennent nous rejoindre. Je rentre vers 17 h. et je travaille jusqu'au coucher.

Ce matin, réveil à 6 h. 30 comme d'ordinaire. Il y a un monde fou pour l'instruction, une cinquantaine au moins: on veut des charrettes garnies. Il y a là Henri Béraud dont on clôture l'instruction dans les mêmes conditions scandaleuses que pour moi, et Cado auquel le Procureur général n'ose ni accorder, ni refuser la mise en liberté. J'aperçois Valentin Renault, ex-secrétaire de la Fédération confédérée du Livre, ex-vice-président du Secours national et administrateur du COSI. Vu aussi Ribaud qui enseignait le catch à l'équipe Pouverony! Il y a tellement de monde que deux voyages sont nécessaires pour la rue Boissy d'Anglas. Le premier vient de partir. Dans la boîte d'ardoise, exigüe et glacée, j'attends le départ du deuxième contingent: c'est contre le mur que j'ai placé mon papier, et j'écris debout, mal éclairé par une faible lampe et bien lointaine...

Jeudi 14 décembre 1944

19 h. Hier, arrivée rue Boissy d'Anglas vers 10 h. 30. Voyage dans le panier à salade avec Henri Béraud, auquel on sort une ignoble histoire policière, derrière quoi il n'hésite pas à voir la main de l'honorable Carbuccia. À l'arrivée, dans la salle d'attente, nous sommes une quarantaine. Atmosphère irrespirable: c'est une impression nouvelle. Ceux qui ont connu le dépôt et ses entassements se retrouvent dans une ambiance connue. Mais la manière de rendre la justice sera décidément ignoble jusque dans le détail. Longues conversations avec Béraud, très en forme, un peu fatigué par deux «extractions» successives, et Henri Cado. Il y a là aussi un «catcheur» de la L.N.P. qui a

interrompue sur une intervention extérieure et de ce que je ne suis pas mis à même de fournir des justifications complètes.

été à St-Denis avec Maxe, qui me dit l'avoir aidée, et recommandée à Jaureguiberry qui, interné, dirige le service social (comme on se retrouve!). Il parle avec V. Renault. Il me dit que Mme Lefranc a été mise nue devant son fils et qu'elle a failli être tondu devant lui également. Charmantes mœurs! D'après lui, tous les secrétaires fédéraux anciens sont déchaînés contre la nouvelle direction confédérale. Mais Bothereau, Saillant, Chevalme se sont assez basement conduits à son égard. Quand on pense que M. Chevalme, sous l'Occupation, gagnait 15 000 fr. au Secours national, et 15 000 à l'imprimerie, à ne rien faire, et qu'il nous parle aujourd'hui du martyr des résistants de sa trempe sous l'Occupation... Renaud sort bientôt. C'est un élément qui sera utile. Chez le juge, excellente journée. Je m'explique sur ce qui reste. Confrontation North, basse fripouille de troisième ordre, qui s'écroule sous les coups du juge – mon meilleur avocat en la circonstance! –, les silences menaçants de Frot gros d'un dossier scandaleux, et les questions diaboliques de Paz qui joue avec lui comme le chat avec la souris! Certes, le chat a de la classe; mais vraiment la souris manque d'agilité! Manifestement, le juge est heureux de m'avoir lavé de cette ignoble accusation. Quant au greffier, il exulte visiblement: en voilà un, au moins, que je pourrais faire adhérer au R.N.P.! Ensuite, protestation contre la clôture de l'instruction. Le juge aussi est d'accord. Et voilà que le Président ne veut pas présider, et le Commissaire pas requérir! Attendons. À la sortie, la fidèle Catherine est là. Café, gâteau, cigarettes, selon les rites. Retour dans le panier avec Béraud qui a maintenant son juge avec lui. S'il passe le 19, nous tâcherons ensuite d'être voisins. Nous sommes grands amis maintenant. En rentrant, j'aperçois Chiappini qui arrive à Fresnes. Dans la cellule, on accueille avec joie l'écrasement de North. Et on le célèbre par du thé!

Nuit calme, mais je dors peu. La journée a été trop excitante. Je me lève bien avant 8 heures. J'attends Frot. J'ai notes et lettres à lire avant qu'il n'arrive. Je reçois un télégramme et un mot bref de ma mère, libérée. Quelle émotion en les lisant! Il y a des mois que je n'avais rien lu d'elle. Frot vient un peu plus tard. Sandwiches. Nous travaillons. Worms descend le soir. Frot et moi parlons sérieusement de beaucoup de choses. La vie pétille en lui. Lui aussi, comme Castagnez

et Paz, et Magdeleine⁹⁸, trouve que mon intelligence ressemble à celle de Blum ! (comme qualité, bien sûr, pas comme quantité, soyons modeste). C'est tout de même curieux et je n'y aurais jamais pensé tout seul ! Tout l'après-midi, je travaille, notamment à ma déclaration finale. Longue conversation avec Worms sur les origines de sa personne, son grand-père, son père et tout l'aspect « pétrole » de ses affaires. Il y a là des pages magnifiques. C'est un chef d'une étoffe rare et d'un désintéressement absolu. Dîner à 17 h. J'écris à maman, je fais une note à Gisèle. Et l'heure va venir où il faudra étendre la paille. Il fait très froid. Les murs sont mouillés. Les jours durs commencent. Mais, au fur et à mesure que se rapproche l'audience, le calme revient, complet. J'irai avec la plus grande sérénité, et bien décidé à me défendre de toutes mes forces. Pour moi, et pour tous ceux, mes amis, nos camarades, qui comptent sur moi.

Samedi 16 décembre

9 h. Je n'ai rien écrit hier. Ce ne fut pas une bonne journée. Paz vient de bon matin. Il me conte ses discussions avec le Procureur général, puis Laurent le substitut. On leur a dit qu'on n'était responsable de rien. On a même ajouté que, pour moi, il n'y aurait pas eu besoin d'interrogatoire ! Charmant et consolant ! Paz me montre aussi des lettres déchirantes de ma mère. Et je le trouve préoccupé. Peut-être me trompé-je, mais cela suffit à me rendre à mon tour très préoccupé. Je trouve soudain sans raison plausible, mais avec une force singulière, que la situation s'est brusquement et nettement aggravée. En bas Maurice, Le Roy Ladurie, Ardant, Benoit-Méchin, Combelle font effort pour ne pas me montrer qu'eux aussi sont inquiets. Mais ils ne savent pas mentir. Dans la cellule, Worms et Laborde sont tristes. Eux aussi sont inquiets. De peur de me troubler, ils ne parlent guère.

L'après-midi, je fais une longue lettre à Maxe qu'elle trouvera à sa sortie, avec toutes sortes de recommandations. J'écris aussi à Gilberte,

98. Magdeleine Paz (Albertini écrit souvent Mag), nom de plume de Magdeleine Legendre. Elle a publié ses premiers ouvrages sous le nom de son premier mari, Magdeleine Marx. Épouse de Maurice Paz en secondes noces, animatrice de la campagne menée en faveur de Victor Serge, prisonnier en URSS. Fondatrice, en 1938, avec Yvonne Hagnauer et Jeanne Alexandre, de la Ligue des femmes pacifistes.

qui s'affaire à me trouver tout ce que je réclame avant le 20. Je descends un peu en fin d'après-midi. Je vois Allot, Fégy, José Germain⁹⁹, Bon, Lehideux très amical et ému. Discussion avec Benoist-Méchin qui me dit que s'il avait su ce qu'était cette justice, il serait parti. Et moi je réponds que dans tous les cas, je serais resté. Qu'est-ce qui passe avant : la Nation, la Patrie ou l'idéologie ? Pour moi il n'y aura jamais de doute. La Patrie passe avant tout. C'est elle qui nous a fait ce que nous sommes. Et puis, quelle idéologie en somme subsiste-t-il à Berlin ? Ce n'est pas ce qui subsiste encore du socialisme hitlérien qui peut valoir qu'on lui sacrifie la terre ancestrale. On raconte que Dominique est arrêté. Je n'en peux rien croire. Vu enfin l'Amiral Estéva, très amer, qui va passer dans les tout premiers devant la Haute Cour ; et, dans sa cellule, Henri Béraud qui passe décidément le 19. Il a comme compagnon de cellule Sébastien ! Je pense que nous serons voisins après le jugement. Ainsi l'isolement sera moins sévère, si nous pouvons converser à la fenêtre. On apprend à se contenter de peu. Je remonte vers 17 h. Après le dîner, je prépare les questions pour les témoins. Nous nous couchons tard, car il y a de la lumière, mais il fait froid.

Ce matin, je me lève vers 8 h. après une bonne nuit. J'ai dormi malgré la mauvaise journée d'hier. État d'esprit meilleur ce matin. À quoi tiennent ces changements ? Worms me dit qu'au fond, l'avance de la date ne change rien. Il a sans doute raison. Je ne demande qu'à le croire. Et puis, je ne sais pourquoi, mais la confiance revient peu à peu. S'il faut se battre, alors on se battra. Mais il y a des moments où l'on voudrait avoir l'épaule d'un être cher pour s'y reposer un instant. Il fait beau. Le froid recule. J'attends Demont. Je vais continuer activement à tout préparer.

Dimanche 17 décembre 1944

9 h. 45. Hier matin, après avoir rédigé la première partie de mon journal de samedi, j'ai travaillé. Puis je suis descendu. Vu Brasillach, très chic pour moi, qui comprend que ce n'est pas gai et qui me parle

99. José Germain, né en 1884, écrivain, fondateur après la Grande Guerre de l'Association des écrivains combattants, titulaire de la Francisque, auteur de *Notre chef Pétain* paru sous l'Occupation, arrêté en 1944, condamné en 1947 à trois ans de prison.

amicalement. Il y a en lui beaucoup de vraie gentillesse et une exquise courtoisie. Pour lui, on ne trouve pas d'avocat général. Déjeuner. Puis je me rase. Je travaille longuement l'après-midi. Je vais chercher mon colis de vivres : je vois dans sa cellule de condamné à mort Bonny, assis sur son lit, passe-montagne en tête, qui fume et semble lire. Il est cadavérique. En remontant, je rencontre Stéphane Lauzanne, vêtu de bure, très alerte, moral excellent, qui va au parloir à la visite (pour les condamnés, c'est le samedi – et peut-être une fois par quinzaine seulement, je ne sais pas encore). À 16 h., Demont arrive. Je vois Lucien, ennuyé de me savoir cité pour le 20. Demont me donne tout ce dont Gilberte l'a chargé pour moi. Elle n'oublie rien ! Quel métier je lui fais faire ! En sortant, Brasillach me dit que je ne passe pas. C'est son avocat qui le lui a dit ! Émotion. Vu Benoist-Méchin, Allot, tout le monde est chic. Le soir, je travaille. À 20 h. on m'apporte la citation à comparaître. Nuit à peu près bonne.

20 heures – Ce matin, ça va. Je suis prêt dès 8 h. Frot et Paz arrivent à 9. Je suis très énervé par l'acte d'accusation qui ne tient aucun compte de l'instruction et est plein de sottises – peu dangereuses d'ailleurs. Ils me calment. Ils sont admirables de sang-froid et d'amitié. Nous travaillons longuement. Paz a apporté un travail remarquable de Magdeleine sur l'acte d'accusation, et une lettre d'elle, bouleversante. Paz part le premier. Frot ensuite. L'un et l'autre ont confiance. L'avocat général semble hésiter à requérir la peine capitale. Et le Président, on le sait, est un grand magistrat.. Je travaille tout l'après-midi. J'ai un monde de choses à faire. Je descends vers 16 h. Je vois Combelle, Allot, Valby, José Germain, tous très chics, un peu émus. Je parle longuement avec Henri Béraud. Nous sommes devenus inséparables. Moi, je vais très bien maintenant. J'ai dit à Allot et à Combelle comment j'allais me défendre. Ils sont contents. Mardi, la femme d'Allot sera avertie par lui, pour qu'elle y aille. Je remonte vers 17 h. Longue soirée où je travaille sans désespérer.

Lundi 18 décembre

9 h. Bien dormi, mais réveillé de bonne heure. Je tourne tout de même beaucoup de choses dans ma tête. Est-ce surprenant, mais lentement, sûrement, le calme revient avec la volonté de tenir jusqu'au bout,

pour moi, pour tous, car c'est l'honneur de milliers d'hommes que je vais défendre. J'attends Castagnez ou Demont. Je vais me remettre au travail. Je prépare aussi ma future cellule. Je crois que j'arriverai sans trop de mal à me réadapter. La vie solitaire est pourtant difficile. Mais cela passera. Comme me l'a écrit Magdeleine hier : « Vous n'êtes pas seul ».

Lundi 18 décembre

20 heures – Je reprends le *Journal* laissé ce matin. Vers 10 h., Castagnez arrive. Il a rédigé une consultation intéressante sur les articles de Code Pénal visés par mon inculpation. Il est bien clair qu'ils ne me concernent pas. Il est très confiant, très serein. Sa visite me fait grand bien. Il a vu Delaunay, l'adjoint au maire de Bordeaux, ancien camarade de *Redressement*. Très bien non seulement pour moi, mais en général. E. et Guy [Lemonnier] seront contents de l'apprendre. Je continue à travailler. Je réfléchis à cet acte d'accusation si pauvre, à la note si lucide de Magdeleine Paz. Il me semble que si l'examineur n'est pas méchant, je ferai un bon oral ! Promenade avec Lehideux, Worms et Gabriel Le Roy Ladurie tous très pressés, émus comme si eux-mêmes passaient. Comme il est consolant de se sentir ainsi entouré dans un moment tout de même si rude ! Je descends ensuite voir Demont. Il a beaucoup à me donner. Surtout de Gilberte, des nouvelles de Claude qui me causent une immense joie. Cher trésor, petit ange qui aura ce soir chassé tous mes tourments, avec la vision de ses petites mains jouant sur le lit avec l'ours, le cheval, et demain le beau lapin avec de vrais poils... Gilberte me dit aussi qu'elle va pouvoir le prendre ! Je serai tranquille alors, en attendant le retour de sa mère. Maxe m'a écrit. Elle a confiance et courage. Seule au camp, sans nouvelles directes autres que la presse, elle a dû se poser elle aussi bien des questions. Mais sans doute aussi son épreuve approche-t-elle de son terme.

Avant de remonter, vers 17 h., je vois Benoist-Méchin, Bobin, Combelle. Tous trois plus émus qu'ils ne veulent le laisser paraître, et qui m'embrassent. Benoist-Méchin a les yeux pleins de larmes. Nous nous aimions bien et c'est avec tristesse que nous nous séparons. Quand donc la vie nous rejoindra-t-elle ? Avant de remonter, vu aussi un des condamnés à mort de l'équipe Bonny-Lafont, marchant dans le hall

avec ses chaînes aux pieds. C'est un très désolant spectacle. Dîner. Et j'achève tout ce que j'ai en chantier. Demain mardi je n'aurai plus beaucoup à faire. Laborde me prépare mes affaires à emporter. Ce sera un vrai serrement de cœur de les laisser, surtout Worms auquel me lie maintenant une affection que plus rien jamais ne brisera. Je pense que ce soir, dans beaucoup de maisons, on pense à moi, et qu'on prie pour moi, je le sais. Toutes ces présences, je les sens, et elles me disent qu'il faut combattre et espérer. Puissé-je être digne de l'amitié ardente et de la confiance de tous. Je ne souhaite rien d'autre. Mais je ferai de mon mieux. «Plus est en nous», disait la magnifique devise d'Huntziger. Je l'adopte pour la vivre, mercredi d'abord, et ensuite aussi longtemps qu'il le faudra. J'aurai au fond tant gagné à souffrir...

Mardi 19 décembre

19 h. Veillée d'armes. J'ai assez mal dormi, car la lampe a brûlé toute la nuit. Ce matin peu après 8 h. Paz arrive, un peu fatigué. La plaidoirie lui a donné du mal. Il a merveilleusement travaillé. Il me passe la liste des jurés : j'ai l'impression que Borcé est un ancien du C.C.E.O. Si telle était la vérité, ce serait prodigieux. Et Worms vient de me dire «miraculeux» ! Il est confiant. Nous parlons. Et quand il part, je l'embrasse, ému aux larmes. Et lui me dit, bouleversé : « Il ne faut pas avoir peur, mon petit. Nous gagnerons ». Comme j'ai appris à l'aimer ! Quelle âme magnifique ! Quel cœur ! Vers 10 h. 30, il part, et Frot arrive, étonnant de vie. Il est en grande forme. Sa plaidoirie est prête aussi. Nous parlons rapidement du procès, puis d'autres choses. Tout va bien. Ils sont confiants. Le Président n'a-t-il pas dit à Paz : « Dossier très intéressant et très particulier » ? Ce n'est pas un mauvais signe. Je vois Gabriel Le Roy Ladurie, si magnifiquement généreux. Et je remonte. Déjeuner. Dans la cellule, on est aux petits soins. Je me rase et je fais tous les préparatifs matériels, aidé de Worms et de Laborde pour mon passage à la solitude (colis, etc.). J'attends Gilberte et sa mère. Elles arrivent vers 16 h. Émotion. Elles ont confiance. Elles constatent comment je suis et elles sont folles de joie à me voir si en forme. Mais quelle bouleversante conversation ! Je remonte. Combelle me donne un poème, touchant, geste si fraternel, qui me comble après la lettre si affectueuse de Jean-Jacques et le message bouleversant

dans sa sincérité du cher Guy, qui a trouvé des accents dans son cœur. Je rencontre H. Béraud. Il m'embrasse. Il vient de dire à sa femme : « Albertini, c'est mon meilleur ami de prison ». Entre nous, c'est à la vie et à la mort. Nous serons sûrement l'un à côté de l'autre en cellule. Grand réconfort. Je vois aussi Ardant, José Germain et j'ai une longue conversation avec Jean Berthelot. Nous récitons ensemble des poèmes de Baudelaire, parce qu'il vient de faire un « À la manière de... » très réussi. Il me donne un dossier passionnant sur la littérature communiste clandestine en 1941. Je le passerai demain à Frot. Je rentre vers 17 h. Dîner. C'est moi ce soir qui fixe dictatorialement le menu : rosbif chaud et foie gras, plus le flan aux pommes reçu ce matin, confectionné par Gilberte. Après le dîner, Worms me prend dans ses bras, pour me dire toute son amitié. Moi je l'embrasse de tout mon cœur. Pour moi, il aura été plus qu'un ami. Un père, délicat et attentif. Il m'aura montré comment un homme de cœur doit souffrir. Il aura été pour moi un grand exemple et une grande force. Nous voilà amis pour la vie. Je le sais comme il le sait. Et la soirée s'achève. L'électricité est en panne. J'écris à la lueur d'une veilleuse. À cette heure, partout, des milliers d'hommes et de femmes qui me connaissent pensent à moi. Je le sais. Ils ne rougissent pas de moi, ni les êtres chers dont le visage ce soir est tout près de mon cœur, et que j'étreins tous pour leur donner ce qu'il y a en moi de meilleur. Bientôt le sommeil viendra et je serai prêt à aller à ce combat où, sauvant ma vie, je sauverai aussi l'honneur que tant des nôtres hélas – ou que nous croyions tels – ont perdu.

Jeudi 21 décembre

11 heures – Bonne nuit de mardi à mercredi. Bon sommeil. Je me lève à 6 h. A

7 h. je suis prêt. J'apprends alors que je ne partirai qu'à midi en voiture particulière avec le général Dentz. Égards ! Tout le matin, je reste dans la cellule, heureux d'être là. Je déjeune à 11 h. Café chaud. Je suis d'un calme absolu. J'ai dit au revoir à Chassagne qui s'est dérangé, à Bonnafous, à Combelle, à Fégy, à Le Roy Ladurie, à Lehideux. Ils sont tous plus émus qu'ils ne veulent paraître... J'étreins Worms et je pars. Voyage sans histoire, mais lent, la voiture a des ratés. Je serai en retard. 12 h. 40. Nous arrivons au Palais. Il est plus de 13 h. quand j'arrive

dans la salle des détenus, après un interminable voyage dans les sous-sols du Palais. Frot, Paz, Castagnez sont là. Ils me couvent. Ils sont confiants, certes, mais je les sens tout de même contractés. Et moi, je suis calme et serein, comme jamais de ma vie. Je vais au combat avec une âme de sportif qui va au championnat.

13 h. J'entre. La salle est grande. Pleine. Je dirai à part toutes mes impressions¹⁰⁰. Je crois que je me suis bien battu. Suspension d'audience. Magdeleine Paz vient. Je l'embrasse de tout mon cœur. Comme elle a un beau et pur visage, sous sa voilette. Mme Tournier est venue aussi. Elle est enthousiasmée. Je me restaure. Reprise. Témoins, très bien. À 17 h. 30, c'est fini. La foule envahit le prétoire. On me serre la main et on me félicite de partout. Je crois que si la salle votait, on m'acquitterait. Mais voilà... Et j'aurais pu faire mieux si l'interrogatoire avait été plus méthodique. Vers 18 h., je suis à la souricière. J'y reste 1 h. 1/2. Nullement fatigué. À 20 h. 30, j'arrive à Fresnes. Je vais dire ce qui s'est passé à Legueu que je rencontre, à Benoist-Méchin, à Chassagne, à Béraud, à Gabriel Le Roy Ladurie et Peyrecave, à Lehideux. Tous sont contents et pleins d'espoir. Dans la cellule, Worms me demande, anxieux, un compte rendu complet : je le lui fais et son visage s'éclaire. Il a les larmes aux yeux. Je dîne, je me rase, je bois du thé. Nous parlons. C'est le dernier soir de notre vie commune. Vers 22 h., je m'endors. À 6 h. 30 ce matin, réveil. Déjeuner. Et à la souricière depuis 10 heures ! En avant pour le dernier acte. Je suis aussi calme qu'hier.

Vendredi 22 décembre

15 heures – Je n'ai pas tenu mon *Journal* depuis jeudi matin. Ce sont des journées qui ont compté !

Jeudi à 12 h. 30, on m'extrait de la souricière. En arrivant dans la Chambre des détenus, près de la Cour, un brigadier de la garde m'annonce sa joie à la pensée que je vais être fusillé, et ajoute qu'il voudrait lui-même me tirer une balle dans la tête. Je lui réponds avec une violence et une grossièreté qui le laissent sans voix ! Frot et Paz viennent, me montrent la presse. Elle est aussi bonne que possible. Tout le monde

100. Georges Albertini, dont le commissaire du gouvernement demanda la tête, fut condamné à cinq ans de travaux forcés. Il rédigea des « impressions d'audience » le 24 décembre. Voir ci-après.

souligne en tout cas que je n'ai rien renié. C'est l'essentiel. Et puis, c'est l'audience, que je raconterai ailleurs. Les témoins. Le réquisitoire. Suspension d'audience. Magdeleine Paz et Mme Tournier viennent à nouveau. Je me restaure. Et puis les plaidoiries. Et puis nouvelle suspension. C'est le moment décisif. Frot et Paz sont dans l'angoisse. Mme Tournier et Magdeleine font ce qu'elles peuvent pour me distraire. Castagnez semble atterré. Je crois bien, en toute vérité, que je suis le plus calme. Je plaisante et je discute. Personne ne peut s'apercevoir que c'est ma vie qui est en jeu. Vingt-cinq minutes et on rentre à nouveau. Paz et Frot me prennent la main. Les quatre oui fatigués tombent, mais le 5^e suit, et une peine, 5 ans de travaux forcés. Je broie les mains de mes deux amis, avec la mienne, soudain mue par une force prodigieuse. C'est la fin, on vient, on m'embrasse... Ce sont des minutes de folie. Je repars. À 20 h., je suis à Fresnes, après avoir réconforté tout le car qui nous remmène. En arrivant, je revêts l'habit de bure. Je ris, j'amuse les détenus et le gardien. Tout le monde est heureux ici. Malheureusement, je n'obtiens pas la permission de remonter dans ma cellule. Je ne reverrai pas Worms. C'est un gros chagrin.

Deux détenus descendent mes affaires au 172. La cellule est sale. Mais le lit est bon. Je m'installe au mieux. J'écris un peu, car je n'ai pas sommeil. Puis je me couche. J'éprouve une impression extraordinaire d'allègement et en même temps de tristesse. J'ai gagné de vivre, mais la vie qui commence sera pénible. Je pense à tous les miens et à ceux qui ont été les artisans de ce miracle, Paz, Frot et Gisèle (Gilberte), dont les efforts conjoints m'ont tiré de l'abîme. Je les unis tous trois dans la même totale reconnaissance.

Bonne nuit. Je me lève de bonne heure. Je déjeune rapidement, nettoie un peu et voici Paz qui arrive. Je descends. Je suis maintenant dans le quartier des condamnés, pas des condamnés à mort : Puysegur m'interpelle quand j'arrive en bas. Je me jette dans les bras de Maurice¹⁰¹ et dans la cellule, je l'étreins comme jamais je n'ai étreint homme de ma vie. Je pleure d'émotion et lui aussi. C'est que je l'aime tant. Il me montre la presse, très convenable. Il m'apporte des lettres, de menus objets. Et nous parlons. À la vérité, nous sommes encore l'un et l'autre bouleversés. Nous envisageons ce qui sera possible mainte-

101. Maurice Paz. Désormais, Albertini désignera Me Paz par son prénom aussi souvent que par son nom.

nant. J'espère bien qu'il reviendra vite. Les heures coulent comme des minutes. Il faut qu'il parte. Je le prends par le cou et je voudrais de pas le laisser partir. Je pleure sur son épaule de joie et de douleur tout ensemble. Lui aussi est bouleversé. Il s'en va. Je le regarde partir et dans mon regard, il y a toute l'affection que j'ai pour lui. Je ne peux trouver aucun mot pour le dire et ne peux davantage exprimer l'émotion que me causent les lettres de Magdeleine... si merveilleusement révélatrices de son cœur. Je suis à peine remonté que Castagnez arrive. Il est si ému, lui aussi ! Il m'embrasse. Tout hier, on lui a téléphoné : Chéréde, J. M. Thomas, P. Faure, dix autres. Il me dit tout ce qu'on pense de moi. De quoi me faire rougir, même moi qui aime tant les compliments ! Il s'intéresse aux détails de mon sort. Une dernière accolade. Il s'en va. Déjeuner. J'écris à Gisèle, à Paz, à Frot, à tous nos camarades. Et j'attends Frot. Pendant ce temps, on arrange ma cellule : le comptable, le plombier, l'électricien arrivent. On me passe une étagère supplémentaire, on répare vaille que vaille la fenêtre qui joint mal... Frot arrive. Je lui saute au cou, avec une joie et une affection extrêmes. Il est plus ému aussi qu'il ne veut le paraître. Moi, j'ai tant de bonheur à le sentir près de moi. Il rayonne tellement de vie et de bonté. Il vient de voir Gisèle, à peine remise du coup de massue d'hier. Nous parlons longuement de ce qui sera possible maintenant pour moi. Il va s'en occuper aussi. Il est si rusé qu'il va bien trouver quelque chose. Il semble heureux de me voir en forme. L'heure tourne. Voilà le dernier lien avec le monde qui va se rompre. Je l'embrasse, de tout mon cœur, et il s'en va en me faisant de grands gestes d'adieu. C'est fini. J'ai le cœur bien lourd en remontant dans la cellule solitaire et glacée.

Je dîne rapidement. Je lis un peu. Mais il fait si froid que je préfère me coucher. Dès qu'on a pris mes affaires pour les mettre dans le couloir, je me couche. Il est à peine 20 h. Il fait rapidement chaud dans le lit que recouvrent les chaudes couvertures. Et je pense à tous ceux qui pensent à moi, en ce premier jour d'un bagnard, puisque c'est ce que je suis désormais. Je pense qu'il doit y avoir dans leur cœur, pour moi, bien de la joie en songeant à ce que j'ai évité, et bien de la tristesse en pensant à ce qui m'attend. Je les unis tous dans une même ferveur d'amitié ou d'affection. Je suis si sûr de leur présence auprès de moi que je ne puis arriver à croire que je suis seul. Je les sens auprès

de moi. Ils sont là, solidaires et fraternels. Ils ne m'abandonneront pas et moi, je les aimerai toujours.

Samedi 23 décembre

18 heures – J'ai passé une bonne nuit. Je me lève à 8 h. Commence le premier jour de vraie solitude. La porte s'ouvre. Je récupère comme chaque jour mon matériel. Toilette complète, parce qu'il faut à tout prix rester un homme. Être plus propre que si l'on était libre. Puis j'écris. Je reçois une lettre de Maxe, datée du 18. Son moral est bon. Elle ne s'impatiente pas trop. Elle avait rêvé de Noël avec un sapin... Elle me dit être là-bas avec Vors! Stupéfaction supplémentaire: le dit Vors s'est conduit de la manière la plus fraternelle à son égard! Décidément le cœur des hommes est insondable! Déjeuner. Ensuite, j'entends le second étage qui descend à la promenade.

Je me mets à la fenêtre. Tous les anciens camarades d'étage, dans la joie, m'interpellent. Quand arrivent Worms, Le Roy Ladurie, Lehieux, Jean Berthelot, c'est un paquet compact qui me crie sa joie, m'interroge et m'envoie des baisers: on dirait que je salue mes troupes du haut de mon balcon! C'est bien réconfortant pour moi, toute cette sympathie que j'ai suscitée.

Ensuite, j'achève de lire le *Charles de Gaulle* de Ph. Barrès. Il est évident que de Gaulle a militairement eu raison bien avant 1940. Le livre est d'ailleurs d'un ton modéré – et ce n'est pas sans mérite quand on songe qu'il date de 1941. Puis à 17 h., dîner. J'ai bon appétit. J'administre sagement mes provisions. Laborde passe me voir. Me Demont vient de passer, qui lui annonce la libération de Mme Guyot, prochaine. Rien de Gilberte. On vient ensuite réparer ma lampe. Longue conversation avec Laborde, non rentré dans sa cellule et auquel je parle depuis ma porte, et avec le gardien, avec qui je suis bien et qui me dit en partant: «Au revoir, Monsieur!». D'ici peu de temps, je pense que j'aurai achevé de conquérir tout le monde! Il est question, me dit-il, de nous mettre deux par cellule. Je vais manœuvrer pour avoir Henri Béraud. Ce serait parfait à tous points de vue. Aurai-je cette chance vraiment exceptionnelle? Si oui, c'est que vraiment les Dieux sont définitivement avec moi. Et maintenant, en attendant d'aller au lit, je vais lire *L'affaire Courilof* d'Irène Nemirovsky. Lecture

reposante ! Je ne commencerai à travailler vraiment que dans quelques jours. J'ai besoin auparavant de me reposer et de me détendre. Depuis trois mois, je n'ai guère eu de vraie tranquillité. Il y aura 90 jours demain que je suis arrêté.

Dimanche 24 décembre

17 h. 30 – Hier soir l'aumônier est venu me parler quelques instants, en ma qualité de nouveau condamné. C'est un très saint homme et son contact fait du bien. Puis à 19 h. 30, deux gardiens sont venus. Ils prétextent de la formalité des vêtements que nous sortons chaque soir de la cellule pour parler longuement avec moi. Un peu inquiets, ils me demandent si la fin de la guerre est proche, et si les Allemands peuvent encore la gagner¹⁰²... Je leur réponds gentiment, en me souvenant toujours que les plus aimables sont parfois des « moutons »... mais ceux-là sont gentils. Ils me font passer une demi-heure sur la galerie devant ma porte, en caleçon d'abord (eh oui !) et ensuite avec un gros pyjama que Gilberte a eu l'heureuse idée de m'acheter. Quand on est privé de société, deux gardiens pendant une demi-heure, c'est une affaire sensationnelle ! En tout cas, je poursuis ma besogne méthodique qui est de les gagner les uns après les autres. J'espère y arriver, sauf quelques irréductibles. Il y a au fond d'eux-mêmes plus d'humanité qu'on ne croit, et même qu'ils ne croient eux-mêmes.

Bonne nuit, mais il ne fait pas chaud. Je suis pourtant très bien couvert. Je me lève à 8 heures. Grande toilette. Déjeuner. J'achève *L'affaire Courilof*, où l'on parle justement de révolutionnaires russes enfermés dans des cellules humides : c'est vraiment de circonstance. Vers 11 h., nous allons à la promenade, quatre par quatre. Je suis dans une cour avec Malo, du *Matin*, Aubert de *Radio-Paris* et un jeune L.V.F. Je cours, je me démène. À la fenêtre, j'aperçois Detmar, Peyrouton, Bergeret, Estéva. En rentrant, j'aperçois Paul Chack, enchaîné, qui va

102. L'offensive du général von Runstedt dans les Ardennes, le 16 décembre, n'était pas encore repoussée. Sans vouloir rien enlever de leurs mérites aux déclarations de l'accusé ni aux plaidoiries des avocats, il est permis de rappeler que le succès initial de cette offensive (on sait que De Gaulle dut beaucoup insister pour qu'Eisenhower n'abandonnât pas Strasbourg) avait beaucoup modéré l'ardeur des juges.

à son tour à la promenade. Il semble avoir meilleur moral et physiquement il n'est pas mal, bien que les cellules du bas soient plus glaciales encore que les nôtres. Toute la bande Bonny le suit. C'est un affreux spectacle que ces hommes enchaînés, dont les fers rythment le pas en un funèbre glas. Déjeuner tard. Je rédige quelques *Impressions d'audience* qui compléteront mon *Journal* et je feuillette de l'anglais. L'après-midi passe ainsi. Il fait très froid. J'ai mis ma ceinture de flanelle, j'ai deux gilets de laine, mon cache-col de laine, un carré de laine laissé par Perrugia, mes gros bas blancs par-dessus les autres, une couverture sur les jambes, et j'ai froid malgré tout. De temps en temps, je m'interromps pour marcher, courir, sauter, faire des mouvements. C'est une terrible épreuve que de supporter le froid dans ces 8 m² imbibés d'eau. J'y suis parvenu pourtant jusqu'alors... 17 h., le dîner, pâtes à l'eau... Et voici le soir. Comment ne pas évoquer à nouveau cette soirée, vieille de trois mois exactement, c'était le 24 septembre, où j'ai passé mon dernier bon jour? C'est tout près, et il me semble que c'était il y a un siècle, dans un monde disparu dont je me prends à penser que je ne sais pas comment je vais faire pour le retrouver... C'est une impression très pénible. La vie continue à l'extérieur. Mes amis, en ce soir de Réveillon, tous les miens, ont sûrement leur cœur tendu vers moi. Et moi, j'éprouve un sentiment affreux de solitude. Les murs sont si épais que les pensées les plus fidèles et les plus ardentes ont du mal à les franchir. Noël... Mon chérubin aurait dû le fêter avec moi, avec un beau sapin garni de jouets... C'est une pensée qui me bouleverse... C'est dans ces moments que je sens tout le prix de la privation qu'on m'inflige en le laissant grandir loin de moi... Et pourtant, il faut calmer son cœur, dompter ses nerfs et recouvrer son calme. Le temps reviendra de la liberté et du bonheur. Il n'est pas de meilleur moyen de le hâter que d'être calme et fort. Voilà. Les mauvais nuages ont disparu. Je me reprends à attendre. Si j'avais seulement une épaule amie où me reposer quelques minutes...

Lundi 25 décembre

18 heures – Voilà que Noël est passé. Pour nous, la journée fut triste et froide, et je n'ai pu m'empêcher de songer à ce qu'elle aurait pu être. J'ai regardé les photos que j'ai conservées. Triste revue, malgré les

regards amis et aimants qui semblaient me dire : « Tu vois bien que nous sommes là, avec toi, que nous souffrons de tes souffrances. Tu n'es pas seul ». Mais en ces jours d'allégresse, rien ne peut empêcher que les cœurs comme le mien ne soient lourds.

Lever à 8 h. J'ai fait pour la première fois un quart d'heure de culture physique. Toilette. Déjeuner. Je n'arrive pas à ouvrir ma fenêtre. Elle est gelée. Je n'y parviendrai qu'après de nombreuses tentatives manquées. Je lis *Le Nabab* d'Alphonse Daudet. Cette lecture passionnante – c'est un roman magnifiquement construit, dans un genre qui fait un peu désuet, mais que j'adore – me fiche un cafard épouvantable. L'action se passe rue St-Ferdinand des Ternes, à deux pas de chez Simone, et rue du Faubourg St-Honoré, sur le trottoir de droite en allant au 128, et place Vendôme où je passais si souvent en me rendant au ministère ! L'évocation de tous ces lieux familiers et les souvenirs qu'ils font lever en moi me plongent un bon moment dans des regrets et une tristesse qui m'accablent. Je me reprends, bien sûr, et vite. Mais je vais hésiter à rouvrir *Le Nabab*. Et pourtant...

Après le déjeuner, toute la prison sort. Je vois beaucoup d'amis, de ma fenêtre, et chacun me salue. Puis c'est à notre tour. Quand je sors, tout le 2e, mon ancien étage, est sur le balcon, non rentré encore dans les cellules. Comme je descends seul, tous applaudissent, me font une ovation et crient : « Bravo ». Je n'ai pas été aussi acclamé depuis le congrès de juillet 1943 ! Ils sont tous heureux pour moi et au fond d'eux-mêmes, heureux de savoir que j'ai aussi sauvé l'honneur. De là-haut, Worms me fait de grands signes. Je voudrais bien aller l'embrasser. On nous met à quatre dans un préau. Je parle de là à Detmar, qui est au 4^e et à Peyrouton qui est au 3e. Il fait très froid. Il fait aussi très beau. Une demi-heure après, nous rentrons. Curieuse file d'hommes de brun vêtus, harnachés de couvertures et de lainages hétéroclites, pourvus de barbes de vingt jours qui n'en finissent plus. Je suis sûrement l'un des plus élégants. Pour combien de temps ? Mais c'est un pénible spectacle que de les contempler. Rentré. Combelle vient me dire gentiment bonjour, derrière la porte. Lui, c'est le 28. Puis Laborde passe s'enquérir si je ne manque de rien. Le soir vient. Je recouds un bouton. Il faut tout faire. J'écris à ma mère. 17 heures. C'est la soupe chaude, abondante en haricots. Et me voici à écrire. La journée a néanmoins passé. J'en retiens surtout une terrible sensation de froid. Je me demande comment il va être possible de tenir ainsi plus de deux mois, dans ces glacières

que sont nos cellules. Quand je pense qu'au 128 certains se plaignaient parfois de la température ! Ou qu'à la maison, je pestais contre le froid de la salle de bain ! C'est bien vrai qu'on ne sait jamais jouir de son bonheur. Moi-même, est-ce que j'apprécie assez, maintenant, de n'être pas dans une Maison Centrale, ce qui serait terrible ? J'attends avec impatience la visite de demain.

Mardi 26

16 h. 30 – Nuit froide. Lettre de Maxe ce matin. Elle va bien. Elle ne savait rien encore sur le procès. Je lis *Le Nabab* toute la matinée. À 11 h. Morel, promu coiffeur, vient me raser afin que je sois beau pour la visite ! Vers 15 heures, la voici. Je vois beaucoup de gens qui m'accueillent avec joie. Et voici Gilberte et sa mère. Ma pauvre amie a l'air bien fatiguée. Elle a vécu sur ses nerfs depuis trois mois. J'ai bien de la peine à la voir ainsi. Elle me dit sa joie, leur joie pour l'arrêt. Elle voit Claude chaque soir, elle va le prendre dès qu'elle sera mieux. Elle a vu le sous-directeur. Il n'y a rien à espérer. C'est bien ennuyeux... Et le quart d'heure passe vite. Un dernier sourire. C'est fini. En sortant, je parle avec Benoist-Méchin, Combelle, Brasillach, Bardèche, très heureux. Ma victoire est aussi la leur, et ils le savent bien. Je rentre. Heureux de ces minutes, triste aussi de les savoir déjà finies. Je vais attendre huit longs jours maintenant pour qu'elles recommencent... La vie de prisonnier n'est rien d'autre qu'une longue attente.

Mercredi 27 décembre

18 heures – Le froid devient intenable. Hier soir, j'ai mis une pailasse sur mon lit en guise d'édredon, et j'ai été obligé de coucher avec un gilet de laine et mon caleçon long. Heureusement que j'ai un pyjama chaud. Sans quoi... Au réveil, toutes les vitres sont gelées. Pour se plonger dans l'eau, il faut maintenant avoir fait le serment que j'ai fait, c'est-à-dire de me laver de fond en comble chaque matin. Histoire moins d'être propre que d'avoir chaud par révulsion du sang, et de s'imposer un effort de volonté qui vous maintient en forme... Mais toute la journée je ne cesse pas de marcher de long en large dans ma cellule. 8 h. d'aller et retour. J'ai dû faire cela 3 ou 400 fois. Et quant

à dire que ça me réchauffe... Il est impossible de rester plus de 30 à 40 minutes immobile à lire ou écrire. C'est très dur. Je sais bien qu'il n'y a pas une grande différence avec la température dans les appartements. Tout de même, il doit faire plus froid ici. À peine étais-je levé peu après 8 h. qu'un grand remous s'est fait en bas. J'ai compris que c'était la bande Bonny-Lafont qu'on venait chercher. Cela s'est fait en silence. Eux qui gouaillaient sans arrêt depuis des jours n'ont plus rien dit. Je ne les ai même pas entendus se saluer les uns les autres avant le dernier voyage. Ces départs sont sinistres. Et je pense au pauvre Paul Chack, qui a vu tous ces préparatifs, du guichet de la cellule voisine...

J'ai travaillé à mon *Histoire du R.N.P.*. Elle sera promptement achevée. Après le déjeuner, j'ai lu un roman de la mer, *L'Ismé*, de Lilette Ofaire, paru en 1943 et dont Brunher avait fait un très bon compte rendu dans *l'Atelier* ! Au travers de la porte, je parle avec Jean Lasserre, très obligeant pour moi ; il me donne d'assez mauvaises nouvelles du procès Béraud, remis à vendredi à cause de Muselier. On est décidément bien acharné après Béraud. À lui aussi, comme à Sacha, on veut faire payer les années de guerre. Je passe une partie de l'après-midi à la fenêtre, malgré le froid, pour chasser l'humidité. En face, c'est le bâtiment de la 2^e division avec ses quatre étages, dont j'aperçois seulement les 3^e et 4^e, et ses innombrables fenêtres. C'est un spectacle à flanquer le spleen au gaillard le mieux équilibré ! Aux rares fenêtres ouvertes, on voit des formes humaines, à demi masquées par les barreaux, vêtues des frusques les plus extraordinaires pour résister au froid, et qui regardent immobiles, on ne sait où et on ne sait qui. Il est impossible d'avoir davantage l'impression d'être en prison. Comme horizon, c'est aussi peu tonique que possible. Heureusement, j'ai le cœur cuirassé et je m'amuse à « mettre en boîte » les fantômes d'en face. Ce qu'il faut faire, pour être digne de sa réputation d'esprit fort ! Et 17 heures arrivent. La soupe, qui laisse ouvertes les portes des cellules quelques minutes durant. Instants furtifs où s'échangent, en violation des règlements sacro-saints, un livre, un peu de nourriture, une aiguille et du fil, etc. Et la journée touche à sa fin, peu tardive pour moi. Il fait si froid que, peu après 19 heures, je suis couché. Je préfère l'insomnie au chaud à la veille dans un froid glacial qui coule au long des reins et ne vous quitte pas. Ainsi la journée est passée sans que j'aie à peu près rien fait. Les heures coulent.

Une semaine que le procès commençait. Il me semble que c'était il y a bien longtemps. Tout le monde d'avant me paraît si lointain... L'impression essentielle est que je suis ici pour un temps indéterminé, qu'on ne m'en tirera pas et qu'il va y avoir beaucoup à souffrir. Je ne sais pas pourquoi je pense ainsi. Conséquence du froid qui glace le cœur comme le sang ? Mais, malgré cela, la solitude me pèse beaucoup moins que je ne l'avais craint. Il est dit, décidément, que je m'adapterai à tout bien mieux que je ne l'espérais, et surtout bien plus vite. Au fond, j'étais fait pour cette vie-là ! Mais c'est un secret à ne pas ébruiter, sinon on m'y laissera vraiment.

Jeudi 28 décembre

18 heures – La nuit a été un peu moins glaciale J'ai mis mon gros pull-over rouge, en bouchon, sous mon menton, sur ma poitrine. C'est étonnant comme résultat. Au lever, je constate que les vitres sont un peu moins gelées, mais dans la rigole sous la fenêtre, à l'intérieur, l'eau est gelée ! Grande toilette ce matin, j'en ai encore les pieds qui hurlent, tellement ils ont eu froid dans cette diablerie d'eau. Je traîne. Je lis. Puis Morel vient me raser. Il va venir tous les deux ou trois jours. Ce sera une distraction et il me rendra quelques services. Il m'est tout dévoué. Après le déjeuner, j'écris à Maxe sa lettre hebdomadaire : 100 lignes, calculées au plus juste, et que je calligraphie pour faciliter la censure ! Puis, l'après-midi se déroule, affreusement terne, parce qu'un ciel de neige rabat son couvercle sur tout ce qu'on voit. Quelque effort qu'on fasse, on ne peut se défendre d'une vraie tristesse d'âme, sans cause ni objet définis d'ailleurs. Pendant ce temps, on hurle dans la salle les noms pour le parloir de jeudi : « 259 Lehieux parloir sud » – et cela dure plus de quatre heures. Des morceaux de joie entrent dans la prison et chacun s'en repaît. Il faut ronger l'os pendant huit jours ; mais on est si affamé qu'on le trouve excellent. Et soudain, tout s'éclaire. Laborde m'apporte une lettre de Gilberte et une note de Guy ! Voilà le monde qui entre dans ma cellule, avec ses nouvelles et celles des amis si fidèles, qui comptent tant sur moi. Ainsi mon procès a fait un « boum » extraordinaire ! On ne parle que de ça, dit Gilberte et Guy ajoute : « Un très gros succès politique » ! Lui me voit déjà ministre. Il exagère, ou en tout cas il avance. Me voici ragailardi. Je repars pour cent nouveaux tours

de cellule. Aujourd'hui, j'en ai fait 450. Soit 3 km 600. Je continue à lire *L'Ismé*. Il y a quelques très belles pages, en particulier celles où Manolico, jeune Espagnol de 25 ans, conte ses amours pour une femme de 50. C'est poignant de simplicité, d'une vérité à faire crier. 17 h., la soupe. Ce soir, ce sont des haricots, fort bons ma foi et je m'en régale. Après avoir achevé ce *Journal*, je vais essayer d'attendre un peu pour être debout quand Combelle rentrera du Palais. Mais le froid commence à devenir insupportable. À cette heure, on ne parvient plus à se défendre. J'ai oublié de noter, mardi, que j'avais reçu une courte lettre, mais très touchante de Suzanne Wahart, qui demande de mes nouvelles¹⁰³. Ne peut-on lui en faire parvenir?

Voilà une semaine juste que je suis «bagnard». Je m'y fais très bien.

Vendredi 29 décembre

17 h. 45 – J'arrive à avoir chaud la nuit en constituant entre mes épaules et les couvertures une espèce de bouchon de chaleur, où voisinent un cache-nez, ma ceinture de flanelle et mon gros pull-over rouge ! Je ne garantis pas que ce soit hygiénique, mais je réussis ainsi à vaincre le froid et à dormir. Je m'endors vers 20 h. 30, et me réveille vers 4 h. 40 ou 5 heures. C'est tout à fait convenable comme régime. Lever à 8 h. comme d'ordinaire. Je travaille mal ce matin, parce que j'attends mon colis de vivres. Je sens qu'il est là. J'essaye d'avertir pour qu'on me l'apporte, je n'ai plus rien. Mais il faut une heure, dans cette maison, pour signaler un besoin ! J'achève *L'Ismé*. Duhard, chansonnier de Radio-Paris, condamné à 5 ans, mon voisin du 171 et qui est un excellent camarade, m'envoie un œuf dur, car il sait ma pénurie. La camaraderie, en prison, n'est heureusement pas un vain mot. En retour, je lui donne du pain ! Promenade après le déjeuner. Au retour, je vois Combelle (cellule 186) encore très affecté par l'audience d'hier, où le procureur a demandé sa tête avec une sauvagerie implacable. On a eu beaucoup de mal à l'en tirer. J'espère dans quelque temps pouvoir le rapprocher de ma cellule. J'apprends à la fenêtre que

103. Suzanne Wahart, après avoir travaillé au siège du RNP, devait devenir après la guerre l'une des secrétaires du *Centre d'archives et de documentation*, avec Louise Célor.

Sourbier et Bouvier-Ajam sont à la 2^e division. Je note en passant que Morel me disait hier que Benedetti, devant mon verdict, est plein de confiance. Le malheureux n'arrive pas à se rendre compte exactement de ce qu'il risque. Comment le lui faire comprendre? Je suis peiné de son aveuglement. Je fais une longue note pour Gilberte. Elle partira d'ici deux ou trois jours. 17 heures arrivent, non sans que mon colis enfin ne soit là. D'où un dîner pantagruélique, que je transcris pour envoi à *l'Humanité*: soupe aux pommes de terre (maison), œuf frais (mais oui!), trois tranches de viande (minces! minces!), fromage et un bon morceau de quatre-quarts. Je croyais que de manger seul coupait l'appétit. Peut-être aux femmes, mais pas à moi! Et voilà la journée à son terme. On peut dire que je n'ai rien fait. À peine 200 tours de cellule! Rien n'est plus facile au fond que de perdre des heures. Voilà ce que je découvre. Mais je sens que dans quelques jours, je vais être possédé par une fringale de travail. Peut-être demain commencerai-je l'anglais. Je n'arrive pas à me rendre compte comment le temps peut passer. Pourtant il passe et n'était le froid, j'aurais même le sentiment qu'il passe aussi vite que d'habitude... ou presque. Si je sors à la fin de 1946, je pourrai dire, dans quelques jours: «C'est l'année prochaine». Personne ne peut se rendre compte de l'importance de ce changement de millésime! Allons, bonsoir à tous, amis connus, amis secrets; et à bientôt!

Samedi 30

10 heures – J'ai rarement passé une aussi mauvaise nuit. Hier soir, vers 20 h. 30, on est venu m'annoncer la condamnation à mort d'Henri Béraud. C'est un crime abominable et je suis resté, dans mon lit, un bon moment avant de reprendre mes esprits. Moi qui avais tant espéré l'avoir avec moi... Et lui qui disait à tous: «La prison avec Albertini, ce n'est pas la prison». Le 19, avant mon procès, il m'avait embrassé avec émotion et m'avait dit quelques mots affectueux de sa grosse voix bourrue. Le voici à son tour enchaîné... Par une affreuse ironie du sort, il est dans la cellule située juste au-dessous de la mienne. Je l'ai donc entendu rentrer hier soir, avec ses chaînes, et je l'imaginais avec une peine indicible. Il a demandé de l'eau, on n'a même pas pu lui en donner, l'eau étant coupée chaque soir à cause du gel. Il s'est couché,

mais il n'a pas dormi. Je l'ai entendu toute la nuit, parce que, moi non plus, je n'ai pas dormi. Et quand j'ai somnolé, j'ai fait des rêves abominables, dont je sortais dans un état de terreur et d'angoisse bien pénible. Ceux qui ont l'habitude des mauvais rêves me comprendront... Et, au-delà du pauvre Béraud, dont je n'arrive pas à croire qu'il va mourir, je pensais à mon sort personnel, tel qu'il a bien failli être. Je songe à la charrette qui avait été faite : 18 décembre, Paul Chack, condamné à mort. 19 décembre, Henri Béraud, condamné à mort. 20 décembre¹⁰⁴, Albertini, dont on espérait bien qu'il n'y couperait pas. Pourquoi est-ce que je cacherais que j'ai frissonné rétrospectivement ? Seuls les sots qui n'ont jamais eu peur ne me comprendront pas. Et je me dis aussi que peut-être pour moi ce n'est pas fini. On a échoué par le C.P.L.¹⁰⁵ et on n'a pu avoir la révision du procès. Qu'essayera-t-on maintenant ? Ah certes, le courage ne me manque pas et j'en aurai jusqu'au bout. Mais quand on sait avoir sauvé sa vie une fois et qu'on est amené à se dire que peut-être il faudra recommencer sous une autre forme, qui donc ne se sentirait pas un peu essoufflé ? Je sais bien que, comme d'habitude, ma première réaction doit être excessive : c'est bien en effet la caractéristique la plus nette de mon tempérament et contre quoi j'arrive mal à réagir. Pourtant, je donnerais cher pour que la situation se normalise un peu. En attendant, je vais passer toutes les heures du jour et de la nuit, quand je serai éveillé, à entendre le bruit des chaînes de mon malheureux ami, l'un des plus magnifiques romanciers dont la France puisse s'enorgueillir, et qui va mourir parce qu'il ne pense pas comme ceux qui le jugent. C'est à hurler.

Dimanche 31 décembre 1944

18 heures – Et voici le dernier jour de l'An. À la prison, il a été tout pareil aux autres et n'était mon souci de tout noter, pour plus tard, pour qu'on sache et se souvienne, je pourrais me borner à écrire : « Rien à signaler ».

Hier, après avoir commencé mon journal sous l'impression de la condamnation de Béraud, j'ai lu, puis longuement écrit l'après-midi. Vers

104. Calendrier bouleversé, le procès de Béraud, condamné à mort, ayant été remis de dix jours.

105. CPL, Comité parisien de libération qui avait demandé la révision du procès d'Albertini.

16 h., Morel est venu me raser. Il est très dévoué et il m'évite cette impression très pénible de n'être jamais rasé. Le soir vient vite, il fait sombre. À 17 h. c'est la soupe : un bouillon de pommes de terre dans lequel je n'arrive pas à en trouver une ! Heureusement, il y a le colis. On me passe un numéro du *Figaro* du 27 avec un article de Mauriac qui m'est en partie consacré. Tout ne m'y plaît pas, notamment le parallèle avec Paul Chack et la définition de mon procès. Il est faux que j'aie cherché à en faire celui de Déat. La présentation ne m'est pourtant pas hostile : « Jeune, éloquent, habile », voilà ce que je suis pour M. François Mauriac. Mais à le lire, on voit bien que c'est ma tête qu'on attendait... Ces messieurs en effet, doivent être bien déçus. En tout cas, un bon article de plus à l'actif de Mauriac : il est vrai qu'il cherche aussi à sauver son frère, le doyen Pierre Mauriac, de Bordeaux, maréchaliste et collaborationniste notoire. Le cœur a ses raisons...

J'écris ensuite à Maxe et à Chalon les deux lettres réglementaires sur papier officiel. Et je me couche. Mais j'ai oublié de noter que vers 16 h., on est venu chercher dans toutes les cellules les deux couvertures de la prison. Motif : faire un recensement. Résultat : par ce froid glacial, des centaines de prisonniers ont dû geler à cause d'une imbécillité administrative. Les couvertures ne sont pas encore rendues. Ce matin, lever avant 8 heures. Déjeuner de bonne heure. À 9 h. nous sommes à la messe. Nous y allons par file, en silence. Je suis derrière Combelle, qui tousse et a revêtu une gigantesque couverture blanche. L'aumônier annonce l'arrivée d'un confrère (il en avait besoin !) et surtout que le nombre des détenus de 3 000 va passer à 5 000 ! Où les mettra-t-on, Seigneur ! On se prépare en tout cas à nous mettre trois par cellule. Je vais essayer d'avoir dans la mienne Combelle et mon voisin Duard, acteur, chansonnier de Radio-Paris, frère de Paul Coline, un charmant garçon. De retour de la messe, je fais longuement le ménage. Puis on nous lit à la fenêtre un programme de *Radio-Fresnes*, dû au jeune de Vibraye, speaker de Radio-Paris. Il est plein d'un charmant esprit et obtient un vif succès. Le nombre des speakers de Radio-Paris est considérable. Il conte des histoires bien savoureuses sur la maison, où les dactylos faisaient un rapport à la Résistance et où les vingt-quatre rédacteurs du Radio-Journal ont échappé jusque-là à l'arrestation, bien qu'ils circulent librement dans Paris ! Ah, il y a vraiment à Fresnes les cocus de la Collaboration ! En suis-je ?

Cet après-midi, promenade. Cela détend. Nous y allons par 5 ou 6. J'ai ensuite des nouvelles de presse du 24, du 26, du 31. Cela me fait du bien

de savoir ce qui se passe. Malo, du *Matin*, qui s'est pourvu en cassation, vient de voir son avocat, Jean Perrin, qui est aussi l'avocat de Paul Chack. Il lui a dit que le verdict contre Béraud avait été accueilli très mal, que le premier avocat général avait refusé de requérir la peine de mort, que c'était la raison pour laquelle le procès avait été reporté, et que c'était un juif (avec un faux nom, naturellement) qui avait accepté de faire cette besogne. Je ne peux arriver à calmer mon indignation devant ce verdict, qui est un ignominieux assassinat. Ainsi l'année se termine-t-elle sur une note sanglante.

Comment ne pas se reporter en arrière, d'un an, de deux ? C'étaient aussi des fins d'année de guerre. Mais celle-ci pour moi, pour tous les miens, pour tous mes amis, pour Gilberte sans foyer elle non plus, qu'elle est triste et pesante ! Et pourtant, il faut courageusement faire face. Nous n'avons pas le droit de nous laisser aller. Tout commande au contraire de tenir. Je sens bien que nous y sommes tous résolus. 1944 restera pour nous une année bien pénible. J'évoque les trois premiers mois, où je me battais pour que Déat n'aille pas au Ministère. Vous rappelez-vous, Gilberte, Jean-Jacques, Guy, René, ces séances de « Conseil restreint » ? Vos appréhensions que j'essayais de calmer, alors que je les partageais ? Puis ce sont ces mois épuisants de Ministère, la tapisserie sans cesse défaite et sans cesse recommencée, les abandons lamentables de l'homme que nous suivions encore. Puis c'est l'invasion, le meurtre d'Henriot, les imbécillités miliciennes, les stupidités allemandes. Puis les terribles jours d'août. La fuite honteuse. L'insurrection. Notre vie clandestine. Le drame de Maxe et de Claude. Et puis le mien. Et puis Suarez et tous les autres. Et mon procès, précédé d'une lutte implacable contre la mort, conjointement menée par les avocats, les fidèles du dehors – et par moi. Ah ! certes, quand le temps aura coulé, 1944, malgré la libération de la France, nous apparaîtra comme une année terrible.

Que nous apportera 1945 ?

Lundi 1^{er} janvier 1945

18 h. 15 – C'est à n'y pas croire ! J'ai été réveillé ce matin par les cris d'un gardien rentrant dans la cellule de Puységur, condamné à mort et non exécuté (sans doute ne le sera-t-il pas à cause de son âge) et lui criant : « Bonne année, Puységur ! ». Ainsi le premier souhait que j'ai entendu cette année s'adresse-t-il à un condamné à mort de 77 ans !

Je n'aurais jamais pensé, l'an dernier, que pareille scène pût même être possible. Et, dans cette prison de Fresnes, des souhaits n'ont pas cessé de voler, aux fenêtres, aux portes ouvertes des cellules. Jusqu'au gardien qui vient ouvrir à 9 h. pour le petit déjeuner, quand passe le chariot, et qui m'a dit fort civilement : « Bonne année, Monsieur, je vous souhaite qu'elle se termine mieux que l'autre ». Qui a donc dit que les gardiens de prison n'étaient pas de braves gens ? De bonne heure, c'est-à-dire entre 8 et 9, j'ai eu la visite de l'aumônier venu à ma demande me parler de Béraud. Il est un peu mieux, mais ne compte pas être gracié. Il est mécontent de ses avocats et aussi de lui-même, bien qu'il se soit défendu pendant près de 3 heures. Je demande à l'aumônier de lui porter toutes mes affectueuses pensées et je lui donne ce qui me reste du bon gâteau que j'ai reçu. Il n'est plus sous ma cellule, mais en face. Lâchement, égoïstement, je préfère que ce soit ainsi. Cette proximité, le bruit des chaînes, tout cela me broyait.

Grosse affaire : comme j'ai réussi à sauver mes bretelles lors de mon déguisement au soir du 21, j'ai fini par me procurer trois boutons, du fil et une aiguille. Comme il y a déjà deux boutons posés, je couds ces trois-là à mon pantalon, et j'ai la satisfaction profonde d'avoir enfin un pantalon bien attaché. Il faut y avoir passé pour comprendre que c'est une amélioration telle qu'elle refait presque de vous un homme pourvu de tous les avantages de la civilisation. Il fait beau et même très beau. Il y a du soleil. J'ouvre ma fenêtre. Elle le restera toute la journée. C'est plus gai, tous les bruits entrent dans la cellule, les conversations multiples de fenêtre à fenêtre, et la solitude est ainsi brisée. J'achève la lecture d'un excellent ouvrage sur *Magellan* de Rudolf Baumgardt, plus captivant qu'un roman. Puis je me remets à mon *Histoire du R.N.P.* que j'avance sensiblement. J'espère la finir vite maintenant.

17 heures. C'est la soupe, beaucoup d'eau et assez de pommes de terre, mais bien mal épluchées ! Il fait encore jour. Je me mets à la fenêtre et l'échange de nouvelles fonctionne avec Turenne, de Radio-Paris, et Combelle. Je leur annonce la régence de Samaskinos, Catroux à Moscou, le stoppage de l'offensive allemande, car j'ai lu le *Populaire* du 31 qu'un gardien ami m'a apporté. Eux me parlent du discours de De Gaulle, modéré, semble-t-il, hostile à une répression aveugle. Mais parviendra-t-il à imposer ce point de vue à la Résistance qui me paraît de plus en plus déchaînée ? Et me voici, comme chaque soir, à mon *Journal*. J'y note fidèlement les moindres choses. Ce que je ne parviens pas à y

transcrire, c'est le tourbillon des pensées qui ne cessent de se lever en moi. J'ai songé aujourd'hui aux Jours de l'An de mon enfance. Comment n'y pas puiser quelque mélancolie? Et j'ai pensé aussi à tous ceux qui m'aiment et dont le cœur a dû être si près du mien aujourd'hui. Il fait beau. C'est un soir magnifique. Malgré la tristesse de ces jours de fête passés derrière les barreaux, je me sens fort de toutes les forces de ceux qui luttent pour moi, ou qui lutteront demain. Et c'est à eux que je pense ce soir, à leur fidélité. Pour eux il faut rester patient et calme, et ne songer à rien d'autre qu'à tenir. C'est le seul cadeau de Nouvel An que je puisse leur faire. Mais c'est un présent que je leur offre volontiers.

Mardi 30 janvier 1945

Il y a quatre semaines que je n'ai rien écrit sur mon *Journal*. Depuis le triste mardi où Gisèle, tremblante, est venue m'annoncer la maladie grave de Claude. Et il y avait déjà une semaine qu'il nous avait quittés... Ma peine, seul dans ma cellule, je renonce à la décrire, et c'est pour n'en pas parler que j'ai interrompu ma relation quotidienne. Je note, un peu au hasard, les principaux événements de ce mois. Le 3, Henri Béraud m'adresse son « *Qu'as-tu fait de ta jeunesse?* », passionnant chef-d'œuvre avec une dédicace émouvante, rédigée dans sa cellule de condamné à mort. Tous ces jours, froid intense. Le 9 Gisèle m'apprend que je n'ai plus de petit Claude. Elle est très fatiguée et devra se soigner. Maxe va être libérée. Quelle peine sera la sienne, je n'ose y songer dans ces journées! Le 11 ou le 12, l'aumônier monte le matin m'annoncer la grâce de Béraud. Le lendemain, il me fait lire le mémoire rédigé par Béraud du 1^{er} au 10 janvier, alors qu'il était condamné à mort. Magnifique. Le 16, Mme Mérouze vient me voir, me rassurer sur mes livres, sur la libération de Maxe, sur la santé de Gisèle. Le même soir, Robert Brasillach rentre avec les chaînes. Il est condamné à mort: il a été magnifique au procès. Sa condamnation m'afflige comme s'il était mon ami depuis dix ans. Le 24, vingt d'entre nous sont avertis qu'ils changent de cellule: ils descendent. En fait, nous apprenons le soir qu'ils sont partis pour la maison centrale de Poissy. Parmi eux, Maubourguet, Jacques Briffault, un jeune camarade avec lequel j'étais en train de lier amitié dans nos causeries à la fenêtre (cellule 166), Max Bihars, d'*Aujourd'hui* et le général Pinsard. Cette nouvelle nous inquiète

beaucoup quant à notre petit régime. Plusieurs en sont malades ! Je dors néanmoins très bien. Mais il y a de quoi s'inquiéter quand on connaît le régime de Poissy!...

Le 20, j'apprends par C. que Maxe est libérée depuis le 19 au soir. Quel coup elle a dû recevoir ! Le 21, Worms et Gabriel Le Roy Ladurie sont mis en liberté provisoire et surveillée. Mais c'est le bout de leur épreuve. Leur départ me serre le cœur, à cause justement de mon amitié pour eux. Tant qu'ils étaient là, je ne me sentais pas si coupé du monde.

Ce même dimanche, je vais à la messe : j'ai rarement assisté à un office aussi vite expédié ! Le 23 je comptais voir Maxe. Elle ne peut entrer avec son nouveau permis. Le 24, j'attends Eugène Frot toute la matinée. Il ne vient pas. Je suis très déçu... Mais il vient le 25. Je le vois longuement. Il me donne toutes les nouvelles personnelles et politiques que je désirais. C'est un immense réconfort que de voir cet ami si robuste, si confiant, si sûr... Puisse-t-il revenir vite ! Il va faire faire une démarche du Conseil de l'ordre pour que nous soyons mis à un régime autre que celui des détenus de droit commun de maison centrale. En sortant, nous disons bonjour à Brasillach, magnifique, d'un héroïsme sans égal. Eugène Frot est très impressionné en le voyant : il va essayer de s'occuper de lui. Le général Franco de son côté est intervenu.

Nous continuons à diffuser les nouvelles que nous recueillons, dans des « émissions » à la fenêtre. C'est un vrai Radio-Journal quotidien. L'avance russe laisse prévoir la fin de la guerre plus tôt qu'on n'aurait cru. Des symptômes d'apaisement se manifestent : campagnes du *Figaro* et de l'*Aurore* – décisions du Conseil des ministres accélérant l'épuration – discours Thorez – discours Bastid à la Radio – déclaration du Cardinal Suhard : « On peut discuter le gouvernement du Maréchal, on ne manquait pas à son devoir en lui obéissant » – interrogatoires très compréhensifs de Dentz et Chassagne – déclaration du Président Bouchardon, célèbre depuis l'autre guerre (Bolo-Pacha, Lenoir, etc...), qui prêchait les repréailles depuis cinq mois et qui vient de dire au moment où on le charge d'instruire les cas Dentz-Estéva-Bergeret : « La justice telle qu'elle est rendue depuis quatre mois est une honte ». Pour qu'ait été faite pareille déclaration, il faut qu'il sente le vent tourner, etc.

Le 28 au soir, Bernard Turenne, jeune speaker de Radio-Paris, lit un magnifique poème que Brasillach vient de composer : « *Les juges seront jugés* ». C'est bouleversant, et digne de Villon. Oseront-ils le tuer? Cette lecture faite à la tombée du jour, par une jeune voix écoutée par des centaines d'enfermés, et par l'auteur, qui est en dessous de Turenne, et qui prête l'oreille pour saisir la voix qui lui parvient par son vasistas ouvert, puisque sa fenêtre reste fermée, est un spectacle inoubliable¹⁰⁶.

Nous correspondons avec Brasillach par le dehors. Nous parlons, et il écoute et répond en frappant au carreau et criant par son vasistas. Il nous dit que Maurice Schumann, intime de De Gaulle, a vu le général pour lui : sous l'Occupation, Robert a évité le poteau au fiancé de la secrétaire de Schumann. Ce peut être excellent. Je lui fais dire par Turenne que pour sa punition, il sera sauvé par les Juifs et les Francs-Maçons. Il rit, et fait répondre qu'il y compte bien! Je lui ai envoyé par l'aumônier le reste de mon cake et du bon chocolat. Nous ne pensons guère qu'à lui. J'apprends ce matin la condamnation de Brun, chef de la 12^e section, à 15 ans! C'est ahurissant. On dit que les Russes sont à Francfort-sur-l'Oder. On parle d'un gouvernement du Maréchal Paulus et d'un autre formé par le fils d'Hindenburg. Weissner en sera-t-il? L'histoire dira que le rôle de ce Talleyrand germanique aura été plus considérable encore que celui du Talleyrand français. Il a fait hier -17°. Ce matin, c'est à peu près pareil. Il gèle dans la cellule. Depuis ce matin, plus d'eau. Je me défends bien contre le froid, la nuit et le jour. Je lis beaucoup: *Balzac* de Billy, *Tess d'Uberville* de Th. Hardy, des romans policiers, *L'ange combattant* de Pearl Buck, des livres d'histoire du 18^e siècle, *L'histoire des Pays-Bas* de Van Gelder, *Les interviews imaginaires* de Gide, *Anthony Adverse Gubbiah* de Jean Martet, *Le cheval volant* de René Laporte, les *Mémoires* de Caulincourt.

106. Georges Albertini devait raconter vingt ans plus tard cette soirée dans le recueil intitulé : *Hommages à Robert Brasillach*, 6 février 1965 (pp.29-31). Le nom de Turenne y est rectifié en Touraine. D'après ce texte, il y eut deux lectures en deux soirs différents, *Le jugement des juges*, puis le *Testament d'un condamné*, poème qui ne le cède en rien au *Testament* de François Villon.

Mardi 6 février

16 heures – J'ai si bien perdu l'habitude d'écrire mon *Journal* chaque jour que je ne peux m'y remettre. Aussi bien la vie est tellement monotone qu'il n'y a rien à écrire un jour qu'on ne doive répéter le lendemain. Il fait enfin moins froid. Mais l'humidité terrible détériore tout. L'eau ruisselle au long des murs, emplit les rigoles de la cellule, imbibes les draps, rend les allumettes inutilisables, pourrit le tabac, et Duhard ce matin a constaté que deux crayons s'étaient décollés ! On a peine à le croire, mais il faut l'avoir vu. Pourtant la clémence de la température me permet de faire une culture physique à la fenêtre, de me laver fenêtre ouverte, et de ne la fermer que le soir au moment du coucher. Jeudi 1^{er} février, Maurice Paz est venu me voir. Surprise. J'aurais voulu être averti, pour avoir de la joie en l'attendant. Comme naguère, il est plein pour moi d'affection : je l'embrasse comme rarement j'ai embrassé quelqu'un. Il me donne de bonnes nouvelles de tous, sauf de Gisèle, et cela m'inquiète fort. Il me fait lire l'ordre de Debupondet dans la *Marseillaise*, et un article fort sympathique du *Monde Libre*. Je pense qu'il pourra revenir : sa visite est un bien grand réconfort.

Le vendredi 2, j'ai une longue lettre de Guy sur les nouveautés littéraires, bien passionnante. Le samedi 3, je vois Maxe très longuement au parloir inondé. J'avais très peur : je la trouve dans une santé magnifique et moralement d'un courage réconfortant. Nous parlons longuement de mon arrestation, de mon procès, des amis, de ses projets de travail. Je suis heureux de la voir si maîtresse d'elle-même. Nous évitons de parler de Claude, mais elle comme moi nous avons tant envie de parler de lui... Simone l'a accompagnée et l'attend. Elle aussi me donne des nouvelles assez mauvaises de Gisèle. Elle reviendra dans quinze jours : nous ne périrons pas par suite de la fréquence des visites !

Dimanche, journée longue et triste, il pleut. Lundi 4, promenade l'après-midi. Je parle avec Combelle et Turenne de la politique passée : je les surprends par la brutalité de mes analyses. Mais la graine lèvera. Je le sens. Lefranc, à la fenêtre, m'annonce que le Centre confédéral d'Éducation ouvrière fonctionne à nouveau. J. Guéhenno y est allé, mais l'équipe d'autrefois n'existe plus. Sa femme est passée devant une Commission d'épuration. 3 h. d'interrogatoire, mené par Mercier,

un de nos amis, et à Zoretti! Odieux. Emilie¹⁰⁷ s'est bien défendue et la Commission a convenu qu'elle avait beaucoup appris! Bobin m'annonce la libération de Roucayrol, l'arrivée de Marquet et de Di Pace (secrétaire général des P.T.T. pendant 4 ans). Le soir, je fais venir Henri Clerc pour parler dans ma cellule 1/4 d'heure; il a bon moral: c'est à cause d'une lettre de Jean C. (le mari d'Alberte, la belle rousse!) qu'il a été ainsi condamné. Il a bon moral. Quand il est passé devant la Cour, le garde qui le conduisait lui a dit: «Défendez-vous. Moi, depuis quinze ans que je vais aux Cours d'Assises, je n'ai jamais vu personne se défendre comme Albertini. C'était extraordinaire. Il sera sûrement Président du Conseil!». Voilà un garde qui aura de l'avancement. Clerc est bien au fait de l'attitude de Marcel Déat.

Depuis vendredi, je descends, chaque après-midi, à la salle des pansements (à 2 h.) pour des piqûres de calcium: je fais de l'asthénie causée par la claustration, avec des étourdissements très pénibles. Je vais heureusement bien mieux, mais j'ai été fatigué. La série de piqûres durera jusqu'à mardi 13 inclus. C'est agréable de descendre, je parle avec des gens. J'ai vu Peyrouton (mauvaise santé, mauvais moral), Bergeret (parfait), Estéva, Dentz, Marquet (rapidement, très bien), Benoist-Méchin. Morel m'annonce que Maurice L. et Ferdinande parlent complaisamment du virage Thorez! Ce Maurice les fera toutes. Voici une liste nouvelle de personnalités arrêtées: Marquet, Di Pace, général Dufieux, Georges Ripert, Jacques Barnaud, José Germain, Maurice Bardèche, Charles Spinasse, Colonel Taizé, le chef d'Etat-Major de Dentz, Alfred Mollet, Robert Perrier, Guy Zuccarelli, Robert Bobin, Verdi, président du Conseil d'administration de Gnome-et-Rhône, Pierre Malo, journaliste au *Matin*, Duhard fils, artiste dramatique, élève de Lucien Guitry, Georges Lefranc, Valentin Renaud, secrétaire de la Fédération du Livre, Peters, administrateur du *Petit Parisien*, et beaucoup d'autres que j'ignore. Nous sommes au moins 4 000.

107. Emilie Lefranc (1903-1970), professeur d'École normale, ancienne élève de Fontenay-aux-Roses, femme de Georges Lefranc avec qui elle dirigea le *Centre confédéral d'éducation ouvrière* (CCEO) de la CGT. Sous l'Occupation, elle avait été membre du cabinet d'Hubert Lagardelle, ministre du Travail.

Ce matin, le drame a éclaté. Le drame Brasillach. Depuis hier, nous vivions dans l'angoisse. Nous savions que samedi soir, Me Isorni avait vu de Gaulle. Nous savions la pétition des écrivains, rédigée par Mauriac, signée de tous sauf des communistes et de Malraux (Duhamel, Claudel, Valéry, Guéhenno, Colette, etc...). Nous ne parvenions pas à espérer... et nous savions que si cela avait lieu, ce serait pour ce matin. Lui aussi le savait, il nous l'a dit hier soir et c'était atroce. Le matin, vers 8 h., on lui envoya le coiffeur, sans mot dire, et ce geste odieux et monstrueusement stupide ne le trompe pas : « On veut être propre pour le dernier voyage », dit-il au barbier, décomposé. On le rase. Puis une demi-heure après, ils arrivèrent. Il avait déposé déjà sur la table les lettres toutes prêtes. Menottes aux mains, il sortit, magnifique, superbe d'allant et de crânerie, et élevant ses mains enchaînées, dans le hall désert et silencieux, pendant qu'on l'emmenait, il cria d'une voix tonnante qui traversa tout et nous parvint : « Au revoir Henri Béraud, au revoir Albertini, au revoir Lucien Combelle ». C'était atroce, Combelle éclata en sanglots, nous l'entendions avec les fenêtres ouvertes. Ains' était consommé le crime le plus abominable depuis août. Il frappe un être d'une prestigieuse intelligence, d'un intrépide courage, un martyr comme José Antonio Primo de Rivera, assassiné plus injustement encore qu'André Chénier. La prison de notre côté est silencieuse depuis ce matin, l'horreur de cette mort nous bouleverse et je sais bien qu'au fond des cœurs, des serments de vengeance sont faits, et seront tenus.

Je continue à lire beaucoup : une étude critique sur les origines du *Nouveau Testament* de P. Fargues ; *Augustin ou le maître est là* de J. Malègue ; *l'Essai sur les Révolutions anciennes et modernes* de Chateaubriand ; *Cette grande Corisande* de R. Retter, étude historique sur le règne de Henri IV ; *Pierrette et le Curé de Tours* de Balzac ; *Grandeur et décadence de l'Asie* de F. Grenier. Enfin, j'ai fait le plan du livre de souvenirs politiques que je veux écrire, si j'en ai le droit.

Dernière heure : j'apprends la libération de mon père, par un télégramme. C'est une grande joie.

Jeudi 8 février

12 h. 30. Hier, rien de saillant. Je suis descendu à la piqûre comme d'ordinaire. Lu le journal. Vu Béraud, Combelle. Dans l'après-midi, vers 16 h., après la piqûre, j'ai eu un accès de fièvre très violent, je tremblais en écrivant la lettre de Guy, on peut le voir. J'ai fait venir le médecin. Ce sont les piqûres qui sont trop fortes. On n'en fera plus qu'une tous les deux jours, mais je descendrai quand même chaque jour ! Aspirine. Bonne nuit. Ce matin, tout allait mieux et l'affaire est finie. Je ne veux absolument pas perdre pied du côté de la santé et vais bien me soigner. Si Gisèle était aussi raisonnable que moi ! Mais c'est un mot qu'elle n'aimait pas autrefois ! Vu Lucien hier soir, dans ma cellule. Il rentrait de chez Ravuet. Tout va bien. Il n'y a que ses relations avec moi qui font question en ce moment. Il s'en tirera. Il a un peu maigri. On apprend ce matin que Madeleine Jacob a été déculottée par un groupe d'inconnus, près du Palais de Justice, fessée, et qu'on lui a traîné les fesses dans la neige ! Spirituel châtiment. Le ciel est gris depuis de nombreux jours. Cela nous rend un peu mélancoliques. Mais tout va bien néanmoins. Si seulement j'avais la certitude de ne pas être là trop, trop longtemps...

*
* *
*

Ici s'arrête le Journal de Georges Albertini, qui fut transféré le 9 février à la maison centrale de Poissy pour y purger sa peine de cinq ans de travaux forcés. Même s'il l'espérait, il ne pressentait évidemment pas qu'elle lui serait allégée d'une année, ni qu'on lui demanderait de reprendre l'action suivant les orientations qui lui avaient valu sa condamnation : la lutte contre les activités soviéto-communistes et pour la collaboration franco-allemande, base d'une Europe unifiée.

Ses Impressions d'audience, qu'il rédigea juste après son procès, montrent en tout cas qu'il entendait bien, une fois libéré, ne pas désertier l'action politique.

IMPRESSIONS D'AUDIENCE

Parti de Fresnes en voiture particulière, avec le général Dentz qui va être interrogé au Palais-Bourbon, j'arrive au Palais de Justice à 12 h. 45. Les gardes m'attendent. Ils ont de bons visages paysans : toute la journée, ils ne cesseront pas de me témoigner leur sympathie. Quelques minutes dans les interminables sous-sols du Palais, un escalier en vis et me voici dans la Chambre des détenus. Il y a beaucoup de gardes, pour rendre les honneurs au Premier Président. Je suis étrangement calme, bien plus encore qu'à la veille d'un examen facile. C'est mon incurable optimisme qui, lentement, a repris le dessus. Maurice Paz arrive alors. Il me couve d'un œil inquiet, mais il sait vite que je suis en forme. Frot vient à son tour, l'œil brillant : la bataille l'excite. Tout le monde paraît rassuré sur le candidat.

12 h. 55. J'entre dans la grande salle des Assises. J'enjambe allégrement les bancs. Je m'assieds. Il y a beaucoup de monde qui me regarde. Je ne distingue d'abord aucune figure amie. En face, les journalistes me lorgnent. Dans plusieurs visages, il n'y a pas d'hostilité, bien plutôt une curiosité qui n'est pas déplaisante.

«La Cour!». Le Premier Président Pailhé, robe rouge, hermine, cravate de Commandeur entre le premier. Il a une tête bourrue et honnête. Je sais tout de suite que c'est un allié, au premier regard qu'il pose sur moi. Le Commissaire du gouvernement le suit : petite tête au cheveu rare, de couleur incertaine, visage anodin de timide. Au cours de ces deux jours, il n'arrivera jamais à soutenir mon regard que je lui plante sans arrêt dans le nez. Mais cette tête sans vie est manifestement celle d'un honnête homme. Cinq jurés ferment la marche. Les deux qui s'installent à droite du Président ne sont manifestement pas communistes : l'un a même une bonne tête paysanne ; il a dû être collaborationniste jusqu'en 1942 ! Les deux de gauche sont plus fermés : le premier a la tête classique du stalinien à œillères. Durant tout le procès, il ne s'ouvrira qu'à deux ou trois reprises, et son hostilité me semble

invincible. Le second, haut en couleurs, est parfois hilare, parfois glacial. Il finira tout de même par se dégeler et en fin de procès, il sera gagné. Quant au juré suppléant, il ne cessera pas de donner des marques d'approbation. Restent les greffiers, jeunes, imberbes, en proie à une crise de boutons de peau ! Ils me regarderont constamment avec un air attentif, teinté de sympathie : comme chez Berry, je conquiers la magistrature par les échelons inférieurs.

Mais voici que le Président me fait lever. Interrogatoire sommaire d'identité. Je réponds clairement, un peu ému tout de même. Appel des témoins, il en manque beaucoup par suite de la précipitation avec laquelle ils ont été cités. Mais j'entends les noms familiers des provinciaux qui sont venus quand même, par amitié pour moi : Cuny, Lamalle, Alice Moulinier, Melle Ballot, Riffault, Patou. Tous essaient de me regarder, de me faire un signe amical. Et moi je ne bronche pas, parce que des paires d'yeux hostiles épient mes moindres gestes et Maurice Paz vient de se lever pour me recommander de surveiller mes jeux de physionomie ! Jusqu'au bout, il aura pensé à tout ! Les témoins sortent. Et le premier incident, prévu, éclate. Contre la clôture brusquée de l'instruction, Paz proteste, fermement et modérément tout ensemble. Sa voix porte à merveille. On la sent émue et préoccupée. Le Commissaire répond. Très mal. Le président joint l'incident au fond. C'était prévu. Mais en cas de catastrophe, les précautions sont prises pour la Cassation.

Maintenant, c'est à moi. Le greffier lit l'acte d'accusation. Il l'ânonne, plutôt ! Le Président commence son interrogatoire d'une grosse voix qui n'arrive pas à être méchante. Il me demande d'abord de m'expliquer sur ma fausse identité, les cartes trouvées sur moi. Je m'explique assez mal. Les mots ne viennent pas, et surtout le ton n'est pas juste. Il est âpre, sec, sans sincérité. Magdeleine Paz me dira, à la suspension d'audience, le malaise qu'elle a éprouvé alors. Je suis un peu nerveux et désorienté. Je répète sans cesse : « *Oui, Monsieur le Président* ». Ça ne va pas. Mais on passe à l'interrogatoire proprement politique. Reprenant l'acte d'accusation, le Président me demande de m'expliquer sur le national-socialisme, la collaboration et la relève. Et me voilà parti dans de longues explications ! Au fur et à mesure que je parle, mon assurance revient. Les arguments se pressent en foule. Peu à peu, je hausse la voix et j'abandonne l'immobilité du début. Je sens que mes arguments portent sur une partie de l'auditoire.

Les journalistes écoutent. Les avocats aussi. J'oublie bientôt complètement que je défends ma tête. Je suis repris par la classe, ou la réunion publique. J'explique, je démontre, sans rien renier, sans provocation non plus. Je m'anime. Je suis lancé, plus rien ne m'arrêtera.

Quand j'ai fini ces premières explications, le Président me demande de m'expliquer sur mon attitude au moment de l'affaire d'Afrique du Nord. Le point est sérieux. Je réponds. L'Avocat général conteste. Paz et Frot viennent à la rescousse. Il est battu. C'est un avantage pour nous. Je parle ensuite, avec véhémence, des représailles et de la guerre civile. Je ne me modère plus. J'ai choisi. Je tape sur le box des accusés, je me frappe la poitrine avec indignation. Je me défends d'avoir jamais prêché la guerre civile. Je n'ai plus l'air du tout d'un accusé. Tout le monde est saisi et tout le monde écoute. Chacun est frappé de mon accent, je le sens bien. Les jurés me regardent, et devant moi je sens que Maurice et Frot sont contents. Voilà encore un autre point. Maintenant, c'est mon attitude vis-à-vis de la milice, et la date tardive de ma rupture avec Déat. Mêmes explications pressantes, abondantes, indignées. Il me semble que j'ai trouvé le ton juste. Par moments, c'est comme si je criais ma colère au Tribunal. Le Président Pailhé courbe la tête sous l'orage, d'un air qui signifie : « Mais on connaît vos explications, on est convaincu d'avance, à quoi bon tout ce déploiement ? ». Quand j'indique que j'ai demandé aux gens du R.N.P. de se laisser mobiliser, le 12 août, il y a un murmure d'étonnement. Mais personne ne doute que je ne dise la vérité. Un mot maintenant sur la correspondance avec Emery, qui me donne l'occasion de parler du général Bineau. Une discussion délicate sur le document du 8 juillet, que je ne mène pas aussi bien que je l'aurais voulu et cru, et à propos de je ne sais quoi, je lance dans le prétoire : *« On n'attend pas de moi que je fasse acte d'obéissance au Général de Gaulle, ce ne serait pas digne de moi »*. Un grand silence suit ces paroles, puis je sens la sympathie qu'elles ont éveillée partout – et le Président va jusqu'à me répondre : *« C'est vrai »*, rendant à ma sincérité l'hommage le plus éclatant qui se puisse. C'est fini.

L'avocat général à son tour veut me questionner. Il revient à la charge sur la milice. Je lui réponds avec une grande violence et il n'insiste pas. Il me cherche querelle ensuite sur la L.V.F. avec un article de Benedetti ! Je lui réponds sur le même ton, très vif, très direct. Je ne pense pas une seconde que je risque d'indisposer un homme qui tient peut-être ma vie entre ses mains. Je fonce, tranquillement. C'est le goût du combat

qui domine tout le reste. Après deux essais malheureux, il n'insiste pas, c'est terminé. Mais voici que Maurice se lève pour demander au Président de me questionner sur le départ de Déat. J'improvise alors le récit des dernières journées, mon attitude, la sienne. Un grand silence pour m'écouter. Je flétris sa lâcheté. J'explique mes raisons, et pourquoi je suis là pour répondre à sa place. Le morceau porte. Je le sens. Quand il est fini, je m'assieds. Je suis un peu épuisé.

Suspension d'audience. Il est 16 h. environ. Mon interrogatoire a duré près de trois heures. Maurice et Frot sont heureux. Ils me disent que j'ai été épatant. Dans la petite salle des détenus, Mme Tournier arrive. Elle veut à tout prix m'embrasser : « *Vous avez été magnifique* », dit-elle, tout émue et elle sort beaucoup de bonnes choses à boire et à manger, pour me réconforter. Mais je suis trop excité pour avoir faim ! Je me contente de boire le thermos de café. Magdeleine Paz vient à son tour. Je l'embrasse. Elle est belle, sous sa voilette et je sens tant d'affection dans le beau regard qu'elle pose sur moi. Il y a là aussi Castagnez et Demont. Je suis heureux comme un gosse qui a réussi un beau coup et je dis à tout le monde : « *Au moins je ne suis pas déshonoré !* ». C'est un fait. Et c'en est un autre que j'ai bien réussi cette première épreuve. Frot, qui a été voir les avocats et les journalistes, nous fait part de l'impression produite par mon attitude. Lui aussi est fier, parce que c'est lui le premier qui l'a recommandée.

L'audience reprend après un quart d'heure. Je rentre allégrement, en escaladant les bancs. On me regarde d'un peu partout avec sympathie, je le vois bien. Les témoins de l'accusation sont appelés. Carnelle dépose le premier, en deux minutes, lamentablement. Maurice l'assomme d'une seule estocade ! L'inspecteur Albertini qui est allé à Troyes ne parle à peu près pas. Il se contente de répondre oui, quand le Président lui demande si les renseignements recueillis sur mon compte sont favorables. Paoli¹⁰⁸ et Penciolelli¹⁰⁹ font de bonnes dépositions, qui me sont

108. François Paoli, né en 1899, officier qui, pendant la guerre, avait fait affecter Georges Albertini au service de Santé. Il l'avait revu le 19 août 1944 et Albertini lui avait demandé de prendre sa femme et son fils sous sa protection quand il serait arrêté, car il ne voulait pas quitter Paris, mais se présenter à la justice « *dès que la colère populaire serait passée* » et se justifier. Paoli était cité par l'accusation.

109. Paul Penciolelli, conseiller de préfecture, témoigna que le 20 août 1944, Georges Albertini était venu le voir pour lui dire qu'il n'était pas parti pour l'Allemagne, car il ne craignait pas d'être jugé.

favorables aussi. Curieux procès que celui-ci où l'accusation fait citer comme témoins ceux même de la défense ! Ce défilé n'a guère duré plus d'une demi-heure. Et le Président lève la séance. Il est à peine 17 h. 15. Alors, on assiste à un assez curieux spectacle. Des amis se précipitent vers moi. Mme Védrines, la mère de Denise, le frère de Magdeleine Paz, bien d'autres encore, Jenner, Corget¹¹⁰, le gendre de Boulard. Tous sont enthousiasmés. Il faut m'arracher à eux. C'est une ambiance extraordinaire. On ne dirait pas que ma tête est en jeu. Personne d'ailleurs n'y pense moins que moi. Je serre fortement les mains de Maurice et de Frot, et je m'en vais avec mon garde, qui me tend la sienne au moment de me quitter ! En voilà un qui m'acquitterait.

Deux heures de souricière et je rentre à Fresnes vers 20 heures. Je vois beaucoup d'amis. Dans la cellule, c'est la joie. Je me rase, je dîne un peu. Je me couche. Je dors bien. Et le lendemain je repars, à 7 h. 30 du matin. Matinée à la souricière. Et à 12 h. 45 je remonte dans la salle des détenus. Frot est là, heureux de me dire que la presse est bonne. Maurice me fait lire l'essentiel. Entre-temps, j'ai passé un «savon» soigné à un brigadier de la garde qui n'était pas poli. 13 h., le Président annonce la réouverture de l'audience. Maurice me dit d'avoir à me conduire tel un «Eliacin». Il a raison de me mettre en garde : car j'aurais aisément le triomphe voyant ! Mais je l'écoute docilement. Et sauf une certaine allégresse de gestes, on ne devinera pas que j'ai le sentiment intime d'avoir gagné.

Le Président appelle les témoins à décharge. Cuny ouvre le feu. Il parle avec amitié, sur un ton qui rappelle un peu la réunion publique, mais qui porte sur les jurés. Ils entendent les mots «C.G.T.U.», «communiste» et ils dressent l'oreille. Son témoignage est parfait. Puis c'est Patou¹¹¹, un peu sec et guindé. Je profite de son témoignage pour dire comment je procédais en général pour les libérations.

110. Louis Corget, l'un des fondateurs de la Fédération sportive et gymnique du Travail (FSGT), proche de la CGT et du Parti socialiste. Il devint le chauffeur et homme de confiance de Georges Albertini au Centre d'archives et de documentation.

111. Bernard Patou, né en 1916, secrétaire général de la préfecture de l'Aube, arrêté en juin 1944 par la police allemande, libéré à la suite d'une lettre adressée par Georges Albertini au Commandant de la Waffen SS de Châlons-sur-Marne, qui lui répondit : «*En votre qualité de secrétaire général du RNP, vous vous portez garant de ses opinions politiques. Dans ces conditions, sous votre caution, nous le libérons.*»

Puis c'est Lamalle¹¹², sidéré, auquel l'émotion coupe tous les moyens, et qui a plus envie de m'embrasser que de n'importe quoi; Madeleine Coliette¹¹³, qui dépose très bien, mais est, elle aussi, atterrée; Alice Moulinier¹¹⁴, qui a du mal à dire tout ce qu'elle veut, et qu'on sent émue plus qu'elle ne veut le montrer; Poulaille, cordial, excellent; Melle Ballot¹¹⁵ dont la précision, la netteté font impression; Epstein¹¹⁶, ému lui aussi, mais qui dépose fort bien; Riffaut, qui vient dire comment j'ai sauvé sa fille du poteau le 17 juillet¹¹⁷, ce qui me donne l'occasion de dire comment j'ai agi pour elle, avec une émotion qui gagne la salle; et c'est Madeleine Finidori enfin¹¹⁸. Elle est l'image même de la douleur.

112. André Lamalle, né en 1904, professeur à l'École normale de Dijon, ancien collègue de Georges Albertini à l'École normale de Montbrison (Loire), expliqua: « *C'est avant tout un pacifiste et un socialiste et c'est avant tout pour défendre les idées socialistes qu'il a lutté contre le gouvernement de Vichy.* »

113. Madeleine Coliette, née en 1901, fille de Paul Coliette, ancien gérant de *La Bataille socialiste* (aile gauche du Parti socialiste SFIO). Celui-ci, arrêté en octobre 1941, fut libéré à la suite d'une intervention d'Albertini à qui Madeleine Coliette avait signalé l'arrestation de son père.

114. Alice Moulinier, née en 1907, préparatrice aux hôpitaux civils de Grenoble, avait fait toute la campagne (septembre 1939 – juin 1940) comme chef d'équipe des infirmières de la formation d'ambulances 246, dont Georges Albertini était le lieutenant. Sa conduite dans l'évacuation des blessés lors de la débâcle de juin 1940 avait valu à Albertini d'être décoré de la médaille militaire et cité à l'ordre de l'armée.

115. Anne-Marie Ballot, née en 1897, professeur au collège moderne de Chalon-sur-Saône, était intervenue à trois reprises auprès d'Albertini, qu'elle avait connu au Parti socialiste, pour qu'il essaie de faire libérer des otages, ce qu'il était parvenu à obtenir.

116. Wolf Epstein, né en 1880, administrateur de société, ancien secrétaire de la 9^e section de la Fédération de la Seine du Parti socialiste, arrêté en janvier 1944 parce qu'il se trouvait dans des magasins après l'heure réglementaire. Il fut interné à Drancy; grâce à l'intervention d'Albertini qu'il avait connu au Parti socialiste, il fut transféré au camp de la gare d'Austerlitz, d'où l'on ne pratiquait pas de déportation vers l'Allemagne.

117. Jean Riffaut, par l'intermédiaire de Georges Bouilly et Madeleine Finidori, avait fait connaître à Georges Albertini l'arrestation de Madeleine Riffaut. FIP et future journaliste à *l'Humanité*. Elle avait été arrêtée pour avoir abattu le 12 août 1944, sur le pont de Solliérino à Paris, un soldat allemand père de six enfants, ceci en représaille de l'exécution de son fiancé par les Allemands. Albertini réussit à la faire relâcher. Il a oublié de citer parmi les témoins de l'accusation ce Georges Bouilly, né en 1909, délégué général de coopérative, ancien membre du groupe *Révolution constructive*, qui rapporta en détail le cas de Madeleine Riffaut. De même pour Jean Itard, né en 1902, professeur de mathématiques, lui aussi membre de *Révolution constructive*.

118. Madeleine Finidori, née en 1906, fonctionnaire, militante socialiste et syndicaliste, attachée au cabinet du ministre Jardiller (ami d'Albertini) dans le gouvernement Léon Blum de 1936. Elle était intervenue auprès d'Albertini pour faire libérer son fils Vincent, âgé de 15 ans. Albertini parvint à le faire relâcher. Mais le garçon reprit du service pendant la libération de

Dès qu'elle évoque son fils, les larmes me montent aux yeux. Je tourne le dos à la salle pour qu'on ne me voie pas pleurer. Mais je ne suis pas le seul. Quand elle a terminé, une émotion poignante a saisi tout le monde et les jurés ont bien du mal à cacher la leur. D'ailleurs, pendant tout le défilé des témoins, on n'a pas cessé de les voir attentifs et impressionnés par le nombre d'adversaires politiques que j'ai sauvés, sans considération d'opinion, uniquement parce que c'étaient des Français.

Mais trêve de cette émotion. Le Commissaire du gouvernement a la parole. Il va lire son réquisitoire, un réquisitoire d'une pauvreté déconcertante, où il n'y a pas un argument, où tout l'acte d'accusation n'est même pas repris et où il n'y a ni accent ni vie. Il commence par cette phrase extraordinaire : « *Albertini ne se contente pas de trahir la France, il trahit aussi des chefs!* ». Ce qui est une défense inattendue de Marcel Déat ! J'éprouve une impression si désolante que je rédige pour Paz un petit mot ainsi conçu : « *C'est un abruti effroyable* », que je lui donne en me penchant vers lui. Pendant qu'il parle, je ne cesse de le regarder, dans les yeux. Et la force de mon regard est telle qu'il n'ose plus me regarder ! Je sens de mon côté que tous les regards sont fixés sur moi. En vain, car je ne bronche pas. Il n'y a pas vingt minutes qu'il parle. Et voici la conclusion. « *La justice pour vous sera impitoyable* ». Je comprends à ces mots qu'il va requérir la peine de mort. Un grand silence dans la salle. Je n'ai pas bougé d'un millimètre, et mon cœur ne bat même pas plus vite. La dernière phrase arrive enfin, le dilemme extraordinaire qui stupéfie la salle entière, après un aussi pauvre réquisitoire : « *Ou Albertini est un traître et il doit être fusillé, ou il ne l'est pas et il doit être acquitté!* ». Personne n'en revient et je dissimule mal une prodigieuse envie de rire.

Nouvelle suspension. Frot ne vient pas. Il doit refaire le début de sa plaidoirie pour répondre au réquisitoire. Mais Maurice est là, et Magdeleine, et Madame Tournier. Tout le monde s'empresse. Tout le monde aussi est ébaubi par le réquisitoire incroyable qu'on vient d'entendre. Aurait-il fait exprès de mal faire ? Et est-ce encore un magistrat qui me veut du bien ? Ce n'est pas, ma foi, impossible.

Paris. Arrêté de nouveau, il figura parmi les fusillés de la Cascade du Bois de Boulogne. Sa mère parut au procès en grand deuil, selon la coutume d'alors et son témoignage bouleversa l'assistance.

Quelques minutes et l'audience est reprise. Frot s'avance pour plaider. La salle est comble. Il est ému. Et il commence par la phrase attendue: «*M. le Commissaire du Gouvernement vient de requérir l'acquittement de Georges Albertini!*». Suit une magnifique plaidoirie, d'une habileté, d'une adresse vraiment incomparables, le tout sur un ton dont la justesse ne se démentira pas une minute. Le comble de l'art, c'est le «faux Darnand»: la démonstration ici fait une impression considérable sur les jurés que j'observe du coin de l'œil. Il faut le voir brandir les textes et écraser, les uns après les autres, les misérables arguments de l'accusation! Pour du travail, c'est du travail et les confrères, si peu charitables, ne lui marchanderont pas les éloges. Moi, je sens aussi qu'il plaide avec tout son cœur et que si la péroraison n'est pas plus longue, c'est qu'il a la gorge serrée. Il plaide une bonne heure et Maurice lui succède. Il donne de la voix tout de suite pour définir ce singulier procès et il se met en mesure de démontrer que je suis un type épatant! Comme il veut me sauver, lui aussi! Avec scrupule, méthode, affection, il brosse mon portrait, suit la courbe de ma vie, évoque ma mère, mes maîtres. C'est bouleversant. Et voici la voix qui s'enfle et saisit l'avocat général: ma femme, Claude, mes parents, cette navrante histoire est contée là avec une force de conviction qui retourne tout le monde, y compris les journalistes les plus fanatiques. Une dernière adjuration pathétique et après cet admirable effort qui a duré 1 h. 1/4, Maurice se rassied. C'est fini, la salle applaudit. Le Président lit les quatre questions après que je lui ai répondu n'avoir rien à ajouter pour ma défense. Et la Cour se retire pour délibérer. Les dés sont jetés.

Suspension encore. Les mêmes sont là. J'embrasse Frot et Maurice pour leur effort merveilleux. Ils sont émus, plus bouleversés. Frot est dans une inquiétude qu'il ne peut dissimuler¹¹⁹. Maurice est plus confiant. Castagnez est sombre, sombre... Heureusement, je suis là pour plaisanter, rire et discuter histoire et littérature! Il n'y a en moi aucune inquiétude et je vois bien que tout le monde en semble un peu surpris. Mais tout au fond de moi, il y a une voix qui me dit qu'il ne faut pas être inquiet; et c'est cette voix secrète qui explique la grande différence entre mon attitude et les risques que j'encours théoriquement. Au moment où nous nous réjouissons que la délibération soit longue

119. Eugène Frot craignait que la condamnation ne fût jugée trop faible (il redoutait même l'acquittement), ce qui risquait de provoquer un appel *a minima* et un nouveau procès.

(c'est bon signe, en effet : si on discute, on n'exécute pas!), on vient annoncer qu'elle est finie ! Et je vois les visages qui se rembrunissent.

Je rentre. Je saute les bancs, comme à chaque fois, allégrement. Tout le monde me regarde. Je ne bronche pas. Je me lève. Tout le monde est debout, Paz et Frot prennent ma main dans la leur. Le Président lit les réponses. Aux quatre questions, c'est « oui, à la majorité ». C'est donc la peine de mort. Mon cœur alors se serre. Je regarde le Président avec une intensité prodigieuse. Il me semble que toute ma vie passe dans mon regard. Il s'écoule un dixième de seconde qui paraît un siècle. À la question des circonstances atténuantes, c'est oui aussi ! Sauvé, je suis sauvé ! Et j'entends alors, dans ces tourbillons : « Cinq ans de travaux forcés, cinq ans d'interdiction de séjour ». Je broie les mains de Paz et de Frot. Je les sens bouleversés comme moi, parce que je suis acquitté. C'est fini. La Cour se retire. Je me jette au cou de nos deux amis, je les broie dans un baiser fougueux et les mains se tendent vers moi, Coupez, Castagnez, et voici Madeleine Finidori, Alice Moulinier, Melle Ballot, bouleversées. En moi un immense bonheur, une impression d'apaisement, une certitude de victoire. Les avocats qui s'avancent félicitent les deux triomphateurs de la journée. Ils l'ont bien mérité. À eux deux, ils m'ont sauvé la vie.

Et je rentre. Le film est fini. Il me semble que ce n'est pas moi qui viens de le tourner. Me voici bagnard et pourtant, je me sens redevenu libre. Allons, patience et courage. Et je viendrai à bout de la route qui reste à parcourir. Mais maintenant que j'ai commencé mon voyage, que l'exaltation du succès est tombée, je me dis aussi que les mois sont longs et que l'isolement est bien triste... Pourtant, vous qui lirez ces pages, sachez que mon courage jamais ne fléchira et que vous me retrouverez, un jour, tel que j'étais. Un peu meilleur peut-être.

24 décembre 1944

DEUXIÈME PARTIE

**HISTOIRE DU RASSEMBLEMENT
NATIONAL-POPULAIRE (RNP)**



PRÉSENTATION

C'est dès août 1944 que Georges Albertini, réfugié dans la clandestinité en attendant que les passions s'apaisent, songea à rédiger une histoire du RNP, le Rassemblement national-populaire. Celui-ci, créé par Marcel Déat, était dans son esprit l'amorce du grand « parti unique » appelé à devenir l'un des organes constitutionnels de la nouvelle République, qu'il qualifiait de « quatrième » et qu'il ambitionnait de mettre sur pied.

Lors de l'arrestation d'Albertini, le 25 septembre 1944, on saisit sur lui le plan d'un ouvrage sur le RNP rédigé autour du 15 août. Inculpé et conduit à la prison de Fresnes le 26, il y entama son Histoire du RNP. Le manuscrit, qui en semble perdu, fut dactylographié (avec une copie sur papier pelure qui seule subsiste) probablement par Simone Guyot. Celle-ci avait été secrétaire au siège du RNP et sa mère, Madame Fontaine, abrita un temps dans son appartement Georges Albertini lorsqu'il passa à la clandestinité. En novembre 1944, j'y ai rencontré sa secrétaire et future épouse, Gilberte Altmayer,

Dans le « Dossier Albertini » où son premier avocat, Maurice Paz, a rassemblé les différentes pièces du procès, figure un cahier d'écolier de format classique où Albertini a écrit un texte intitulé Note sommaire sur l'histoire du RNP et mes rapports avec Déat, daté du 17 octobre 1944. Il s'agit d'une note destinée à l'édification de ses avocats, mais aussi d'une première esquisse de son Histoire du RNP. Bien que cela conduise à des répétitions, il m'a paru utile de reproduire cette note.

Albertini a-t-il rédigé l'Histoire du RNP en vue d'une publication ? On peut répondre : assurément oui, même si le professeur d'histoire qu'il était, élève de Mathiez, se rendait parfaitement compte qu'il aurait fallu, par des recours aux textes, étayer un écrit rédigé sans aucun document, seulement d'après ses souvenirs. On sait combien ceux-ci sont aléatoires, même quand il s'agit d'événements récents, même quand on possède une excellente mémoire, ce qui était le cas d'Albertini.

Comptait-il publier ce texte une fois libéré, ou plus tard? Il est permis de répondre de façon aussi catégorique: assurément non. Il a songé, bien après, à rédiger ses Mémoires. Et aussi une histoire non pas du RNP, mais du «parti de la paix» dont pour lui le RNP fut, en une certaine mesure, le dernier avatar. Cela eut été un vrai livre d'histoire et non de souvenirs. Il n'en eut jamais le temps. Si je me permets d'être aussi affirmatif, c'est que, dès sa sortie du bagne, son point de vue avait profondément changé.

Déjà, loin d'être une apologie, son Histoire du RNP fait une large part à l'autocritique, notamment à une espèce de honte d'avoir cru si tard, même après le débarquement allié en Normandie, à la victoire de l'Allemagne, fondement de la politique de collaboration franco-allemande qu'il avait défendue parce que susceptible, estimait-il, de procurer à la France les meilleures conditions possibles lors de la négociation du traité de paix.

Pour justifier son engagement, Albertini mettait aussi en avant le service du socialisme. Comme bien d'autres, comme beaucoup de ceux qui, à son exemple, avaient adopté d'enthousiasme la version planiste du socialisme, il avait vu dans le national-socialisme l'une des formes du socialisme dont il se sentait proche. C'est pour cela également qu'il s'était engagé dans la politique de collaboration, et la nouvelle Europe en gestation lui paraissait offrir le cadre idéal pour bâtir cette économie soustraite aux lois du marché dont il rêvait.

Toutefois, au fur et à mesure du déroulement des événements, il comprit que le socialisme «national» pouvait conduire à des débordements analogues à ceux qu'il avait toujours reprochés au socialisme «international» de Lénine et de Staline. Pour lui, la critique formulée à l'encontre du socialisme dès son apparition, au début du XIX^e siècle, d'être incompatible avec les libertés individuelles, se trouvait justifiée par ces deux expériences apparemment opposées du socialisme. C'est parce qu'il avait vu dans le national-socialisme un socialisme authentique qu'il s'y était rallié, et parce qu'il avait cessé d'être socialiste qu'il s'en était détaché. Il finit par se persuader que c'était dans le cadre de l'économie capitaliste, comme on disait alors, que l'amélioration sociale pouvait le mieux intervenir. Autant que la première, s'écroulait donc en lui la seconde justification de son adhésion à la politique de collaboration avec l'Allemagne nationale-socialiste.

Aussi, dès qu'il fut libre, visant toujours le progrès social autant que la paix en Europe, recommença-t-il à militer à la fois contre cette forme barbare de socialisme qu'était le communisme et pour la réconciliation, puis la collaboration avec la nouvelle Allemagne. On peut donc penser qu'après 1948, c'est dans un tout autre esprit qu'il aurait écrit son Histoire du RNP.

Il faut ajouter que son expérience du monde politique et sa réflexion historique l'avaient conduit à changer d'opinion aussi sur Pierre Laval. Il ne le jugeait plus aussi négativement qu'auparavant. Surtout, il comprenait pourquoi, sous l'Occupation, Laval s'était accroché quasi désespérément au pouvoir et pratiquement pour n'y rien faire : il voulait éviter l'erreur d'Aristide Briand qui s'était laissé écarter du gouvernement et presque de la vie politique au moment où allait s'élaborer le désastreux traité de Versailles. Albertini comprenait à présent que Laval avait voulu rester aux affaires pour recommencer l'exploit de Talleyrand, son modèle, au Congrès de Vienne, et rendre ainsi à la France, par la diplomatie, ce qu'elle avait perdu par les armes.

Le texte présenté ici, avec ses imperfections et ce qui, de nos jours risque d'y paraître obscur ou déconcertant (l'ajout de nombreuses notes de bas de page devrait en faciliter la compréhension), offre donc l'intérêt de refléter un aspect aujourd'hui assez oublié de la pensée de ceux qu'on pourrait appeler les « collaborationnistes de gauche » au temps de l'Occupation.

Il convient en outre de préciser qu'Albertini en écrivit l'essentiel tout en préparant son procès, dont une sentence fatale, répétons-le, semblait probable. Il tentait donc surtout d'expliquer et de justifier ses initiatives à la tête du RNP. C'est aussitôt après sa condamnation, miraculeusement légère, qu'il en rédigea les derniers chapitres, empreints à la fois de sa volonté de reprendre l'action une fois libéré et de sa pensée sur le sens du socialisme qu'il entendrait encore défendre. Avec le temps, en contact plus étroit avec les réalités économiques et sociales que lors de ses jeunes années, il s'éloignera du socialisme. C'est à la résistance au communisme ainsi qu'à l'intégration européenne, l'une complétant et justifiant l'autre, qu'il consacra désormais toute son activité.



NOTE SOMMAIRE SUR L'HISTOIRE DU RNP ET SUR MES RAPPORTS AVEC DÉAT

Ce texte, rédigé par Georges Albertini à Fresnes avant son passage devant la Cour de Justice, était destiné à ses avocats pour la préparation de sa défense.

I – Avant la création du R.N.P.

1. – En 1931-33, je connais Déat. Il est Président de la Fédération des Étudiants socialistes, et je fais partie du Bureau. Peu de rapports. En même temps, je suis le condisciple de son neveu.

2. – De 1933 à 1939, aucun rapport. Je ne suis pas néo¹²⁰. Je ne le vois jamais. Seule sa position après 1936 (contre la guerre) me fait m'intéresser à son action.

3. – En 1940, en août, passant à Vichy, je le rencontre fortuitement. Nous parlons. Il me dit qu'il va rentrer en zone occupée et que nous pourrions y mener un combat politique.

Venant à Paris de temps en temps fin 40, début 41, je le vois quelquefois à l'*Œuvre*¹²¹ et il me parle de la situation politique. Aucun autre contact.

II – De la création du RNP (janvier 1941) à ma venue à Paris (5 novembre 1941) ; j'habite Troyes

1. – Je n'ai aucune part à la création du R.N.P. en janvier 1941. Décidée à l'instigation de Laval pour permettre son retour au pouvoir¹²² et pour reprendre l'expérience manquée à Vichy du Parti unique (juillet 1940).

120. En décembre 1933, une quarantaine de députés socialistes appelés communément néo-socialistes, dont Marcel Déat, s'étaient détachés du Parti socialiste SFIO pour fonder le Parti socialiste de France.

121. Journal quotidien paraissant à Paris et dont Marcel Déat avait pris la direction, y publiant chaque jour un article qui faisait autorité.

122. Pierre Laval, qui en juillet 1940, avait été nommé par le maréchal Pétain vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères, et qui, en organisant la rencontre

Pour des raisons mal éclaircies, les éléments de gauche comme Marquet, Allemand, les syndicalistes, se retirent dès le premier jour et Déat reste à peu près seul avec des combattants groupés autour de Jean Goy (U.N.C.) et les Cagoulards de Deloncle.

Dans ces conditions, je n'adhère pas au R.N.P.

2. – En avril 1941, je reçois sans avoir adhéré ma nomination de chef départemental du R.N.P. dans l'Aube. C'est Déat qui m'a fait nommer, pour résister au noyautage cagoulard qui commence. Je ne refuse pas. Je fais un R.N.P. socialiste et très français d'allure (voir note sur mes relations avec les Allemands).

3. – En octobre 1941, une scission se produit au R.N.P. Les Cagoulards qui le noyautent depuis le début profitent de l'attentat contre Déat¹²³ pour s'emparer de toutes les places. Déat se sépare d'eux et reste seul avec Jean Goy. Le R.N.P. est totalement désorganisé. Déat ayant besoin d'un homme honnête, capable et d'un socialiste m'appelle auprès de lui. J'accepte, et je viens à Paris occuper les fonctions de secrétaire général administratif du R.N.P.; en fait, je faisais tout ce que Déat ne voulait ou ne pouvait faire. Début le 5 novembre 1941 (ma femme reste à Troyes où je pensais revenir plus tard).

4. – Raisons qui m'ont conduit dans la bagarre :

a) personnelles : de Troyes, je suis nommé professeur à Sens et cela m'ennuie d'y partir. Moment de crise, où vient la proposition de Déat.

Déat est à peine rétabli et ne tient pas debout. Je viens aussi pour cette raison.

b) politiques : Déat est apparu depuis juillet 1940 comme le seul homme politique continuant à vouloir ce qui a conduit toute ma vie politique depuis ma 20^e année :

du chancelier Hitler avec le maréchal Pétain à Montoire (Loir-et-Cher) le 24 octobre suivant, avait amorcé une politique de collaboration avec l'Allemagne, fut, le 13 décembre 1940, écarté du pouvoir par le maréchal à l'instigation des milieux réactionnaires de Vichy, et même emprisonné pendant quelque temps, ainsi que Marcel Déat.

123. En août 1941, alors qu'ils assistaient à Versailles à la remise de son drapeau au premier contingent de la Légion des Volontaires Français (LVF) partant combattre l'Armée rouge, Pierre Laval et Marcel Déat avaient été blessés par les tirs de pistolet d'un certain Paul Collette.

- l'entente franco-allemande
- la Révolution socialiste.

Déat est apparu depuis juillet 1940 comme le seul homme dont l'action avait enrayeré les propos de la réaction vichyssoise, camouflée sous le vocabulaire de la Révolution Nationale. En se groupant autour de lui, on pouvait penser qu'on remonterait le courant d'abord, ensuite qu'on y jetterait les bases d'une politique révolutionnaire.

Déat avait montré, depuis 1940, le caractère socialiste du régime allemand¹²⁴. Ses analyses – fausses le plus souvent, je m'en suis aperçu depuis – donnaient à la politique de collaboration un support autre que diplomatique ou militaire, mais idéologique. En voulant le rapprochement avec l'Allemagne, Déat voulait donc ce qui était notre espérance de toujours :

- l'entente, puis la paix,
- l'entente avec un pays dont le régime social était progressiste et en marche vers le socialisme.

Déat apparaissait, de tous les hommes agissant alors, comme le plus propre, le plus sain, français indiscutable (vie privée, honnêteté, services militaires exceptionnels) et il avait l'auréole du martyr (attentat de Versailles).

Enfin, par la force de sa dialectique, la rectitude de sa pensée, la certitude qui se dégageait de ses articles, l'impression qu'il donnait d'avoir réussi à reconstruire un ordre dans l'universel désarroi, Déat apparaissait comme un des piliers essentiels d'un regroupement français (la division des esprits et des cœurs n'avait rien à voir avec ce qui existe aujourd'hui).

Telles sont en gros les idées qui m'ont guidé alors et qui sont restées telles pendant longtemps.

124. Albertini et nombre d'autres socialistes avaient apprécié les progrès sociaux mis en œuvre par le Parti national-socialiste dès son accession au pouvoir : résorption du chômage, indemnités diverses aux salariés et à leurs familles (mariage, chômage, maladie, invalidité, retraite, décès), congés payés (avant notre Front populaire), allocations familiales et sécurité sociale généralisées (encore embryonnaires en France)...

III – Secrétaire général administratif du RNP (novembre 1941– mai 1942)

1. – Pendant 6 mois, je n'ai aucune autorité de par mes fonctions. Toute l'organisation du parti est en fait entre les mains de Jean Goy¹²⁵ et de Levillain¹²⁶ pour la région parisienne. Le R.N.P. est dans le plus grand désarroi, les effectifs sont réduits à rien.

Jean Goy y fait une politique de patron réactionnaire. Levillain y fait une politique de Conseiller municipal. Déat est absolument incapable de résister à l'un ou à l'autre et de montrer l'application nécessaire à la tâche ingrate de réfection du Parti.

2. – Pratiquement, il me laisse m'en charger. Je lui montre tout de suite qu'il faut éliminer les éléments réactionnaires (Goy), les éléments de «collaboration alimentaire» (entourage de Goy), et ensuite qu'il faut éliminer les vieux politiciens tarés du style Levillain.

Cela étant vrai à Paris et en province.

3. – À force d'efforts, je finis par le décider à renvoyer Jean Goy et son équipe réactionnaire et douteuse (en mai 1942). C'est le premier acte concret de ce que j'appelle la moralisation du R.N.P. En même temps, par l'élimination d'une aile droite qui n'a rien compris, c'est la possibilité de faire un parti socialiste national, d'un type nouveau – ce que j'essaierai de faire dans la période suivante.

4. – Quand Déat se sépare de Jean Goy, il me nomme secrétaire général du R.N.P. (mai 1942). Je deviens effectivement le second après lui. En réalité, je ne cesserai plus de diriger le Parti (un peu à la manière dont on peut dire de Paul Faure qu'il dirigeait le Parti socialiste malgré la présence de Blum. Les situations sont assez parentes, les tendances en moins : exemple valable en 1934-36 si l'on veut, quand Paul Faure et Léon Blum ne se combattaient pas).

125. Jean Goy (1892-1944), fils d'instituteurs, publiciste, prit part à la guerre de 1914-1918, ensuite président de l'Union nationale des combattants (UNC). Il rencontra Hitler à Berlin en novembre 1934. Elu député sous l'étiquette des Radicaux indépendants, en juillet 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

126. Maurice Levillain (1892-1974), ouvrier mécanicien, conseiller municipal SFIO de Paris (voir la note 16 du *Journal de ma prison*)

IV – Secrétaire général du RNP (mai 1942-août 1944)

1. – J'ai créé une équipe autour de Déat. Des jeunes, tous socialistes et syndicalistes, sans une seule exception, et d'une magnifique moralité personnelle et politique. C'est elle qui a fait vivre le Parti, bien plus que les organismes apparents: Commission permanente et Conseil central, où trop d'hommes moins bons étaient maintenus par la faiblesse légendaire de Déat.

2. – J'ai mis en place, en province surtout, des cadres politiques expérimentés presque tous issus de la gauche socialiste et syndicaliste et d'une moralité éprouvée. J'ai ainsi à peu près complètement renouvelé le Parti et je crois avoir beaucoup fait pour créer un type de militant nouveau, honnête, discipliné, profondément socialiste et patriote, décidé au combat jusqu'à la mort. Et beaucoup ont effectivement su mourir.

3. – J'ai poursuivi sans défaillance l'élimination de tout ce qui jouant un rôle au R.N.P., n'en était digne ni par la moralité, ni par la compétence. Aussi ai-je fait retirer à Levillain la direction de la Région parisienne (octobre 1942), puis obtenu la réduction et la suppression de son service de renseignements (février 1944); à Paul Montagnon, brave imbécile, la direction de la Légion Nationale Populaire, supprimée en juillet 1943; à bien d'autres, leurs honneurs ou prébendes. Ainsi ai-je poursuivi sans défaillance la moralisation du R.N.P., plus indispensable que jamais en présence de l'Occupant (j'ai toujours eu un culte pour Robespierre!).

Sur tout cela, on trouvera d'autres renseignements dans les notes consacrées à mes relations avec les Allemands.

4. – J'ai veillé avec soin à ce qu'il n'y ait pas de scandale d'argent ou autre au R.N.P. Pour autant que cela dépendait de moi, j'y ai réussi.

5. – Je me suis toujours attaché à ce que la politique extérieure du R.N.P. ait un caractère de dignité qu'on ne peut contester. Notre « collaborationnisme » (pas celui de Déat) n'a jamais pu nous montrer comme des adulateurs de l'Allemagne. Et j'ai toujours demandé qu'on insiste sur le socialisme dans la propagande. Bien entendu, notre politique

intérieure n'avait rien à voir ni avec celle de Vichy, ni avec celle de trop de tenants des partis collaborationnistes.

6. – Dans ce cadre d'ensemble, le R.N.P., avec ses organismes annexes, a grandi et s'est restauré. Les principales de ses manifestations furent :

- Conseil National de mai 1942 (au siège du RNP, 128 rue du Faubourg Saint-Honoré)
- Conseil National de juillet 1942 (à la salle de la Mutualité)
- Congrès National de novembre 1942 (Mutualité)
- Congrès National de juillet 1943 (Mutualité)
- Congrès National des Jeunesses et de l'Union de l'Enseignement (octobre 1943)
- Conseil National d'avril 1944.

Du point de vue de mon activité personnelle, il faut noter, me semble-t-il :

— Que je n'ai fait de réunions nombreuses qu'en 1942. Peu en 1943. Pas du tout, je crois, en 1944.

— Que j'ai peu écrit dans le journal du R.N.P. (*National-Populaire*). Créé comme hebdomadaire en juillet 1942, il a dû paraître une centaine de fois. Je n'ai pas dû y publier 10 articles.

— Que mon rôle était celui d'un chef d'équipe. Je dirigeais, recevais les camarades de Paris et de province, donnais des directives d'action politique.

— Ce travail me tenait chaque jour de 8 h. du matin à 8 h. du soir, sans vacances ni répit.

7. – Je crois nécessaire de rappeler sommairement la position du R.N.P. durant ces deux ans. Quelques points sont mal connus et me paraissent essentiels :

a) hostilité constante à la politique intérieure de Vichy, notamment :

- domination des trusts. Comités d'organisation.
- corporatisme réactionnaire.
- élimination des élus (conseillers municipaux, parlementaires).
- cléricalisme et offensive contre l'École.
- désorganisation du ravitaillement.

b) hostilité constante aux excès de certains collaborationnistes ou fascistes exaltés :

- antisémitisme politique et modéré.
- refus de la chasse aux Francs-maçons,
- refus de condamner le régime républicain en bloc.
- refus de renoncer à un suffrage universel révisé et à un système représentatif adapté.
- refus d'approuver les représailles individuelles, réclamées par les Francistes par exemple, en réponse aux attentats terroristes dont les collaborationnistes étaient victimes,
- refus d'approuver les assassinats politiques : défense de Maurice Sarraut et condamnation de son exécution (approuvée bruyamment par la Milice et les Francistes).

c) à propos de la Milice, efforts constants pour obtenir de la Milice une politique d'ordre et d'honnêteté, et non d'arbitraire et de gangstérisme. Il faudrait de longs développements pour le prouver, et un historique complet des origines de la Milice. Mais ma réaction dans l'affaire Bouvet (qui est rapportée dans une note spéciale au dossier des libérations) est caractéristique non pas seulement pour moi, mais pour le R.N.P. tout entier.

d) à propos de la politique extérieure, le R.N.P. a toujours rattaché cette politique franco-allemande à la tradition républicaine et socialiste. Il l'a toujours soutenue en insistant (à tort ou à raison) sur le caractère socialiste du régime allemand (voilà pour la justification « morale ») et sur la certitude de la victoire allemande, ce qui permettait à la France de n'être pas écrasée à la Paix (voilà pour la justification « politique » et « diplomatique »). Que ce double postulat soit entaché de graves erreurs ne saurait valoir contre les mobiles de cette politique.

e) à propos de la relève et des réquisitions de main-d'œuvre, le R.N.P. aurait voulu les éviter (note de Déat à l'ambassadeur d'Allemagne au début de 1942, à laquelle font écho des articles de *l'Œuvre* à cette date sur le problème des réquisitions de main-d'œuvre, concentrations d'entreprises, etc...).

Quand il apparut que les réquisitions étaient inévitables, le R.N.P. préféra que le gouvernement les fasse plutôt que les Allemands, afin d'éviter le maximum d'injustices. Au surplus, le caractère de relève

des prisonniers donnait à l'opération un sens national. Nous y avons toujours insisté.

Le R.N.P. n'a pas cessé de dénoncer les injustices des réquisitions (vieux requis sans discernement, pères de famille, etc...) et, dès qu'il en a été informé, les conditions de vie des travailleurs en Allemagne. Il a montré que le sabotage administratif avait comme conséquence d'accroître les souffrances de tous (mais faut-il le dire?).

8. – Je devrais signaler enfin l'évolution de mes rapports avec Déat durant cette période. Mais il est préférable que je rappelle au préalable le rôle qui a été le mien comme Directeur général du Cabinet du Ministre du Travail et de la Solidarité nationale.

V – Directeur général du Cabinet du Ministre du Travail et de la Solidarité nationale (17 mars-17 août 1944)

1. – Déat a été pressenti par Laval pour être ministre dès décembre 1943. Il voulait un ministère politique (Ministre d'État ou vice-président du Conseil), Laval ne voulait lui confier qu'un ministère technique (Travail). Il y eut là-dessus 4 mois de négociations compliquées et ce fut Laval qui l'emporta. On adjoignit seulement au Travail la Solidarité nationale, fruit empoisonné, qui donnait à Déat des responsabilités écrasantes (à cause des bombardements et de l'invasion) et aucun pouvoir d'y faire face (pratiquement, il n'avait aucune autorité dans tout ce domaine).

Je me suis opposé autant que je l'ai pu à l'entrée dans le Ministère. J'avais l'assurance de la catastrophe, et le moment me paraissait aussi mauvais que possible. Cause de difficultés avec Déat, qui voulait être ministre et qui ensuite ne me pardonna pas d'avoir eu raison, comme il arrive...

2. – Il était donc deux fois ministre. Il avait donc deux cabinets, avec deux directeurs (Roger Bertrand, Travail; général Redempt (solidarité nationale). Il me demanda de coordonner l'ensemble, avec le titre de Directeur général et une équipe de collaborateurs groupés sous ma direction dans un cabinet plus politique que technique.

En fait, je n'ai joué qu'un rôle technique très restreint. J'étais au courant de tout, seul dans le Ministère, par les comptes rendus de chacun. Mais j'ai toujours laissé les deux directeurs libres de leurs mouvements. Quant à Déat, il a tout fait pour que je me mêle le moins possible de la vie du ministère, on verra pourquoi.

J'ai passé tout mon temps à essayer de transformer Déat en un homme de gouvernement. Il se révéla comme un ministre lamentable, sans autorité, sans volonté, sans application aux affaires techniques qui l'agaçaient, sans cran devant les Allemands, sans esprit de suite avec ou contre ses collègues, sans intelligence politique en face de Laval. Ce fut une catastrophe véritable. Tous mes camarades le corroboreront, c'est aussi une des raisons pour lesquelles il est parti seul.

C'est pourquoi j'ai dû, jour après jour, le pousser, le presser dans toutes les occasions, et je crois pouvoir dire

- que je ne me suis pas trompé une fois dans ces 4 mois,
- que si je n'avais pas été là, le résultat aurait été pire encore qu'il ne fut,
- que tout ce qui a été fait d'utile le fut par le Cabinet, notamment Bertrand et Redempt, envers et contre la passivité, la légèreté et le manque de jugement du Ministre. Je voudrais trouver des termes plus forts pour le juger sans déformer la vérité, je n'en trouve pas.

Je n'ai pas besoin de dire que dans le Parti, cet échec était cruellement ressenti et qu'il fallut le défendre (je pense encore à Paul Faure défendant Blum en 36-37 et même en 38). Son prestige baissa, mais pas le mien, ni celui des camarades combattant avec moi.

3. — Je me suis néanmoins occupé personnellement d'affaires précises du Ministère. Voici lesquelles, dont j'ai déjà parlé soit dans mes notes sur les témoins, soit dans mes notes sur mes rapports avec les Allemands.

a) Affaire du Commissariat à la main-d'œuvre en Allemagne (Commissariat Bruneton). Ne s'occupait pas du recrutement, seulement de la solidarité à l'égard des familles et des ouvriers. J'ai voulu le faire fonctionner et l'épurer. J'ai échoué devant la canaillerie de Bruneton¹²⁷,

127. Gaston Bruneton, né en 1882, industriel en contact avec l'Occupant dès 1940, nommé en 1942 Responsable du service de la main-d'œuvre française en Allemagne et en janvier

la mollesse de Déat, la veulerie de Laval, la jobardise et l'intelligence politique des Allemands. Je répète que l'affaire est d'importance et mériterait des détails. Il me semble qu'il faudrait s'en servir.

b) Question des chantiers de Jeunesse. Relevaient du Ministère du Travail. Les Allemands voulaient les dissoudre au 15 mai. Déat me chargea :

- d'essayer de les sauver, c'était important,
- d'essayer de négocier leur transformation en en conservant le maximum,
- d'essayer de sauver le matériel, très important.

Je m'en occupai activement. J'obtins le report de la dissolution au 30 juin. Je réussis à les faire défiler aux Champs-Élysées le jour du 1^{er} mai, c'était la 1^{re} musique officielle française qui défilait à Paris et la 1^{re} fois que le drapeau des Chantiers venait au Soldat inconnu. L'intransigeance des Allemands ne permit pas de sauver les Chantiers, mais nous avons réussi à atténuer beaucoup les conséquences de leur rattachement à l'Organisation Todt¹²⁸.

c) Question de l'organisation de l'apprentissage, et de l'enseignement technique, où j'ai défendu les professions contre les prétentions de l'Industrie.

d) Question de l'organisation d'une Université du Travail pour promouvoir les ouvriers. Loi de Finances.

e) Question du maintien des Unions départementales de syndicats, supprimées par la Charte, et dont j'ai le premier demandé le rétablissement dès notre arrivée au Ministère (*National-Populaire* et *Bulletin hebdomadaire d'Inter-France*).

f) Question du Comité Ouvrier de Secours Immédiat (COSI), scandaleuse maison, gérée en dépit de toute honnêteté, financée par les Allemands et Laval, contrôlée par Déat qui n'a jamais voulu que

1944, Commissaire général à l'action sociale pour les travailleurs français en Allemagne, condamné en 1948 à quatre ans et demi de prison.

128. Organisation de génie civil et militaire du III^e Reich fondée par l'ingénieur Fritz Todt, mandataire général pour la régulation de l'industrie du bâtiment. L'organisation fut chargée de la réalisation d'un grand nombre de projets de construction dans les domaines civil et militaire, tant en Allemagne, durant la période qui a précédé la guerre et pendant celle-ci, que dans les pays occupés d'Europe. Presque toutes les grandes opérations allemandes de génie civil durant la Seconde Guerre mondiale furent réalisées par cette organisation.

j'ouvre mon dossier, accablant pour les dirigeants de COSI et pour le Dr Grosse, de l'ambassade, qui les couvrait.

Je passe sur ces détails. Je crois, aujourd'hui encore, avoir fait mon métier honorablement. J'arrivais à 8 h. 1/4 le matin, (je venais par le métro, comme un rédacteur), je partais à 12 h. 30-13 h. Je revenais vers 15 h. et repartais vers 20 h. 30. J'avais demandé à tous les collaborateurs de faire ainsi. Ils venaient tous. La maison travaillait bien presque malgré son titulaire. Si l'on pouvait entendre Roger Bertrand, directeur pour le Travail...

Je crois utile de noter enfin que, pendant tout le ministère, aucun fonctionnaire ne fut relevé de ses fonctions, bien que nous y connaissions les gaullistes actifs. Point que je reprends dans la discussion de la Commission rogatoire, puisqu'elle y fait allusion. Et point facile à prouver. Là, il y a des témoins faciles à trouver.

VI – Évolution de mes rapports avec Déat (novembre 1941-août 1944)

1. – Il y a des faits sur lesquels je ne m'arrête pas et sur lesquels je ne reviendrai pas :

- a) Déat était un patriote qui n'a jamais trahi la France.
- b) Déat était d'une honnêteté scrupuleuse.
- c) Déat menait une vie simple et avait peu de besoins. Il n'a rien fait pour l'argent, c'est indiscutable.
- d) Déat a donc été d'une sincérité totale durant toutes ces années.

Tout ce que j'écrirai par la suite ne doit pas faire oublier ce que j'écris ici. Quelle que soit mon opinion actuelle sur Déat, rien ni personne ne me fera changer d'avis sur ces faits indiscutables.

2. – Grâce à Déat, j'ai accru le nombre de mes relations. Il a contribué à développer mon standing politique. Il m'a beaucoup appris, intellectuellement. Je lui dois certes beaucoup, et je n'oublie pas, non plus, la confiance qu'il m'a témoignée pendant longtemps.

3. – Mais je sais aussi ce qu'il me doit, et d'autres aussi le savent. C'est ce qui me permet de parler net, sans ingratitude, ni retenue. Je lui ai donné un Parti, sans lequel il n'aurait rien pu faire de ce qu'il a tenté ; je lui ai fait des équipes d'hommes capables, honnêtes

et dévoués; je l'ai tiré de ses vieilles équipes et amitiés pas toujours dignes de lui; j'ai été un infatigable « preneur de contacts » dans tous les milieux: la liste est interminable de gens auprès desquels je l'ai défendu, qu'il a connus grâce à moi et qui lui ont permis de devenir ce qu'il fut. J'ajoute que grâce à moi, à mon labeur écrasant, il a eu des loisirs pendant 2 ans et que sur le plan intellectuel, je lui ai appris l'histoire. En somme, je ne suis pas qu'un débiteur. Et il y a la prison, ma femme torturée, mes parents arrêtés sans doute... J'ai beaucoup donné. J'ai le droit de faire le bilan.

4. – Pendant une période qui prend fin vers juillet 1943, j'ai réussi à m'aveugler sur Déat: la période admirative sans restriction s'étant terminée vers novembre 1942. Durant tout ce temps, Déat m'a séduit par la qualité exceptionnelle de son intelligence, sa rapidité incroyable de travail, son talent d'écrivain – et sa moralité. Je lui savais gré de son courage civique, de la constance de son socialisme et de son anti-communisme, de son attitude prodigieuse à voir clair à l'échelle mondiale, et à saisir le sens profond de cette guerre, qui est une révolution. Enfin, j'aimais que son « collaborationnisme » ne le conduise à aucune servilité, à aucune indignité matérielle ou morale. C'était assez rare. Sur le plan privé, j'étais séduit par sa timidité, sa bonté avec les petites gens, son bon garçonisme de manières (il ne savait pas manger et se tenait mal), sa bonne allure de paysan robuste, malicieux et sain.

Pendant tous ces mois (nov. 41-juillet 43), il m'a témoigné une grande confiance, me laissant refaire le Parti, ne me désavouant jamais – tout en préférant d'ailleurs me laisser agir seul – ne disant jamais des mots contre moi à qui ce soit, comprenant, semble-t-il, tout ce que je faisais pour lui. En contrepartie, j'ai été avec lui d'une loyauté qui ne peut être surpassée. Je lui ai donné tout ce qu'il y a en moi de générosité, de puissance de travail (je la crois exceptionnelle) et d'intelligence. Je ne me suis donné à personne comme à lui.

5. – À partir de juillet 1943, je ne puis me dissimuler les réserves que m'inspirent sa politique et sa personne. Mes proches collaborateurs:

Gilberte Altmayer¹²⁹, Lucien Brody, Guy Lemonnier¹³⁰, Jean-Jacques Guionnet¹³¹, Roland Silly¹³², le savent ou le sentent. Et ils partagent cette évolution, sans que j'y sois pour grand-chose d'ailleurs.

a) Politiquement :

Dès septembre 1942, j'ai eu des doutes sur la victoire allemande. En tout cas, j'ai posé des points d'interrogation, dont un, prophétique je crois, dans ma note conservée par Lemonnier. Je les ai multipliés ensuite, le contraignant à réfléchir. Il ne voulait rien entendre, ne se rendait que contraint par l'événement et inventait autre chose. Passe encore en public, dans le journal. Mais en privé? En tête à tête avec moi? J'aurais voulu qu'il tire de là une politique extérieure plus prudente: c'était diplomatiquement nécessaire, même si cela déplaisait idéologiquement. Je me suis mis ainsi à accepter de moins en moins l'idée de la croisade idéologique des nationaux-socialismes européens, que je sentais devoir être aussi funeste à la France que la croisade des démocraties.

Ceci dit, j'ajoute, pour rester sincère, qu'en 1944, je n'étais pas encore convaincu de la certitude de la défaite totale allemande. Aujourd'hui encore, je me demande si elle interviendra...

Dès 1943, notamment à propos des excès de réquisitions, de la mauvaise condition sociale des ouvriers français en Allemagne, de la politique des salaires pratiquée en France et de renseignements divers, je me suis mis à douter du caractère socialiste de l'Allemagne hitlérienne. Et je me suis demandé si le national-socialisme n'était pas surtout un nationalisme, que la guerre dépouillait peu à peu de ses excroissances socialistes. Au fond, le régime m'apparut de plus en plus comme un paternalisme d'État gigantesque, un capitalisme planifié, dirigé mais où le socialisme n'était guère visible. Je le lui dis. Je ne pus l'amener jamais à convenir que le socialisme national n'existait sans doute que dans ses articles! Si j'avais pu le convaincre!

En 1944, mes collaborateurs, des amis comme Zoretti, savaient mon état d'esprit.

129. Voir la note 1 du *Journal de ma prison*.

130. Voir la note 19 du *Journal*.

131. Voir la note 20 du *Journal*.

132. Voir la note 21 du *Journal*.

Cela ne m'empêche pas de reconnaître les améliorations sociales prodigieuses dues au régime hitlérien et surtout, le style de vie de la jeunesse, qui aurait pu avoir une importance capitale sans la guerre.

Dès le début de 1943, j'étais à fond contre la politique d'inertie et de pourrissement de Laval. Je voulais que nous le combattions. Déat ne voulut jamais s'y résigner, sauf en 1944 quand il fut ministre. Son refus s'expliquait par deux raisons dont je n'admettais ni l'une ni l'autre :

— il nous subventionnait,

— cela aurait déplu à l'ambassade d'Allemagne et compromis les chances politiques de Déat.

Dès 1943, je déplorais la rupture de Déat avec des hommes qu'il avait vus avant: de Monzie¹³³, Bonnet¹³⁴, Frot¹³⁵, etc... Je pensais qu'ainsi, il perdait ce rôle de médiateur entre le régime ancien et le régime à créer, et qu'il se condamnait à n'être qu'un Doriot d'un autre genre, sans avenir politique. Je fis ce que je pus pour maintenir des liaisons, je n'y parvins que partiellement et insuffisamment. D'ailleurs, cela ne lui plaisait pas toujours.

Dès la fin de 1942 enfin, j'avais été frappé par sa timidité à l'égard des Allemands, son refus permanent de leur parler le langage franc

133. Anatole de Monzie (1876-1947), avant la guerre député, sénateur, ministre de l'Éducation nationale, fonction dans laquelle il s'opposa à l'instituteur pédagogue Célestin Freinet, et aussi proscrivit l'enseignement des langues régionales à l'école, expliquant :

« L'École laïque, pas plus que l'Église concordataire, ne saurait abriter des parlers concurrents d'une langue française dont le culte jaloux n'aura jamais assez d'autels ». Pacifiste, il appuya en 1939 une médiation de Benito Mussolini entre l'Allemagne et les Alliés pour mettre fin à la guerre. En 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

134. Georges Bonnet (1889-1973), avant la guerre député radical-socialiste, ministre notamment des Affaires étrangères et comme tel, partisan de l'apaisement avec l'Allemagne et artisan d'un engagement de non-agression avec l'Allemagne, qui fut signé en 1938 à Paris avec son homologue allemand von Ribbentrop. En septembre 1939, il tenta à plusieurs reprises d'empêcher le gouvernement de déclarer la guerre à l'Allemagne. En 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Après la guerre, il s'exila un temps en Suisse. De 1956 à 1968, il sera député de la Dordogne.

135. Eugène Frot (1883-1983), avocat, plusieurs fois ministre sous la III^e République. Ministre de l'Intérieur en 1934, il donna l'ordre de tirer sur les émeutiers près d'envahir la Chambre des députés. Le 10 juillet 1940, il fit partie des 549 parlementaires à voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Sous l'Occupation, il appartient à une amicale de soutien à Pierre Laval regroupant socialistes indépendants et militants SFIO. Membre du Comité national de Vichy, il en fut écarté en novembre 1941. Il fut l'un des deux avocats choisis par Georges Albertini pour assurer sa défense en décembre 1944.

que notre position politique autorisait. Je le lui fis souvent comprendre. Il ne voulut jamais changer : je reviendrai plus loin là-dessus.

b) Sur le plan de son caractère, j'étais conduit, peu à peu, aux réflexions suivantes :

— son optimisme n'était si serein que parce qu'il ne regardait jamais les faits qui le contredisaient.

— la vigueur de ses articles n'était faite que pour masquer l'inexistence de son caractère et sa faiblesse incurable.

— ses louanges aux Allemands, en public, n'étaient compensées par aucune franchise dans les relations privées. Il n'essayait jamais au fond de mettre en jeu toute son influence et toute son autorité politique pour les combattre quand il le fallait.

— ce que j'avais pris pour de la facilité de travail n'était parfois que le résultat d'un travail hâtif, d'une information superficielle, à la manière d'un journaliste pressé. En Déat, le journaliste faisait de plus en plus un tort immense au doctrinaire, au penseur, au politique. Selon une parole de Bonnard¹³⁶ qui va loin, Déat devenait le Maurras de la collaboration.

6. — Mais c'est dans la période du Ministère du Travail que nos divergences s'accrochèrent, que mon jugement sur son caractère acheva de se former, et notamment au cours des dernières semaines et journées, que je narrerai sommairement.

a) Il ne sut rien imposer aux Allemands. Combattu comme socialiste par les capitalistes allemands installés à l'hôtel du Majestic, qui l'empêchèrent d'agir, il n'osa pas une seule fois réagir, sauf par des lettres à Abetz que ce dernier ne lisait même pas. Dans l'affaire Bruneton, dans celle du COSI, dans les questions de main-d'œuvre, dans celle des salaires, il fut en propres termes un lamentable velléitaire.

En face de cette attitude, appuyé par tout le Cabinet, je réclamaï de l'énergie, une attaque à fond des thèses allemandes sur tous ces points

136. Abel Bonnard (1883-1968), journaliste littéraire et romancier, élu à l'Académie française en 1932, membre du Groupe Collaboration sous l'Occupation, soutint la création de la Légion des Volontaires français contre le bolchevisme (LVF). Il devint ministre de l'Éducation nationale en 1942 et gagna l'Allemagne en août 1944. En 1945, il se réfugia en Espagne où il enseigna le français. Revenu en France après douze ans, il fut condamné à une peine de bannissement et retourna finir ses jours à Madrid.

et s'il le fallait, la démission. Il n'y consentit jamais. Il m'apparut ainsi que son ambition était plus forte que sa conscience politique.

b) Il ne sut rien imposer à Laval ni à Vichy. Ni réforme profonde sur le plan du Travail. Ni organisation de la Solidarité. Laval, Cathala¹³⁷, les hauts fonctionnaires eux-mêmes, comme Boyez, secrétaire général à la main-d'œuvre, se moquèrent de lui pendant 4 mois. Rien ne pouvait se faire.

Contre ces hostilités, je conseillais une politique syndicaliste d'autorité. Il ne sut jamais la pratiquer. Jamais personne ne fut plus bafoué que lui par les douairières du Secours National, qui le contraignirent à démissionner de ses fonctions de Président du Secours national. Ce fut une pantalonnade affreuse pour nous, dont le chef était ainsi ridiculisé. Là encore, je conseillais la démission. Il ne l'osa jamais de peur de déplaire aux Allemands.

c) Ainsi apparaissait-il tel qu'il était vraiment, une espèce de Daladier, soumis à toutes les influences qui passent, un ministre sans autorité, un Français comme les autres, combinant des voix ou des influences, un collaborationniste comme les autres, sans force ni fierté devant les Allemands, ne pensant plus qu'à arriver par eux au pouvoir.

d) Dans les derniers jours, tout s'aggrave. Jusqu'au 8-10 août, je ne parvins jamais à lui faire admettre la gravité de la situation militaire. À partir du 10, il y crut soudain et ne pensa plus qu'au départ, à son départ. Pendant une semaine, il harcela tout le monde pour avoir camions et essence, voiture et suite. Il réunit pour la forme la Commission permanente du Parti. Il y fut lamentable. Il ne donna aucune consigne pour le Parti. Il se souciait aussi peu des militants que s'ils n'avaient pas existé et chaque jour, il en mourait pour lui, assassinés dans toute la France.

137. Pierre Cathala (1888-1947), député de Seine-et-Oise de 1928 à 1936, un temps secrétaire général du Parti radical-socialiste, il s'en éloigna et constitua en 1935 le Parti radical indépendant, tout en devenant chef de cabinet de Pierre Laval, alors ministre du Travail. Lui-même devint ensuite sous-secrétaire d'État au Travail et à la Prévoyance sociale. De juin 1935 à janvier 1936, il fut ministre de l'Agriculture, puis, sous l'Occupation, de juillet à décembre 1940, secrétaire général des PTT. Après le retour de Laval au pouvoir en 1942, il fut d'avril 1942 à août 1944, secrétaire d'État à l'Économie nationale et aux Finances. Condamné par contumace à la Libération par la Haute Cour de justice, il vécut dans la clandestinité presque jusqu'à ses derniers jours.

Intellectuellement, il déraillait, perdu dans des combinaisons extravagantes, croyant son heure venue dans un gouvernement de Nancy. Physiquement il se décomposait chaque jour un peu plus. Parfois il était livide, le visage marqué de plaques, avec des gaietés insincères. Nous eûmes la révélation, avec une peine affreuse, qu'il avait peur.

Le 16 au soir, il rentra affolé de l'ambassade d'Allemagne. Il annonça l'arrivée des Américains à Dreux et dit qu'il partait cette nuit. Sans dire au revoir à personne, ni à moi, ni à aucun collaborateur, il monta à l'appartement et fit ses valises. Il me fit demander vers 20 h. 30, non pas pour me dire au revoir, mais pour me demander de l'argent ! Et quelle somme ! Je ne pouvais la lui donner. Il avait manifestement perdu la tête. Je dus faire rester des amis sûrs, la nuit, afin qu'il ne nous enlève pas toutes les voitures, toute l'essence dont nous avons besoin le lendemain et après. Il partit à 5 h. du matin, au petit jour, avec sa femme, son chauffeur Briand et ce pauvre et ridicule Paul Rives¹³⁸, effondré depuis deux jours. Ce départ à l'aube était une exécution capitale. Une exécution, une fuite et une désertion. C'était le 17 août.

e) Pendant ces jours, qu'ai-je fait ?

Je me suis occupé du Parti, afin de « parer » les militants.

J'ai tenu le ministère à bout de bras, dans le calme et l'ordre.

J'ai affirmé dès le début que je resterai

— parce que nous ne pouvions pas prendre le « Massilia »¹³⁹ à rebours après avoir condamné ceux qui avaient pris l'autre,

138. Paul Rives (1895-1967), membre avant la guerre du Parti socialiste SFIO, proche de l'aile pacifiste animée par Paul Faure, son secrétaire général jusqu'en 1940. Député de l'Allier en 1932, il était également membre du Grand Orient de France. Ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, il s'engagea dans la voie de la collaboration et rejoignit le Rassemblement national-populaire. Il codirigea alors le journal *L'Effort* avec Charles Spinasse. Après la guerre, il fut exclu de la SFIO et participa, avec Paul Faure, à la création du Parti socialiste démocratique.

139. En juin 1940, à Bordeaux, le paquebot « Massilia » fut réquisitionné par le gouvernement Paul Reynaud pour permettre à des hommes politiques (dont Georges Mandel, Édouard Daladier, Jean Zay, Édouard Herriot et Pierre Mendès France) de gagner le Maroc. Plusieurs d'entre eux, dont Édouard Herriot, firent défection au moment d'appareiller. À leur arrivée à Casablanca, une foule hostile attendait les passagers, qui furent consignés dans un grand hôtel par le Résident général Noguès. Ceux qui étaient considérés mobilisés comme officiers (Pierre Mendès France, Pierre Viénot, Alex Wiltzer et Jean Zay) furent arrêtés, rapatriés et traduits devant le Tribunal militaire de Clermont-Ferrand pour « désertion devant

— parce que nous ne pouvions laisser nos milliers de camarades ici, alors que nous les avons entraînés là. C'est nous qu'il faut frapper et non eux, si on veut frapper.

— parce que l'intention allemande d'emmener de force le gouvernement, donc de faire prisonnier le Maréchal et Laval, enlevait toute base légale à notre action. Du jour de leur arrestation, plus rien ne nous autorisait à agir officiellement.

La conséquence, c'est que Déat est parti seul. Pas un de mes collaborateurs ne l'a suivi, dans aucun des 3 cabinets. C'est là un verdict sans appel contre un chef. S'ils sont restés, tous, c'est grâce à moi. Je puis l'écrire. Ils le diront un jour.

J'en suis fier comme du jour le plus beau de ma vie. J'en suis douloureux aussi, car j'ai pleuré devant eux sur nos illusions emportées par celui qui nous avait trompés. J'ai raconté à tous les événements, minute par minute, en larmes, à bout de force et d'indignation. Eux tous qui l'avaient vu agir, qui avaient vu lentement leur chef s'effondrer, ont souffert et parfois pleuré avec moi. Entre nous et lui, de ce moment, tout a été définitivement fini et quoi qu'il arrive. Il y a des déchirements et des déceptions qui ne peuvent jamais s'oublier. L'homme que nous avons découvert en quelques heures était trop commun, trop petit et trop égoïste pour pouvoir jamais plus mériter notre estime et notre foi.

7. — Le jeudi 17, j'expédiai les affaires courantes et vis Laval. Le 18, je restai avec tout le monde au ministère, liquidant tout. Le 18, à 13 h, les F. F. I. étant annoncés, nous le quittâmes. C'était fini.

8. — Reste alors à me demander pourquoi je n'ai pas quitté Déat moi-même plus tôt et pourquoi je n'ai pas entraîné derrière moi les éléments sains, jeunes du Parti, qui m'auraient sûrement suivi.

D'abord parce que, comme tout homme de Parti, qui a fait un Parti, je répugnais à le défaire. Ensuite, parce que je pensais aux militants honnêtes auxquels j'allais devoir briser leur idole, auxquels j'allais arracher les dernières espérances, après tant de combats et de désillusions. Ensuite parce qu'on ne se résigne pas facilement à combattre un homme auquel on s'est donné comme je m'étais donné à lui, qu'on a vu plusieurs heures par jour pendant plus de deux ans, qui vous a reçu chez

l'ennemi». Trois d'entre eux furent condamnés à des peines de prison et à dix ans de privation de droits civils.

lui souvent, qui a tenu notre fils dans ses bras, qui a été aimable avec votre vieux père. Parce qu'on ne se résigne pas à passer pour un ingrat, alors qu'on ne devrait passer que pour un homme juste et désintéressé.

Ensuite encore, parce qu'on ne se détache pas aisément de l'habitude, du bureau, des collaborateurs, des amis. Enfin, parce qu'on ne quitte pas un navire quand il fait eau. Quitter Déat en 1944, abandonner la politique suivie jusqu'alors, c'était passer pour un opportuniste, c'était voler au secours de la victoire. Je ne l'ai pas voulu. Mes collaborateurs (des hommes admirables de désintéressement, une femme qui est incomparable) ne l'ont pas voulu davantage, quoi que nous ayons pu penser. Nous sommes restés d'autant plus que notre doctrine socialiste et nationale était notre raison de vivre, et de lutter. Nous avons été naïfs peut-être. Nous avons manqué peut-être aussi de sens politique. On ne nous accusera jamais d'avoir oublié la France, le socialisme et les vertus essentielles de probité et de courage. On peut nous juger. On peut nous condamner. Mais nos familles, nos parents et nos fils, nos amis, nos camarades, tous ceux qui nous ont connus, qui nous ont vus agir et qui savent pourquoi et comment nous l'avons fait, ceux-là jamais n'auront à rougir de nous.

17 octobre 1944

*
* *
*

**HISTOIRE DU RASSEMBLEMENT
NATIONAL-POPULAIRE (RNP)**



PRÉAMBULE

J'ai voulu esquisser dans les pages qui suivent une histoire du R.N.P. (Rassemblement national-populaire) depuis sa création jusqu'à sa dissolution par le G.P.R.F. (Gouvernement provisoire de la République française). À la vérité, je n'ai une connaissance personnelle de la vie centrale du Parti que depuis novembre 1941, date de ma nomination aux fonctions de Secrétaire général administratif. Mais j'en sais assez sur la période précédente (janvier-octobre 1941) pour dégager l'essentiel. Au surplus, le R.N.P. n'a vraiment commencé à vivre qu'en mai 1942 et les mois antérieurs n'ont qu'une importance secondaire, réserve faite du discrédit dont ils ont frappé le mouvement et dont il a été si difficile de le débarrasser.

Écrivant cette courte histoire à la prison de Fresnes où je suis enfermé (sans le moindre document, par conséquent), en attendant qu'on instruisse le procès du R.N.P., j'ai obéi à plusieurs mobiles. Le premier est de réunir les éléments d'information indispensables pour juger objectivement la politique que nous avons faite. Je crois aussi être utile aux historiens de l'avenir, et surtout aux camarades qui ont combattu à mes côtés et auxquels on demandera des comptes et des justifications. Le second est d'établir le bilan d'une expérience qui, comme tout ce que font les hommes, a son actif et son passif. Je dresserai ce bilan sévèrement, mais objectivement, toujours soucieux de comprendre plus que de condamner, d'expliquer plus que de juger, désireux aussi de faire servir les enseignements d'un combat politique difficile à ceux qui reprendront la lutte avec nous, demain dans d'autres circonstances, sinon avec un autre idéal. Enfin, et c'est mon troisième dessein, j'ai voulu revivre en pensée des mois de bataille, d'espérances, d'angoisses et de désillusions. Ainsi, j'ai fait surgir devant moi les images de camarades de combat auxquels va mon amitié, de collaborateurs et de frères d'armes comme Guionnet, Lemonnier, Brody, Silly et tant d'autres dont je me sens aujourd'hui plus proche que jamais. De tous ces collaborateurs,

Gilberte Altmayer a été la plus constamment présente, la plus mêlée à tout le travail de reconstruction du Parti poursuivi contre vents et marées, parfois même contre son chef. C'est à elle qui a connu mon effort, qui l'a permis par son intelligence et son cœur, que je dédie ces pages d'un militant auquel elle a tant donné.

Un mot encore: je parlerai souvent de moi. On verra que c'est à cause du rôle que j'ai été amené à jouer, comme Secrétaire général, dans l'organisation du R.N.P, de novembre 1941 à août 1944. Je parlerai souvent de Marcel Déat et en toute liberté. On verra, je pense, que cette liberté n'a comme limite et comme justification que le souci exclusif de la vérité. Nous avons trop combattu et les lendemains de la France sont trop graves pour que je n'aie pas le devoir, vis-à-vis d'abord des camarades du Parti, de dire honnêtement et sans passion ce qui fut, tout ce qui fut. Et trois ans de dévouement quotidien et de fidélité sans défaillance, jusqu'au bout, me donnent le droit de parler. La prison aussi.

Fresnes, cellule 257, 29 septembre 1944.

I

LA FONDATION DU RNP (JUILLET 1940-OCTOBRE 1941)

Marcel Déat à Vichy – L'échec du Parti unique (juillet-août 1940)

Dès le lendemain de l'armistice, un certain nombre d'hommes politiques, parmi lesquels Marcel Déat et Gaston Bergery¹⁴⁰, eurent l'idée de fonder un Parti Unique qui servirait d'intermédiaire entre le peuple et le régime nouveau issu de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940. Pour des raisons multiples, au nombre desquelles l'hostilité de Pierre Laval et l'opposition de Charles Maurras alors tout puissant, ainsi que les rivalités des chefs entre eux, ce projet n'aboutit pas. Dès le mois d'août, Marcel Déat, bien qu'il eût en poche un papier de Pierre Laval le chargeant d'organiser le Parti, ne croyait déjà plus à la possibilité d'aboutir. Il me le déclara au cours d'une visite que je lui fis dans la première quinzaine de ce mois au Queen's Hôtel. Il n'y a pas à épiloguer sur les bienfaits qu'un tel Parti aurait pu rendre au régime de Vichy. Mais il est indispensable de signaler que, dès cette date, des malentendus existaient entre les chefs de file politiques, ce qui devait avoir dans l'avenir de regrettables conséquences. En août 1940,

140. Gaston Bergery (1892-1974), élu député-maire radical de Mantes en 1928, est favorable au rapprochement avec le Parti socialiste. En août 1939, il soutient un Comité de liaison contre la guerre. La défaite consommée, il rédige une motion demandant l'instauration d'un « *ordre nouveau, autoritaire, national, social, anticommuniste et antiploutocratique* ». En juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et devient membre du Comité d'organisation chargé de définir les bases d'un Parti national unique. Il se rapproche alors du maréchal Pétain dont il rédige plusieurs messages avec Emmanuel Berl. Il est ensuite nommé ambassadeur d'abord à Moscou, puis à Ankara. Rentré en France en 1945, il est emprisonné pendant cinq mois et traduit en 1949 devant la Cour de justice de la Seine, qui l'acquitte.

entre le Maréchal, Laval, Déat, Bergery, Marquet¹⁴¹, Doriot¹⁴², Paul Faure¹⁴³, Bonnet, Flandin¹⁴⁴, pour ne citer que des noms connus et des personnages importants, aucun accord n'existait déjà plus. Les divergences entre certains de ces hommes rendront difficile la création du R.N.P. en janvier 1941.

L'Œuvre à Paris (septembre-décembre 1940)

Se rendant compte qu'il ne pouvait agir à sa guise à Vichy, Marcel Déat, qui avait pris la direction politique de *l'Œuvre*, décida de revenir à Paris. Il obtint l'autorisation allemande et le journal reparut dès septembre dans la capitale. À partir de ce moment, Marcel Déat commença contre la politique réactionnaire et cléricale de Vichy une campagne d'une extrême violence.

141. Voir la note 27 du *Journal*.

142. Jacques Doriot (1898-1945), ouvrier métallurgiste, secrétaire général de la Jeunesse communiste. Condamné pour son opposition à la guerre du Rif au Maroc, il sort de prison en 1924 grâce à son élection de député de Saint-Denis, ville dont il devient maire en 1930. Il est exclu du Parti communiste en 1934 après avoir créé un Comité de Défense antifasciste avec des membres de la SFIO et du Parti radical et radical-socialiste, alors que le Parti communiste et Moscou s'opposent au front commun avec les socialistes. En 1936, il fonde le Parti populaire français (PPF) et reprend le journal *La Liberté*. Partisan de la collaboration franco-allemande sous l'Occupation, Il contribue à la création de la Légion des Volontaires français contre le bolchevisme (LVF) et part combattre sur le front de l'Est avec le grade de lieutenant. En 1944, il gagne l'Allemagne où il meurt en 1945 à la suite du mitraillage de sa voiture par un avion allié.

143. Paul Faure (1878-1960) adhère au Parti ouvrier français (guesdiste) en 1901 et devient rédacteur en chef du quotidien *Le Populaire du Centre*. À partir de 1915, il se rallie à la minorité pacifiste du Parti socialiste SFIO et en 1920, s'oppose à l'adhésion du parti à l'Internationale communiste. Il exerce alors une influence déterminante sur le nouveau Parti socialiste. Il est élu député en 1924 et devient ministre d'État dans le gouvernement Blum en 1936. Il soutient les accords de paix de Munich en 1938 et, en 1940, se rallie au gouvernement de Vichy. Exclu de la SFIO en 1944, il fonde le Parti socialiste démocratique, qui participe au Rassemblement des gauches républicaines (RGR)

144. Pierre-Etienne Flandin (1889-1958), avocat, élu député en 1919, plusieurs fois ministre et président du Conseil sous la III^e République. Chef de file de la droite libérale dans les années 1930, il devient en 1940 ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Vichy en remplacement de Pierre Laval et se montre un loyal partisan de la collaboration franco-allemande. Se trouvant à Alger lors du débarquement anglo-américain, il est emprisonné pendant plus de deux ans, mais la Haute Cour de justice l'acquitte en 1946. Réanimant son parti, l'Alliance démocratique, qui notamment soutient l'action d'Antoine Pinay, il ne peut toutefois revenir à une vie politique active.

Les conséquences du 13 décembre 1940

La guerre avec Vichy

Déat redoubla au lendemain du 13 décembre¹⁴⁵, passant de l'attaque sur le plan intérieur aux accusations sur le plan extérieur, dénonçant dans la politique de Vichy une tentative de saborder celle de Montoire. C'est de ce moment que date entre Vichy et Marcel Déat un fossé que rien ne comblera jamais, ce qui, en définitive, ne profitera ni à l'un ni à l'autre. Ni à Vichy, parce que le gouvernement s'est créé un adversaire dont le talent polémique s'est révélé hors pair et parce qu'il s'est privé du concours d'un homme qui aurait pu, à certains moments, lui être de la plus grande utilité. Ni à Marcel Déat, parce que le manque de contact direct avec Vichy et la zone sud a contribué à fausser le tableau qu'il se faisait de la situation française et parce qu'il fut amené à prendre systématiquement des positions en flèche qui l'usèrent, l'isolèrent et l'affaiblirent, aussi bien auprès des Allemands que des Français.

La création du RNP (janvier 1941)

Le 13 décembre eut une autre conséquence capitale pour notre sujet. Il est à l'origine de la fondation du R.N.P.. Le départ de Pierre Laval avait en effet mécontenté d'assez nombreux milieux politiques. Non pas à cause des sentiments que Laval pouvait inspirer, mais à cause de la politique qu'il incarnait et semblait, à tort d'ailleurs, incarner seul. Aussi, dès janvier 1941, des contacts furent-ils pris entre des hommes comme Déat, Marquet, Allamarie, Cathala, Jean Goy, Rivollet, etc... afin de lancer un mouvement en faveur de la politique de Montoire et du retour au pouvoir de Pierre Laval. J'ignore la part exacte prise par Laval dans ces contacts préalables. Je ne connais pas davantage le rôle qu'ont pu jouer certains Allemands de l'ambassade, comme Otto Abetz, Achenbach., Quoi qu'il en soit, le Rassemblement National-Populaire fut fondé à la fin de janvier 1941. C'était le premier mouvement politique sérieux depuis l'armistice. Malheureusement, sa naissance fut accompagnée de maladresses d'une telle gravité que l'enfant eut du mal à se développer.

145. Date de l'éviction de Pierre Laval du gouvernement.

Il m'a toujours été impossible de connaître les circonstances exactes de la réunion constitutive du R.N.P.. J'ai entendu Marquet me dire que Déat avait voulu brusquer les choses et fait publier des listes de noms qui ne comprenaient pas ceux d'hommes auxquels lui, Marquet, attachait de l'importance, mais où figuraient au contraire ceux de personnalités avec lesquelles il refusait de collaborer, comme Eugène Deloncle. À quoi j'ai entendu Déat répondre que c'était là, pour Marquet et quelques autres, une raison commode pour justifier leur refus de toute action. Quoi qu'il en soit, il est certain que le retrait d'hommes politiques comme Adrien Marquet ou Pierre Cathala, l'abstention de syndicalistes comme Marcel Roy¹⁴⁶, allaient singulièrement réduire la surface portante du mouvement qui s'organisait. Au rebours et c'est la seconde remarque, le R.N.P. s'alourdissait de dirigeants dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne s'imposaient par aucun titre, et de participants sur la qualité desquels on se montrait d'autant moins exigeant qu'il s'agissait non pas de constituer un Parti, mais bien un Rassemblement, dont l'existence seule fût une sorte de manifestation permanente pour le retour de Pierre Laval. Certes, Marcel Déat doit être mis à part. Mais, à côté de lui, apparaissaient quatre hommes dont il faut parler brièvement.

Le plus marquant était Eugène Deloncle, ancien chef de la Cagoule, récemment converti à la collaboration franco-allemande et au socialisme national, et dont la rencontre avec Marcel Déat ne laissait pas de surprendre tout le monde. Déat le comprit si bien qu'il consacra un de ses articles de « *l'Œuvre* » à l'expliquer. L'article fut brillant, émouvant même par la sincérité qui l'animait; mais je crois bien qu'il ne démontra qu'à peu de gens les bienfaits de cette association. Nous verrons plus loin quelles furent ses conséquences sur la vie du R.N.P. Il est certain en tout cas, et quoi qu'aient voulu les fondateurs du R.N.P., que la présence d'Eugène Deloncle fit hésiter un grand nombre d'hommes de gauche et d'extrême-gauche, et même de modérés, effrayés par le souvenir de la Cagoule.

Jean Goy, Président général de l'U.N.C., était le second des quatre. On connaissait ses efforts pour améliorer les rapports franco-allemands, notamment après 1933. Mais on n'ignorait pas davantage ses opinions

146. Marcel Roy, dont la participation avait été annoncée, préféra s'abstenir.

réactionnaires, son rôle au 6 février – et il avait une réputation, vraie ou fausse, d'affairiste et de jouisseur qui ne contribuait pas à le rendre populaire. Pratiquement, sa présence valut au R.N.P. quelques appuis chez les combattants – où Jean Goy était très discuté –, quelques sympathies des modérés, mais contribua à braquer la gauche davantage encore.

Le nom de Jean Fontenoy journaliste de droite lié au P.P.F., aventurier des lettres et de la politique, n'avait rien de rassurant, bien que l'homme ait eu, à ce qu'on dit, des côtés sympathiques.

Enfin le quatrième était un inconnu. Il s'appelait Jean Vanor, fut amené là par on ne sait qui, et promu immédiatement aux fonctions de Secrétaire général. Les uns disent que ce fut par la grâce de Laval, d'autres par celle d'Abetz. Ce qui est malheureusement certain, c'est que le nommé Vanor était un escroc et un incapable, dont la gestion fut catastrophique. Sa présence au R.N.P. allait éloigner beaucoup de gens honnêtes dès qu'ils connurent les torts de celui qui tenait en main l'organisation du mouvement.

Enfin, et c'est par là que je veux en finir avec ces préliminaires, les dirigeants du R.N.P. commirent l'erreur d'accepter n'importe qui. Dès l'origine, le R.N.P. fut donc noyauté par des hommes de corde avant de l'être par des hommes de main. Ils étaient loin d'être la majorité. Mais ils étaient installés dans l'appareil central, avides d'argent et de menus honneurs. Leur indignité n'avait d'égale que leur incompétence politique. Bien qu'ils n'aient été que quelques-uns, ils ont fait beaucoup de mal et il est compréhensible que des hommes intègres aient refusé de se joindre à eux, malgré la sympathie que leur inspiraient les buts du R.N.P. et les idées de Marcel Déat.

Pourtant, malgré tout ce qui entravait son développement, le R.N.P. prit un très bon départ. C'est que l'ambiance était favorable, l'opinion n'étant pas encore hostile aux Allemands et le nombre étant encore considérable de Français auxquels Laval inspirait confiance et qui désiraient son retour au pouvoir. Or, tels étaient les deux points essentiels du programme du nouveau mouvement – collaboration franco-allemande et reprise de la politique de Montoire avec l'homme qui en avait été l'artisan essentiel. À Paris et dans certaines villes de province, les adhésions furent nombreuses, notamment chez les femmes de prisonniers, qui comprenaient que cette politique seule pouvait hâter le retour des absents. Des permanences furent ouvertes, dans la région parisienne

d'abord. Le R.N.P. s'installait. À vrai dire, il s'installait souvent dans les meubles des autres à la suite d'expéditions faites par les hommes de Deloncle qui manifestèrent ainsi (pour la première fois) leur esprit d'équipe aventureux et leur volonté de noyauter le mouvement.

À Paris, ils occupèrent des locaux juifs en général, mais pas toujours, comme ce fut le cas au 128 Faubourg St-Honoré qui appartenait au duc de Trévise et devint le siège du parti.

Ils étendirent même cette méthode à la province. Ils montèrent des expéditions à cet effet et c'est ainsi que je les vis arriver un jour de mai à Troyes où j'étais encore professeur et déjà chef départemental du R.N.P., poste qu'on m'avait d'ailleurs confié sans que j'adhère formellement au mouvement, mais à la demande de Marcel Déat qui, me connaissant, m'avait fait nommer. Ces hommes de main, commandés par un certain Tremblay, envahirent un immeuble juif sans même m'en parler et l'occupèrent. L'effet produit en ville ne fut pas bon. On n'agit pas ainsi dans une petite ville et le R.N.P. que j'avais essayé de faire démarrer d'une autre manière et dans un autre esprit subit pendant plusieurs semaines les conséquences de son installation brutale. Il n'en retira aucun profit, sauf le local que je louai d'ailleurs aussitôt, en plein accord avec mon ami Georges Hilaire, alors préfet de l'Aube. Je n'ai conté cet incident que pour montrer l'anarchie régnant au R.N.P. quatre mois après sa création et pour donner une idée des méthodes que le M.S.R. (Mouvement social révolutionnaire) tentait d'y faire prévaloir

La scission (février-octobre 1941)

– *Ses origines*

On appelait ainsi, M.S.R., le mouvement, hérité de la Cagoule, que Deloncle organisait au sein du R.N.P. et qui étendait de plus en plus son contrôle à tous les organismes du R.N.P. Les hommes les plus connus du M.S.R. étaient de véritables gangsters – Jacques Corrèze, Jacques Fauvrant, Jean Fillol et, bien entendu, Jean Vanor. Le plus curieux est que des militants honnêtes et intelligents comme Georges Soulès se laissèrent séduire par les méthodes ou la personne de Deloncle et lui donnèrent leur adhésion, tout comme de gros industriels de la trempe

d'Eugène Schueller¹⁴⁷. Pourtant, l'idéologie du mouvement était pitoyable, la qualité de ses chefs nulle et ses méthodes, insupportables. Il faut rechercher dans un certain snobisme de l'action clandestine de minorités fanatisées la raison de son développement. Il ne faut pas omettre d'ailleurs que l'octroi d'une fonction au sein du R.N.P. était devenue pratiquement subordonnée à l'adhésion préalable au M.S.R., dont les effectifs se gonflaient peu à peu.

Dès les premières semaines, des conflits naquirent entre militants du M.S.R., sans culture politique, mais hardis et la plupart d'origine réactionnaire, et ceux du R.N.P., plus éduqués politiquement, mais plus vieux, plus timorés et venant souvent des milieux de gauche. Le M.S.R. avait la majorité au Comité Directeur avec Deloncle, Vanor et Fontenoy; Déat et Jean Goy faisaient bloc contre eux. Les postes essentiels étaient aux mains de la Cagoule: Deloncle dirigeait la Légion Nationale Populaire, organe de choc du mouvement, Vanor avait le secrétariat général et Fontenoy, la propagande et le journal «*Rassemblement*». Déat était Président et Jean Goy, à la trésorerie, dirigeait l'organisation territoriale c'est-à-dire l'organisation des sections à Paris et en province. C'est contre lui d'abord que se mena l'attaque, le M.S.R. désirant reprendre ce poste important. Il y parvint peu à peu par le remplacement de fait des hommes de Jean Goy par ceux de Deloncle et notamment par Fauvran, jeune fils à papa, stupide bellâtre dont l'ignorance n'avait d'égale que la suffisance. En même temps, de sourdes bagarres naissaient au sein des Jeunesses Nationales Populaires que René Château, alors homme de Déat, n'arrivait pas à mettre sur pied, tant à cause de sa médiocrité personnelle qu'à cause des oppositions qu'il rencontrait de la part du M.S.R. À ces offensives, Marcel Déat opposait l'organisation de comités techniques, groupes de spécialistes rassemblés selon leurs compétences et qu'Édouard Chaux

147. Eugène Schueller (1881-1957), fondateur de la société L'Oréal. Ami d'Eugène Deloncle, il contribua avant la guerre à la formation du Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), connu sous le nom de La Cagoule. En 1941, il créa le Mouvement social révolutionnaire (MSR) avec Deloncle, puis participa un temps à la direction du RNP. Fin 1945, il fut relaxé de toute accusation de collaboration. Il engagea François Mitterrand comme président-directeur général des éditions du Rond-Point et directeur du magazine *Votre beauté*. André Bettencourt aussi rejoignit la direction de L'Oréal et épousa la fille d'Eugène Schueller. Celui-ci employa également plusieurs autres anciens collaborationnistes, et même d'ex-cagouleurs, dont Jacques Corrèze.

et André Fourgeaud dirigeaient. Les travaux de ces comités n'étaient rien d'autre que des parlotes sans conséquence ni utilité. La nullité d'un Lety-Coubière, les bavardages d'un Dr Lecourt, les discours pontifiants, creux et fumeux d'un Chaux ne pouvaient évidemment servir à rien. Pratiquement, Déat ne pouvait compter que sur ses vieux amis, dirigés par Levillain, Montagnon et Favier¹⁴⁸, ce dernier d'ailleurs étant à l'époque très pris par l'Entraide d'Hiver.

Vaille que vaille, l'unité se maintint jusqu'au premier congrès en juin 1941. Ce congrès connut un gros succès d'affluence, mais l'organisation des débats fut assez mauvaise. On remarqua un discours émouvant de Soulès rentrant du Stalag, une habile intervention de Georges Dumoulin¹⁴⁹ apportant le salut du *Centre Syndicaliste de Propagande* récemment fondé, et une harangue démagogique de Schueller. Deloncle, salué par sa garde, parla fort mal. Le morceau de résistance fut le discours de Marcel Déat, le dernier soir, sous la présidence d'Eugène Deloncle qui le salua comme le chef du R.N.P. Le M.S.R. attendait Déat à son discours, car toute une campagne était faite au sein du R.N.P. qui présentait Déat comme le défenseur des Juifs, des Francs-maçons et des parlementaires. Déat parla magistralement de la situation politique et réussit à se faire applaudir sur les trois points contestés, tout en produisant des affirmations très générales. Mais l'ignorance politique des cagouards était telle que Déat, vieux manœuvrier des meetings, les mit aisément dans sa poche. Il termina dans l'enthousiasme général. Les délégués de province repartirent chez eux très satisfaits, convaincus de la force et des possibilités d'avenir du jeune mouvement auquel ils avaient donné leur adhésion.

Quand on réfléchit, on se rend compte que le congrès n'avait abordé aucun problème d'ensemble. Les idées développées étaient banales. Politiquement, l'attaque contre Vichy et l'adhésion à la collaboration

148. Emile Favier (1913-2012), membre avant la guerre du Parti socialiste de France, père de Jean Favier. Celui-ci fut, de 1975 à 1994, directeur des Archives nationales où se trouve le volumineux Journal de Marcel Déat, difficilement consultable. Grâce à lui, une photocopie en fut tirée et déposée à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire sociale à Nanterre, où elle est tenue à la disposition des chercheurs.

149. Georges Dumoulin (1877-1963), ouvrier mineur, secrétaire de la CGT, socialiste SFIO, exerça quelques responsabilités au Bureau international du travail à Genève.

franco-allemande n'apportaient rien de neuf à la campagne menée par Marcel Déat depuis près d'un an. Quant à l'unité du mouvement, elle ne se maintenait que par l'équivoque. Ni sur le plan des idées, ni sur celui des présences, l'accord n'était solide. Et l'observateur attentif percevait les signes des malentendus et des oppositions qui allaient conduire à la scission. En tout cas, tout indiquait que le R.N.P. n'était encore qu'une cohue, avec toutes les tares des partis d'autrefois et sans même aucune de leurs qualités. Pour les batailles à venir, un mouvement aussi composite et aussi mal armaturé était dans l'incapacité de combattre.

Il allait pourtant s'affaiblir davantage encore dans les quatre mois suivants. Le congrès ne fut suivi d'aucune campagne méthodique de propagande. Pour autant qu'on ait pu le juger de la province lors des rares contacts directs avec le siège, l'anarchie la plus folle régnait dans les services centraux. Le désordre, les chevauchements d'attributions, l'incurie s'y aggravaient sans cesse et les circulaires parvenant aux sections départementales en apportaient la preuve. Et celles-ci voyaient arriver chez elles d'in vraisemblables inspecteurs dont l'inculture politique et la nullité générale dépassaient tout ce qu'il est possible d'imaginer. Dès ce moment, c'est-à-dire dès juillet-août 1941, un découragement certain se manifestait dans les sections. J'étais personnellement bien déçu et bien décidé, si rien ne changeait, à abandonner un mouvement dans lequel, en dehors de Déat, je ne voyais rien qui puisse me retenir. J'eus l'occasion de le lui dire à peu près à cette époque au cours d'une visite que je lui fis à « *l'Œuvre* ». Je lui parlai notamment de la malhonnêteté de Vanor, dont Bobin, rédacteur en chef de « *l'Œuvre* », m'avait entretenu. Comme toujours lorsqu'on parlait à Déat d'un sujet qui l'agaçait en dérangeant ses idées, il me répondit assez vivement que ces accusations étaient ridicules, qu'il s'agissait d'histoires de jeunesse sans importance et que l'unité du Comité Directeur était parfaite.

Les faits allaient se charger de convaincre Marcel Déat de son erreur.

-Le développement

Le 27 septembre, à Versailles, un jeune assassin déchargea son revolver sur Pierre Laval et sur Marcel Déat, qui furent gravement blessés. Les gens du M.S.R. décidèrent de mettre à profit l'immobilisation forcée du Président du R.N.P. pour mener à bien leur opération de scission.

Je manque de détails sur leurs manœuvres, mais il suffit de savoir que dès les premiers jours d'octobre, ils achevèrent de noyauter le Mouvement et de mettre la main sur les services centraux, cependant que dans le journal du R.N.P., ils se préparèrent à attaquer Marcel Déat lui-même. Bien entendu, pour essayer d'endormir les soupçons, ils allaient le voir à l'hôpital de Versailles, ne laissant rien paraître.

Deux incidents, d'une extrême gravité, firent éclater la crise.

En octobre, une secrétaire de Deloncle, Mme Tonia Masse, fut assassinée par l'homme de main du chef du M.S.R., dans des conditions mal connues, mais assurément horribles. On ne sait au juste pour quelle raison, mais Déat devait dire plus tard lui-même qu'elle avait été supprimée à la suite de révélations qu'elle serait venue lui faire à Versailles, ou qu'elle se préparait à lui faire sur ce qui se préparait. Je n'ai jamais eu là-dessus de précisions plus grandes, mais ce que je sais des mœurs des spadassins de Deloncle et de leur chef m'incline à croire que Marcel Déat avait le droit de porter cette accusation. Il est évident que l'affaire Masse rendait la cohabitation d'autant plus impossible entre Déat et Deloncle que, dans l'entourage du premier, on commençait à dire – et Déat devait reprendre plus tard tous ces propos à son compte – que Paul Collette, son agresseur, avait agi à l'instigation du M.S.R. La vérité oblige à dire qu'une telle hypothèse, pour plausible qu'elle soit, n'a jamais été confirmée, et ne pouvait que difficilement l'être.

Le second incident est l'affaire du journal. Un jour, René Bénédetti, rédacteur en chef du *Rassemblement*, ancien rédacteur parlementaire de « *L'Eclairer de l'Est* », homme modeste, mais loyal et courageux, – et qui devait, en août 1944, donner une si belle preuve de vaillance tranquille et de fermeté dans l'épreuve, vit arriver un article dirigé contre la personne même de Marcel Déat et que le M.S.R., dont Fontenoy faisait partie, voulait faire passer dans le propre journal du Mouvement! Bénédetti porta immédiatement une épreuve à Versailles. On imagine la colère de Déat. Je ne sais ce qui s'ensuivit. En tout cas, l'article ne parut pas et Déat se résolut à se séparer d'hommes aussi déloyaux et tarés. En la circonstance, René Bénédetti lui avait rendu un service de taille, dont il devait le récompenser quelques semaines plus tard en le faisant son secrétaire particulier.

Pendant que ces incidents se déroulaient, les amis de Marcel Déat, aidés de Jean Goy, se regroupaient pour s'opposer aux manœuvres de Deloncle

et pour informer le Président du R.N.P. de leur volonté d'en finir avec une situation insupportable. Là encore, j'ai ignoré la manière dont ils ont agi. Je sais seulement que Paul Montagnon et Maurice Levillain ont été les agents les plus actifs de la résistance au M.S.R. Pour les militants de province qui ne savaient rien – et c'était à peu près mon cas, car les détails qui précèdent n'ont été connus de moi que plus tard le début de la crise fut marqué par un communiqué de « *l'Œuvre* » indiquant que Marcel Déat reprenait personnellement en main la direction du R.N.P. (vers le 20 octobre) et par un article leader assez sibyllin dans la forme et dans lequel il se prononçait contre les mouvements de minorité, contre l'action clandestine et pour un rassemblement de masse. Les sections reçurent alors des formules imprimées invitant chaque membre du R.N.P. à choisir entre le R.N.P. et le M.S.R., l'adhésion à un mouvement étant exclusive de l'adhésion à l'autre. C'était officiellement la scission, Déat et Jean Goy restant à la tête du R.N.P., Deloncle, Vanor et Fontenoy prenant celle du M.S.R. Il en résulta un grand désarroi dans toutes les sections. Les membres du M.S.R., préparés à la scission, pourvus de fonctions, bien tenus en main par Deloncle, débauchèrent beaucoup d'adhérents neufs à la politique qui se laissèrent prendre à leur verbalisme révolutionnaire. En même temps, bien entendu, tous les anciens cagoulauds et en général tous les hommes de droite suivirent Deloncle. Ils quittèrent Déat en lui reprochant ses attaches avec l'ancien régime, ses origines parlementaires et ses conférences en Loge.

Le plus curieux est que certains éléments d'extrême-gauche, avec Georges Soulès, abandonnèrent eux aussi Déat pour Deloncle. Je n'ai jamais compris pourquoi un socialiste comme Soulès avait pu, fut-ce quelques mois, se laisser piper par Deloncle. Car l'étonnant était qu'en partant pour le M.S.R., Soulès restait un anticapitaliste résolu et un parfait honnête homme. Quand on l'interrogeait sur les motifs de sa conduite, il répondait que, Deloncle n'ayant aucune idée politique, il se faisait fort de lui inculquer les siennes et de se servir des hommes durs qu'il avait auprès de lui pour en faire le noyau d'une équipe révolutionnaire. L'avenir devait prouver que Deloncle se moquait du socialisme et que les durs qui l'entouraient étaient trop impurs pour qu'on pût s'en servir à quelque usage honorable que ce fût.

Fin octobre 1941, le M.S.R. quittait le R.N.P., lui faisant une ponction d'adhérents de l'ordre des deux tiers. C'est alors que je vis Marcel Déat à Paris. Ma vie militante allait désormais se confondre avec celle du R.N.P.

II

DU RASSEMBLEMENT AU PARTI (NOVEMBRE 1941-MAI 1942)

Mon arrivée à Paris

Dans les tout derniers jours d'octobre 1941, je me rendis à Paris. Je venais de recevoir ma nomination comme professeur à Sens et j'en étais mécontent, car je n'avais guère envie de quitter Troyes pour Sens. J'exprimais ce mécontentement à Robert Bobin¹⁵⁰, qui prenait la rédaction en chef de « *La France Socialiste* » qui allait se fonder. Il en parla à Marcel Déat et, quand j'arrivai à « *l'Œuvre* », où je me rendais chaque fois que je venais à Paris, le président du R.N.P. me demanda si je voulais venir près de lui pour diriger les services de la présidence du R.N.P., qu'il voulait installer au No 66 rue de la Boétie. Je n'avais jamais songé à une proposition de ce genre. Il insista en me montrant l'intérêt de la besogne à accomplir, les services que je pouvais lui rendre et le peu d'hommes sur lesquels il pouvait compter. J'acceptai donc et il me conseilla d'aller immédiatement au ministère de l'Éducation nationale pour y demander un congé d'un an, ce que je fis.

Le congé me fut accordé sur le champ. Je rentrai le jour même à Troyes, d'où je repartis pour Paris le 2 ou le 3 novembre, et je me mis tout de suite au travail. Telle est l'histoire très simple, on le voit, de mon arrivée à la direction du R.N.P. Elle réduit à leurs justes proportions les accusations d'intrigues que de bons camarades n'ont pas manqué de lancer contre moi. La vérité est que je n'avais jamais songé à occuper un poste de ce genre, car je n'ai jamais souhaité vivre des fonctions de militant politique. La vie en a décidé autrement, mais le hasard et la volonté des autres ont plus fait pour m'inciter dans cette voie que mon propre désir.

150. Voir la note 72 du *Journal*.

Le R.N.P. en novembre 1941

Marcel Déat me demanda de m'installer 66 rue La Boétie, dans un immeuble qu'il venait de louer. S'y trouvaient déjà la nouvelle Légion Nationale-Populaire, créée par Paul Montagnon, le service de renseignements formé d'anciens inspecteurs de police recrutés par Maurice Levillain, et le secrétaire particulier de Marcel Déat, René Bénédetti. J'occupai un bureau commun avec lui et contigu de celui de Déat. Au 128 rue du Faubourg St-Honoré, Jean Goy dirigeait les services de l'organisation territoriale (Paris et province), qui comprenaient un nombre important de permanents (chefs de service, inspecteurs départementaux, dactylos), ainsi que des services annexes (organisation coopérative, amicale des familles de prisonniers, etc...). Entre les deux maisons, il n'y avait aucune liaison et l'anarchie la plus complète régnait partout, comme il était assez naturel après une scission d'une aussi vaste ampleur.

Je fis en vingt-quatre heures le tour du problème. Il ne restait à peu près rien debout. Toutes les liaisons étaient coupées avec la province et le peu qui existait passait par Jean Goy, qui n'informait jamais Déat – car il avait bien d'autres choses à faire qu'à s'occuper du R. N. P. Le personnel du 128 et du 66 était, dans son immense majorité, d'une incroyable faiblesse. Quant à la région parisienne, elle n'était pas dans un état plus florissant. En un mot comme en cent, le R.N.P. n'existait plus et tout ce qui subsistait, organismes ou souvenirs, gênait bien plus l'action à entreprendre qu'il ne la facilitait. Marcel Déat, heureusement, ne s'en rendait à peu près pas compte. Son optimisme naturel et cette habitude qui lui faisait considérer qu'une question est résolue quand des noms et des idées sont alignés sur le papier, lui masquaient agréablement la vérité. Il se remit donc à la tâche avec allégresse. Il venait chaque soir vers seize heures à son bureau et y restait une heure ou deux. Il recevait d'ailleurs n'importe qui et je m'aperçus vite qu'il ne faisait aucun travail pour le R.N.P. au cours des moments qu'il passait au bureau. Mais, désireux de ne rien faire sans son accord explicite, je me gardai de prendre la moindre initiative sans l'en informer. Au début, me connaissant somme toute assez peu, il suivit d'assez près ce que je fis. Au bout de deux ou trois semaines, il commença à me laisser agir librement et je ne cessai pas de le faire de manière de plus en plus indépendante. Ce que je m'attachai à renouer, c'était les contacts avec la province. J'y parvins en multipliant

les lettres, en répondant avec célérité, en traitant les affaires et en donnant enfin aux camarades – pour la première fois dans l’histoire du R.N.P. – des indications politiques, des directives et des informations. Mon bon ami Marchant de Tours, qui fut l’un des meilleurs militants provinciaux, témoignerait entre beaucoup d’autres du changement qu’il sentit dès ce moment dans la direction du R.N.P.

J’agissais pourtant sans avoir d’autorité de par mes fonctions. On m’avait vu arriver là avec méfiance comme un jeune outsider ambitieux, dont on espérait bien qu’il se casserait les pattes en quelques mois. Et Déat, au lieu de me donner le titre qui aurait assis mon autorité, me nomma secrétaire général administratif, ce qui ne voulait rigoureusement rien dire. C’est la première fois où je saisis les habiletés par lesquelles Déat croyait se tirer d’affaire dans une situation déterminée, en ménageant la chèvre et le chou. À ce moment en effet, la grosse affaire était la rentrée en masse de *l’Association France-Europe* dans le R.N.P. Elle était formée pour l’essentiel d’anciens socialistes comme Hamard, Collombier, Pélisson et de quelques parlementaires comme Brille ou Château¹⁵¹.

Déat les voyait venir avec plaisir pour renforcer le R.N.P. Mais il avait un peu peur qu’ils n’y prennent trop d’influence. Ils réclamaient le Secrétariat général du R.N.P., à ce qu’il me dit un jour, et le leur refusa en disant qu’il n’y aurait pas de Secrétaire général. Et c’est ainsi qu’il ajouta à mon titre l’épithète «*administratif*», afin de ne pas mécontenter les arrivants de *France-Europe*. Personnellement, je m’en moquais complètement. Mais ce titre un peu ridicule ne m’était d’aucune utilité et ne me donnait aucune autorité pour agir. Je n’avais heureusement pas besoin de cela, je le dis comme je le pense et on eut l’occasion de s’en apercevoir. En tout cas, dès les premiers jours,

151. René Château (1906-1970), élève d’Alain au lycée Henri-IV à Paris, agrégé de philosophie, franc-maçon, député radical-socialiste de la Charente-Inférieure. Il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, puis, membre du RNP, il collabore à *l’Œuvre* avant de diriger le quotidien *La France socialiste* (premier nom de *La France au travail*). Critiquant Marcel Déat, il est exclu du RNP en 1943 et se consacre alors à la Ligue de la pensée française, cercle qui groupe des intellectuels pacifistes de gauche. Il est arrêté en 30 août 1944 et détenu près de trois mois à l’Institut d’hygiène dentaire et de stomatologie, centre de détention contrôlé par les communistes qui l’y maltraitent. Après sa libération, il reprend ses publications philosophiques, collabore au quotidien *La République du Sud-Ouest* et enseigne la philosophie dans un lycée de la région parisienne.

je vis clairement que ni Jean Goy, ni Levillain, ni Montagnon, ni Chauv et ses comités techniques n'avaient l'intention de me considérer comme investi de fonctions supérieures aux leurs. Et tous, très gentiment, se promettaient de considérer comme nulle mon autorité. Comme Déat n'avait à ce moment aucune envie de s'en prendre à l'un quelconque d'entre eux, et qu'il n'apercevait nullement la nécessité de centraliser le R.N.P., on imagine dans quelles conditions je dus travailler. Je me suis néanmoins mis à la besogne joyeusement, sûr que j'étais de triompher de tous les obstacles.

J'avais, en effet, plusieurs atouts dont je me promettais bien de me servir. D'abord, mon assiduité au travail, qui m'amenait au bureau autour de huit heures et me le faisait quitter vers vingt heures, après une courte interruption pour le déjeuner. Ensuite, une patience infinie devant les difficultés que je rencontrais et mon aptitude à tourner des semaines autour d'un gêneur avant de l'abattre, sans même qu'il ait conscience du danger que je pouvais représenter pour lui. D'autre part, mon entier désintéressement, qui me donnait la force de ceux qui vont de l'avant sans avoir rien à ménager. Enfin, une fidélité à toute épreuve vis-à-vis de Marcel Déat, que je plaçais alors très haut, aussi bien sur le plan de l'intelligence que sur celui du caractère et dont j'étais sûr qu'elle provoquerait de sa part une confiance telle qu'elle serait pour moi un gros appui dans les bagarres qu'il faudrait mener, ce qui advint en effet, comme on verra.

Telle était la situation en novembre 1941 quand je vins à Paris apporter ma collaboration à Marcel Déat : le R.N.P. était en pleine déconfiture et j'étais en fait privé des moyens d'agir efficacement et promptement.

Les difficultés avec Jean Goy

C'est l'organisation des sections à Paris et en province qui souleva très vite des difficultés. Jean Goy entendait l'assurer seul, aidé de quelques collaborateurs. Or, Jean Goy ignorait tout de l'organisation d'un parti politique et ceux qui l'entouraient ne le savaient pas davantage. L'un, Boulard, excellent homme, conseiller municipal du 15^e arrondissement, avait des occupations qui ne lui permettaient pas de s'occuper du Mouvement. L'autre, Bouchonnet, médiocre et felleux, n'avait

pas d'autres desseins que de mettre partout la pagaille pourvu qu'il en sorte un accroissement de ses possibilités d'intrigue. À côté d'eux, une invraisemblable équipe d'inspecteurs et de bureaucrates d'une prodigieuse ignorance de tout ce qui touchait à la politique, et trop souvent d'une moralité contestable. C'est avec cette équipe que la province devait fonctionner. Pour Paris, Déat avait chargé Maurice Levillain de reprendre en mains les sections. Celui-ci avait une grande expérience de la politique parisienne et l'on pouvait espérer que sous sa direction, le R.N.P. se relèverait dans toute la région. Il était entouré de quelques collaborateurs dont plusieurs souvent très médiocres, dont un seul avait des qualités de finesse, de loyauté et de tact, Louis Tanchou, un vieux colonial proche de la 70^e année, mais étonnement jeune et alerte, qui grimpait les escaliers en courant et qui devait rester jusqu'au bout l'un des plus fidèles et sympathiques responsables du R.N.P.

Entre Jean Goy et Levillain, les incidents ne tardèrent pas à éclater, le premier trouvant excessives les dépenses de la Région parisienne, le second n'acceptant pas d'être tenu en tutelle. Entre les membres de l'organisation territoriale (province), les conflits étaient d'autre part incessants, tous provoqués par Bouchonnet. Le résultat est que rien ne marchait, qu'aucun progrès véritable n'était fait en province et que Marcel Déat n'arrivait même pas à savoir ce qui se passait. C'est alors qu'alerté par les notes multiples que je lui remettais, il se décida à me dire de « court-circuiter » les services de Jean Goy et de prendre en mains, autant que je le pourrais, la direction du travail dans les sections de province. Mais il se refusait à cette époque, vers le début de janvier 1942, à envisager quelque rupture que ce fût avec Jean Goy. Il résulta de tout cela un état de guerre constant entre Levillain et moi d'une part, les services de Jean Goy d'autre part, ce dernier, au début du moins, n'étant pas visé par nos attaques, dans un but facile à comprendre. Je ne veux pas ici relater ces incidents quotidiens. Ce serait fastidieux et sans utilité. Mais je menais si rigoureusement le combat qu'à la suite du départ d'André Boulard, écœuré des manœuvres de Bouchonnet qui s'était promu secrétaire de Jean Goy, j'obtins de Marcel Déat l'autorisation de m'installer 128 rue du Faubourg St-Honoré dans le bureau que Boulard venait de quitter. Ce fut le début d'une petite révolution.

Je partis avec René Bénédetti et nos secrétaires respectives, et nous prîmes possession des locaux sans avertir Jean Goy. Dès que je fus

installé, je modifiai la répartition du personnel dans les bureaux, afin notamment d'assurer aux dactylos des conditions décentes de travail. Jean Goy, en effet, en grand patron qu'il était, les avait reléguées à cinq ou six dans une pièce obscure, sorte de grande antichambre bruyante et mal commode. Je les installai dans la plus magnifique pièce de la maison, au grand scandale des ronds-de-cuir et à la fureur de Jean Goy. Il m'en téléphona une demi-heure durant, mais je tins bon et les choses restèrent en l'état. Le personnel féminin, nombreux à ce moment, était divers dans sa qualité. Quelques jeunes dactylos ou employées, sans caractéristique particulière, quelques secrétaires d'inégales valeurs, une vieille sorcière rouge et coléreuse tenant le fichier. Les dactylos étaient dirigées par une femme remarquable, Gilberte Altmayer, que j'appréciai rapidement et qui devint vite l'âme de toute la maison. Ancienne secrétaire de Louis Sellier, elle avait contribué à le faire élire député du 18^e arrondissement aux dépens de Marcel Cachin. Après onze années chez lui, elle avait encore travaillé à l'Hôtel de Ville avec Henri Schnitzer et c'est André Boulard qui l'avait fait entrer au R.N.P. en novembre 1941. Ancienne militante du Parti communiste, rompue à la politique, d'une intelligence prompte et solide avec une mémoire sûre, une vive sensibilité, une grande puissance d'intuition et une capacité de dévouement illimitée, elle représentait un type de collaboratrice unique. Le R.N.P put se féliciter de la compter dans son sein. Je puis assurer que sans elle, dans les mois difficiles de 1942, jamais il ne serait devenu ce qu'il devint. J'en fis ma secrétaire dès le 3 février et lui laissai la plus large initiative. J'aurai l'occasion de dire ce qu'elle fit, mais je ne veux pas tarder à écrire que les conseils qu'elle me donna dans ces luttes ingrates et l'action qu'elle mena, m'ont été plus précieux que je ne saurais le rapporter.

Six mois de travail

Tous ces conflits n'empêchaient pourtant pas le travail de s'effectuer. Dès le 9 novembre, Marcel Déat faisait à la Mutualité sa rentrée politique par un discours, « *Nouveaux départs, Nouveaux combats* », qui résumait l'histoire de la scission et reprenait les thèmes habituels sur la lutte contre Vichy et sur la politique de collaboration. L'auditoire lui fit un accueil chaleureux, mais la salle était loin d'être bondée et les jeunes

manquaient. L'impression était celle que pouvait laisser une réunion de l'Union Socialiste Républicaine¹⁵². En même temps, Marcel Déat avait rédigé une circulaire exposant les conditions exactes de la scission. Elle fut largement répandue et contribua à clarifier la situation. Elle provoqua de vives réactions du côté du M.S.R.

Je m'attachai à faire accepter comme moyen de propagande la confection de petits bulletins consacrés chacun à une question, du genre de ceux qu'Emery¹⁵³ avait utilisés en 1934 dans la région lyonnaise. Les uns destinés au grand public, les autres aux militants, les derniers aux cadres. Je demandai à plusieurs spécialistes de les rédiger avec moi, et c'est ainsi que parurent les bulletins consacrés à la Charte du Travail qui venait de sortir, à la politique américaine et à celle du Japon, puisque les deux pays venaient d'entrer en guerre l'un contre l'autre, etc. Ces bulletins intéressèrent leurs destinataires. Ils furent le premier effort de propagande méthodique tenté par le R.N.P.

En même temps, prenaient vie et se développaient des organismes plus ou moins dépendants du R.N.P. Le *Front Social du Travail*, dirigé par Francis Desphilippou, s'installait 12 boulevard Magenta et se traçait comme programme la pénétration dans les usines de la région parisienne, pour toucher les ouvriers, très négligés jusque-là par le R.N.P. Le *Centre Paysan*, animé par René de Robert¹⁵⁴ et Desnots, se donnait comme but d'amener au R.N.P. la sympathie des paysans et de contrarier la politique réactionnaire de la Corporation paysanne¹⁵⁵. Le *Centre Social Franco-Européen*, sous la direction d'Emile Favier, se créait comme instrument

152. Union socialiste républicaine (USR), créée en 1935 pour grouper trois partis situés à l'aile droite de la SFIO : Le Parti socialiste français, le Parti socialiste de France et le Parti républicain-socialiste. L'USR participe à la coalition de Front populaire en 1936 ainsi qu'au gouvernement issu de sa victoire. Après la guerre, la plupart de ses membres retourneront à la SFIO dont ils étaient issus, à l'instar de Paul Ramadier et de Joseph Paul-Boncour. Max Hymans et ses proches rejoindront le Rassemblement des gauches républicaines (RGR). D'autres, issus du Parti socialiste de France, les «néo-socialistes», seront condamnés pour faits de collaboration.

153. Voir la note 39 du *Journal*.

154. René de Robert, ingénieur agricole proche de Marcel Déat

155. Organisation créée en décembre 1940 pour regrouper, sous l'autorité de l'État, l'ensemble des structures agricoles d'avant-guerre, aussi bien syndicales que patronales, y compris les sociétés de crédit et d'assurance œuvrant dans le domaine agricole. Elle est placée

de solidarité agissante du R.N.P. vis-à-vis de ses membres ou de déshérités qu'on lui signerait. Le *Centre Syndicaliste de Propagande*, dont Aimé Rey était alors l'animateur capable et écouté, nouait avec le R.N.P. des liens d'étroite amitié et se traçait comme programme de véhiculer auprès des cadres syndicalistes la nécessité d'un syndicalisme rénové, sans rien de commun avec le paternalisme vichyssois, et d'une Europe socialiste fondée sur un accord durable de la France et de l'Allemagne. Les *Jeunesses Nationales-Populaires* (JNP), qu'il avait été impossible d'organiser jusque-là, faisaient leurs premiers pas avec Roland Silly, jeune ingénieur venu du syndicalisme des techniciens et du Parti socialiste. Il joignait à une grande prudence une habileté manœuvrière exceptionnelle. Il savait ce qu'il voulait et les maladresses qu'il fallait éviter. Il commença lentement, organisa une école de cadres où des conférences intéressantes furent données aux futurs responsables des Jeunes, et obtint vite d'intéressants résultats. Il eut bientôt en Michel Courage¹⁵⁶, que je lui fis connaître, un jeune collaborateur d'une intelligence et d'une culture générale et politique hors pair. Comme tous ceux qui voulaient travailler et qui venaient des milieux socialistes, Silly était suspect à Jean Goy, qui faisait tout pour le gêner. Je l'aidai de mon mieux et, bien qu'on l'eût prévenu contre moi, il se rendit rapidement compte de ces manœuvres. Ainsi naquit entre nous une vive sympathie et se nouèrent de solides liens d'amitié. Depuis ce moment, Roland Silly ne cessa jamais de m'aider, se mettant constamment à ma disposition et j'eus souvent à me féliciter de son concours ou de ses avis. En liaison avec le travail des Jeunes, un professeur de philosophie, Georges Bénézé (J.C. Divère), condisciple de Déat à l'École normale et qui fut mon professeur à Versailles en 1930-1931, commença des cours de vulgarisation économique afin d'éduquer les cadres du Parti. Bénézé était un idéaliste animé d'une foi ardente, il consacra de longues heures à ce travail ingrat. Il obtint des résultats, mais fut toujours surpris, semble-t-il, de leur insuffisance. Il lui manquait l'expérience de l'enseignement aux adultes. Elle lui aurait appris la lenteur et la médiocrité des progrès dans ce domaine.

dès l'origine sous l'autorité de l'État, mais est dirigée par des notables d'esprit étroitement conservateur.

156. Michel Courage, juriste, principal orateur et propagandiste des Jeunesses nationales-populaires (JNP). Il restera après la guerre proche de Georges Albertini qui en fera le juriste attitré du Centre d'archives et de documentation.

Je n'ai pas la possibilité de parler de source aussi directe du travail qui se faisait dans trois autres secteurs. La *Légion Nationale-Populaire*, commandée par Paul Montagnon, groupait une centaine environ de membres permanents, dont un certain nombre casernés 66 rue de La Boétie. Paul Montagnon, compagnon loyal au bon cœur, fidèle à Déat de manière exemplaire, n'avait aucune expérience du commandement. Il n'arrivait pas à créer véritablement sa Légion, et d'autant moins qu'une partie des cadres était mauvaise, que le recrutement laissait à désirer et que de nombreuses résistances lui étaient opposées. Durant ces six mois, les légionnaires firent peu de chose, se bornèrent à s'exercer militairement et s'équipèrent difficilement. Ils ne furent jamais armés. La Légion fut le siège de nombreux conflits dont j'ignorai le détail.

Le service de renseignements dirigé par Maurice Levillain était complètement autonome. Déat lui-même ne savait pas ce que faisait Levillain. Une quinzaine d'inspecteurs rédigeaient des rapports sur les réunions du R.N.P. ou sur celles des autres mouvements, et par un réseau d'indicateurs, Levillain envoyait à Déat des informations politiques. Rapports et informations étaient d'une totale insignifiance et je m'aperçus promptement qu'ils ne servaient à rien. Tel était aussi l'avis de Déat. Mais il le tolérait pour ne faire nulle peine à Maurice Levillain, dans lequel il mettait alors une totale confiance et qu'il venait de réussir à faire nommer conseiller municipal du XX^e arrondissement, malgré une vive opposition, bien légitime d'ailleurs, de Pierre Pucheu, alors ministre de l'Intérieur. Il est probable que, dès cette époque, Levillain envoyait les documents émanant de son service à certains Allemands. Déat, moi, d'autres camarades, dès que nous eûmes connaissance de ce fait, beaucoup plus tard, ne manquâmes pas de protester avec énergie, pareille pratique étant intolérable. Mais Levillain ne devait jamais tenir compte des ordres de Déat. Sa seule excuse est qu'il était incapable de comprendre la gravité d'un tel geste : son amoralité, son bon-garçonisme et sa manie de paraître bien renseigné se conjugaient curieusement pour le conduire à de semblables agissements. Il avait avec lui, comme adjoint, un ancien inspecteur principal de la P.J., Paul Maillebuau. C'était un bon vivant, excellent policier mais ne connaissant rien à la politique et qui avait acquis des habitudes de vie large. Je ne savais rien de sa vie à ce moment. Il me manifestait de la sympathie et j'ai toujours eu à me louer de son obligeance à mon égard. Il devait plus tard se séparer de Levillain et entrer en rapport

avec Henri Lafont¹⁵⁷. Je reste persuadé qu'il n'a commis aucun acte criminel, de violences et de tortures. Mais l'amour de l'argent et de grands besoins sont de mauvais ressorts pour l'action.

Quant aux *Comités techniques*, ils étaient en théorie dirigés par Lety-Coubière, ancien condisciple de Déat à l'École normale, bellâtre avantageux, pique-assiette notoire et paresseux incorrigible. Il ne fit jamais rien et il fallut près de deux ans pour décider Déat à le mettre à la porte ; or, il était grassement payé et totalement inutile. En fait, les Comités techniques étaient sous la coupe d'Édouard Chaux, président du *Cercle Européen*. Il leur faisait ingurgiter ses théories économiques parfaitement fumeuses et qui m'ont toujours semblé ridicules. C'est un mystère pour moi qu'un homme comme Déat lui ait accordé la moindre attention. Le plus fort est que Chaux a eu sur la formation économique de Marcel Déat une influence considérable que Déat ne cherchait même pas à cacher. Dans ses Comités, Chaux était entouré d'une équipe très disparate où de braves gens comme Charles Dooghe se rencontraient avec des phraseurs comme Lecourt ou des syndicalistes en mal d'informations économiques comme Roger Paul. Le travail qu'ils effectuèrent m'a toujours paru nul et le R.N.P., en tout cas, ne put jamais en profiter. Il n'y perdit rien.

Tels sont les principaux secteurs où se déployait l'activité du R.N.P., sans compter les réunions organisées partout, notamment avec le concours de deux militants particulièrement dévoués, Henri Sourbier et Jacques Bourin, qui savaient tenir un auditoire, dont la fidélité fut invariable, qui furent souvent à la peine et rarement à l'honneur comme ils le méritaient. Ils étaient dirigés dans leurs campagnes de réunions, mais d'une manière très théorique, par Michel Brille, avocat à la Cour, député de Montdidier (Somme), ancien collaborateur de Kerillis et de Flandin, pacifiste et libéral enragé. C'était un curieux type d'homme, d'une finesse psychologique étonnante, d'une vaste culture et d'un prodigieux et intelligent scepticisme. En outre, orateur imbattable dans la contradiction et connaisseur averti des milieux et des problèmes politiques. Nous devînmes vite très bons amis. Il avait pour moi toutes les indulgences et les moins méritées. Je l'aimais beaucoup et le lui montrais mal, si bien qu'il a pu finir par en douter. Je l'écris ici pour qu'il s'en convainque,

157. Voir la note 12 du *Journal*.

pour le remercier d'un appui qui ne s'est pas démenti d'un jour en trois ans de conseils délicatement formulés, mais qui m'ont toujours été infiniment précieux. Enfin, le tableau sera achevé de l'activité de ces six mois quand j'aurai ajouté que, dès la fin de janvier, j'avais pratiquement pris en mains l'organisation départementale malgré l'opposition de Jean Goy et que j'en profitai pour panser les graves blessures faites au R.N.P. par la scission. Petit à petit, la toile était tissée à nouveau et l'on pouvait envisager l'avenir avec plus de confiance.

L'élimination de Jean Goy

Toutefois, il devenait de plus en plus clair que, pour travailler convenablement, il fallait éliminer Jean Goy et son équipe. D'une part, leur présence empêchait tout travail administratif sérieux. D'autre part, leurs convictions réactionnaires interdisaient tout développement du côté socialiste et syndicaliste. En dernier lieu, Jean Goy était hostile à la transformation du R.N.P. en un parti, alors qu'il était évident que c'était la condition de toute action vraiment féconde et révolutionnaire. Je multipliai à cet égard les notes à Marcel Déat et à dix reprises, je lui arrachai la décision d'élimination de Jean Goy. Dix fois, je crus l'emporter, dix fois l'affaire craqua à la veille d'aboutir. Les premières escarmouches eurent lieu au Conseil Central du R.N.P. que Déat avait constitué dès janvier. Elles échouèrent après une colère homérique de Levillain et une réponse diaboliquement habile de Jean Goy. Une autre fois, alors que j'avais à peu près triomphé, c'est Paul Montagnon qui renouait entre Déat et Jean Goy les fils que j'avais patiemment rompus, mais je finis par obtenir gain de cause.

Déat décida d'aller, comme d'ordinaire à cette saison Pâques, dans sa maison de campagne d'Arbouse. En son absence, je le remplaçai ; cet intérim accrut mon autorité et me permit de mener à bien quelques opérations préliminaires. Déat rentra le 11 avril à la veille d'un grand meeting que je fis avec lui à la Mutualité et au cours duquel nous nous livrâmes à une violente attaque du régime de Vichy, moi sur le plan de la politique intérieure, réactionnaire et cléricale, lui sur le plan de la politique extérieure. Comme on le sait, le lendemain même on annonçait officiellement que Pierre Laval avait revu le Maréchal et trois jours après, Pierre Laval constituait à Paris son gouvernement. Je reviendrai

plus loin sur l'aspect politique de cette crise qui a eu de si vastes répercussions sur l'action du R.N.P. Mais ce que je dois dire ici, c'est que la formation du gouvernement Laval poussa Déat à accepter enfin la suggestion que je lui faisais chaque jour depuis quatre mois, de se débarrasser de Jean Goy.

Voici comment.

Il imagina de demander à Pierre Laval un poste pour Jean Goy, je ne sais plus lequel, au sein du gouvernement, ou en liaison directe avec son action. Ainsi pensait-il, par un jeu de compensation bien parlementaire, faire accepter à Jean Goy son éviction des fonctions de vice-président du R.N.P. J'abondai dans son sens et pendant que les pourparlers se déroulaient, j'obtins de Déat, enfin, l'autorisation d'éliminer toutes les créatures de Jean Goy de l'appareil du R.N.P. L'affaire fut préparée dans le plus grand secret, car dans le même temps, Jean Goy et ses créatures s'efforçaient de remettre complètement sous leur coupe l'ensemble des sections de province et de Paris, et pensaient bien de leur côté nous éliminer. Un matin de mai, donc, Gilberte Altmayer seule étant dans le secret avec Paul Montagnon chargé de me fournir quelques légionnaires, j'arrivai de bonne heure au bureau en compagnie de Gilberte; Paul Montagnon et ses hommes s'installèrent à l'entrée, munis d'une liste de gens à laisser entrer, et d'autres à repousser et à renvoyer séance tenante. Ainsi fut fait, dans un ordre et avec une prestesse miraculeux. Tous les indésirables, tous les prébendiers furent ainsi refoulés en moins d'une heure, y compris le trésorier dont les comptes laissaient à désirer, et le sieur Bouchonnet auquel je confisquai des dossiers peu ragoûtants. À dix heures, tout était terminé, sans que Jean Goy eût pu en être averti, et sa seule réaction fut un coup de téléphone à Déat. L'affaire s'achevait à la satisfaction de mes amis qui détestaient Jean Goy, mais ne croyaient jamais que je parviendrais à décider Marcel Déat à s'en séparer.

L'opération avait été difficile, mais je dois dire que la manière expéditive dont elle avait été menée me valut, de la part de beaucoup, une évidente considération. Elle me fit aussi, comme il est naturel, quelques ennemis nouveaux, soit parmi les évincés, soit parmi ceux qui ne me voyaient pas d'un bon œil me consolider à la tête du R.N.P. Quoi qu'il en soit, le départ de Jean Goy signifiait l'élimination des éléments réactionnaires, des incapables et des adversaires de la transformation du R.N.P. en un parti politique centralisé. Dans l'œuvre de redressement

et de moralisation politique que je m'étais fixée en arrivant au R.N.P. en novembre 1941, une étape importante était parcourue. D'autres allaient suivre, que cette première réussite devait faciliter. Au surplus, Marcel Déat n'avait pas cessé de me soutenir et j'espérais qu'il continuerait, mais j'avais acquis la conviction dans les semaines de bagarres assez sordides qu'il ne m'appuierait que dans la mesure où je m'avancerais seul, afin de lui laisser toujours la possibilité de me désavouer ou de me soutenir plus mollement. C'est dans cette circonstance que je pris pour la première fois la mesure à peu près complète de son caractère. Expérience précieuse, sinon absolument réconfortante.

Le Conseil national de mai 1942 et le retour de Pierre Laval

Afin de faire un inventaire détaillé des forces du Parti, Marcel Déat décida de convoquer immédiatement un Conseil national. C'était vers le 15 mai. Y assistèrent les chefs de section du R.N.P. de Paris, de la région parisienne et de la province, en tout quelque trois cents militants auxquels s'ajoutèrent les 70 membres environ du Conseil central. Avant la réunion plénière, les chefs des sections provinciales, puis ceux de la région parisienne furent reçus par Déat et moi conjointement. Ils purent parler librement. Tous se félicitèrent de l'élimination de Jean Goy. Tous exprimèrent le désir de voir le Parti développer son action politique. L'impression que nous firent beaucoup d'entre eux fut excellente. Je constatai avec joie que les socialistes y étaient en nombre. Pourtant, dans l'ensemble, la maturité politique de beaucoup de ces cadres laissait encore à désirer. On avait surtout le sentiment que leur prise de position très ferme sur le plan de la politique extérieure, où ils souhaitaient ardemment une réconciliation franco-allemande, l'était beaucoup moins sur celui de la politique intérieure. Ils étaient anti-vichyssois, mais discernaient mal les grandes lignes de la Révolution socialiste et nationale indispensable. Ces impressions me furent confirmées par Gilberte Altmayer, qui vit tous les délégués, leur réserva l'accueil intelligent et fraternel qu'elle seule savait offrir à des militants et qui acquit dans cette journée la sympathie unanime des délégués, notamment de province. Elle ne devait jamais plus la perdre et c'est dès ce moment-là qu'elle commença un tenace et obscur travail auprès de tous les visiteurs, pour les pénétrer des idées et des méthodes politiques

nouvelles qui avaient désormais cours dans le Parti. Grâce à elle, un esprit d'équipe, une cohésion et une amitié qui n'avaient jamais existé auparavant se créèrent entre les militants de province et ceux du siège. Au surplus, sa parfaite connaissance des mille détails de la vie du Parti, des problèmes politiques dans leur ensemble, de mes objectifs à la direction du Parti, ainsi que son impeccable loyauté vis-à-vis de Marcel Déat, dont elle admirait l'intelligence, lui assurèrent une autorité considérable. Elle n'en usa jamais que dans l'intérêt général du R.N.P.

Ces prises de contact individuelles furent suivies par une réunion plénière. Marcel Déat y conta sommairement l'histoire de la crise. Il annonça son intention de centraliser le Parti et il déclara que pour mener à bien cette besogne, il m'avait officiellement nommé Secrétaire général. J'allais ainsi pouvoir agir plus commodément. Ces paroles furent accueillies avec grand enthousiasme, chacun ayant le sentiment qu'une phase nouvelle commençait pour le R.N.P., enfin transformé en parti et qui avait acquis, par l'élimination de quelques dizaines de personnes au maximum, une homogénéité qu'il n'avait jamais eue auparavant.

Dans les jours qui suivirent, Marcel Déat me confia également le contrôle de la trésorerie du Parti. Je fis immédiatement établir les comptes et en un mois, je réduisis d'un tiers les frais de fonctionnement du R.N.P., tout en développant considérablement son action. Je commençai à pourchasser tous les prébendiers que la possession de la comptabilité me permettait de déceler et j'exigeai partout de chacun le maximum de rendement pour le minimum de dépenses. Je ne pris aucun employé nouveau au siège, où j'assurai seul, pendant trois semaines environ, un labeur écrasant, tenant la place de quatre ou cinq responsables, aidé seulement par Gilberte Altmayer avec laquelle je travaillais de 8 heures du matin à 9 heures du soir. Chaque mois, Déat prit l'habitude de me donner la somme qui m'était nécessaire et je lui rendais des comptes un mois plus tard. Il avait toute confiance en moi et savait que je gérais les fonds du R.N.P. dans un esprit d'économie et de probité. Je crois pouvoir me rendre ce témoignage qu'il n'eut pas à regretter de m'avoir confié la gestion des fonds, que lui seul d'ailleurs continuait à recueillir, privilège qui fut toujours le sien, comme il est naturel. Je tiens à attester ici – en attendant d'y revenir – l'honnêteté absolument scrupuleuse dont Marcel Déat a toujours fait preuve dans ses fonctions de collecteur de fonds pour le R.N.P.

Dernière modification à noter, consécutive au Conseil national, Marcel Déat décida de doter le Parti d'un hebdomadaire : « *Le National-Populaire* », organe intérieur de liaison et de documentation politique. La direction en fut assurée par René Bénédetti jusqu'en mars 1944. Le journal rendit des services. Il aurait pu en rendre davantage s'il avait été possible de le vendre dans les kiosques.

Ainsi se termine cette période de six mois qui va de la scission avec Deloncle à la séparation d'avec Jean Goy, qui permit de passer du rassemblement au parti, et en définitive de faire place nette pour une organisation nouvelle. C'est cette dernière tâche que je devais m'efforcer de mener à bien au cours des treize mois suivants, et c'est elle que je vais maintenant rappeler.

III

L'ORGANISATION DU R.N.P. (JUIN 1942 – JUILLET 1943)

Les nouveaux militants

Pour mener à bien la tâche que je me proposais, je ne pouvais continuer seul. Je m'attachai donc à trouver des camarades avec lesquels je puisse travailler en équipe.

Pour diriger la propagande, Marcel Déat pensa à Jean-Jacques Guionnet, jeune instituteur qu'il avait connu en Charente et qui avait appartenu au Parti néo-socialiste. Il le fit venir au début de juin. Guionnet était un grand garçon froid, un peu gauche, mais très formé politiquement, d'une culture très supérieure à celle d'un instituteur moyen. Il avait pour Déat un véritable culte et il se mit à la besogne avec entrain. J'entretins toujours avec lui les meilleures relations. Elles se muèrent peu à peu en une solide amitié. Je ne manquais jamais de l'aider dans son action, tout en lui laissant une entière liberté. De son côté, avec une loyauté exemplaire, il ne cessa de me soutenir, car il se rendit compte rapidement que le R.N.P., à l'exception de l'élaboration de la doctrine, reposait entièrement sur mes épaules. D'abord un peu dépaysé à Paris, il ne tarda pas à se familiariser avec les services divers avec lesquels il fut en relation et, sans avoir d'inclination particulière pour la propagande, il n'en réussit pas moins à faire fonctionner ses services avec efficacité. Lui-même était un orateur châtié, un peu sévère, mais très ordonné. Il était fort habile aux contacts politiques et l'un de mes regrets est de ne pas lui avoir demandé d'en prendre davantage. Dans une équipe bien constituée et mis en confiance, Jean-Jacques Guionnet put rendre les plus grands services.

Si la propagande était ce qu'il fallait reprendre immédiatement en mains, la Région parisienne venait après par ordre d'urgence. Dès ce moment, j'étais décidé à contraindre Maurice Levillain à en abandonner la direction. Gilberte Altmayer me signala alors que le chef de la 19^e section de Paris, Pierre Célor, devait être le même

que celui qui avait défrayé la chronique politique vers 1929-1930, alors qu'il était secrétaire du Parti communiste. C'était une recrue de choix. Je le convoquai.

C'était bien lui. Nous parlâmes longuement. Nous nous trouvâmes d'accord sur à peu près tous les points et je décidai d'une part de me l'adjoindre comme conseiller, d'autre part de le pousser à la Région parisienne. Il accepta. Pierre Célor était un homme extraordinaire. Grand et mince, très gris bien qu'il eût la quarantaine seulement, il avait le visage émacié des malades et son œil prodigieusement aigu et mobile montrait constamment comme un éclat fiévreux. Il parlait avec foi, d'une voix coupante et prenante, en ponctuant ses phrases de gestes de la main parallèles au corps comme s'il avait voulu trancher les difficultés qu'il évoquait. Son expérience politique était extrême. Et il avait une sensibilité merveilleuse pour détecter les courants obscurs qui parcourent les masses, pour sentir les maladresses à éviter et les mots d'ordre nécessaires. Organisateur dans l'âme, il ne se défendait pas toujours contre une tendance au bureaucratisme, à la paperasserie et à la complication structurelle. Chez les communistes, il avait beaucoup souffert, physiquement et moralement. Certes, c'était un sectaire et il dut épurer vigoureusement le Parti communiste quand il le dirigeait. Mais je suis convaincu qu'il ne fut jamais le policier que *«l'Humanité»* dénonça lorsque le P.C. l'eut chassé. Il y avait en lui, le fait est indiscutable, comme un parfum de mystère et d'étrangeté. Rien ne permet d'en conclure qu'il n'était pas parfaitement honnête. Avec moi, en tout cas, il fut d'une loyauté absolue et j'ai tiré le plus grand profit de ses conseils et de son expérience. Il était un national-socialiste fanatique, anticommuniste et anticapitaliste, n'ayant rien abandonné de son socialisme d'autrefois. Dès le début de juin, son action commença à se faire sentir à la Région parisienne.

Par une curieuse ironie du sort, je pris contact à peu près à la même époque avec Henri Barbé, qui avait dirigé le Parti communiste conjointement avec Pierre Célor dans les années 1929-1930. Il me fut amené par Villatte, membre du Conseil central, ancien secrétaire régional parisien du P.C. J'en parlai à Déat, qui s'opposa d'abord aux contacts. Je passai outre, car je comprenais leur importance politique essentielle. Déat ensuite s'en trouva bien et Barbé devait lui rendre de multiples services. Du même âge que Célor, Barbé était aussi replet que l'autre était mince, avec une grosse tête tôt dégarnie et des yeux étonnants,

à fleur de tête et toujours en mouvement. Nous nous expliquâmes à fond sur son action depuis 1940. Elle me parut parfaitement correcte et j'acceptai son adhésion. Ancien fondateur des Jeunesses communistes avec Jacques Doriot, il était comme lui originaire de St-Denis et comme lui métallurgiste. Secrétaire du P.C. en 1929-1930, il fonda le P.P.F. avec Doriot en 1935. Il en fut le Secrétaire général jusqu'en 1939. Il quitta Doriot en 1940, moins par désaccord politique que par désaccord personnel et il conserva toujours avec lui des relations cordiales. Il avait un nombre de relations politiques absolument prodigieux. Il connaissait tout le personnel, dirigeant et subalterne, avec les attaches de chacun. Il était imbattable sur les liaisons des hommes politiques avec les puissances d'argent et il connaissait dans le détail tout le personnel communiste. Personne, sans doute, ne comprenait mieux que lui la politique stalinienne et il laissait parfois des auditeurs informés par l'étendue de ses renseignements sur le bolchevisme, ainsi que par la qualité de ses analyses. Stalinien lui-même au fond, quelque effort qu'il ait pu faire pour se débarrasser de l'empreinte, c'était un animal politique de grande classe, avec quelque chose de feutré et de constamment surveillé qui frappait à la longue. Il pourrait faire un étonnant Fouché s'il avait autant que celui-ci d'application aux affaires. Perdra-t-il jamais ce fond de dilettantisme, je ne le crois pas. Mais j'ai plaisir à écrire qu'il se comporta toujours parfaitement avec moi et qu'il m'apprit beaucoup, car j'ai souvent puisé dans son fond inépuisable. Vis-à-vis de Déat, il fut d'une loyauté totale, mais j'ai toujours pensé qu'il le jugeait assez sévèrement et je devais en avoir confirmation en août 1944. Pendant ces deux ans, il me rendit visite deux ou trois fois par semaine, cependant qu'il voyait Déat bien plus rarement. Je proposai qu'on le désignât au Conseil central et ensuite à la Commission permanente. Ainsi fut fait.

Il me manquait enfin, pour pouvoir travailler convenablement, un collaborateur capable de consacrer au travail administratif des efforts que je n'avais pas le goût ni le temps de lui donner. Je songeai à un jeune homme rencontré chez le Dr Michaut, Lucien Brody¹⁵⁸, qui rentrait d'un stage de huit mois aux Chantiers de Jeunesses. Licencié en droit, il travaillait aux Assurances sociales. Je lui offris de venir avec moi.

158. Voir la note 70 du *Journal*.

Il accepta et prit son service au début de juillet. Ce jeune homme de 22 ans semblait avoir dix ans de plus que son âge. Sa maturité et sa culture étaient exceptionnelles. Sa capacité de travail ne l'était pas moins et son aptitude à l'administration tenait du miracle. Dès qu'il fut là, il prit sans cesse plus de place dans la maison, multipliant les initiatives, mettant de l'ordre partout où il passait et exécutant avec une extrême intelligence les décisions que je prenais. C'est lui, en fait, qui mit sur pied l'organisation du R.N.P., non pas en choisissant les hommes que son âge ne lui permettait pas de connaître, mais en définissant les principes, en conseillant les responsables, en donnant le modèle d'une correspondance minutieuse et d'une surveillance attentive de tout ce qui parvenait de province. Grâce à lui, un ordre impeccable régnait dans tous les dossiers et j'avais la chance d'avoir en lui et en Gilberte Altmayer des collaborateurs immédiats aussi ordonnés l'un que l'autre, doués chacun d'une très sûre mémoire. Ce grand garçon imberbe et dégingandé surprit tout le monde par son air juvénile et chacun marmonna contre la promotion d'un pareil jouvenceau à un poste aussi important. Mais bientôt tout le monde s'aperçut que ce gosse était un chef et l'on se plia aisément à son autorité. J'avais en lui une confiance entière. Il m'aimait comme un grand frère. À nous trois, lui, Gilberte Altmayer et moi, nous pensions que nous pourrions nous atteler à n'importe quelle besogne politique.

En même temps que ces nouveaux venus s'installaient, Gilberte Altmayer renouvelait peu à peu le personnel, éliminant impitoyablement tout ce qui n'était pas de moralité impeccable et réussissant à faire une même équipe du personnel dactylo. Et aux Jeunesses, dont les rapports avec le R.N.P. étaient sans cesse plus étroits, se faisaient de plus en plus connaître de très bons militants qui allaient devenir des piliers de l'organisation : Rodolphe Sabatier, Albert Mancasola, Roland Goguillot, Christiane de Clerck et en novembre, Yves Guilbert, un de mes anciens élèves. C'est avec cette équipe renouvelée, rajeunie, épurée et d'une qualité certaine que le travail reprit.

Les efforts d'organisation

Avec le concours des militants dont je viens de parler, la besogne fut vigoureusement entreprise.

Au siège du Parti, la discipline fut progressivement renforcée. Des modifications d'emploi permirent de faire rendre à chacun le maximum de ses possibilités. Les réunions de section furent plus fréquentes et mieux préparées. Le matériel de propagande s'améliora. Le service des délégués à la propagande, dont les meilleurs éléments étaient Henri Sourbier et Jacques Bourin, fut enfin organisé et rendit d'appréciables services. Henri Sourbier, notamment, se dépensa sans compter dans des tournées provinciales auprès des sections, cependant que Bourin préférait les contacts avec les préfets et autres fonctionnaires.

C'est la Région parisienne qui nous préoccupa immédiatement. Elle était dirigée – on l'a vu – par Maurice Levillain, qui entendait bien la conduire à sa guise, en se plaçant directement sous l'autorité de Déat pour la soustraire à mon contrôle. Le chef du Parti ayant autre chose à faire que de s'occuper du détail de la vie de la Région, et ne connaissant à peu près aucun des militants, c'était la certitude que Levillain ferait selon son bon plaisir. Or, ni moi, ni mes camarades n'avions la moindre confiance dans ses qualités de chef. Et surtout, nous faisons les plus graves réserves sur ses idées politiques. Il ne fut jamais qu'un conseiller municipal dont l'horizon ne dépassa guère son quartier d'origine et qui avait tous les défauts du métier qu'il exerçait. D'ailleurs, les militants ne voulaient plus être dirigés par lui. Il organisait des réunions de responsables où il parlait longuement et non sans prétention, mais de manière superficielle et impolitique. Il devenait clair que le développement du Parti dans la Région parisienne était subordonné à son éviction. Je m'y résolus en plein accord avec Pierre Célor et malgré la sympathie que m'inspiraient, à certains égards, sa serviabilité et sa bonté foncière. Dès le mois de juin, nous commençâmes à le harceler au sein d'une Commission exécutive de la région que j'avais décidé Marcel Déat à créer. Je l'avais composée de bons militants et Pierre Célor y figurait. Vieux manœuvrier, Levillain vit certainement se dessiner l'opération, mais sa confiance en lui était telle qu'il affecta de n'y pas prendre garde. Au congrès de la Région parisienne, en juillet 1942 et au Conseil national dont je parlerai plus loin, nous parvîmes à réduire le rôle qu'il voulait jouer dans les débats. Et Pierre Célor, rapportant sur l'organisation de la Région parisienne, fit décider qu'elle serait désormais scindée entre trois responsables (Paris, Seine, et Seine-&-Oise) que le chef de la Région parisienne n'aurait qu'à diriger.

C'était indirectement, et il ne s'en rendit d'ailleurs pas compte, ôter à Levillain la plupart de ses possibilités d'action. Cela nous permit aussi de mettre en place, pour diriger la Seine-&-Oise, Roger Poisson, ancien socialiste pivertiste¹⁵⁹, chef de la section du R.N.P. à Versailles. C'était un jeune militant que j'avais découvert et décidé de pousser. Il vint immédiatement et se mit avec ardeur au travail. Je le soutins constamment et il devait finir par s'imposer comme chef de la Région parisienne. En effet, au lendemain du congrès, Levillain, s'apercevant de la portée des décisions prises, voulut les contester. Je m'y opposai et quelques semaines plus tard, vers fin octobre je crois, je lui donnai le coup de grâce.

Pierre Célor était parti dans des conditions que je relaterai. Maurice Levillain y vit une occasion inespérée de regagner le terrain conquis. Il se remit avec frénésie à diriger et commander ses cadres. En quinze jours, ceux-ci en eurent assez. J'intervins en demandant à Déat de subordonner le chef de la Région parisienne au Secrétariat général, comme les autres. Déat, après des hésitations, accepta. Il commençait à être excédé des naïvetés politiques de son vieux compagnon de lutte. Et je sortis un jour le papier signé Déat à une réunion de la Commission exécutive où Levillain m'avait paru spécialement insupportable. Ce fut fini. À partir du 1^{er} novembre 1942, il donna sa démission de chef de la Région parisienne, avec le secret espoir d'ailleurs que Déat ne l'accepterait pas. Depuis cette date, il ne joua plus aucun rôle au R.N.P., bien qu'il eût conservé la direction du Service des Renseignements, qui ne servait à rien et dont personne, surtout pas moi, ne se souciait. Et bien que Déat ait cru habile de créer pour lui le poste honorifique de vice-président du R.N.P. à partir de la fin de 1942, Levillain ne cessa pas de mener sournoisement campagne contre Déat et de mener un jeu personnel dont on se demande où il pouvait le conduire. À partir de la fin 1943, il cessa totalement de fréquenter les réunions ou assemblées diverses du R.N.P. Il va de soi qu'il déclencha contre moi une campagne d'une violence inouïe. Je ne m'en souciai jamais, heureux d'avoir débarrassé le R.N.P. d'un chef incapable de remplir les fonctions qu'on lui avait trop légèrement confiées. En l'éliminant, après Jean Goy, je continuais l'œuvre de rénovation politique et morale du Parti. Tous les éléments sains du

159. Tendance «gauche révolutionnaire» animée avant la guerre au sein du Parti socialiste par l'instituteur Marceau Pivert.

R.N.P., et ils étaient maintenant la quasi-unanimité, se réjouissaient de son départ. Lui seul ne comprit jamais pourquoi ce départ n'avait pas fait davantage de remous. Personnellement, je n'ai jamais eu contre lui la moindre animosité. Il m'amusait au contraire, comme une sorte de Monsieur Jourdain de la politique, et je me souviendrai toujours avec délectation de ces journées d'avril 1942 où il disait partout que Pierre Laval revenant au pouvoir allait le nommer préfet de Police. À force de le répéter, ce bon Maurice avait fini par le croire.

Du jour où il fut parti, je pris directement en mains, assisté de la commission exécutive, la direction de la Région parisienne, trois militants sérieux, Boiry, Tanchou et Poisson dirigeant respectivement Paris, la Seine et la Seine-&-Oise. Les sections furent visitées, les cadres renouvelés et rajeunis et pour la première fois, un effort en profondeur fut tenté dans toute la région. Peu à peu, la Région parisienne, qui jusqu'alors avait été nettement inférieure aux autres, vint à leur niveau. Les militants qu'ils formèrent, les cadres, l'élite des sections firent honneur au Parti, là comme en province, et c'est un résultat sur lequel je me réserve de dire, pour conclure, tout ce qui doit être dit.

En province, je pouvais librement travailler, aidé de Gilberte Altmayer, de Brody et de mes délégués à la propagande. Là où des sections existaient, leurs cadres furent vérifiés, remplacés partout où ce fut nécessaire. Là où il n'y avait pas de sections, nous nous attachâmes à en créer. Pour améliorer le rendement, je fis accepter par Déat le système de responsables départementaux et régionaux appointés par le Parti et se consacrant entièrement à son développement. C'est ainsi, que grâce à des hommes comme René Hanote, Roger Degois, Marceau Dégardin, Alex Marchand et bien d'autres, le Parti prit un essor qu'il n'avait jamais connu.

Les sections se chiffrèrent bientôt par plusieurs centaines et le recrutement cette fois fut d'excellente qualité. J'avais choisi les chefs régionaux et départementaux à peu près exclusivement parmi d'anciens socialistes. Tous ou presque avaient une expérience politique certaine. Tous, surtout, étaient d'une parfaite honnêteté et d'un grand désintéressement. De les avoir choisis, d'avoir conquis leur estime et souvent leur amitié, pour ne rien dire de leur confiance, c'est une des fiertés de mon combat difficile de ces trois ans.

Pour la zone non-occupée, Ludovic Zoretti¹⁶⁰, dès le début 1942, avec le titre de délégué général, était chargé de jeter les premières bases de l'organisation. Le retour de Pierre Laval au pouvoir en avril 1942 donnait au R.N.P. quelques facilités supplémentaires et nous pûmes ainsi aider notre ami Zoretti. Des délégués furent envoyés en zone sud, cependant que nous parvenions, difficilement d'ailleurs, à faire franchir la ligne de démarcation à notre journal, à nos brochures, à nos tracts et même à l'article quotidien de Déat dans *l'Œuvre*, que nous faisons parvenir chaque semaine sous enveloppe à quelques dizaines de militants sélectionnés. Aussi le Parti s'organisa à Lyon avec Léon Emery et Paul Rives, dans le Massif Central avec des militants moins connus, mais combattifs et sérieux, dans tout le Midi grâce à l'action inlassable de Cadamartorry, ancien néo-socialiste, ouvrier à l'Arsenal de Toulon. Néanmoins, jamais la zone sud ne put être prospectée comme la zone nord. Du moins y comptons-nous d'excellents militants politiquement formés et avons-nous la satisfaction profonde d'y posséder deux des hommes qui étaient l'honneur du R.N.P., comme ils ont été l'honneur de tous les mouvements auxquels ils ont appartenu, Ludovic Zoretti et Léon Emery.

Ces deux éminents universitaires, auxquels je dois personnellement tout, pour ma formation doctrinale comme pour ma culture générale, attestaient par leur présence dans nos rangs que l'honnêteté foncière de notre effort ne pouvait pas être contestée. Les encouragements affectueux qu'ils m'ont prodigués et la confiance dont ils ont toujours voulu honorer le camarade plus jeune que j'étais, comptent parmi mes souvenirs les plus précieux et m'ont toujours empli de fierté. Du moins ai-je toujours été sûr, en ayant leur appui, que j'agissais droitement, en socialiste vrai et en Français. Les responsables des départements et des régions venaient à Paris pour les réunions du Conseil central, qui se tenaient en général le premier ou le second samedi de chaque mois. Je profitais de cette circonstance pour réunir le vendredi les chefs régionaux dans une séance de travail où nous examinions ensemble, avec les principaux militants du siège (Guionnet, Brody, Silly, Gilberte Altmayer et les délégués à la propagande), les difficultés rencontrées par les uns et les autres dans leur travail, et où je définissais l'effort à accomplir dans le mois à venir. Ces réunions, où chacun parlait en

160. Voir la note 40 du *Journal*.

toute liberté, étaient extrêmement fructueuses. Elles contribuèrent beaucoup à améliorer la qualité des cadres supérieurs et leur homogénéité. Comme elles se déroulaient devant un petit auditoire, elles me permettaient de donner des informations politiques plus confidentielles que celles que Marcel Déat, le lendemain, communiquait au Conseil central. En fin d'après-midi, le vendredi, les chefs régionaux avaient le temps de se rendre dans les divers services du Parti pour régler eux-mêmes les mille détails de leur action.

Mais ce n'était pas seulement le Parti proprement dit qui gagnait en puissance, ses annexes aussi grandissaient. Je n'ai pas ici à faire leur histoire. Je me bornerai à quelques mots.

Les Jeunesses Nationales-Populaires accordaient sans cesse plus d'attention à la formation morale, à la culture de l'esprit, au développement du corps. Des camps furent agencés à St-Ouen-l'Aumône, où la discipline et la saine camaraderie se mariaient heureusement. Jeunes gens et jeunes filles impeccables défilaient, chantaient, jouaient et s'instruisaient. Une propagande intelligemment socialiste et profondément nationale était faite parmi eux, cependant que les responsables s'attachaient à fortifier chez leurs troupes le respect et l'affection pour la personne du chef du Parti. Ces effets aboutirent à faire des J.N.P. le mouvement de jeunes le plus fort et en tout cas de loin le plus sain de la zone nord. Ces jeunes ont été l'espoir du Parti. Leur cran, leur droiture, la formation qu'ils ont reçue en font une riche réserve pour la France de demain.

Le Front Social du Travail groupait en Unions professionnelles les militants du R.N.P. et d'autres, extérieurs au Parti. Après des hésitations pour fixer sa position vis-à-vis du syndicalisme, il finit par trouver avec lui un modus vivendi acceptable et s'accommoda très bien de sa survivance. Il créa des filiales diverses (Union Féminine, Union des Vieux travailleurs, Union de la petite et moyenne industrie, etc.) qui accrurent son rayonnement. À la vérité et malgré la qualité des militants groupés autour de Francis Desphilippon, dont l'expérience politique et la connaissance des milieux ouvriers étaient indiscutables, le Front Social du Travail n'arriva jamais à pénétrer les masses ouvrières. La raison en est peut-être certaines erreurs d'organisation, mais certainement les difficultés que le régime de Vichy et de l'Occupation opposait à toute propagande efficace dans les masses ouvrières, notamment en Région parisienne. Des frictions existèrent souvent entre le R.N.P. et le Front

Social du Travail, jaloux de maintenir son autonomie. Elles ne furent jamais graves et finirent par s'aplanir complètement. Les relations amicales que je finis par entretenir avec Francis Desphilippon (grâce au rôle conciliateur de Roland Silly qui donna en l'occurrence la preuve de son doigté), y furent certainement pour quelque chose.

Le Centre Paysan se développa beaucoup. D'abord sans racine dans le pays, il eut bientôt des correspondants dans les régions paysannes. C'est Jean Desnots, ancien militant du Parti communiste, l'un des meilleurs propagandistes paysans, qui fut l'artisan de cette extension. Accompagné de Julien Dobert, ancien membre de la C.A.P. du Parti socialiste, il parcourut les campagnes à pied et à bicyclette, multipliant les réunions et les contacts. De son côté, René de Robert, chef du Centre Paysan, directeur de Coopératives et ami personnel de Marcel Déat, mettait à profit ses nombreuses relations dans le monde agricole pour faire connaître le Centre et lui faire obtenir des facilités de développement. Il rencontra toujours malheureusement une grande hostilité du côté de la Corporation paysanne et une indifférence plus ou moins colorée d'animosité au ministère de l'Agriculture, même au temps où le ministre était Max Bonnafous, prodigue de promesses et avare de faveurs.

Le Centre Social Franco-Européen s'intéressait surtout aux jeunes enfants des adhérents, pour les sortir et les nourrir. Le Centre Syndicaliste de Propagande, bientôt privé du concours d'Aimé Rey, gravement malade d'une tuberculose ancienne qui devait l'emporter, avait plutôt ralenti son action, surtout au cours de l'année 1943. Les Comités Techniques achevaient de démontrer leur inutilité, mais c'était sans importance : je laissais se dessécher peu à peu ce membre mort du Parti, non sans avoir obtenu de Déat, après maintes oppositions, l'élimination de leur Secrétaire général, Lety-Coubière, relent de l'époque Deloncle et parasite incorrigible, dont le départ était une étape supplémentaire sur la voie de la moralisation des cadres du R.N.P.

Enfin, un groupe prit un grand développement, l'Union de l'Enseignement, qui rassemblait dans une seule organisation des enseignants qui voulaient à la fois défendre l'école laïque partout où la menaçait l'offensive cléricale et réactionnaire de Vichy, définir la nécessaire réforme de l'*École de Demain* (c'était le titre de son bulletin mensuel), enfin défendre les maîtres matériellement et moralement. Après des débuts difficiles, l'Union de l'Enseignement fonctionna excellemment grâce à

son Secrétaire général Pierre Vaillandet, député socialiste d'Avignon, professeur au lycée Colbert, militant d'un dévouement et d'une compétence exemplaires, et à son adjoint Victorien Barne, ancien membre du P.C. et de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, qui se dépensa sans compter à l'Union. Celle-ci groupait des universitaires dans tous les départements, derrière des hommes aussi représentatifs et respectés que Ludovic Zoretti et Léon Emery. L'Union a représenté durant l'Occupation le seul mouvement universitaire vigoureux et sain. Elle tint deux congrès, dont les débats, publiés pour l'essentiel, ont été d'une parfaite tenue. Elle fut, bien entendu, attaquée aussi bien par les réactionnaires de droite qui l'accusaient d'être une resucée maçonnique du Syndicat National des Instituteurs ou de la Ligue de l'Enseignement, que par les défenseurs attardés de l'ancien régime, désireux de le restaurer là comme ailleurs. Dans l'effort du R.N.P. pour rénover chaque aspect de la politique française, l'Union de l'Enseignement a représenté une tentative originale et féconde, dont l'avenir dira la justesse.

La plate-forme politique

Pour aussi paradoxale que la chose paraisse, le R.N.P. n'avait pas jusqu'alors de plate-forme politique claire et précise. Sans doute, dans d'innombrables articles d'une magnifique tenue, Marcel Déat avait-il défini sa pensée politique et sculpté peu à peu les contours d'une doctrine. Mais jamais il n'avait été tiré de là les éléments d'une plate-forme de combat souple et dynamique. Le seul effort dans ce sens avait consisté en la rédaction du programme du R.N.P., d'une vingtaine de points, à la confection duquel j'avais pris une très large part et qui fut mise au point au début de 1942 lors d'un Conseil central. Au cours de plusieurs conversations avec Pierre Célor, nous cherchâmes à trouver quelques idées à mettre en évidence. C'était en juin 1942, quelques semaines avant le Conseil national qui allait se tenir en juillet sur le thème du Parti unique. Quand nous fûmes d'accord, j'emmenai Célor chez Marcel Déat qui prit ainsi contact avec lui. Il fut entendu que dans le discours que je prononcerais au Conseil national, je définirais les articles essentiels de la plate-forme politique.

Le Conseil se tint les 11 et 12 juillet. Ce fut le premier Conseil national véritable du R.N.P. Des centaines de délégués y vinrent. Des

séances de commissions s'y tinrent, chacun y faisant des suggestions devant le rapporteur préalablement désigné. Il y avait trois commissions, une qui s'occupait des rapports du R.N.P. et du gouvernement, avec Maurice Levillain; une qui s'intéressait à l'organisation même du R.N.P. avec Jean-Jacques Guionnet; une troisième, préoccupée du programme du R.N.P. et du futur Parti unique dont j'étais le rapporteur. Levillain s'empêtra dans des considérations sans intérêt. Guionnet parla avec son autorité habituelle. Je fis devant la Commission, je crois, le meilleur discours improvisé que j'aie jamais prononcé et devant le Conseil, je repris l'essentiel de cet exposé. Il fut accueilli avec enthousiasme par les militants, qui découvrirent à cette séance que derrière Déat, le second personnage du Parti était désormais connu. Je m'étais efforcé de faire un discours vigoureux dans le ton, mais assez modéré dans ses formules. Il s'agissait de définir sur des points difficiles, et souvent nouveaux, des positions de synthèse acceptables pour tous en un moment où le Parti n'avait ni l'homogénéité doctrinale qu'il devait acquérir plus tard, ni la discipline que nous devons parvenir à lui inculquer. Il y avait là notamment quelques vieux francs-maçons et quelques incorrigibles démocrates à la mode de 1910, et il n'était pas commode de les amener à la conception d'un socialisme moderne, national, autoritaire et populaire.

Les points essentiels de la plate-forme furent l'antigaullisme, l'anticommunisme, l'antisémitisme, l'antimaçonnisme, l'anticléricalisme, l'antiparlementarisme et l'anticapitalisme. Tout cela suivi de la définition d'un socialisme national français. Sur chaque point, je m'étais efforcé de sortir des positions schématiques où trop de doctrinaires de la Révolution nationale avaient essayé de nous enfermer depuis deux ans. J'avais notamment montré qu'un antisémitisme français ne pouvait admettre que les juifs soient rejetés en dehors de l'humanité sous le prétexte de défendre légitimement la nation contre leur Internationale. J'avais insisté sur la nécessité d'un anticléricalisme uniquement politique, sans répercussion philosophique ou religieuse, donc très éloigné des luttes d'autrefois. Reprenant une pensée qui m'était chère depuis 1933, j'avais dit que l'antiparlementarisme ne signifiait nullement l'abandon d'une démocratie vraie, mais en était la condition. Quant à l'anticapitalisme, je m'étais attaché à le définir aussi largement et précisément que possible, pour bien différencier le R.N.P. des autres partis

qui, jusque-là, en parlaient peu – et pour bien montrer que nous n'avions rien de commun avec le régime intérieur voulu et restauré par Vichy.

Ce fut cette plate-forme qui servit ensuite aux propagandistes et militants du R.N.P. À la fin de ce Conseil, Marcel Déat prononça un grand discours politique devant un auditoire nombreux, attentif et prêt à l'acclamer. Pour la première fois, Déat reçut dans un congrès l'accueil non plus d'un orateur ordinaire, mais d'un chef de parti moderne, c'est-à-dire de l'homme qui incarne un mouvement et qui s'est imposé à ses troupes comme le meilleur et le premier. Depuis mai 1942, nous avons commencé, sous la pression systématique de Célor, à faire autour de Déat la propagande qui convenait pour cristalliser les sentiments obscurs des militants à son égard – estime, dévouement, admiration et souvent affection. Il fut très ému de cet accueil. Et lui qui n'avait jamais levé le bras autrement que timidement, le leva franchement cette fois pour saluer les hommes qui lui disaient leur confiance et leur foi. Ce fut un beau spectacle. Il devait y en avoir d'autres.

La recherche de l'unité

Au cours de conversations politiques qui eurent lieu en juin et juillet 1942 entre Marcel Déat, Pierre Célor et moi, Célor insista constamment sur la nécessité d'une politique d'unité avec tous les partis et mouvements révolutionnaires, nationaux, partisans d'un socialisme national et du rapprochement franco-allemand. Ce fut lui qui décida Déat à lancer une nouvelle campagne pour l'unité. Elle devait être à l'origine d'une action politique importante, complexe et mal connue, qu'il est intéressant de retracer.

Le Conseil national de juillet 1942 mit à nouveau l'accent sur le Parti unique. J'en parlai dans mes discours et Marcel Déat y insista longuement, engageant même à la tribune sur ce thème une polémique avec Charles Spinasse qui, dans son hebdomadaire *« Le Rouge et le Bleu »*, avait affirmé son hostilité au totalitarisme. À l'issue du Conseil, Marcel Déat reprit les thèmes du Parti unique dans une longue série d'articles de *« l'Œuvre »* – plus de trente, qui parurent régulièrement jusque vers la fin du mois d'août. Ces articles furent ultérieurement réunis en un volume, *« Le Parti Unique »*. Ils représentent l'effort le plus systématique, le plus clair et le plus intelligent pour adapter à la France une

forme de vie politique très nouvelle, mais dont l'épreuve avait été faite dans divers pays étrangers.

Cette campagne suscita des approbations et des critiques. Le fait est qu'elle remua l'opinion politique. C'est alors que Marcel Déat put penser à la seconde étape de la manœuvre qu'il avait conçue pour aboutir à la création du Parti unique. Dès le lendemain du Conseil national de juillet, il avait envoyé à tous les mouvements ou partis, et à un nombre important de personnalités politiques, un mémorandum montrant la nécessité du Parti unique et ce que pouvait être son programme. Il demandait à chaque correspondant de lui répondre en lui donnant son accord de principe pour la création du Parti unique. Dans la deuxième quinzaine de juillet et au début d'août, les réponses arrivèrent, assez nombreuses et diverses. Déat, parti pour sa maison de campagne d'Arbouse (Nièvre), m'avait chargé de prendre contact avec Victor Barthélemy, secrétaire général du P.P.F., afin de sonder les intentions du parti de Jacques Doriot. Ces contacts furent cordiaux. Ils confirmèrent la volonté de Doriot, à cette époque, de refuser l'intégration de son Parti dans un parti unique. Consultant l'ensemble des réponses, Marcel Déat décida de lancer l'idée d'une sorte de pacte d'unité d'action qui préparerait l'unité organique. Et, après m'en avoir parlé, il demanda à Henri Barbé d'être l'animateur du *Front Révolutionnaire National* qui s'allait créer, Barbé n'étant pas encore à l'époque un militant actif du R.N.P. Marcel Déat pensait conserver le contrôle de l'organisme ainsi créé, tout en lui laissant une autonomie suffisante. Henri Barbé accepta. Cette acceptation eut comme conséquence la démission de Pierre Célor.

De leur collaboration au Parti communiste où ils avaient agi fraternellement avant de se combattre, ces deux militants avaient gardé une vive haine l'un pour l'autre, plus violente d'ailleurs chez Célor que chez Barbé. Je m'en suis souvent expliqué avec l'un et l'autre et je dois à la vérité de reconnaître qu'aujourd'hui encore, je pense que leur séparation repose sur de graves malentendus, volontairement entretenus de divers côtés. C'est infiniment regrettable, car ce sont deux militants d'une exceptionnelle valeur. Quoi qu'il en soit, Célor avait fait de sérieuses réserves à l'entrée de Barbé au R.N.P. et avait voulu partir quand il y arriva. Je l'en empêchai à grand-peine. Ils venaient parfois me voir le même soir. Alors Gilberte Altmayer retenait l'un dans son bureau, cependant que je faisais sortir l'autre par une porte dérobée... La désignation de Barbé au Secrétariat général du F.R.N. consomma la rupture et Célor m'annonça sa décision

irrévocable de nous quitter. À la vérité, la raison de fond de son départ était un manque de confiance, chaque jour plus net, dans le chef du Parti. Célor reprochait à Déat son manque de caractère et ses préjugés politiques. Je m'étais efforcé de combattre ces opinions. Je fis alors une dernière tentative, mais Célor partit néanmoins, assez ému, en me disant qu'il me gardait toute sa confiance et toute son estime. Quelques jours plus tard, il adhéra au P.P.F. Il devait y faire une entrée assez tapageuse lors du congrès du P.P.F. de novembre 1942 et ensuite y occuper le poste de Secrétaire national adjoint; ce fut une perte sérieuse pour le R.N.P.. Je ne jurerais pas qu'au P.P.F., Pierre Célor n'ait pas connu de nouveaux déboires, dont il a dû beaucoup souffrir.

Cependant, le F.R.N. s'organisait. Lentement à vrai dire, et dans l'improvisation et les intrigues. Les francistes Bucard et Paul Guiraud¹⁶¹, les membres du nouveau M.S.R. (Deloncle en ayant été chassé en mai 1942 avec Georges Soulès), d'autres mouvements plus réduits et quelques personnalités y participaient. Mais il fut toujours impossible de constituer quoi que ce soit d'organique et c'est ainsi que se passèrent les mois de septembre et d'octobre, sans qu'un progrès appréciable fût fait dans cette voie.

Tout au contraire, les polémiques entre les partis redoublèrent pendant cette période. Tous redoutaient que le Parti unique préconisé par Déat ne fût le moyen pour lui de s'assurer une prééminence de fait. Or, il y eut toujours beaucoup de désintéressement dans l'attitude de Déat. Il voulait le Parti unique, non pour s'en servir, mais parce qu'il croyait profondément en sa nécessité. En lui prêtant des arrière-pensées machiavéliques, les personnalités les plus représentatives des mouvements collaborationnistes se trompaient lourdement. Et s'ils avaient su à ce moment faire taire leurs préférences pour ne penser qu'aux difficultés à résoudre et à vaincre, l'avenir de la France aurait pu être différent. Pourtant, sur un point particulier, leurs campagnes étaient fondées. Ils reprochaient à Marcel Déat de soutenir presque inconditionnellement Pierre Laval et ainsi de tuer dans l'œuf toute tentative révolutionnaire

161. Marcel Bucard (1895-1946), fondateur en 1933 du Parti Franciste, qui se veut le pendant en France du Parti Fasciste en Italie. Durant l'Occupation, le Parti Franciste sera l'un des principaux partis collaborationnistes. Paul Guiraud, agrégé de philosophie, est son principal adjoint. Bucard sera arrêté en Allemagne après la guerre et fusillé en 1946.

véritable. Je dirai ce qu'il faut penser de cet aspect de la politique de Marcel Déat. Et je dois reconnaître que Pierre Laval fit tout ce qu'il put pour attiser les divergences qui opposaient par exemple Jacques Doriot et le chef du R.N.P. On voit bien ce que Laval gagnait à l'opération.

En septembre-octobre 1942, le P.P.F. était en lutte ouverte contre Pierre Laval, accusé de mener la France à sa ruine et de négocier en sous-main avec les Américains en Afrique. L'entente entre le P.P.F. et le R.N.P. était donc impossible. La conséquence, c'est qu'au congrès du R.N.P. de novembre 1942, puis à celui du P.P.F. quelques jours plus tard, des propos assez vifs furent tenus par les uns et les autres. Les relations entre les deux partis devaient rester au point mort jusqu'au début de 1944, chacun ignorant l'autre.

À peu près à la même époque, les francistes entamèrent une violente campagne contre le P.P.F., reprochant à Jacques Doriot son passé communiste. Il en résulta entre les deux partis une guerre ouverte qui dura jusqu'en juillet 1944.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit le deuxième congrès du R.N.P., au début de novembre 1942. Il fut une fois de plus consacré aux problèmes des rapports du R.N.P. et de la Révolution, et tourné vers la recherche de l'unité. Organisé comme le Conseil national qui l'avait précédé, il se déroula dans un ordre et une atmosphère réconfortants. Nous avons fait un gros effort. Les présents étaient nombreux. La présentation fut très améliorée. C'était enfin une manifestation disciplinée dans un parti homogène. Michel Brille parla du R.N.P. et de la Révolution nationale de Vichy. Francis Desphilippon traça le tableau de ce que pouvait être la Révolution économique et sociale que nous voulions. Enfin, je traitai des relations du R.N.P. avec le gouvernement. Les trois discours furent très applaudis. À la fin du mien, qui précédait celui de Déat, je le fis acclamer comme jamais il ne l'avait encore été avant 1939 ou depuis 1940, en faisant l'éloge de sa politique et de sa vie privée. Au cours du dernier après-midi, il parla de l'unité nécessaire et de la politique française, lançant un prophétique avertissement devant les menaces qui grandissaient contre l'Empire français. Il recueillit son succès habituel et un tribut d'hommages et d'acclamations qui prouvèrent que le Parti était parfaitement à l'unisson de son chef, et qu'il était prêt à le suivre là où il voudrait le conduire. Par rapport au Conseil national de juillet, des progrès notables avaient encore été réalisés dans le sens

d'un renforcement de la discipline et de l'unité du Parti, ainsi que dans l'affermissement de la fidélité à son chef. Ainsi se construisait peu à peu le Parti nouveau, cependant que la qualité politique des militants s'améliorait sans cesse, comme en témoignaient les discussions, la tenue générale du congrès et l'atmosphère qui l'entourait, ce qui est parfois plus révélateur que n'importe quoi. C'est ce que nous nous disions à quelques-uns, Gilberte Altmayer, Lucien Brody, Roland Silly notamment et moi, au cours des repas qui nous réunissaient pendant le congrès dans une petite brasserie de la rue des Écoles. Et nous nous réjouissions entre nous de cette régénération du Parti, de l'outil que nous fabriquions au milieu des difficultés innombrables, pour le service de Marcel Déat auquel nous liait un attachement sincère et solide.

La milice du RNP

Du strict point de vue de la réalisation de l'unité des partis collaborationnistes, le congrès de novembre resta sans résultat. Quelques jours après, ce fut l'affaire d'Afrique du Nord.

Marcel Déat pensa alors qu'il serait désormais plus facile d'obtenir de Laval, qui s'y était jusqu'alors refusé, un appui véritable pour faciliter la création du Parti unique. Il le vit plusieurs fois en novembre et en décembre, à l'occasion de voyages que Laval fit à Paris, Déat refusant toujours de mettre les pieds à Vichy. De ces conversations, résultèrent deux conclusions : la première, que Laval n'acceptait pas le Parti unique et qu'il faudrait lui forcer la main et le faire sans lui ; la seconde, que Laval était disposé à accepter l'organisation d'une sorte de milice, dont la forme était encore très confuse dans son esprit et le rôle très indistinct. C'est ainsi que Laval est vraiment le père de l'idée milicienne qui devait avoir, dans les deux années suivantes, la fortune que l'on sait. Marcel Déat songea immédiatement à s'en saisir. De là date le double effort qui allait se poursuivre dans les mois suivants – essai de donner vie au F.R.N., essai de créer en zone nord une milice qui pourrait être l'embryon du Parti unique.

Sur le plan du F.R.N., Marcel Déat réunit chez lui, au début de janvier, quelques personnalités importantes qui devaient former le Comité directeur

du F.R.N. : Dominique Sordet¹⁶², Alphonse de Châteaubriant¹⁶³, Lucien Rebatet¹⁶⁴, Henri Barbé, Georges Soulès, Francis Desphilippon¹⁶⁵, Paul Chack¹⁶⁶, le docteur Rainsart (représentant Marcel Bucard), les doriotistes continuant de s'abstenir. Il fut décidé de constituer plusieurs commissions, les deux plus importantes étant celle de l'Organisation et celle de la Milice. Je dirigeais la première. Elle avait pour but de créer dans chaque département, par la réunion des responsables des divers partis, un comité départemental du F.R.N. où les militants devaient apprendre à travailler ensemble. Seul le R.N.P. avait des représentants partout. Les francistes, dont les effectifs étaient très réduits, s'arrangèrent pour faire échouer ce travail d'organisation qui fut poursuivi quand même, mais qui ne donna jamais de résultats concrets, tout en ayant, un instant, soulevé chez les militants de base une immense espérance. La Commission de la Milice, elle, travaillait plus difficilement encore, chaque Parti voulant avoir le contrôle de cet organisme où s'élaborait, croyait-on, ce qui devait être le noyau dur du futur Parti. Les francistes, avec le Dr Rainsart, étaient particulièrement envahissants. Ils firent si bien qu'ils s'approprièrent le contrôle de la Milice en création, au moins pour la Région parisienne. À la vérité, la Milice du F.R.N. ne vit jamais le jour, deux conceptions s'opposant dès l'origine, sans jamais se rapprocher. Marcel Déat voulait

162. Voir la note 18 du *Journal*.

163. Alphonse de Châteaubriant (1877-1951), écrivain (prix Goncourt 1911, Grand prix de l'Académie française 1923), adepte du rapprochement franco-allemand dès 1918. Par son livre *La Gerbe des forces* (1937), il se rallie au national-socialisme et rencontre Adolf Hitler en 1938. Sous l'Occupation, il préside le Groupe Collaboration, se rapproche du RNP et lance un hebdomadaire politique et littéraire, *La Gerbe*, auquel collaborent notamment Jean Giono, Paul Morand, Jean Cocteau, Marcel Aymé, Sacha Guitry... En 1944, il se réfugie en Allemagne, puis, après sa condamnation à mort par contumace en 1945, dans un monastère du Tyrol autrichien où il meurt en 1951.

164. Lucien Rebatet (1903-1972), écrivain, journaliste, critique musical et cinématographique français, il collabore avant la guerre au quotidien *l'Action française*, puis à l'hebdomadaire *Je suis partout*. En 1942, il publie le volumineux pamphlet collaborationniste *Les Décombres*. Réfugié en Allemagne en 1944, il y est arrêté en 1945 et condamné à mort en 1946. L'année suivante, le socialiste Vincent Auriol commue sa peine en travaux forcés et il est libéré en 1952, un an après avoir publié aux éditions Gallimard son roman *Les deux étendards*. Lors de l'élection présidentielle de 1965, il soutient au premier tour Jean-Louis Tixier-Vignancour et au second, François Mitterrand.

165. Francis Desphilippon, fondateur d'une association d'anciens combattants pacifistes, un temps responsable du service d'ordre du Parti communiste, puis membre de la SFIO.

166. Voir la note 56 du *Journal*.

une Milice unique, les membres de chaque parti continuant d'autre part à appartenir à leur Parti. Les francistes entendaient garder le contrôle de leur organisation paramilitaire, déjà créée et dont ils ne voulaient à aucun prix se dessaisir. Il en résulta des discussions assez byzantines et ridicules.

Pourtant, malgré son manque de cohésion, le F.R.N. voulut se manifester publiquement. La première manifestation eut lieu à la salle Pleyel en janvier 1943. Parlèrent Desphilippon, Paul Chack, Georges Soulès, Paul Guiraud, Lucien Rebatet, Marcel Déat et Alphonse de Châteaubriant. La salle était comble, les militants crurent une fois de plus que l'unité était en marche. C'était en tout cas la première affirmation qu'un accord était possible. Néanmoins, on ne pouvait s'empêcher de constater l'absence d'homogénéité entre les discours des divers orateurs. La seconde manifestation, beaucoup plus importante, eut lieu au Vel' d'Hiv' vers la fin février, je crois. Son but était de présenter au public l'ensemble des diverses milices des organisations participantes – ce qui était d'autant plus difficile que, seuls, les francistes avaient une organisation plus ou moins paramilitaire. En même temps, sur l'initiative de Barbé, des délégations d'ouvriers des usines de la Région parisienne, fournis essentiellement par le Front Social du Travail, devaient à la tribune affirmer leur accord pour le rassemblement milicien en préparation. Il était entendu enfin que des discours seraient prononcés par les orateurs qui avaient déjà parlé à la salle Pleyel.

Les francistes réussirent à prendre dans la préparation de ce grand meeting, qui emplit à peu près le Vel'd'Hiv', une place prépondérante. Quand la réunion commença, les chemises bleu clair des francistes massés à la pelouse donnaient l'impression de dominer le reste par leur masse, alors qu'en réalité ils n'étaient pas plus nombreux que les autres. Mais disciplinés à l'extrême, fanatisés et soigneusement préparés, ils crièrent au commandement, se levèrent avec ensemble, acclamèrent Bucard qui parla le dernier et réussirent à donner l'impression qu'ils étaient les maîtres du F.R.N. Les militants du R.N.P. en conçurent une grande amertume. D'abord parce qu'il était évident que le R.N.P. avait des effectifs beaucoup plus importants. Ensuite parce que la qualité de ses membres était supérieure. Enfin parce que le R.N.P. donnait l'impression d'avoir été surclassé sur le terrain de la présentation et de la discipline, et qu'il paraissait manquer de l'organisation para-militaire indispensable pour impressionner les adversaires et protéger les militants.

Cette réunion eut, pour toutes ces raisons, des répercussions importantes, tant sur le plan du F.R.N. que sur celui du R.N.P. En fait, elle signifia la mort du F.R.N. devant les tentatives de noyautage franciste. Le Comité directeur ne se réunit pratiquement plus et seules se déroulèrent, dans la banlieue parisienne et en province, des réunions avec des orateurs appartenant aux diverses formations. Ces manifestations apportèrent un réel réconfort aux militants qui souffraient de leur isolement respectif et qui souhaitaient l'union de tous ceux qui semblaient penser de même. Mais elles n'eurent aucun résultat durable, par suite de l'impossibilité d'une entente à la tête. Partout, les troupes du R.N.P. apparaissaient comme les éléments les plus nombreux et jouaient un rôle prépondérant dans l'organisation des manifestations. C'est ainsi que mourut le F.R.N., tentative manquée de rassemblement des révolutionnaires nationaux.

La déconvenue enregistrée par le R.N.P. au Vel' d'Hiv' donna au Parti un coup de fouet vigoureux. Il apparut clairement que, devant les menaces que le terrorisme commençait à faire peser sur les militants, l'organisation d'une troupe de défense était indispensable. La militarisation du R.N.P., à laquelle les vieux éléments démocrates étaient opposés, s'imposa irrésistiblement et c'est ainsi que naquit la Milice du R.N.P. Le Parti avait bien eu une « légion » mais, pour les raisons que j'ai dites, elle ne pouvait servir de noyau à cette Milice. Mal recrutée, mal orientée dès l'origine, elle s'était constamment affaiblie et Marcel Déat, depuis des mois, voulait la dissoudre. Les erreurs qu'elle commettait le poussaient à de terribles colères et c'est seulement par amitié pour Paul Montagnon qu'il ne prononça pas plus tôt sa dissolution. J'avais personnellement beaucoup de sympathie pour Montagnon, mais je ne pouvais que constater le tort immense fait au Parti par la Légion. J'avais souvent demandé à Déat d'exécuter ce qu'il avait décidé, ce qui aurait d'ailleurs permis d'utiliser ailleurs et beaucoup mieux les qualités de Paul Montagnon. En fait, bien que la Légion se fût pratiquement réduite à rien depuis ce moment, il fallut des mois encore avant qu'elle ne fût définitivement dissoute.

Cependant, la Milice du R.N.P. se formait. Un grand nombre d'adhérents à Paris et en province demandèrent à entrer dans ce nouvel organisme, militairement encadré par les officiers et sous-officiers du Parti, et qui fut équipée de chemises bleues, cravates rouges et bras-

sards au bélier¹⁶⁷, malgré les difficultés dues à la pénurie des tissus. Des exercices de mobilisation furent faits 128 rue du Faubourg St-Honoré par les quatre secteurs de la Région parisienne. Marcel Déat y participa. Les résultats furent bons. Dans le même temps, les Jeunesses s'organisaient sur le même modèle. Le travail allait grand train, car il était entendu qu'en mai, la Milice du R.N.P. de la Région parisienne serait présentée à Marcel Déat au cours d'une cérémonie solennelle. Nos camarades, le capitaine Lacoste, le commandant Brice, Poisson et Boiry, responsables de la Région parisienne, prirent la plus grande part à la mise au point de la Milice et à la préparation de la journée. Elle eut lieu avec un grand succès. Marcel Déat remit des fanions à chaque chef des quatre secteurs, et dans l'enthousiasme les Miliciens défilèrent impeccablement. Pour la plupart, c'étaient des hommes mûrs, presque tous anciens communistes, socialistes ou syndicalistes, qui comprenaient soudain la nécessité de marcher au pas pour refaire une France unie et forte. À son rang, présence symbolique, sans aucun grade, Pierre Vaillandet, député S.F.I.O. du Vaucluse, professeur d'allemand, 55 ans, marchait juvénilement. On lisait de l'émotion sur tous les visages et j'étais moi-même bouleversé. Dans l'histoire du Parti, où les heures difficiles et parfois cruelles furent si nombreuses, celle-là reste comme un moment ensoleillé d'espérance et de joie. En province, un effort semblable était tenté et dans certains départements, les chefs du R.N.P. réussirent à grouper des centaines de miliciens, soit sous le signe du Parti, soit sous celui du F.R.N. J'indique tout de suite que ni à Paris ni en province ces miliciens n'étaient armés, fait dont je montrerai les conséquences.

Le succès de la présentation de la Milice laissait bien augurer du troisième congrès du Parti, convoqué pour juillet 1943. Sa préparation fut minutieuse, son succès éclatant. Des congrès départementaux le précédèrent, auxquels participèrent les membres du Conseil central. Puis, par milliers, les militants vinrent à Paris. Les débats conduits à la manière habituelle eurent une tenue parfaite. Ils se déroulèrent dans un ordre impeccable et successivement parlèrent, très applaudis, Michel Brille, Paul Rives et Henri Barbé. J'achevai la série par un discours ingrat sur le R.N.P. et le Parti unique, mais qui reçut du congrès un

167. Gamma stylisé ressemblant à une tête de bélier, porté sur le brassard de l'uniforme à chemise bleue de la milice du RNP.

accueil infiniment chaleureux. J'avais été acclamé à mon arrivée à la tribune, j'en redescendis sur une ovation indescriptible, car j'avais une fois de plus trouvé les accents qui convenaient pour dire à Marcel Déat, au nom de tous, notre confiance et notre foi. La veille d'ailleurs, au cours d'un déjeuner des chefs régionaux, je lui avais adressé une allocution qui avait fait venir les larmes dans bien des yeux. Ces témoignages que je lui rendais achevaient de sceller l'unité du Parti. Mais ce qui eut plus d'importance que n'importe quoi, plus même que le grand discours politique prononcé le dernier après-midi par Marcel Déat et qui recueillit son tribut désormais classique d'acclamations, ce fut la présentation matérielle et le défilé final. Les francistes, en effet, avaient clos leur congrès par un défilé dans les rues de Paris. Nous décidâmes de clore le nôtre par un défilé de notre Milice et de préparer ce défilé par un déroulement impeccable du congrès. La décoration de la salle de la Mutualité fut soignée. Les orateurs parlèrent en chemise bleue et les présidents de séance et leurs assesseurs – Lafaye, Rivollet, Favier, etc... la revêtirent, eux aussi, avec la cravate rouge. Dans la salle, grâce à un effort tenace, chacun fut pourvu de son équipement et les responsables parisiens se dépensèrent sans compter pour assurer un encadrement solide. Tous ces préparatifs créèrent une atmosphère de force et de cohésion comme jamais encore le Parti n'en avait connu. Les Jeunes, parfaitement équipés et entraînés, donnaient la meilleure impression.

Après le discours de Déat, le défilé eut lieu sur l'itinéraire suivant : Mutualité, Rue des Écoles, bld St-Michel, Place du Châtelet, Place de l'Hôtel de Ville, Notre-Dame, Mutualité. Des milliers de Miliciens du R.N.P. défilèrent derrière une clique, dans un ordre impeccable, devant Marcel Déat placé en face de Notre-Dame, au pied de la statue de Charlemagne, et encadré par tous les mutilés des deux guerres et du travail appartenant au Parti, que leurs infirmités empêchaient de marcher. Je conduisais le défilé, encadré par Guionnet et Desphilippon. Et j'ai salué Marcel Déat, le bras tendu, au nom de tous avec une ferveur que je ne me suis jamais connue.

Quand j'arrivai à la Mutualité, je me rangeai sur le bord du trottoir, entouré des responsables du Parti, et les miliciens alors défilèrent devant moi. C'était un spectacle poignant. Il y avait là des hommes, dont un grand nombre grisonnaient, qui marchaient comme des jeunes. Il y avait là des adolescents et des adolescentes qui n'avaient jamais défilé de leur vie et qui scandaient leur marche comme de vieilles troupes. Il y avait

là, par centaines, des militants socialistes, anarchistes, antimilitaristes d'autrefois et qui passaient en levant fièrement la tête, en frappant le sol de leur talon, la poitrine bombée, couverte de décorations qu'on n'avait jamais voulu porter autrefois et qu'on avait pourtant gagnées comme les autres. Je vous revois, Georges Altmayer, qui avez dirigé le syndicat de la T.C.R.P.; je vous revois, Loréal, vieux militant de l'anarchie et du pacifisme intégral; je vous revois, Marchenoir, syndiqué depuis vingt-cinq ans à la Fédération de Cheminots; je vous revois, Michel Courage, pacifiste intégral et trotskiste d'inclination, et Barne, blanchi sous le harnais antimilitariste du Parti communiste et Louis Tanchou, tête blanche de septuagénaire, devenu sceptique au contact prolongé des hommes; je vous revois tous, et je sais ce qu'a signifié pour vous l'uniforme, la marche au pas, le salut avec le bras tendu. Je sais qu'il n'y avait dans vos gestes nulle copie de gestes étrangers, nul abandon de dignité, mais au contraire un effort consenti, profondément émouvant pour affirmer publiquement votre foi et votre force, même au prix du sacrifice des vieilles habitudes de laisser-aller ou de vieilles idéologies anarchisantes. Ceux qui vous voyaient passer, visages honnêtes et francs, naïfs souvent, marqués par le labeur de tant d'années de travail, avec vos décorations de l'autre guerre, je ne puis pas croire qu'ils vous aient considérés comme des trublions et comme des traîtres. Je vous vois encore et je vous verrai toujours. J'ai vécu là un des moments les plus pathétiques de mon existence, car ce qui se passait, je puis écrire que je l'avais voulu, créé de mes propres mains – et il n'y a rien de plus exaltant pour l'homme que de créer des hommes nouveaux. C'est ce que vous fûtes ce soir-là et même les incidents de la fin avec la police ne peuvent ternir l'éclat de mon souvenir.

Le Parti tout entier se félicita de cette journée. Et, dans une lettre qu'il m'adressa, Marcel Déat rendit publiquement hommage à l'action que j'avais menée. Je n'ai pas à cacher la satisfaction que j'éprouvais de la réussite du congrès. Elle était mon œuvre. En novembre 1941, le R.N.P. était un troupeau indistinct groupant quelques centaines d'adhérents. En juillet 1943, dix-huit mois après, le R.N.P. était un parti centralisé, discipliné, comptant des milliers d'hommes prêts à agir ensemble pourvu qu'on les commande et qu'on les guide. Tous ceux qui avec moi avaient préparé cette journée étaient remplis de la même fierté. Et comme tous m'estimaient, que beaucoup m'aimaient, ils étaient heureux de ma joie. Indépendamment de tout cela, on peut

écrire avec certitude que juillet 1943 a marqué l'apogée du R.N.P. Ensuite, commença pour le Parti ce qu'on ne peut appeler autrement que l'année difficile. Elle succédait à l'année d'organisation que je viens d'évoquer.

IV

L'ANNÉE DIFFICILE (AOÛT 1943 – AOÛT 1944)

La vie du Parti

Pourtant, au cours de cette année d'août 1943 à août 1944, le Parti ne cessa de se développer. L'organisation régionale et départementale s'affermi, la qualité des cadres fut progressivement améliorée. Les réunions des chefs régionaux, que j'avais fait admettre au Conseil central, continuèrent à jouer un rôle essentiel dans le fonctionnement du Parti. Grâce à elles, les difficultés qui accablèrent le R.N.P. durant cette dernière année purent être sinon surmontées, du moins cernées avec précision et affrontées avec le maximum de chances de succès. Dans la Région parisienne, Roger Poisson finit par exercer en fait, puis en droit, les fonctions de chef régional. Il devait dépenser beaucoup de dévouement et d'initiative dans cette charge difficile, aidé de Tanchou et de Borry. La nécessité de consacrer à la Milice du R.N.P. la presque totalité de son temps ne lui permit toutefois pas toujours de veiller suffisamment au travail politique dans les sections.

Les organisations annexes poursuivirent, elles aussi, leur développement. Les Jeunesses Nationales-Populaires, notamment, connurent un réel essor. Elles avaient à leur tête une très belle équipe de jeunes, dont les qualités intellectuelles, morales et politiques étaient considérables. Ils créèrent chez elles un esprit de discipline et un goût de l'ordre très réconfortants qui ne firent jamais négliger la formation culturelle. On le vit lors du très beau congrès qu'elles tinrent en octobre 1943. La tenue des débats fut parfaite et la présentation, impeccable. En même temps qu'elles, l'Union de l'Enseignement couronnait une année d'activité par un congrès important, marqué par un substantiel et profond rapport de Guy Lemonnier sur la réforme de l'Enseignement et honoré d'un magistral discours philosophique de Marcel Déat sur l'homme de demain. Ainsi s'affirmait l'intérêt que le R.N.P. portait à tous les problèmes intéressant

la jeunesse, ce que je m'efforçai de dire dans le discours que je prononçai à la fin d'une de leurs séances de travail. Le F.S.T. de son côté tenait en novembre un congrès aux nombreux participants et devait être imité un peu plus tard par le Centre Paysan, qui commençait à recueillir en 1944 le fruit d'efforts tenaces dépensés dans le milieu ingrat des paysans.

Enfin, sous l'impulsion de Jean-Jacques Guionnet, dont la collaboration était si précieuse et le dévouement au R.N.P. et à son chef si totaux et si ardemment désintéressés, le Parti créa un Centre de Culture qui donna régulièrement des conférences, 128 rue du Fg. St-Honoré. C'est ainsi que vinrent parler des personnalités aussi diverses et représentatives qu'Alphonse de Châteaubriant, Massimo Rocca, Francis Delaisi, Félicien Challaye, Léon Emery, Lucien Rebatet, Dominique Sordet, Robert Brasillach, Philippe Frey, René Rocher, John Amery. Cette série unique fut l'un des événements intellectuels de l'hiver parisien 1943-1944. Déat et moi avions d'ailleurs contribué à rehausser le prestige intellectuel du Parti par des conférences données soit aux Ambassadeurs, soit au siège du Parti. Marcel Déat parla au R.N.P. des rapports de la Révolution française et de la Révolution allemande, et aux Ambassadeurs des rapports de la pensée française et de la pensée allemande. Ces deux remarquables conférences furent à l'origine de féconds échanges d'idées dans la presse parisienne. De mon côté, je parlai au R.N.P., en mars 1942, de Charlemagne pour son 1200^e anniversaire; aux Ambassadeurs, en décembre 1942 et en mars 1944, de la *politique de Richelieu*, pour le 300^e Anniversaire de sa mort, et du *Parti de la guerre depuis 1789*. Par ces diverses manifestations, le R.N.P. voulait donner la preuve que, dans le temps même où il s'efforçait de devenir un Parti fort et discipliné, il entendait ne pas négliger les idées. Car nous avons toujours cru qu'on pouvait unir le souci de la culture à la foi révolutionnaire.

Dans ce contact que nous menions, nous avons reçu un renfort nouveau dans la personne de Guy Lemonnier. En effet, en juillet 1943, Lucien Brody fut appelé pour partir travailler en Allemagne et il exigea qu'aucune intervention ne fût faite pour l'en dispenser. Notre camarade a toujours eu à un point rare le sens du devoir. Il partit en octobre. Il rentra en avril 1944, rappelé par Marcel Déat au titre de chef-adjoint de son cabinet. Il s'alita en arrivant en France, atteint d'une sérieuse affection pulmonaire... En perdant Lucien Brody, je perdis un collaborateur exceptionnel et le R.N.P., l'un de ceux qui avaient le plus

fait pour son développement. Pour le remplacer, je songeai à un jeune universitaire, Guy Lemonnier, professeur au collège de Dinan et dont la culture intellectuelle et politique, la valeur morale m'avaient frappé. Breton au visage têtue, ennemi de Paris et du bruit de la capitale, Lemonnier hésita avant d'accepter, puis, sur mon insistance, il promit de venir. Il vint en effet, en août 1943 et prit la place de Lucien Brody. Il l'occupa jusqu'à la fin avec une loyauté totale et une application exemplaire – encore que le travail administratif dont il se trouvait chargé ne lui ait pas paru exaltant. Il finit par connaître parfaitement le Parti et il en assura pratiquement la direction dans les mois où je dus suivre Marcel Déat au ministère du Travail. Par goût, il était un doctrinaire et des plus remarquables. Personne comme lui n'a mieux repensé le socialisme. Personne à mon sens n'a, comme lui, défini les contours du socialisme national du xx^e siècle, adapté à l'ère des masses. Je tiens que comme doctrinaire, il est infiniment supérieur à Marcel Déat. Et pour l'originalité de la pensée, c'est à Léon Emery qu'il faut le comparer. Grâce à lui, la doctrine du R.N.P. s'enrichit sur bien des points essentiels.

Les rapports difficiles avec Laval

Pendant toute cette année, les difficultés avec Laval ne cessèrent de s'aggraver. À vrai dire, jamais les militants n'avaient eu confiance en lui. Son immoralité, ses tares de vieux politicien parlementaire leur répugnaient. Ils n'avaient accepté de le soutenir que sur l'insistance de Déat, et en souvenir aussi du 13 décembre et de l'attentat de Versailles, qui avaient – qu'on le voulût ou non – fait de Laval le chef de file des mouvements collaborationnistes. Si certains d'entre eux avaient conservé des illusions, Laval se chargea de les leur faire perdre. Marcel Déat leur avait dit que Laval stopperait les offensives réactionnaires, remettrait en marche l'administration française sans cesse plus grippée et saurait déployer dans les négociations avec l'Allemagne l'adresse et la fermeté nécessaires pour tirer de la politique de collaboration tous les fruits qu'elle n'avait guère donnés jusque-là, pour les raisons multiples que l'on sait. Or, ni dans un domaine ni dans un autre, Laval ne fit quoi que ce soit. Cela n'empêchait pas Marcel Déat, malgré ce qu'il disait dans le privé, de le soutenir par la plume et la parole. Sans doute

entremêlait-il de plus en plus ses éloges de blâmes. Sur le fond, il restait lavaliste et le fait est qu'il ne se désolidarisa jamais publiquement de son action, malgré des articles sensationnels pour les initiés, mais très hermétiques pour la masse. Cette position mettait le Parti dans une situation impossible. Les militants étaient pris entre deux feux et ils ne pouvaient se défendre. D'une part, les collaborationnistes actifs attaquaient l'attentisme de Laval, ses coquetteries vraies ou supposées à l'adresse des Américains, son incapacité à négocier avec les Allemands. D'autre part, les éléments socialistes et républicains protestaient vigoureusement contre la politique réactionnaire dont Laval ne s'affranchissait pas. Ainsi le rayonnement du R.N.P., vers sa droite, si l'on veut, et vers sa gauche, fut-il rendu de plus en plus difficile par suite de la position prise par Déat vis-à-vis de Laval à la suite de son retour au pouvoir.

Les déceptions des militants pendant cette année furent incessantes. De plus en plus les préfets, alertés par Laval, s'opposaient à leurs efforts, avec leurs services annexes, notamment le réseau des délégués à la propagande. Avec une obstination systématique, Laval et ses agents barraient à tous les fonctionnaires ou citoyens suspects de sympathie pour le R.N.P. ou les idées nouvelles, l'accès aux postes les plus importants et l'entrée dans une carrière administrative ou para-étatique.

Dans les ministères, une hostilité de plus en plus vive remplaça la compréhension du début. Il était manifeste que Laval n'avait pas d'autre but que de détruire peu à peu le R.N.P., et il ne négligea même pas, pour ce faire, d'utiliser certains de ses membres les plus importants, comme René Château, ancien collaborateur de Marcel Déat à « *l'Œuvre* ». On comprend dans ces conditions la gêne que connut la propagande du R.N.P. Les orateurs ne voulaient plus défendre Laval, mais n'osaient l'attaquer trop ouvertement puisque Marcel Déat continuait à le soutenir. Certes, au fur et à mesure que les mois passèrent, l'attitude du chef du Parti changea, pour des raisons de fond et de tactique.

Et ainsi le R.N.P. recouvra un peu de sa liberté critique d'antan. Mais cette amélioration intervint vers mars 1944, à un moment où elle ne servait à peu près plus à rien. Personnellement, j'ai toujours représenté dans le Parti le courant le plus hostile à Laval, et il le savait. Quand je cherche les raisons pour lesquelles j'ai ralenti ma participation à l'effort de propagande orale au cours de cette année, je trouve avant tout celle-là. Pour tout résumer d'un mot, le R.N.P., qui avait cru bénéficier

largement de la seconde expérience Laval, n'en reçut aucun supplément de force, bien au contraire. La netteté de sa position en politique intérieure en fut affaiblie. Et par réaction contre l'attentisme lavalien, le R.N.P. fut conduit en politique extérieure à des prises de position qui nuisirent à son développement.

Le terrorisme et les difficultés avec les Allemands

Parmi les responsabilités majeures dont la mémoire de Laval restera chargée, il faut compter l'indulgence qu'il n'a cessé de marquer au terrorisme. Certes, la question est complexe et il faut se garder de la simplifier. Les motifs de ceux qui prenaient le maquis n'étaient pas tous méprisables, il s'en faut. Là-dessus, des hommes aussi différents que Philippe Henriot et Alfred Fabre-Luce ont dit ce qu'il fallait dans les termes convenables. Il reste que le développement du maquis n'a été permis que par l'indolence et l'incurie de Laval. Il est acquis surtout que son crime principal est de l'avoir laissé tellement grandir que sa réduction n'a pu être tentée qu'au prix de sanglants efforts. En refusant d'arrêter les jeunes réfractaires, Laval a accepté plus tard de les faire massacrer. Il aimait à dire qu'il ne voulait pas avoir de sang français sur les mains. En fait, c'est tout son corps qui en fut couvert.

Du point de vue du R.N.P., le terrorisme eut des conséquences très graves. Un à un, des militants tombèrent, et souvent les meilleurs, sauvagement abattus par leurs adversaires politiques, parfois par des bandits. En face de leurs assassins armés, les militants du R.N.P. étaient tous complètement désarmés et le grand problème de cette année difficile fut de leur fournir l'armement défensif nécessaire, afin qu'ils ne soient pas tous saignés comme des poulets au fur et à mesure que la situation s'aggravait. Du côté français, Laval refusa toujours toute livraison d'armes, même individuelles, au R.N.P. comme d'ailleurs à tous les autres partis. Il ne restait donc qu'à demander aux Allemands non pas d'en donner eux-mêmes, ce que nous n'avons jamais fait, mais de laisser aux militants du R.N.P. les armes qu'ils recueilleraient au hasard de parachutages manqués ou qu'ils parviendraient à acheter au marché noir. Jamais les Allemands n'y consentirent. Jamais ils ne voulurent donner de port d'arme autrement qu'au compte-gouttes. Et l'on n'apprendra pas sans rire qu'en avril 1944, les propres gardes du corps

de Marcel Déat n'avaient ni armes, ni port d'armes. Les Allemands les avaient toujours refusés. Jamais la Milice du R.N.P. ne reçut une arme des Allemands. Jamais le siège du R.N.P. ne fut gardé militairement, pas même dans la période la plus critique, et pour la bonne raison que nous n'avions rien d'autre que quelques mauvais pistolets pour y pourvoir. Voilà qui devrait mettre un terme à la campagne abominable représentant le R.N.P. comme un organisme armé par les Allemands et comptant des tueurs à gages parmi ses membres. Jamais personne ne fut moins armé que nous et il faut rendre aux Allemands cette justice qu'ils y étaient pour quelque chose, et même pour beaucoup.

Ce qui se passait à Paris se passait aussi en province. Là, nos camarades étaient plus menacés encore et il en tombait chaque jour. Or, non seulement les Allemands leur refusaient tout armement, mais encore ils ne consentirent jamais à leur accorder la moindre facilité pour se mettre à l'abri ou y mettre leurs familles. C'est ainsi que les militants du R.N.P. étaient abattus pour leur collusion avec les Allemands, alors qu'ils n'obtenaient même pas d'eux la plus médiocre protection. Il est évident que si le R.N.P. avait consenti à abdiquer son indépendance, s'il avait notamment consenti à donner ses hommes aux S.D., la négociation se serait trouvée facilitée. Mais il n'en fut jamais question, quoi qu'aient pu dire encore les détracteurs de la fameuse cinquième colonne.

Ces difficultés avec les Allemands s'ajoutèrent à beaucoup d'autres, sans rapport avec le terrorisme, mais qui contribuèrent à aigrir les relations entre le R.N.P. et les Occupants. Dans le domaine de la propagande, notamment, le R.N.P. avait toujours montré une grande indocilité. Elle s'accrut encore. Le R.N.P. défendit âprement le texte de ses tracts, de ses brochures, de son journal, de ses affiches contre des services allemands chaque fois plus butés et bornés, plus éloignés de comprendre la situation et la mentalité françaises. Et Jean-Jacques Guionnet ne cessait de répondre par des fins de non-recevoir aux désirs de plus en plus stupides de le Propaganda Staffel qui devait aller, en juillet 1944, jusqu'à nous demander de faire jeter des fleurs aux soldats allemands montant au front en Normandie, ou de cracher au visage des prisonniers américains transférés de la gare du Nord à la gare de l'Est. Je n'ai pas besoin de dire quel accueil Guionnet réservait à des demandes de ce genre. Mais il faut bien comprendre que tout cela n'améliorait pas les rapports entre le R.N.P. et les Allemands. Ils devaient finir par être très mauvais, chose curieuse, dans le temps même où ceux de Déat avec eux s'améliorèrent

progressivement. C'est ainsi que les militants du R.N.P., suspects de complicité avec les Allemands, ne trouvaient aucune aide de leur côté. Ils en étaient réduits à se battre et contre les Français incompréhensifs, et contre les Allemands qui ne l'étaient pas moins. Position fort honorable au demeurant, mais qui ne facilitait pas les progrès du Parti.

Les conflits avec la Milice française

Les militants devaient être gênés considérablement aussi par l'évolution du problème milicien. Pendant le second semestre de 1943, Laval et Darnand, négociant avec les Allemands, les amenèrent peu à peu à une position moins défiante vis-à-vis de la Milice française, créée en zone sud et dont tous deux réclamaient l'installation en zone nord. Dès qu'il eut la certitude que les Allemands l'autoriseraient, Déat, renonçant à développer la Milice du R.N.P., conçut le projet de favoriser de tout son pouvoir la montée de la Milice française en zone nord, afin de tirer bénéfice de son attitude et de s'emparer de la nouvelle organisation. Ainsi renonçait-il, avec sa versatilité habituelle en matière de tactique politique, à son attitude de 1942 et du début de 1943, qui avait été de s'opposer par tous les moyens à l'extension en zone nord de cette organisation dont il connaissait l'esprit réactionnaire et les méthodes gangstériennes, propres à déconsidérer à jamais la Révolution nationale chez tous les Français, amis ou adversaires. Le bénéfice qu'il escomptait tirer d'un tel revirement était d'autant plus grand, à ses yeux, que les autres partis, P.P.F., francistes, combattaient plus ou moins ouvertement la Milice française. En s'alliant avec elle, Déat pensait la noyauter rapidement et même se charger pratiquement de l'organiser. Il n'est que juste de noter que dans son esprit, la Milice n'avait aucun rapport avec ce qu'elle est devenue. Il voulait en faire une organisation de protection des militants, strictement défensive, politique et non policière. Jamais il ne la conçut comme un organisme de répression. Jamais il ne pensa qu'elle pourrait être utilisée contre le maquis. À plus forte raison, jamais n'imagina-t-il qu'elle pourrait devenir ce qu'elle a fini par être, dans un climat de violence qui facilitait l'impunité de ceux qui, dans ses rangs, étaient prêts aux pires exactions.

Peut-être Déat n'aurait-il pas pris en faveur de la Milice une attitude semblable si Darnand n'avait pas été nommé, sous la pression des Allemands, en décembre 1943, Secrétaire général pour la police.

Je sais exactement comment les choses se déroulèrent et je puis affirmer que c'est à la demande précise du général Oberg, chef de toute la police allemande en France, que Darnand fut nommé. Les détails de son arrivée au pouvoir, qui furent contés à Déat en ma présence par Gallet, son futur chef de cabinet, et par Darnand lui-même (Henri Barbé était présent à ce dernier entretien), impressionnèrent beaucoup Déat. Il eut la certitude d'une part que les Allemands allaient soutenir à fond Darnand, d'autre part que celui-ci allait, grâce à ses fonctions officielles, pouvoir donner à la Milice un appui considérable. Et il tira de là la nécessité de se rapprocher plus encore de Darnand, pour éviter d'être éliminé d'une opération politique qui lui paraissait essentielle, puisqu'il pensait qu'à partir de la Milice se construirait le Parti unique. Mais Darnand, qui n'éprouvait aucune sympathie pour Déat et qui redoutait de se voir évincé par lui à la tête de la Milice, se borna à de vagues promesses et cessa de le voir. De janvier à avril 1944, je crois qu'ils ne se rencontrèrent pas une seule fois et même quand Déat devint ministre, ils se virent très peu, sauf dans les dernières semaines.

Pour mener à bien son projet de pénétration de la Milice, Déat avait obtenu que les responsables miliciens chargés d'organiser la zone nord prennent obligatoirement contact avec les représentants des partis. En fait, c'est surtout avec le R.N.P. que les inspecteurs de la Milice furent en rapport, et notamment avec moi. À deux ou trois reprises je les vis pour leur donner des informations politiques sur les régions où ils se rendaient et pour leur demander de prendre contact avec nos responsables provinciaux. Je pensais ainsi éviter que la zone nord fût colonisée par la zone sud, c'est-à-dire que la Milice ne prît ainsi figure de bande réactionnaire. Je croyais possible, grâce à l'esprit politique et aux convictions socialistes des responsables du R.N.P., d'accomplir ce miracle qu'aurait été la création d'une Milice populaire, socialiste et disciplinée. C'était une erreur : je ne mis pas quinze jours à m'en persuader.

Mes collaborateurs avaient vu clair plus rapidement encore et les responsables du Parti en province n'eurent même pas le temps de la commettre. Dès qu'ils arrivaient dans une région quelconque, les responsables miliciens se mettaient à la besogne, sans voir nos camarades ou après une simple visite de politesse. Ils recrutaient n'importe qui et nommaient sur place, pour diriger la Milice, ou des réactionnaires choisis parmi les plus bornés et les plus odieux, ou des aventuriers

lourdement tarés. Guy Lemonnier qui suivait spécialement le problème passa son temps à signaler à la Milice les erreurs catastrophiques qu'elle commettait et dont nous informaient nos responsables affolés. Il n'obtint que rarement un redressement bienfaisant. Dans cette tâche, il était aidé par Roger Poisson, ancien chef de la Région parisienne du R.N.P., que Déat avait délégué à la Milice afin d'y avoir un homme sûr, cependant que je le remplaçais dans ses fonctions au Parti par Victorien Bame, chef de la XI^e Section, ancien militant connu du Parti communiste et qui devait accomplir sa tâche avec méthode et zèle. Roger Poisson fut nommé inspecteur en zone nord, près de Bassompierre et de François Gaucher qui assuraient pratiquement la direction de la Milice de ce côté de la ligne de démarcation et qui n'avaient d'ailleurs ni l'un ni l'autre, pour des raisons diverses, l'autorité pour le faire. Il réussit à obtenir quelques résultats, mais dans la région parisienne, il fut toujours impossible de réussir à pénétrer la Milice, devant la double opposition des cagouleurs à l'ancienne mode et des partisans de Laval placés par lui à certains postes essentiels. C'était particulièrement grave à cause de l'importance de la région.

Toutes les erreurs et les fautes de la Milice n'auraient eu qu'une importance secondaire pour nous si Marcel Déat n'était resté fidèle jusqu'au bout à son dessein de noyautage de la Milice. Il donna l'ordre formel aux militants d'adhérer à la Milice, leur représentant que c'était pour eux le seul moyen d'être armés, le seul aussi de pénétrer dans l'État. Il faut reconnaître que les membres du Parti, en l'occurrence plus clairvoyants que leur Chef, ne manifestèrent qu'un enthousiasme très limité. Néanmoins, Marcel Déat insista tellement qu'un certain nombre obéirent et que dans certaines régions même, ils acceptèrent quelques responsabilités à la Milice. La conséquence fut un ralentissement de l'activité du Parti, les militants se trouvant les uns partagés entre l'ancienne et la nouvelle organisation, les autres déconcertés par ce qu'ils considéraient comme un abandon par le chef de son propre Parti. Au surplus, les exactions de la Milice, dans la mesure où le R.N.P. ne put s'en désolidariser assez publiquement, car nous ne manquâmes jamais de dire aux dirigeants ce que nous en pensions, firent au Parti un tort certainement injustifié, mais trop réel. Le pire était que les chefs miliciens détestaient le R.N.P., jugé à leurs yeux trop socialiste, et qu'ils faisaient leur possible pour le gêner. Ainsi le Parti, loin de tirer bénéfice de son rapprochement avec la Milice, ne recueillait-il que les fruits

empoisonnés de cette alliance contre nature voulue par Déat, et par Déat seulement, on ne saurait trop le répéter.

La malfaisance de la Milice devait apparaître à plein au lendemain du débarquement, quand Darnand lança un ordre de mobilisation à tous les Miliciens. Cette opération délicate et essentielle fut décidée par Darnand seul, affolé à la pensée de se voir abandonné par sa police, et sans la moindre préparation. Elle provoqua l'arrivée dans les casernes de la Milice (Mortier – Reuilly – Lycées St-Louis et Louis-le-Grand), de plusieurs centaines de braves militants, dont un nombre important du R.N.P., qui répondaient à l'appel de Darnand renforcé par l'engagement spectaculaire de Marcel Déat. Ces militants avaient quitté à 40, à 50 ans leur travail et leur famille. Ils avaient répondu avec foi et enthousiasme, prêts à se faire tuer si leurs chefs l'exigeaient. Hélas ! ils furent une fois de plus abominablement déçus. L'improvisation la plus odieuse présida aux opérations de mobilisation. Rien n'était prêt pour les accueillir, on ne savait pas quoi leur faire faire. On les garda des jours entiers enfermés dans leurs chambres et dans les cours afin de réapprendre l'école du soldat sans arme. C'était aussi bouffon que criminel. Les militaires qui avaient dirigé cette mobilisation milicienne, ayant donné la mesure de leur malfaisance, furent remplacés par des civils, notamment Bassompierre. Ce ne fut pas plus réussi. Et, pendant des semaines, d'admirables militants restèrent aux mains des fantoches qui dirigeaient la Milice, soit à Paris, soit en province. De guerre lasse et ne sachant comment se débarrasser des hommes qu'ils avaient si inconsidérément mobilisés, et qu'ils n'arrivaient même pas à armer, les chefs miliciens décidèrent de les envoyer combattre les maquis breton, corrézien ou bourguignon. Ainsi, le militant du 13^e arrondissement du R.N.P. qui avait répondu à la mobilisation dans l'espoir de protéger plus efficacement sa famille contre un soulèvement communiste, mais qui n'avait nullement envie de se battre dans le maquis contre d'autres Français, fut-il lancé contre son gré dans une aventure pleine de périls. Certains y périrent bravement, tel notre jeune camarade Lamouche blessé près de Dijon d'une balle dans la cuisse et achevé sur le terrain par les maquisards. Il n'avait pas vingt ans et j'atteste ici la pureté de son âme, l'idéalisme magnifique qui le brûlait.

Le mécontentement ne cessait de grandir dans le Parti contre la Milice. Il fut à son comble après l'assassinat de Philippe Henriot.

Ce meurtre, on s'en rend mieux compte aujourd'hui, a marqué la fin d'une politique. En abattant Philippe Henriot, la Résistance tuait l'homme qui était devenu le plus dangereux pour elle, parce qu'il touchait la masse, ce que ni Déat ni Laval n'avaient réussi. Elle le tuait d'ailleurs au moment où nous n'avions plus rien à espérer, puisque la défaite était proche, et l'on peut se demander si, pour l'honnête homme que fut Philippe Henriot, il n'a pas mieux valu mourir comme il mourut, le 28 juin 1944. Sa mort, en tout cas, démontra l'incurie totale de la Milice, incapable de protéger celui qui incarnait sa pensée politique. Il en résulta une sourde colère contre elle, qui vint aggraver ce qu'on sut des conditions odieuses de la répression d'une révolte bénigne à la Santé, et des circonstances déshonorantes de l'assassinat de Georges Mandel. Malgré les avis de Marcel Déat, je dis alors à mes camarades de la quitter, et Lemonnier prépara une lettre détaillée énumérant, d'après les rapports reçus de province, une partie de ses exactions. Nous nous efforçâmes d'éviter que ne passent en Allemagne ceux de nos camarades qui n'avaient pas répondu à la mobilisation; c'était la sanction que la Milice voulait leur infliger et nous hâtâmes le décrochage autant qu'il nous fut possible. L'échec était si flagrant que Marcel Déat lui-même finit, au début d'août, par en convenir. Mais il était trop tard pour entreprendre autre chose. La Milice s'effondra dans le sang et le vol. Elle se déshonora aussi par sa fuite, le 16 août, abandonnant Paris aux escarpes dans un moment où la police était en grève et où le nouveau pouvoir n'était pas installé. Si ses chefs avaient été de vrais chefs, ils seraient restés à Paris, à tout risquer pour y maintenir l'ordre. On ne pense pas sans tristesse aux honnêtes gens qui se sont fourvoyés à la Milice. Le R.N.P., en travaillant en accord avec elle, si peu que ce soit, a commis une lourde erreur. Ce que je dois écrire ici, parce que c'est une vérité que tous mes camarades peuvent confirmer, c'est que c'est Marcel Déat seul qui l'a voulu, et avec une diabolique persévérance. Le R.N.P. ne récolta que des ennuis et de la déconsidération dans cette erreur de son chef. Sa vie en fut indiscutablement très gênée dans les derniers mois. De toutes les difficultés qu'il connut en 1943-1944, elle fut assurément parmi les plus graves et nous étions quelques-uns, dans les dernières semaines, à en avoir le sentiment quasi physique, au premier rang desquels Guy Lemonnier, Henri Barbé et Gilberte Altmayer.

Les désillusions de l'expérience ministérielle

Pourtant, tous ces déboires n'auraient pas été graves pour les militants s'ils avaient pu trouver, grâce à la présence de Marcel Déat à la tête d'un département ministériel, les compensations politiques qu'ils attendaient depuis plus de trois ans. Il n'en fut malheureusement rien et ce fut pour le Parti un coup très rude.

Je raconterai ailleurs en détail dans quelles conditions Marcel Déat devint ministre du Travail et de la Solidarité Nationale le 17 mars 1944 et comment il exerça ses fonctions. Je me bornerai ici à indiquer les répercussions de son action ministérielle sur la vie même du R.N.P.

C'est en décembre 1943 que Marcel Déat fut pour la première fois invité par Laval et Abetz à entrer dans le ministère. Mais il fallut des mois de négociations compliquées et sordides pour aboutir. La vérité force à écrire que si mes collaborateurs et moi étions des adversaires résolus de l'entrée dans le gouvernement, pour des raisons qui se vérifièrent toutes, la presque totalité des militants en étaient de farouches partisans. Il y avait des mois, depuis le retour de Laval au pouvoir, qu'ils souhaitaient qu'on agisse, au moins dans un secteur, et ils ne doutaient pas que l'arrivée de Déat, où que ce soit, signifierait action révolutionnaire prompte, efficace et française. Il y avait chez beaucoup d'entre eux un naïf mélange de courte ambition personnelle, nullement basse d'ailleurs – de confiance quasi mystique dans un chef qu'ils ne connaissaient pas autrement que par ses discours et ses articles vigoureux, et de désir sincère d'une révolution passant enfin du domaine des mots à celui des actes. À la vérité, ils auraient préféré voir Déat ministre de l'Intérieur, du Parti ou même de la Propagande. Mais puisqu'on lui offrait le Travail et la Solidarité nationale, va pour ces deux départements; on trouverait bien le moyen d'y agir, et d'autant mieux que les circonstances conféraient à ces deux ministères une importance politique particulière.

Au Ministère du Travail, on pouvait prendre des mesures en faveur des ouvriers, préparer ainsi la construction du socialisme et mettre enfin de la justice dans l'angoissante question de la main-d'œuvre en Allemagne. À la Solidarité nationale, on pourrait rajeunir le Secours national et le rendre moins prisonnier de la réaction, et sûrement organiser un système solide d'œuvres et d'institutions capables de mettre fin à l'anarchie et à l'incurie régnant dans tout ce qui touchait

la douloureuse question des sinistrés et réfugiés, et des bombardements anglo-américains. Marcel Déat d'ailleurs, peu de temps avant son entrée dans le ministère, ne s'était pas fait faute de promettre monts et merveilles aux militants, avec la manie qu'il avait de croire toujours réaliser ce qu'il souhaitait, manie dont la nocivité était d'autant plus grave qu'elle se manifestait surtout lorsqu'il parlait en public. Certes, il y avait bien chez les plus clairvoyants des militants quelque inquiétude. Ils se souvenaient que Marcel Déat leur avait dit qu'il n'accepterait jamais un ministère technique (et il prenait le Travail), qu'il continuerait à écrire dans *l'Œuvre* (et ils apprenaient qu'il avait décidé de ne plus signer ses articles). Mais ils gardaient pourtant confiance. C'est avec enthousiasme, malgré la gravité de l'heure et les difficultés de la tâche, qu'ils virent leur chef entrer en fonction, entouré de ses collaborateurs les plus proches.

J'avais, presque seul, composé tout le cabinet ministériel. Rarement, je pense, ministre eut à sa disposition une équipe aussi homogène et aussi riche en talents divers. Jamais, en tout cas, personne n'eut autour de lui des hommes aussi décidés à servir leur chef; et ils y avaient d'autant plus de mérite que les temps étaient rudes et qu'ils avaient tout de même perdu peu ou prou leurs illusions sur ce chef. Obscurément pourtant, ils voulaient encore croire en lui et ils espéraient que l'exercice de la fonction permettrait à son caractère de se manifester.

Très vite, il apparut que Marcel Déat ne voulait ni déplaire aux Allemands, ni entrer en bataille contre Laval et les autres administrations. Les militants attendaient beaucoup de lui pour les travailleurs en Allemagne. La gestion Bruneton était scandaleuse. En Allemagne, les amis, en France, leurs familles étaient laissés à l'abandon. Je connaissais personnellement cette affaire dans le détail, je venais de m'en occuper pendant trois mois chez Bichelonne, qui avait pris Georges Altmayer à son Cabinet pour préparer une réorganisation du commissariat. En une semaine de collaboration étroite avec Altmayer et ses collaborateurs, je réorganisai le commissariat, éliminai les pourris et les incapables, provoquant ainsi la démission de Bruneton. Déat, après m'avoir soutenu, battit promptement en retraite devant l'opposition allemande. Et Bruneton gagna la bataille. Il put continuer ainsi à tout désorganiser, à nommer en France et en Allemagne des délégués incapables et parfois tarés, et à se prévaloir partout de son succès sur Déat. Les militants se rendirent rapidement compte qu'il ne fallait rien

attendre de ce côté et ce fut leur première grosse déception. Elle se renforça quand ils constatèrent que les départs d'ouvriers français en Allemagne ne se ralentissaient pas, que même les exigences allemandes s'accroissaient, notamment par la réquisition d'hommes de 45 à 60 ans. Ainsi constataient-ils que Marcel Déat n'obtenait rien des Allemands, ne disposait auprès d'eux que d'un crédit limité et n'avait pas su, en tout cas, leur imposer sa volonté.

Les déceptions des militants furent plus vives encore dans le domaine de la Solidarité nationale, là où précisément leurs espérances avaient été les plus grandes. Marcel Déat, comme Secrétaire d'État à la Solidarité nationale, devait contrôler et coordonner les œuvres sociales d'intérêt général. Le texte était ainsi rédigé qu'il permit de lui refuser ce que Laval et Abetz avaient promis, c'est-à-dire les Anciens combattants, les Prisonniers, les Restaurants communautaires. Il avait dit qu'il ne resterait pas ministre huit jours si satisfaction ne lui était pas donnée. Il n'eut pas satisfaction et resta, ce que j'avais d'ailleurs prévu, ce que je lui avais dit, à son grand mécontentement. Ce fut, pour les membres du Parti, une désillusion sérieuse, car ils comprenaient parfaitement la portée du refus opposé par Abetz et Laval. Ils furent plus sensibles encore aux échecs de Déat en ce qui touchait directement la Solidarité nationale. Laval l'avait nommé président du Secours national. Et Déat n'avait cessé de répéter que son premier souci serait de le régénérer, en expulsant sans pitié les vieilles douairières, les vieux colonels et les tenants attardés du P.S.F. Mais il suffit que le comité de direction du Secours national vienne auprès de lui et fasse le chantage à la démission pour qu'il propose lui-même de se démettre de ses fonctions de président ! Cette palinodie lui parut une manœuvre si habile qu'il l'annonça en riant. Je lui répondis sévèrement que c'était une catastrophe pour son autorité et il refusa d'en convenir, mais il se rendit à mes raisons quelques heures plus tard. Malheureusement, la sottise était faite. Il ne pouvait ni ne voulait la rattraper. Il se borna à tenter de retarder au maximum la désignation du nouveau président, le général Duchêne, parfait honnête homme, d'idées très saines, mais qui vint à un trop mauvais moment pour agir efficacement.

Pendant toutes ces semaines (sept ou huit) où il resta le président désigné du Secours national, Déat ne réunit pas une fois le Comité directeur, ne prit pas une décision, n'y mit même pas les pieds. Aussi les dirigeants, notamment le contrôleur Pilon, l'un des plus remarquables

hypocrites qu'il m'ait été donné de rencontrer, purent le bafouer à loisir, continuer à faire selon leur bon plaisir et refuser de mettre à exécution la moindre de ses directives. Il ne prit aucune sanction contre qui que ce soit. Il n'engagea pas la moindre lutte contre les scandales qu'on signalait à Lyon ou à Marseille et, bien entendu, ne fit rien pour renouveler le personnel. Au contraire, jamais le Secours national ne fut dirigé de manière moins acceptable pour les militants du R.N.P. qui avaient cru qu'ils auraient accès à la direction des Centres parisiens ou provinciaux du Secours national, et qui furent à nouveau systématiquement écartés. Dans les sections, la déception fut immense et le secrétariat du Parti était assailli de doléances et protestations parfaitement justifiées. Elles se renouvelaient devant l'inertie de Déat vis-à-vis du *Comité Ouvrier du Secours Immédiat* (C.O.S.I.), dont la gestion irritait tout le monde, et vis-à-vis de laquelle il refusa de prendre la moindre mesure. Le mécontentement fut à son comble quand il commença à mettre en place les premiers responsables départementaux ou régionaux du ministère de la Solidarité. En avril en effet, devant le redoublement des bombardements, le manque de coordination entre les ministères et les services qui s'occupaient des sinistrés et réfugiés rendait de plus en plus difficiles leur protection et leur secours. Déat décida de créer des Commissaires régionaux et départementaux de la Solidarité nationale qui devaient assurer cette coordination à leur échelon respectif. C'était l'occasion d'utiliser ceux des militants du Parti qui pouvaient remplir ces fonctions. Il n'en manquait pas. Marcel Déat ne s'en préoccupa guère et quand il le fit, sur mon insistance, il ne réussit à peu près jamais à placer des hommes où il fallait. Le peu qui fut fait le fut par mes recommandations au général Redempt. Ainsi les membres du R.N.P. voyaient leur chef devenu ministre créer une administration sans s'appuyer sur eux et ils en furent aussi déconcertés que mécontents. Il y avait de quoi. De deux choses l'une : ou Déat ne voulait pas d'eux et il était impardonnable ; ou il ne pouvait faire appel à eux par suite de la volonté de Laval et il était inexcusable de sacrifier son Parti à son ministère. Ce raisonnement n'était peut-être pas aussi clairement formulé dans l'esprit de chaque militant, mais il était présent chez tous, plus ou moins nettement. C'est ce qui explique le malaise qui s'empara du Parti dans le courant d'avril 1944.

Pour le dissiper, je demandai à Déat de réunir le Conseil national et, à la veille de ce Conseil, je lui adressai une note. Je lui montrai

que ni Laval ni les Allemands n'avaient tenu parole à son égard, qu'il pouvait ainsi se trouver dégagé de tous ses engagements vis-à-vis d'eux, qu'il devait à nouveau signer ses articles de « *l'Œuvre* » et se préparer à reprendre sa liberté. J'ajoute que j'étais ulcéré de l'attitude des Allemands à notre égard, qu'il s'agisse de l'affaire Bruneton, de celle de la main-d'œuvre ou de celle du C.O.S.I. Constatant l'échec de la politique de collaboration sur un plan concret, de plus en plus persuadé que nous nous étions trompés sur le socialisme allemand, je voulais moi-même quitter le ministère. Silly, Guionnet, Bertrand, Gilberte Altmayer ont connu cette évolution de ma pensée, et les trois premiers, je le dis ici amicalement, nous ont rendu à tous le mauvais service de m'empêcher de partir. Mon départ aurait en effet entraîné l'écroulement du cabinet et nous n'en serions pas venus là où nous sommes allés. Marcel Déat lut ma note, m'en parla à peine et, le 6 mai, devant le Conseil national, fit un habile discours anti-lavaliste qui résumait ses difficultés, mais sans rompre complètement les ponts. Comme chaque fois qu'il exposait ses difficultés, il sut trouver les formules vigoureuses qui rassérénèrent les militants et leur redonnaient confiance. Et les promesses qu'on allait avoir du sport contre Laval, qu'on allait assister à la mise en chantier d'un programme de réalisations merveilleuses, suffirent à calmer pour quelques jours les militants du Parti. L'après-midi, je pris la parole à mon tour. Je défendis Déat de mon mieux, tout en laissant voir mon mécontentement et en disant nettement qu'il fallait agir. Beaucoup parmi les assistants perçurent ce jour-là la dissonance de nos deux discours. Certains me le dirent. Le seul regret que j'ai est de n'avoir pas été plus net. J'avais déjà été plus applaudi que lui, j'aurais sûrement pu faire davantage. Quand j'y réfléchis aujourd'hui, je m'aperçois que c'est ce jour-là que j'aurais dû ouvrir la crise au sein du R.N.P. et faire la scission. Comme quoi on ne sait jamais partir à temps, puisqu'on a toujours l'illusion qu'on redressera la situation de l'intérieur, même quand il est avéré que c'est impossible.

En tout cas, passé l'enthousiasme factice du Conseil national, le mécontentement des militants redoubla. Il se tourna essentiellement contre Laval. Dès la veille du Conseil, à la réunion des chefs régionaux, j'avais donné l'ordre d'attaquer sans relâche la politique de dissociation française pratiquée par Laval. J'avais aussi parlé sévèrement contre les Allemands. Et tout cela avait plu aux militants. Comme il arrive après un échec au pouvoir, ils aspiraient à retourner à une opposition d'autant

plus violente que la déception avait été plus cruelle. Et pour leur faire prendre patience quelques semaines encore, j'en fus réduit à leur dire que l'opposition était plus facile du dedans que du dehors, ce qui était d'ailleurs assez largement vrai. Ils le comprenaient bien. Mais toutes ces explications ne les satisfaisaient pas, et à bon droit. Quand on y pense aujourd'hui, on ne peut qu'être stupéfait par le nombre incroyable d'espérances déçues que les militants du Parti durent enregistrer. Rien ne s'était jamais réalisé : ni la victoire allemande, ni la république socialiste de Pierre Laval, ni l'arrivée au pouvoir de Déat, ni la collaboration avec l'Allemagne, ni une véritable milice populaire et socialiste, ni l'accès à l'État grâce aux fonctions ministérielles du chef, et ce n'est là qu'une liste sommaire et non pas exhaustive. Ce qui surprend, c'est que nous soyons restés fidèles à Marcel Déat après cette série d'échecs et, surtout, que les militants lui aient gardé leur attachement. À dire les choses sans mâcher les mots et bien qu'ils soient désagréables à notre amour-propre, il faut bien reconnaître qu'il y a là un exemple sans pareil d'aveuglement. Que des raisons honorables en puissent rendre compte n'est pas douteux. Mais nous manquerions à la probité la plus élémentaire en ne le reconnaissant pas, en attendant que nous nous efforcions de l'expliquer.

Les dernières semaines et le problème du Chef

Que se serait-il passé en juin ou juillet 1944, en présence de la carence et de l'échec de Marcel Déat ? Nul ne le saura jamais. La réussite du débarquement, le 6 juin 1944, posa à l'attention du Parti des questions plus urgentes et graves que celles même du ministère. Et l'incapacité de Déat à les prévoir et à les résoudre devait amener l'éclatement du Parti et poser avec acuité, dans les dernières semaines, le problème du chef.

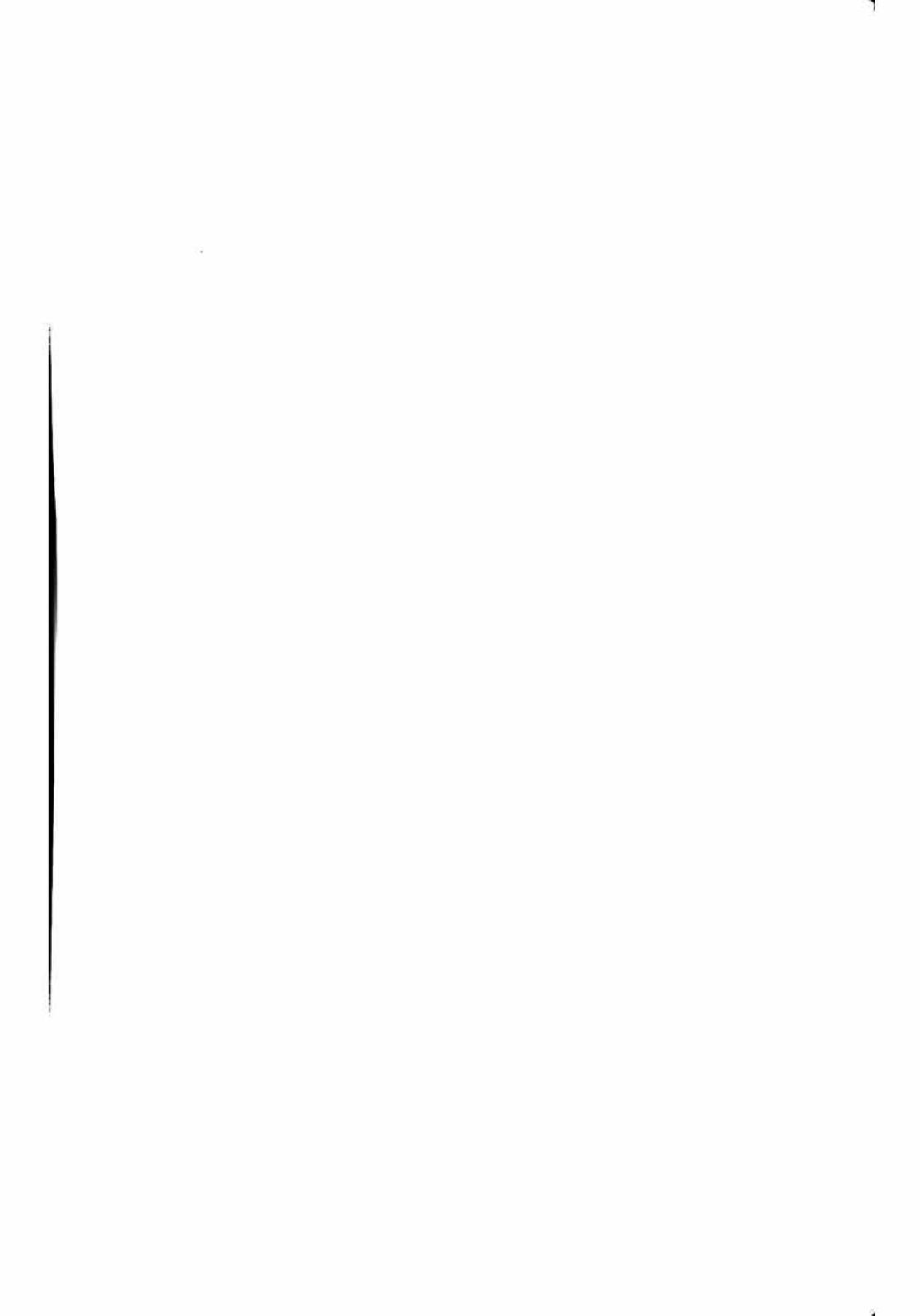
Personnellement, trompé par des erreurs de calcul et d'information dont mes meilleurs amis ou mes guides les plus sûrs sont largement responsables (Dominique Sordet, Jacques Benoist-Méchin, le général Bineau, Ludovic Zoretti, Massimo Rocca, notamment), je ne croyais ni au débarquement, ni à sa réussite. Je le dis très simplement et sans chercher à excuser mon erreur de jugement. Je n'en avais pas moins essayé, bien avant juin, de donner le plus possible d'instructions aux cadres du parti dans cette hypothèse : évacuation des familles vers

l'intérieur, destruction des archives, repli des responsables vers les départements non côtiers, établissement de liaisons nouvelles avec le centre du parti, etc... Je crois avoir fait tout mon devoir à ce point de vue et Guy Lemonnier fit aussi le sien dans la mesure où ce fut possible. Pourtant, quand le débarquement se produisit, le parti dut faire face à d'innombrables difficultés. Les relations épistolaires et personnelles furent coupées avec la province et il fallut néanmoins faire vivre le parti, ce qui fut possible par les déplacements des responsables, venant à Paris toutes les deux ou trois semaines pour y chercher des instructions.

En liaison avec le débarquement, le terrorisme redoubla. Le R.N.P. paya un sanglant tribut. Beaucoup de ses meilleurs militants furent assassinés sans autre motif que celui d'être membres du R.N.P. Il fallut essayer de défendre les militants. Sans arme, c'était impossible. Marcel Déat, qui aurait dû se dépenser sans compter pour en obtenir, ne fit à peu près rien, ne trouvant que la solution paresseuse de la Milice sur laquelle j'ai donné plus haut toutes les explications nécessaires. Au surplus, l'ampleur du débarquement, et plus tard la rapidité de l'avance alliée, posèrent avec acuité le problème de l'hébergement des familles des militants qui se repliaient sur Paris pour éviter les assassinats en série pratiqués en plusieurs points de la France libérée. Là encore, Marcel Déat ne s'occupa pas autrement qu'en paroles de ce qu'il fallait obtenir, et ni près de Laval, ni près des Allemands, il ne fit les démarches nécessaires. Il fallait bien se rendre à l'évidence, la vie du parti, celle même de ses militants le préoccupaient de moins en moins. Il ne songeait plus qu'à lui, à la poursuite de sa chimère du pouvoir pour lui seul à la faveur des défaites allemandes, et son incapacité à commander des hommes s'affirmait cruellement. Son inaptitude absolue au moindre commandement se confirmait plus encore peut-être sur le plan ministériel. Trois semaines après le 6 juin, il n'avait même pas songé à convoquer à une conférence commune les organismes de la Solidarité nationale qu'il contrôlait directement (Secours national, Croix rouge, C.O.S.I) pour coordonner leur action. J'y songeai des jours durant, je résolus de ne rien lui dire pour éprouver jusqu'où irait son incurie. Je ne pus attendre assez, car des Français étaient les victimes de cette épreuve cruelle et je suggérai de convoquer cette conférence. Il le fit le lendemain. La réunion fut d'ailleurs très utile, mais ce détail en dit long sur les talents d'homme d'État de Marcel Déat. Jamais sans doute

personne n'en posséda moins sur le plan du caractère, de la capacité d'initiative et de décision.

Il fallait bien se rendre compte définitivement que ce soi-disant chef n'en était pas un. Et aux yeux de ceux qui l'entouraient et le regardaient avec angoisse perdre jour après jour le prestige dont leur imagination autant que leur raison l'avaient paré, se posait avec une intensité dramatique, une terrible force, le problème de savoir si Marcel Déat n'était pas en effet totalement indigne d'être leur chef. S'ils avaient conservé le moindre doute, Marcel Déat, dans les derniers quinze jours, se chargea de leur démontrer qu'il n'était plus un chef, à supposer qu'il l'ait été quelque jour. Mais pour faire comprendre la rupture inévitable dès lors entre le Parti et son chef, il est indispensable de retracer au préalable, et dans son ensemble, l'histoire des rapports de Marcel Déat et du R.N.P., et de brosser un portrait aussi nuancé et objectif que possible de l'homme qui devait tant décevoir après avoir donné tant d'espérances.



V MARCEL DÉAT ET LE RNP

Le rôle de Déat dans l'organisation du RNP

Le rôle de Marcel Déat dans l'organisation du RNP fut très faible et quand il se manifesta, il fut le plus souvent décevant. Avant la scission, ce que j'en sais me laisse penser qu'il n'a joué qu'un rôle secondaire dans la mise en place des sections, l'organisation de la propagande et même le travail des commissions. On retrouve sa marque dans le premier programme du RNP, publié en février 1941. Il n'ajoutera rien à sa gloire. Il fut incapable de se séparer à temps des éléments tarés comme Vanor et Fontenoy. La caution qu'il donna à Eugène Deloncle, dans un article retentissant de *« l'Œuvre »*, a induit beaucoup de gens en erreur. Elle explique que, personnellement, je me sois pendant quelques semaines posé la question de savoir si, effectivement, une collaboration avec Deloncle ne pouvait pas être tentée. Il fut pareillement incapable de protéger le R.N.P. contre le noyautage M.S.R. Sans Jean Goy, Levillain et Paul Montagnon qui se liguerent vers septembre 1941 pour chasser le M.S.R. et lui imposer la séparation, on peut se demander si jamais Déat aurait trouvé l'énergie nécessaire pour rejeter les cagouleurs dont les mœurs et les idées politiques frappaient pourtant le R.N.P. de totale stérilité.

Pendant les quelques mois qui suivirent la scission, il fut un peu plus actif sur le plan du Parti. Il venait chaque jour rue de La Boétie. Cela dura peu. Quelques semaines après mon arrivée, il me laissait exécuter l'essentiel du travail. Il me soutint dans ma lutte contre Jean Goy, mais sans vigueur ni foi. Du jour où je fus Secrétaire général, il ne s'occupa pratiquement plus du R.N.P., sauf pour fixer sa politique et pour entretenir les contacts avec les Allemands et Laval. Toute la vie intérieure du Parti lui échappait. Il s'en désintéressait d'ailleurs totalement, ne cherchant jamais à prendre contact avec les militants. On n'apprendra

pas sans surprise que Marcel Déat ne venait jamais au siège du Parti, sauf pour les réunions des cadres, pour celles du Conseil central, de la Commission permanente. On peut dire, sans forcer la vérité, qu'en 1943 et 1944, il était à l'écart du Parti. Malheureusement, il continuait à lui dicter sa politique. Les erreurs furent innombrables. Il fut toujours impossible de les lui faire admettre. Il se cabrait à chaque remarque et ne tenait aucun compte de ce qu'on pouvait lui dire. À la Commission permanente, il monologuait sa politique, demandait les avis pour la forme et se fâchait tout rouge à la moindre opposition. Politiquement, c'est une tyrannie véritable qu'il fit peser sur le R.N.P., malgré une grande douceur de manières et une parfaite politesse vis-à-vis de tous. Et c'est ainsi que le R.N.P. eut une politique qu'il lui imposa, et une organisation et des cadres que je lui donnai. Je ne déplorerai jamais assez d'avoir créé, pour une pareille politique, un Parti dont les militants étaient propres, les cadres valeureux et l'ensemble, d'une fidélité et d'une probité irréprochables.

Mes rapports avec Marcel Déat

Quand j'arrivai à Paris en novembre 1941, Déat me connaissait mal et me considérait assez peu. Il s'aperçut vite que je pouvais lui rendre de grands services et alors me laissa agir. Comme j'étais décidé à épurer le Parti, il comprit que je saurais mener à bien ce que jamais il n'aurait le courage de tenter. Il me permit donc, tacitement, de faire ma besogne, sans apparaître lui-même. Ainsi, il gardait une porte de sortie en cas de difficultés, mettrait toutes les responsabilités sur mes épaules et apparaîtrait comme un élément moins dur que je ne l'étais moi-même. Je le voyais chez lui chaque jour, de 10 h45 à 11 h30 ou 12 h. Je venais souvent l'après-midi vers 16 h. J'avais avec lui des entretiens qui portaient autant sur la politique générale, sur la presse, sur l'histoire, sur la doctrine que sur la vie même du Parti. Ces conversations lui révélèrent qu'intellectuellement, j'étais apte à partager ses cogitations. Il éprouvait souvent plaisir à parler avec moi. Un jour, sa femme devait me dire que depuis que je travaillais avec lui, il avait des loisirs et c'était sûrement vrai. Elle ajouta qu'avec moi seul il avait des discussions qui le délassaient de la politique quotidienne et que de là venaient les sentiments amicaux qu'il me manifestait. J'appris certes

beaucoup de lui au cours de ces entretiens, notamment sur le plan philosophique où son aptitude au maniement des idées et l'originalité de ses vues étaient prodigieuses. Mais j'eus aussi la satisfaction vaniteuse de lui apprendre l'histoire, qu'il ignorait, je m'en aperçus avec surprise. Pendant ces trois ans, il monta sa bibliothèque historique et c'est par dizaines qu'on y trouvait les volumes achetés sur ma recommandation, après de longues conversations sur l'histoire du monde.

Je lui rendais compte de toutes mes conversations politiques par des notes écrites, car il fallait écrire si on voulait qu'il examine à loisir ce qu'on lui disait. Autrement, il notait pendant qu'on lui parlait et rien n'était aussi désagréable que cette manie, qui interdisait toujours à son regard de se poser sur son interlocuteur. Lui-même me mettait exactement au courant de ce qu'il faisait, des gens qu'il avait vus, etc... Non pas d'ailleurs pour solliciter mon avis, mais par souci de me tenir au courant. Pour ne rien oublier, il se reportait souvent au journal quotidien sur lequel chaque soir, à la machine, il « tapait » le récit de sa journée (récit d'ailleurs pas toujours fidèle et volontairement déformé, j'en eus la preuve à deux ou trois reprises). À la vérité, au fur et à mesure que le temps passait, il se prenait à redouter mes avis. Ceux-ci devenaient de plus en plus nombreux et hostiles avec le temps. Au début, j'hésitais à le contredire ; à la fin, je n'étais plus jamais d'accord avec lui. Il craignait mes objections. Dans le R.N.P., j'étais sans doute le seul dont il avait peur. Il craignait certainement que notre opposition qu'il sentait naître n'éclate publiquement. Il savait en effet que je tenais assez le Parti en main pour l'y mettre en minorité, notamment dans les tout derniers mois. Et la raison pour laquelle il feignait de m'associer à tout était peut-être de me gêner si j'avais voulu jouer contre lui le jeu qu'il joua en 1933 contre Léon Blum.

En fait, je n'y songeai jamais, sauf dans la dernière année. Au contraire, je m'appliquais à ne pas le contredire en public, à appuyer ses points de vue afin de consolider son autorité. C'est dans nos tête-à-tête et dans des notes que je lui disais ma pensée tout entière. Je l'ai servi avec une loyauté sans défaillance, dans un labeur incessant. Cette loyauté, ce labeur ne servirent à rien. En de grandes circonstances, je rédigeais des notes qui, si elles avaient été suivies, eussent modifié toute la politique du R.N.P. et par là, peut-être, bien des choses beaucoup plus grandes. En septembre 1942, constatant le piétinement allemand un peu partout, je lui demandai de réviser sa position collaborationniste en flèche.

Il refusa. Lors de son entrée au ministère, je lui recommandai d'obtenir des garanties avant d'accepter ; il ne sut pas les exiger, ce qui eut évité la catastrophe, on le voit aujourd'hui. En mai 1944, avant le dernier Conseil national du Parti, je lui demandai, au nom du Parti, de reprendre sa liberté. Il refusa encore. Ainsi s'exprimait l'immense confiance qu'il avait en lui et le mépris que lui inspiraient même les avis de ceux que pourtant il estimait.

Je dois dire, en effet, qu'il estimait mon caractère et qu'il ne douta jamais de moi. Il eut raison. Je pensais bien, moi aussi, n'avoir jamais à douter de lui. Mais la vie auprès de lui, puis son attitude finale font que je fus amené à une autre attitude à son égard, pour des raisons que j'exposerai plus loin.

L'apport de Déat comme doctrinaire

Avant d'en venir là, je dois examiner son apport comme doctrinaire. Autant, en effet, son rôle fut inexistant sur le plan de la vie et de l'organisation du Parti, autant il fut important sur celui de l'élaboration de la doctrine (une partie importante des observations exposées dans ce chapitre et dans le suivant émane de Guy Lemonnier).

Déat a certainement été l'un des plus vigoureux penseurs politiques des vingt dernières années. On ne saurait le contester sans injustice. Mais il n'a presque jamais cherché à ordonner ses idées en système et ses « *Perspectives Socialistes* » sont demeurées dans son œuvre une tentative isolée. Ses autres livres sont des recueils d'articles et de discours, toujours quelque peu marqués par les préoccupations du moment. C'est ce qui explique, autant que l'évolution de sa pensée, les contradictions ou les divergences qu'on a pu relever entre ses écrits. Au demeurant, Déat, qui prenait aisément et parfois si légèrement un ton tranchant et dogmatique dans les débats théoriques, n'avait nullement l'esprit systématique. Il demeurait avant tout un journaliste de la philosophie, prompt aux adhésions enthousiastes, aux enrichissements quotidiens comme aux abandons et aux oublis. Peut-être d'ailleurs une idée lui semblait-elle d'autant plus séduisante qu'il n'en avait pas encore fait totalement le tour. Goût de la nouveauté, goût du scandale intellectuel, il y avait de cela chez lui. Le journaliste y trouvait mieux son compte que le chef de parti. Au surplus, à côté du don qui était le sien d'apercevoir parfois l'aspect original d'une situation ou d'une conjoncture

politique, il avait son contraire, qui était de gâcher ce qu'il avait signalé en l'exagérant, en le systématisant, en partant de là pour des déductions aventurées et que l'avenir, régulièrement, démentait. Nul, sinon Léon Blum, ne prévoyait à rebours avec autant de justesse.

On peut malgré tout dégager sans trop de peine les grandes lignes d'une doctrine cohérente des arabesques que sa pensée décrivait en virtuose. Il avait adhéré dès sa jeunesse au socialisme. Il y fut poussé par ses origines populaires et toute sa vie, il est demeuré fidèle à ses convictions premières. Peut-être même pourrait-on écrire qu'il était plus socialiste encore à la fin de sa carrière politique qu'à ses débuts. Très longtemps, il suivit les chemins de l'orthodoxie doctrinale. Certes, il a pu écrire depuis que la vie au front, de 1914 à 1918, lui avait donné l'idée ou l'intuition d'un socialisme militaire, à base de dévouement virilement accepté, de camaraderie un peu rude, mais rien n'en transparaît dans ses premiers écrits. Il y reprend les thèses officielles de la S.F.I.O. et il ne semble pas qu'il ait songé à repenser le socialisme en un temps où la naissance du communisme et les erreurs de la démocratie parlementaire appelaient pourtant à un rajeunissement doctrinal. Au contraire, les conditions dans lesquelles il fut pour la première fois élu député, dans la Marne, en 1925, prouvent qu'il était très respectueux déjà des formules les moins bonnes de l'électoratisme.

Il paraît évident que ce sont ses travaux universitaires qui l'ont conduit aux premières révisions théoriques. Le matérialisme économique hérité de Marx n'avait pas cessé d'exercer ses ravages sur la pensée socialiste et la leçon de Jaurès demeurait incomprise ou semblait perdue. Mais le brillant élève des sociologues français qu'était le jeune Déat ne pouvait admettre la réduction de tous les faits sociaux aux phénomènes économiques. *«L'autel tient autant de place que le comptoir dans la Cité»*, disait-il, symbolisant ainsi les valeurs idéales et les soucis matériels. Cette saisissante formule ouvrait à la pensée de larges horizons. Quinze ans après ses *«Perspectives Socialistes»*, c'est elle encore qui résumait le mieux sa doctrine et sa méthode. Il est important de remarquer que, de 1932 à 1940, il n'en tira rien et qu'au lieu de poursuivre ses analyses en la prenant résolument comme base de ses recherches, il consacra le plus clair de son temps à amener le néo-socialisme dans les marécages de l'U.S.R.¹⁶⁸

168. Union des socialistes républicains, l'une des tendances du mouvement socialiste.

Pourtant, sa culture sociologique le conduisit dès lors, non pas à abandonner le marxisme, mais à prendre avec lui des libertés étranges qui frisaient l'hérésie. Son expérience personnelle, ses amitiés républicaines, son goût de l'investigation sociologique, tout l'incitait à prendre en considération particulière les classes moyennes. J'ajoute que sa connaissance profonde du milieu paysan et son ignorance non moins évidente des problèmes propres à la classe ouvrière devaient nécessairement l'amener à réduire le rôle du prolétariat urbain et à insister sur l'apport révolutionnaire d'autres couches sociales. Par là, il se trouvait amené à poser autrement le problème de la propriété, essentiel dans la doctrine socialiste traditionnelle. Il ne suffisait plus, en effet, de définir la révolution sociale comme le passage du régime de la propriété individuelle à celui de la propriété collective. Ni de prétendre que cette transformation deviendrait un jour inévitable parce que la concentration des entreprises capitalistes réunissait chaque jour davantage l'ensemble des moyens de production et d'échange entre les mains d'un petit nombre d'hommes dominant de leur toute-puissance orgueilleuse les foules exploitées du travail. Il fallait donc hardiment jeter par-dessus bord tout ce fatras économique-social, devenu inadéquat au monde du xx^e siècle.

Ainsi Déat se trouvait-il prêt à développer les analyses que certains doctrinaires étrangers donnaient déjà des formes économiques nouvelles, en partant de cette notion que l'évolution du capitalisme, depuis un siècle, interdisait de maintenir au centre des perspectives révolutionnaires le problème de la propriété. Depuis longtemps, les attributs de la propriété s'étaient détachés d'elle. Et le développement des sociétés anonymes, tout en créant d'innombrables petits propriétaires, avait rendu possible l'accaparement par une oligarchie bancaire et industrielle des profits et de la puissance que donnent les capitaux accumulés. Les classes moyennes et la paysannerie étaient à leur tour victimes du capitalisme autant que le prolétariat, sans que pour autant la propriété leur eût été arrachée comme Marx l'avait annoncé. Et l'on pouvait dès lors amener contre le capitalisme, au service d'une révolution dont le prolétariat à lui seul s'avérait incapable, des forces considérablement accrues, pour peu qu'on acceptât de lever l'hypothèque qui pesait sur la propagande socialiste et qu'on proclamât nettement que c'était désormais la puissance et le profit qu'il convenait de socialiser, non une propriété souvent légitime en même temps qu'insaisissable

par sa dispersion même. Des capitalistes d'ailleurs se joindraient eux aussi à ce vaste rassemblement rénovateur, dès lors qu'on prendrait délibérément la responsabilité d'un régime intermédiaire et qu'on procéderait à des réformes profondes, structurelles en certains domaines, tandis que d'autres secteurs économiques conserveraient à peu près leur configuration passée. Le planisme auquel Déat donna l'un des premiers son adhésion prévoyait en effet la coexistence, passagère ou non, de deux secteurs, l'un dirigé, l'autre libre et il tenait ainsi compte de l'évolution même de la technique autant que des habitudes sociales.

Ces conceptions nouvelles conduisaient nécessairement sur le plan politique à des mesures dont le socialisme avait depuis longtemps perdu la notion. À son origine, le néo-socialisme n'exprimait sans doute pas autre chose que le désir de participer au gouvernement, parce que l'opposition systématique est d'une décevante stérilité et qu'il faut être au pouvoir pour réaliser. Mais certaines personnalités du mouvement entamaient peu à peu la critique du régime parlementaire. Et le néo-socialisme prenait une allure doctrinale à laquelle la formule célèbre « *Ordre, Autorité, Nation* » donnait d'ailleurs plus de cohérence et de netteté que le mouvement n'en eut jamais.

Et pourtant, Déat était beaucoup moins hérétique que les doctrinaires de la S.F.I.O. ne le croyaient, même lorsqu'il se rallia au planisme que Henri de Man voulait doter d'une attirance presque mystique. Il ne se hasardait guère à quitter le domaine apparemment solide des considérations économiques. S'il parlait désormais de la nation, c'était à la fois parce que le capitalisme semblait se réfugier dans le cadre national et parce que nul organisme international ne pouvait mettre de l'ordre dans le chaos de l'économie mondiale. Puisqu'il fallait recourir à l'État pour diriger l'économie, on devait envisager la construction du socialisme en un seul pays et rejeter dans un avenir indéterminé la révolution socialiste internationale. Mais il était indispensable de rendre cet État apte à exercer ses fonctions nouvelles et de lui conférer une autorité qu'il n'avait jamais eue. Pourtant, à entendre les nouveaux doctrinaires, notamment Déat, si pénétré d'influences saint-simoniennes, on s'apercevait que cette autorité devait s'appliquer moins au gouvernement des hommes qu'à l'administration des choses. Déat mettait ainsi à l'abri des attaques son respect maintenu de l'idéologie libérale, tout en conservant sur le plan politique son attachement à la démocratie traditionnelle. De même, l'ordre proclamé était celui qu'exigeait

le bon fonctionnement de la machine économique, le renoncement aux émeutes romantiques, l'organisation des forces révolutionnaires et leur préparation technique aux tâches d'une économie nouvelle. Mais il n'est certainement pas sans intérêt d'observer dès maintenant que l'ignorance de Déat, en matière économique, était considérable. C'est ce qui explique l'influence qu'aura sur lui Édouard Chaux, économiste bizarre et superficiel d'une soi-disant économie de l'abondance et d'un planisme de verbe, plus capable d'administrer un cercle que de définir les lois de l'économie contemporaine, et duquel il ne pouvait évidemment attendre la moindre clarté sur l'évolution économique mondiale. Ce n'est que bien plus tard que Déat devait distinguer plus clairement les lignes maîtresses de sa propre pensée, ainsi que celles des grandes transformations du xx^e siècle. Il fallut la leçon et le contact des révolutions voisines et surtout le développement de la guerre. Rien de moins ne fut nécessaire en effet pour l'arracher aux marécages de l'U.S.R. où il se complaisait, cependant que mûrissait l'effroyable drame où nous sommes encore engagés.

Dès 1936 pourtant, Déat avait commencé à pénétrer le sens des révolutions totalitaires. La brochure qu'il écrivit alors sur les « *Jeunesses d'Europe* » reste comme un témoignage de sereine lucidité. Mais, comme souvent chez lui, la clairvoyance intellectuelle n'entraîna pas le moindre changement dans son action politique. Il resta étroitement moulé dans les cadres du parlementarisme le plus désuet, à un moment pourtant où un nouvel échec l'avait éloigné de la Chambre des Députés. C'est la défaite de juin 1940 qui lui donna la hardiesse de s'aventurer vraiment hors des chemins battus. Il prit alors pleinement conscience de toute la richesse spirituelle du socialisme, en même temps que de la présence des masses nées du développement même du capitalisme. C'est alors seulement qu'il conçut sous des formes nouvelles le gouvernement des masses.

Je dois dire d'ailleurs qu'il n'analysa jamais assez profondément à mon gré ce problème des masses, qui est le problème cardinal de l'époque présente ; car ces masses sans passé, sans tradition, presque sans avenir et dont le poids menace de faire basculer la civilisation dans l'abîme, c'est au socialisme de les appeler à la culture. C'est à lui, en même temps, de ne rien laisser perdre des conquêtes spirituelles du passé en les transmettant à des couches qui ne peuvent encore que les absorber sans les multiplier, et qui sont, pour reprendre

un mot d'Henri de Man bien mauvais dans sa forme, mais expressif dans sa gaucherie, des « *consommatrices* » et non des « *productrices* » de culture. Déat le comprenait néanmoins parfaitement quand il disait : « *Le socialisme veut une civilisation à la mesure des masses, mais non à leur niveau* ». Et il se rendait compte ainsi pour la première fois, mais avec une lenteur dont nous sommes deux ou trois seulement à pouvoir témoigner, que pour amener l'ensemble des hommes à la plénitude de l'être et de la culture, il fallait des moyens nouveaux et non plus ces impuissantes pratiques scolaires prolongées dans quelque institution renouvelée des Universités populaires. Il y faut, en effet, toute une floraison d'institutions nouvelles. Il faut surtout qu'un grand élan soulève tout l'être collectif, que tous se sentent emportés au-delà d'eux-mêmes par le torrent déchaîné des forces intérieures. Il faut la puissance exaltante des mythes. Et Déat, quittant les chemins familiers du rationalisme à la française, pénétrant plus avant l'esprit du national-socialisme, ne se bornait plus à admirer son effort pour nationaliser le social et socialiser la nation. Il en pénétrait l'âme religieuse et il magnifiait à son tour les grandes images héroïques du Chef, du Parti, de la Nation, de l'Europe, du Socialisme et de la Révolution.

Son erreur essentielle, et elle fut partiellement la nôtre, fut, en analysant ainsi certaines idées maîtresses de la révolution hitlérienne, de croire qu'elles étaient pour l'essentiel passées dans les faits. Il tira ainsi de cette analyse des conséquences de tactique politique qui devaient fausser et son action personnelle, et celle du R.N.P. ; car il est évident que ni lui, ni le Parti n'auraient fait ce qu'ils firent s'ils avaient eu la conviction, qui est la mienne maintenant, que le régime allemand n'avait que peu de traits communs avec ce que Déat imaginait ou bien ce qu'il rêvait. Mais il reste que ses analyses doctrinales ont jeté sur le grand problème posé aujourd'hui à l'âme occidentale des clartés incomparables, et qu'on ne saurait penser le monde présent en les négligeant. Pourtant, c'est dans l'effort d'adaptation à la situation française des principes de la révolution du XX^e siècle qu'il se montrait impuissant. Les thèses qu'il proposait devaient apparaître chaque jour plus irréelles et plus étranges, à mesure que l'évolution de la guerre et des conflits intérieurs le forçait à délaisser ce qu'il avait tout d'abord maintenu, vaille que vaille, de l'héritage démocratique, pour bâtir le régime nouveau.

Cette incapacité radicale découvre à nu la tare essentielle de cette intelligence, si merveilleuse par tant de côtés. Déat comprend tout, mais n'invente rien, ou du moins il n'invente qu'à partir d'une idée dont il tire mille conséquences avec une fécondité inimitable. Et cette idée, le plus souvent il l'emprunte à d'autres. Au fond, il est demeuré toute sa vie le brillant élève qu'il était dans sa jeunesse, plus habile à jongler avec les idées et à manier les mots qu'à comprendre le réel et à commander des hommes. Ce normalien impénitent n'avait aucune des qualités qui font des chefs.

Marcel Déat comme homme et comme chef

Arrivé à ce point de mon travail, je me sens retenu par beaucoup d'hésitations. J'ai connu Déat comme aucune autre personne sans doute, sauf sa femme, ne l'a connu. Je l'ai vu vivre trente-quatre mois durant une époque dramatique où les hommes se révélaient vite aux yeux de qui les observait. Devant moi, il fut de longs jours sans masque et sans méfiance. Au début parce qu'il me jugea trop petit personnage pour prendre avec moi la moindre précaution, notamment pour essayer de cacher ceux de ses défauts dont il avait plus conscience qu'on ne croit. Plus tard, parce qu'il me savait trop loyal pour dévoiler ce que j'avais appris, compris ou surpris, et parce qu'il n'y avait plus moyen pour lui de me donner le change. Je dois dire d'ailleurs que si Déat s'était conduit au moment du péril comme un chef, ou seulement comme un homme, je n'aurais jamais consenti à écrire ce qui va suivre. Non pas qu'il s'y trouve quoi que ce soit de forcé, ou qui ait quelque rapport avec la polémique. Mais simplement parce que la vérité toute nue est ici accablante pour un homme qui finit par rêver d'un destin incomparable avec son caractère et son tempérament.

On ne comprend pas Déat si l'on n'observe pas d'abord qu'il fut une victime de l'éducation française. Cette Université dont il aurait pu être l'une des gloires, c'est elle qui le perdit. Elle lui enseigna en effet le maniement des idées et non celui des hommes, et les humanités l'écartèrent d'autant plus de la réalité humaine qu'elles lui apprirent à trouver plus de joie au jeu séduisant et frelaté de l'intelligence spéculative. Elle fit davantage. L'égoïste et le timide qu'il était avant tout, incapable d'agir sur les autres autrement que par les détours du raisonnement

et de la démonstration, fut renforcé dans ses tendances maîtresses par l'Université. En choyant et en couvrant de lauriers l'élève triomphal, elle le sépara, par la culture, du petit peuple parmi lequel il était né. Certes, Déat continuait à lui ressembler par sa gaucherie à table ou dans les salons ou par son langage familier, si chargé de locutions dont usent les petites gens. Mais il était devenu si différent par l'intelligence qu'il n'y avait plus possibilité de communication spirituelle entre le peuple et lui. Là réside sans doute la cause profonde de son échec, de la séparation de plus en plus nette entre la nation et lui. Et tels étaient son aveuglement et sa déformation qu'il ne s'en rendit jamais compte et prit toujours pour un malentendu passager ce qui était l'aboutissement inéluctable et irréversible de deux itinéraires qui ne cessaient de s'écarter l'un de l'autre.

On ne comprend pas davantage Déat si l'on oublie que ce professeur mangé par sa robe approchait de la cinquantaine quand vint la guerre. Il se trouvait à l'âge où, n'ayant jamais rien réussi de ce qu'il avait entrepris, il devait jouer son va-tout sous peine de manquer sa vie. Car son orgueil fut toujours tel qu'il ne cessa pas, depuis l'école, de se croire marqué pour jouer les premiers rôles, et même les rôles exceptionnels. Le malheur est qu'il n'avait aucun atout en main pour engager comme il aurait fallu cette partie décisive. Il lui manquait tout des qualités qui font l'homme d'État des temps nouveaux. Certes, il avait acquis dans la République du Parlement et des Congrès un assez grand prestige, mâtiné d'ailleurs de beaucoup de réserves causées par l'hypocrisie dont on l'accusait, alors qu'il aurait fallu s'en prendre à ses hésitations ou à ses dénégations de timide versatile. Mais c'est que, dans la République radicale, l'action était du type universitaire.

Il s'agissait avant tout de confronter des idées et de livrer des joutes oratoires. C'est pourquoi il fit sourire quand il clama un jour que le maquignonnage électoral lui avait enseigné à tâter les jarrets et à sonder les poitrines! Pour dire le vrai, cet exercice ne l'enseigne à personne et, d'ailleurs, nul n'y fut à certains égards plus malhabile que Déat lui-même. Sur les champs de foire du suffrage universel, il n'avait jamais connu que des succès espacés suivis d'échecs retentissants. Une observatrice avisée, qui ne l'aima jamais et qui me touchait de près, me fit remarquer un jour qu'il n'avait jamais réussi à se faire réélire dans la même circonscription et rien n'est plus caractéristique, en effet, de son inaptitude à conquérir durablement la sympathie ou la confiance. Lui-même d'ailleurs, sans se rendre peut-être tout à fait compte

de son incapacité à gouverner les hommes, en venait parfois à l'avouer implicitement. Ainsi s'explique son adhésion, souvent affirmée, à une thèse saint-simonienne reprise et développée par Auguste Comte, sur la nécessité de deux équipes gouvernementales, l'une de penseurs, l'autre de praticiens et exécutants subordonnée à la première. On devine aisément de laquelle il désirait faire partie. Mais je me demande encore comment il ne scandalisa pas jusqu'à la colère les militants qui l'avaient pris pour chef quand, au Conseil national du 6 mai 1944, alors qu'il était ministre et qu'on était en plein dans la bataille, il reprit une fois de plus l'exposé de cette thèse. S'ils avaient su y réfléchir, sa fuite quelques semaines plus tard leur aurait paru moins surprenante.

On saisit ici l'une des raisons de son prestige. Pour qui ne l'approchait que rarement et ne le connaissait guère que par ses articles et ses discours, il faisait illusion. Tout d'abord, il attirait. Un renom mérité d'honnêteté le précédait partout et disposait d'autant plus en sa faveur qu'était plus pourrie l'époque où il agissait. On le savait honnête comme un professeur, d'une vie privée irréprochable et on le savait bon. Ce n'était que plus tard qu'on devinait que cette bonté n'était faite que de faiblesse et de timidité, plus que d'élan ou de générosité. Et plus tard encore qu'on la découvrait mitoyenne d'un des égoïsmes les plus forcenés qui fût jamais, et d'une indifférence inhumaine à tout ce qui n'était pas lui. Sa simplicité aussi lui gagnait les cœurs. On lui savait gré de ne mettre dans son attitude ni dédain ni hauteur et d'écouter attentivement les plus menues paroles du plus médiocre interlocuteur. Il fallait beaucoup de temps pour reconnaître que cette apparente humilité cachait un immense orgueil, fait autant de considération prodigieuse de soi-même que de souverain et paisible mépris pour les autres. Mais la santé physique et morale qu'on sentait en lui, et qui était celle même du peuple dont il était issu, restait sympathique. De même, on retrouvait quelque chose de populaire dans son intelligence.

Marcel Déat était, par bien des côtés, un des premiers esprits de son temps. Il fascinait par l'habileté de son analyse, par la virtuosité de sa dialectique, une fois admises les prémisses sur lesquelles il les fondait. Mais surtout, on aimait que sa pensée ne fût ni quintessenciée, ni subtile jusqu'aux finesses byzantines. Sans doute s'apercevait-on, à le mieux connaître, qu'il pensait en universitaire, qu'il réfléchissait sur des idées et non pas sur les faits. Il aimait à répéter que le monde se divisait en deux catégories, ceux qui croyaient à l'existence

et à l'importance des idées et ceux qui n'y croyaient pas. Et de même, on se rendait compte qu'il fallait déjà qu'on lui eût suggéré une interprétation de l'événement pour qu'il fût capable de le penser vraiment et d'en exprimer toute la substance. Mais du moins, ces idées, il les prenait à bras-le-corps. Il travaillait dans le plein des concepts au lieu de jouer sur les mots. Et ses déductions n'avaient jamais la fragilité inquiétante, la témérité acrobatique que conférait un Léon Blum aux thèses les plus robustes et les mieux assises. C'était vraiment un penseur de France, qui paraît ses raisonnements de tous les prestiges d'un art merveilleux du verbe.

On lui trouverait sans doute des égaux parmi les journalistes et les orateurs de ces quinze dernières années. Je n'en vois point dont on puisse dire qu'ils le surpassaient. Sa facilité était prodigieuse. Il écrivait des heures durant, sans qu'une retouche fût nécessaire. Les six articles que « *l'Œuvre* » publia chaque semaine pendant quatre ans étaient rédigés le dimanche, en bloc, à raison de moins d'une heure pour chacun d'eux. Il aurait pu aisément faire trois ou quatre articles par jour : littérairement, ils auraient tous eu la même tenue. Quant à ses discours improvisés (très supérieurs à ceux qu'il préparait minutieusement dans le plus grand détail et d'où toute spontanéité était absente), ils étaient aussi corrects que ses écrits. Son style était riche, mais sans excès. Il se plaisait aux images familières auxquelles il savait conférer de la grandeur et une sorte de majestueuse simplicité. Sa langue donnait une impression d'exactitude et de robustesse qui était déjà une sorte de preuve. Elle avait aussi, quand il le voulait et c'était souvent, des éclats de colère, un mordant, une violence qui le rangeaient au premier rang des pamphlétaires et faisaient de lui l'héritier et l'égal des polémistes les plus illustres de la presse française, le pair d'un Henri de Rochefort ou d'un Léon Daudet. Mais il savait exprimer aussi les nuances délicates comme les émotions exaltantes. Il savait enthousiasmer, émouvoir et séduire, et ses lecteurs fidèles, ses auditeurs enthousiastes doivent à Marcel Déat des joies intellectuelles et des émotions profondes dont ils ne sont pas prêts, malgré tout, de perdre le souvenir.

Hélas ! cet art merveilleux dissimulait les faiblesses de caractère les plus graves. On le croyait énergique, décidé, volontaire parce qu'il poussait audacieusement ses bottes dans le journal ou à la tribune. On l'imaginait apte à façonner les foules et aimant à le faire parce qu'il semblait communier profondément avec elles du haut d'une estrade.

Mais ce n'était qu'une illusion. Lorsqu'il n'était plus séparé et comme protégé du monde et des hommes par sa machine à écrire, dans le silence de son cabinet, ou par tout ce subterfuge de poutres, de planches et de toile dans l'atmosphère artificielle des conférences et des congrès, il perdait son apparente énergie. Et ce menton qui se carrait à la tribune s'amollissait curieusement dans le privé. Il était incapable de renvoyer un solliciteur, de refuser un dîner, de prendre une décision contraire à celle qu'attendait son interlocuteur du moment. Ainsi s'explique le métier infernal de ses collaborateurs, de ceux, comme moi, dont il redoutait la fermeté, auxquels il cachait tous ses abandons, qu'il mettait sans cesse devant le fait accompli et qui devaient essayer de discerner la vraie volonté du patron, parmi les trois ou quatre « Oui » contradictoires lâchés par lui à trois ou quatre personnes venues le voir pour la même question. Ainsi s'explique la surprise dont me fit un jour part l'homme admirable que fut l'amiral Platon, lâchement assassiné lors de la Libération. Déat l'avait attaqué cruellement, sans le connaître, sans rien savoir de lui, comme il faisait toujours, par peur justement du contact humain et comme il le fit notamment pour Hippolyte Worms. Un jour, Dominique Sordet réconcilia Déat et l'amiral. Le loyal marin devait quelques jours plus tard me dire sa stupéfaction d'avoir trouvé si effacé et si gentil le rude pamphlétaire qui avait d'ailleurs, par son attitude même, rendu impossible toute explication, se dérochant sans cesse aux engagements de fer et croyant avoir tout effacé parce qu'il avait réussi pendant trois heures à empêcher le débat sur le fond par une débauche d'aimables banalités, de courtois compliments et de spirituelles historiettes.

Cette timidité malade qui était en lui explique le désert d'hommes au milieu duquel il a toujours vécu jusqu'à ce que d'autres lui créassent un Parti et des relations politiques autres que les banales camaraderies parlementaires. « Marcel n'a pas un ami », me dit un jour sa femme au début de 1943, dans un de ces moments de clairvoyance qu'elle avait plus souvent que ne l'ont cru ses trop nombreux détracteurs et que n'arrivait pas à masquer l'adoration émouvante qu'elle lui avait vouée. Sans cette clé de son âme, on ne comprend rien à tout ce qu'il y eut de déconcertant dans son attitude politique depuis 1940, vue sous l'angle des relations humaines avec le Maréchal, Pierre Laval ou les autorités allemandes, qu'il se proposait toujours de secouer vigoureusement, tant

qu'il ne les voyait pas et avec lesquels il devenait un tout petit garçon dès qu'il était en leur présence.

Peut-être aurait-il pu jouer à certaines heures, pour le plus grand profit de la France, un rôle utile s'il avait eu l'audace, qu'aurait excusée la réussite, de prendre directement contact avec les plus hautes autorités du Reich. Il était de ceux, en effet, qui auraient pu obtenir leur audience et les avertir d'autant plus carrément des erreurs de la politique allemande dans notre pays qu'il l'aurait fait à titre personnel, sans exercer de fonction gouvernementale. Les prétextes qu'il donnait de son refus sont des plus honorables. Mais ses raisons profondes, il ne les fournissait à personne et elles n'étaient pas ce qu'il disait, puisqu'il devait finalement partir pour l'Allemagne dans des circonstances beaucoup plus graves pour lui. En réalité, timide et casanier, il préférait rester et professer au milieu de ses livres devant les vastes rayons où s'étaient des collections souvent feuilletées, derrière la grande table surchargée de dossiers mal classés sur lesquels trônait toujours cette machine à écrire dont, à bien y réfléchir, on s'aperçoit qu'elle a été l'un des instruments les plus responsables de sa perte. Au surplus, il y avait en lui un tel optimisme irraisonné, un tel besoin de ne pas déranger son système de pensée, une telle habitude de prendre pour vrai ce qu'il désirait passionnément, une telle crainte de voir les faits bousculer ses espérances ou ses constructions idéologiques, qu'ils suffiraient à eux seuls à rendre compte de son refus systématique d'affronter les autres. Lui, qui se voulait un chef, avait peur des hommes.

Il ne manquait pourtant ni de sang-froid ni de courage. Il a côtoyé la mort avec une sérénité parfaite, comme s'il n'avait pas senti rôder autour de lui l'assassin anonyme. On le vit bien lorsqu'à Tours, un jour de 1942, il désamorça lui-même la bombe jetée sur la tribune sans interrompre la phrase commencée. Soldat, il avait fait l'admiration de ses chefs et gagné la confiance de ses hommes (ils le rappelaient vingt ans après) par son audace souriante, par son mépris total du danger, et aussi par cette sorte de confiance en son destin qui était si forte en lui dès ce moment. Aurait-il perdu au retour de la guerre, à l'École normale ou au Parlement, ses qualités de commandement qui le firent sept fois décorer sur le champ de bataille et changèrent en un jeune capitaine de 24 ans celui qui partit soldat de 2^e classe en août 1914? Ce serait mal poser le problème que de le poser aussi sommairement. L'armée, en effet, est un ordre qui règle les contacts humains selon une mécanique plus que centenaire et où l'autorité

du chef est acquise avant qu'elle ne soit méritée. Comment le fantassin Déat ne serait-il pas monté en grade, puisqu'il n'y fallait, dans la familiarité humaine du combat, que de l'intelligence et du courage physique? Mais ces souvenirs de l'épopée des tranchées suffisaient à grandir son image, à susciter une légende héroïque, tandis que la chance miraculeuse avec laquelle il échappa tant de fois à la mort, de 1914 à 1918 et de 1941 à 1944, finissait par créer autour de lui un halo de mystère. Et la propagande pouvait sans peine éveiller pour lui cet enthousiasme presque mystique sans lequel les foules modernes, aussi primitives que les hommes des clans et des tribus, ne sauraient reconnaître un chef et le suivre dans l'accomplissement d'une grande œuvre.

En fait, son attitude lors du 6 février 1934, puis lors de l'affaire du tract *Paix immédiate* en octobre 1939¹⁶⁹, avait déjà montré que son courage civique n'était pas au diapason de son héroïsme militaire. On devait dramatiquement le vérifier au mois d'août 1944. De toutes les déceptions que connurent ceux qui, durant trois années terribles, travaillèrent auprès de lui pour que la France revive et que s'impose un nouveau socialisme, nulle ne fut plus cruelle que de sentir peu à peu s'effondrer devant l'épreuve celui qu'ils avaient pris pour chef parce que ses qualités intellectuelles les avaient trompés sur sa valeur humaine. Certes, insensiblement, à mon exemple et sous mon influence, ils s'étaient détachés de lui. Mais ils restaient malgré tout liés à Marcel Déat par trop de fibres qu'ils n'avaient pas osé trancher, pour que son départ, qui consumma la rupture, ne fût pas ressenti par eux comme un effroyable déchirement. Et quand ils apprirent, quelques semaines plus tard, qu'il couvrait de boue, dans ses conversations et ses discours d'émigré les meilleurs d'entre eux, ils purent à peine se résoudre à admettre que l'homme qu'ils avaient servi et suivi ne pouvait plus éveiller en eux-mêmes d'autre sentiment qu'un total mépris. C'est qu'ils étaient presque tous des jeunes, plus formés dans leur intelligence que dans leur expérience, plus ignorants de la vie et des hommes qu'ils ne

169. Tract tiré à 100 000 exemplaires en septembre 1939 à l'initiative de Louis Lecoq pour demander que le gouvernement revienne immédiatement sur sa déclaration de guerre à l'Allemagne. Il portait la signature (pas toujours demandée) d'importantes personnalités, notamment les philosophes Alain et Félicien Challaye, les écrivains Victor Margueritte, Jean Giono, Henri Poulaille et Henri Jeanson, les hommes politiques Marcel Déat et Marceau Pivert, les syndicalistes Georges Dumoulin, Marie Lenglois et Ludovic Zoretti. Plusieurs de ces signataires qui confirmèrent leur signature firent l'objet de poursuites et certains furent emprisonnés, tel Jean Giono.

voulaient le croire, avec ce besoin d'avoir confiance en un guide qu'on trouve souvent chez ceux qui n'ont pas encore la trentaine. Cette souffrance amère, cette douleur qu'ils refusaient d'avouer, elle leur révéla soudain tout un coin inconnu du réel.

La rupture du chef et du Parti

Il y avait à la vérité bien longtemps qu'entre le chef et son Parti l'adhérence n'était plus parfaite. L'avait-elle d'ailleurs jamais été? Quoi qu'il en soit, pour un observateur un peu averti, Marcel Déat, sans cesse plus en flèche dans le sens de la coopération franco-allemande, de plus en plus éloigné de la réalité militaire, de moins en moins assuré de ses contacts et avec les autorités françaises et avec les autorités allemandes, Marcel Déat donnait l'impression d'avoir, comme on dit vulgairement, «perdu les pédales». Les militants s'en apercevaient parfois. Mais le prestige intellectuel qu'il avait conservé était tel qu'ils n'osaient manifester publiquement leur désaccord. Au surplus, ils s'étaient engagés si avant derrière lui qu'ils avaient le sentiment confus d'une solidarité complète avec ses erreurs. Le juger, c'était pour eux se juger aussi. Rompre, c'était rompre avec ce monde d'idées auxquelles il avait cru et dont il ne voulait pas s'avouer qu'elles exigeaient des révisions et des mises au point. Mais, de juillet 1943 à août 1944, la désaffectation alla croissant et le jugement porté sur son expérience ministérielle accéléra le processus. Pour toute l'équipe qui travaillait avec moi et qui était le Parti lui-même, j'ai déjà dit son sentiment profond, même quand il ne se manifestait pas encore ouvertement. Bien avant la crise décisive, les militants avaient perdu confiance dans leur chef, telle est la vérité dans sa terrible simplicité.

Pourtant, même chez les plus sévères et les plus désabusés, il restait un espoir encore. Celui de voir le héros de 1914-1918 rester égal à sa réputation pour tenir tête quand le moment décisif approcherait, ce moment dont nous sentions confusément, dès juin 1944, qu'il ne pouvait plus tarder et qu'il serait dramatique. Brusquement, la crise éclata avec les coups de revolver qui abattirent Philippe Henriot le 28 juin. Quand le temps aura donné aux événements le recul nécessaire, on verra que l'assassinat d'Henriot a mis fin à toute l'expérience politique tentée depuis juillet 1940. J'eus conscience de cette réalité tout de suite, comme dans une fulgurante aperçue, et je le dis immédiatement à tous

ceux qui m'entouraient. Déat, lui, ne vit pas autre chose dans la disparition d'Henriot qu'un accident fâcheux, mais qui le débarrassait d'un concurrent gênant et qui ne l'aimait pas. Certes, ses yeux se mouillèrent devant le cadavre de son camarade, je l'ai vu. Mais, rentré au ministère, il tint sur l'assassinat des propos froidement lucides qui montraient à la fois la sécheresse de son cœur et son incompréhension totale de l'événement. Il le considérait tellement comme un fait divers que je dus avoir avec lui, le soir, une scène violente et pénible pour lui arracher pour le lendemain, dans « *l'Œuvre* », quelques lignes acceptables sur Philippe Henriot. Dans les milieux collaborationnistes, on réagit plus vivement que Déat ; c'est ainsi que quatre ou cinq jours plus tard, il fut à l'unisson de tous. Il se mit alors à faire un vacarme de tous les diables pour protester contre la manière dont les obsèques furent célébrées. Mais cette première épreuve venait de témoigner de son inaptitude radicale, en cette période où le rythme des événements était foudroyant, à réagir correctement dès le premier mouvement.

Ce fut plus flagrant encore lors de la seconde crise de juillet, celle qui commença avec la rédaction du fameux manifeste du 8 et qui se termina au Conseil des ministres du 12. Il sera possible plus tard de dire les dessous de cette bagarre gouvernementale. Ce qui est sûr, c'est que Déat était la pièce maîtresse dont on avait besoin pour renverser Laval. Et ses trois collègues ne s'étaient engagés si avant que parce qu'ils comptaient sur son concours total. Au moment décisif, Déat flancha. Laval ayant convoqué un Conseil à Vichy pour un débat dont tout indiquait qu'il serait crucial, Déat refusa de s'y rendre, en abritant sa défection sous les plus fallacieux prétextes. Démarches multiples et supplications furent vaines. La vérité est que cela le dérangeait d'aller à Vichy et qu'il redoutait une controverse avec Laval. Son amour des pantoufles et sa peur des hommes expliquent sa carence. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'ils ne la justifient pas. Le résultat fut un triomphe pour Laval et le désarroi dans le dernier carré de la collaboration. Quand viendront les journées d'août, le souvenir du lamentable avortement de juillet sera présent à tous les esprits et personne ne songera plus à autre chose qu'à subir l'événement. Nul plus que Déat n'est responsable d'une telle attitude et rien ne démontre mieux le divorce entre les faits et la manière dont il les interprétait.

La troisième crise ne fut pas française, mais allemande. Le 20 juillet, Hitler échappa, par on ne sait quel miracle, à un attentat

minutieusement préparé. À supposer même qu'on n'ait pas entrevu immédiatement toute la portée d'un pareil geste, il était évident qu'il traduisait un profond malaise de l'opinion allemande ! Il aurait dû amener Déat à des réflexions d'ensemble sur la situation. Je les lui suggérai. Il les repoussa avec dédain et nul n'a oublié l'exégèse triomphale qu'il donna de l'attentat du 20, dont il osa dire qu'il renforcerait la cohésion allemande. J'avoue que je fus, en cette circonstance, stupéfait de son aveuglement ; et j'étais pourtant édifié... Je fus moi-même fort éloigné de la clairvoyance dans ces deux dernières semaines, mais quand je compare mon état d'esprit au sien, je ne puis qu'être frappé de la vérité du proverbe qui veut qu'au pays des aveugles, les borgnes soient rois ! En fait, la crise du 20 était si grave qu'elle fut à l'origine de celle, décisive, du 31, au cours de laquelle se jouèrent les destins de la France et sans doute aussi de l'Allemagne. Le 31 en effet, devant Avranches, plusieurs divisions allemandes se débandèrent, sur l'ordre de leurs généraux acquis aux conjurés. Et ce fut la ruée que l'on sait, qui ne put être endiguée et qui mena les blindés américains, en moins de quatre semaines, du Cotentin à la Lorraine. Dès le début, il était clair que c'était le dernier acte du drame qui commençait. Comme à l'ordinaire, Déat refusa d'abord l'événement et il me souvient du mépris avec lequel il rabroua sa femme lui annonçant l'évacuation imminente de Paris et lui parlant de leur nécessaire repli. Puis tout à coup, vers le 7 ou le 8 août, dans le temps même où il donnait à « *l'Œuvre* » d'incroyables articles sur la situation militaire, il commença à donner des signes manifestes de panique. Dans le grand drame, le sien et le nôtre allaient s'insérer.

De cette panique, ses articles d'un ridicule optimisme étaient déjà un éclatant témoignage. Mais il y en eut d'autres. Brusquement, un jour, il parla de son départ, pour Nancy sans doute et il s'enquit des moyens de transport. J'appelai Bertrand. Il fit avec lui un inventaire des camions du ministère, de l'essence disponible et dès ce moment, il ne pensa plus qu'à cela. Dix fois par jour, il interrogeait Bertrand, lui demandant où en étaient les préparatifs, prenant de folles colères quand il apprenait qu'un véhicule était indisponible et délaissant tout travail qui ne se rapportait pas de près ou de loin au départ. Dès le début, j'avais manifesté ma répugnance à partir et je l'avais dit à mes camarades, à Gilberte Altmayer d'abord, puis à Barbé et à Silly qui furent les deux premiers à se refuser à quitter Paris. Mais comme je voulais que Déat prît

publiquement ses responsabilités et se montrât à tous tel qu'il était, je lui demandai de convoquer la Commission permanente. Il le fit. La réunion eut lieu, le 9 ou le 10, dans son Cabinet au ministère. Il y avait là Barbé, Silly, Rivollet¹⁷⁰, Dumoulin, Desphilippon, Bénédetti, Guionnet, Brille et, à cause de l'importance capitale de la séance, Lemonnier, Barne et Roger Bertrand, venus là sur mon invitation. Je n'exagère pas en disant que cette séance historique fut lamentable et écœurante. L'exposé que fit Déat fut sans âme et sans vie. Il ne retrouva un peu d'accent que pour annoncer qu'il partirait si les événements se précipitaient; mais il déclara, sur une question de Rivollet, qu'il ne ferait rien sans réunir une deuxième fois la Commission permanente. Visiblement, la déception de tous était immense. Ce chef de parti n'avait pas eu un mot pour le Parti, pas un mot pour ceux qui allaient rester, pas un non plus pour dire ce qu'il entendait faire de ceux qu'il voulait emmener avec lui. Il ne pensait qu'à lui et cette évidence était telle que chacun, j'en avais le sentiment, se refusait encore à la prendre comme le fait majeur que la séance venait de révéler. Pour moi, sûr désormais de sa lâcheté, j'allais me consacrer sans répit à garder à Paris avec moi tous ceux qui l'avaient suivi jusque-là et qu'il se préparait, lui, à abandonner.

J'avais déjà vu la plupart des membres de la Commission pour leur dire que je restais, ainsi que de nombreux membres du Cabinet. Je les avais tous convaincus de m'imiter, d'autant plus facilement que telle était leur réaction instinctive. Le lendemain de la réunion, Déat m'invita à dresser avec lui la liste de ceux qui partaient et de ceux qui restaient. Il commença par moi, m'inscrivant d'autorité sur la première. Je lui dis alors que je restais, parce qu'un tel geste était seul compatible avec la politique de présence que nous avions faite depuis 1940; parce que seul il correspondait à la situation qui allait naître de l'arrestation par les Allemands des membres du gouvernement; et parce qu'enfin il me paraissait impossible d'abandonner les camarades du Parti qui, eux, ne pouvaient s'enfuir. Que lui parte donc, moi je restais et je lui fis comprendre que personne ne le suivrait, que tout le monde resterait avec moi. Sous ce camouflet, il blêmit et me jeta, l'œil mauvais, un rictus aux lèvres: « *Vous serez fusillé* ». « *Peut-être*, répondis-je, *mais je ne serai pas déshonoré* ». Il comprit à ces mots que tout était fini entre nous. Je restai dans mon bureau et de ce

170. Georges Rivollet, secrétaire général de la Confédération nationale des anciens combattants, ministre des anciens combattants dans divers gouvernements de 1934-1935.

moment, je n'eus plus avec lui que les indispensables relations de service, de celles que je fis naître pour souligner à ses yeux la lâcheté de ceux de ses collègues qui se préparaient, comme lui, à une fuite indigne.

Dès lors, je n'eus pas d'autre souci que de préserver de mon mieux les camarades du Parti. J'avais besoin de moyens matériels. À force d'insistance auprès de Déat, j'en obtins, mais bien insuffisants pour subvenir à toutes les nécessités, car les situations douloureuses se multipliaient. Nos camarades de l'Ouest se repliant sur Paris dans les pires conditions venaient voir Lemonnier ou Gilberte Altmayer. Il fallait des secours d'urgence. Nous fîmes de notre mieux et je n'en connais pas un qui ait pu se plaindre en quoi que ce soit de l'accueil qui lui fut réservé. Il fallait des cartes d'identité pour ceux d'entre nous qui seraient les plus menacés. Elles devaient leur permettre de franchir les semaines où régnerait la terreur. La terreur passerait avant la justice. J'eus beau le prier, il ne fit pratiquement rien. Je parvins, seul, à me débrouiller pour une vingtaine d'entre nous, mais ce ne fut que le 16 août au soir que je pus aboutir, après des péripéties auxquelles je ne puis penser sans une émotion rétrospective. Il fallait enfin informer le Parti de la conduite à tenir dans les jours à venir. Lemonnier, au 128, n'arrêtait pas, la journée durant, de renseigner les camarades parisiens et même provinciaux venus aux nouvelles. Le 12, j'assurai moi-même une réunion des cadres de la Région parisienne. Après avoir d'un mot très sec annoncé le départ du chef – et son nom, je le souligne au passage, ne déclencha aucun applaudissement – j'ajoutai que moi, je restais, et cette déclaration fut couverte d'acclamations. J'invitai les chefs de section à demeurer, tout en prenant les précautions indispensables et à attendre que je reprenne contact avec eux. Pour conclure, je leur dis de répondre à l'ordre de mobilisation s'il était lancé, car je pesais les responsabilités qui seraient les miennes si je conseillais une désertion que rien ne justifiait. Mes derniers mots furent pour dire que nous nous retrouverions pour d'autres combats. Il y avait des larmes dans bien des yeux, mais je vis que l'espérance n'était pas morte au cœur de tous, et eux aussi sentaient bien que la même foi m'habitait. Enfin, pour que les camarades qui nous avaient fait confiance ne soient pas poursuivis à cause de notre négligence, je présidai moi-même à la destruction de tous les papiers qui auraient pu donner une indication quelconque sur leur activité.

Aidé de l'équipe groupée autour de moi, je faisais de mon mieux, chacun d'eux se dépensant sans compter. Déat, pendant ce temps, que faisait-il? À notre stupéfaction indignée, pas une seule fois il ne se préoccupa du Parti. Chaque militant aurait pu crever sur place sans qu'il s'en souciât le moins du monde. Il occupait ses journées à surveiller les préparatifs du départ et à se perdre dans de lamentables intrigues. Il se convainquit chaque jour davantage qu'il était le chef du gouvernement de demain! On devine comment cela pouvait se traduire en conciliabules absurdes avec des personnalités aussi décomposées que lui, en démarches auprès d'un Abetz plus insaisissable que jamais, en tirades vengeresses contre Laval et en imaginations incroyables. Il avait beau être présent, déjà il n'était plus parmi nous. Marbré de taches, son visage avait prodigieusement changé depuis quelques jours. Visiblement l'homme avait peur et, à la lettre, il se décomposait.

C'est alors qu'éclata l'événement prodigieux qui consumma la rupture. Le 16 août à 19 h 30, il rentre de l'ambassade d'Allemagne, il ouvre violemment la porte de mon bureau où je suis avec Bertrand et Lemonnier. Il est hagard, d'une nervosité extrême. Il nous crie que les Américains sont au-delà de Dreux, marchent sur Versailles, ont dépassé Orléans et qu'il veut partir. « *Tout de suite* »? demande Bertrand glacial. « *Tout de suite* », répond-il à notre ahurissement indigné. Devant nos mines et nos objections, il veut bien consentir un délai. Il partira le lendemain à 5 h du matin, et Bertrand obtient qu'un second convoi ne le suive que douze heures plus tard. C'est fini. Sans un mot d'adieu, il retourne à son cabinet. Dix minutes plus tard, comme j'ai un dernier papier à faire signer, j'ouvre la porte. Il était parti. Parti sans un mot d'adieu à personne. Il ne devait me faire monter chez lui quelques minutes plus tard que pour me demander de l'argent appartenant au Parti. J'avoue avoir été suffoqué par cette demande insensée. Je refusai d'obtempérer, mais après un marchandage déshonorant dont je rougis encore, je finis par lui concéder une partie de ce qu'il me demandait. Et je le quittai en lui jetant seulement que nous, ici, nous saurions être « *dignes de nous* ». Il était affreusement gêné. Quand j'arrivai en bas, dans le bureau de Gilberte Altmayer où tous étaient là, je leur racontai l'incroyable conversation, terminée sans que, de sa part, il y ait eu le moindre geste, le moindre mot. Tous étaient muets de stupeur. Guionnet, qui ne pouvait y croire, monta alors dire au revoir à Déat. Il redescendit

dix minutes après, les larmes aux yeux. L'homme auquel il avait voué une admiration fanatique, une respectueuse affection, cet homme-là venait de le laisser parler sans un mot venu du cœur, sans un élan, sans rien lui donner en spectacle que sa peur, son égoïsme, sa monstrueuse indifférence. C'était fini.

À quoi bon, dès lors, conter les ultimes épisodes? Cette nuit honteuse où je dus le faire surveiller par Bertrand et Silly pour qu'il n'emporte pas toutes les voitures, toute l'essence dont nous allions encore avoir besoin. Et sa fuite à 5 h du matin, au petit jour, à l'heure des exécutions capitales, accompagné du seul Paul Rives, lamentable épave tremblante de peur et qui avait erré depuis des jours dans les couloirs du ministère.

Sans doute essayait-il encore de faire figure alors qu'il s'enfuyait, abandonnant son pays et ses camarades de combat. Mais je ne peux arriver à croire, si tout n'était pas mort en lui, qu'il soit parti sans remords.

Le Parti, lui, allait définitivement le rejeter, car, en se séparant de lui, Déat avait forfait à l'honneur, avait renoncé à cette solidarité aussi vieille que le monde entre le pilote et le navire qui sombre.

Le lendemain, je contai les dernières heures à plusieurs camarades, Zoretti, Barbé, Silly, Guionnet. Leur blâme à son égard fut sans appel. Le vendredi 18, je réunis la Commission permanente, je lui fis un compte rendu fort modéré des récents événements et de l'attitude de Déat. Elle fut unanime à le juger sévèrement. Et je dois bien noter qu'on fut unanime pour me louer de la mienne. De ce moment, il était évident que le Parti avait rompu complètement avec celui qui avait été son mauvais chef et aussi, il faut avoir le courage de l'écrire, son faux prophète et son mauvais génie.

Le vendredi après-midi, à quatre, Silly, Lemonnier, Gilberte Altmayer et moi, nous nous résolûmes à une dernière expédition qui devait matérialiser cette rupture avec lui. Nous nous rendîmes au 128. Nous passâmes une dernière fois la revue des bureaux où nous avions tant travaillé. Et nous avons le cœur serré, n'est-il pas vrai? Puis, enlevant de sa vitrine la chemise trouée qu'il avait portée à Versailles le jour de l'attentat perpétré contre lui, et qui était exposée comme une relique et le symbole de sa bravoure, nous en fîmes un paquet que nous portâmes à l'ambassade d'Allemagne. Je le donnai au Dr. Grosse en lui disant que, dans sa fuite précipitée, Déat avait oublié cet objet,

que nous ne voulions pas qu'il tombe aux mains de ses adversaires et que nous l'apportions pour qu'il le lui remette.

Grosse ne se trompa pas sur l'intention méprisante qui m'animait. Il prit le paquet en silence. Il dut le remettre à Déat. Si un flot de honte a envahi le cœur de celui-ci en recevant ce qui fut une relique comme un soufflet au visage que le Parti lui appliquait pour flétrir sa monstrueuse lâcheté, notre geste aura atteint son but. Il signifia en tout cas qu'entre cet homme et nous, il ne saurait plus y avoir, jamais, rien de commun. Et que si, pour son malheur, il devait revenir en France, il nous trouverait devant lui, implacables. Nous lui rappellerions ses félonies et ses carences. Et, plus encore que je ne le fis au procès, je lui cracherais à la face l'insurmontable mépris que m'inspirent son ambition sans fin, son égoïsme sans borne et, pour tout dire d'un mot, son inhumanité. Je le lui dirais sans colère, mais avec une haine que je n'ai éprouvée jusqu'ici pour personne et qui n'est si vivace qu'au souvenir des hommes qui sont morts pour lui, et qui seraient morts en vain si au-delà de sa personne, il n'y avait eu un idéal. Un idéal qui ne perd rien, au contraire, à n'être plus lié à lui.

VI LA POLITIQUE DU RNP

Pour achever l'histoire du R.N.P., il faut, après avoir retracé les étapes principales de son histoire, décrire les aspects essentiels de sa politique. Il ne saurait être question ici de procéder à une revue détaillée qui obligerait à une étude complète de toute la politique française de 1941 à 1944. Il suffira de prendre une vue synthétique de quelques problèmes particulièrement importants, moins par eux-mêmes, parfois, que par les répercussions qu'ils ont pu avoir sur la vie du Parti. Je rappelle que la politique du R.N.P. n'aurait été, le plus souvent, que la politique de son chef si un certain nombre de camarades et moi-même n'avions à diverses reprises, et dans la mesure de nos moyens, infléchi autrement l'action quotidienne et la propagande.

Le RNP et la collaboration

Le R.N.P., c'est l'évidence même, a été de tous les partis nationaux le plus sainement collaborationniste. Je veux dire que la collaboration franco-allemande était pour lui comme une politique nationale, exclusive de toute abdication devant le vainqueur, fondée avant tout sur la nécessité où se trouvait la France vaincue de trouver un modus vivendi avec son vainqueur et de préparer, par un rapprochement avec lui, une paix aussi favorable qu'il était possible. Je note sans plus attendre que c'est pour avoir perdu ces vérités essentielles que Déat entraîna sur ses pas le Parti dans une véritable nasse, dont il ne put se dégager dans les mois décisifs de 1944.

Cette position du R.N.P. n'a pas besoin d'être plus longuement expliquée. Pour tous ceux, adversaires y compris, dont les convictions ont gardé assez d'ampleur pour leur permettre de rester de bonne foi, elle ne souffre même pas de discussion. Au contraire, il peut être intéressant d'analyser

avec quelques détails les raisons qui ont poussé les militants du R.N.P. dans une voie qui devait s'avérer si rocailleuse et pleine d'embûches.

En gros, le R.N.P. représentait, dans les milieux collaborationnistes, l'aile gauche de ce qui fut le Parti de la paix avant 1939. Non pas toute l'aile gauche puisqu'il manquait à l'appel Paul Faure, André Delmas, Gaston Bergery, Emile Roche. Mais enfin, une fraction très représentative et tout de même large et éclectique, avec Déat, Zoretti, Dumoulin, Emery, Rivollet, Albertini. Ces pacifistes furent conduits à la collaboration par une évolution très différente de celle qui mena ceux de *«Je suis partout»*, par exemple, du nationalisme intégral à l'hitlérisme intégral. Il n'est pas douteux que de larges milieux de droite, en effet, furent séduits par le régime intérieur allemand, analysé par eux comme le régime autoritaire de leurs rêves. C'était si vrai que Thierry Maulnier, alors le doctrinaire le plus réputé des jeunesses nationalistes, écrivait dans sa préface au *«Troisième Reich»* de Moeller van den Bruck : *«Je me sens plus près d'un nationaliste allemand que d'un pacifiste français»*. Cette admiration pour l'hitlérisme les fit renoncer à leur chauvinisme traditionnel, d'autant plus qu'un antisémitisme violent se déchaînait en Allemagne. La lecture du livre d'Alain Laubreaux *«Écrit pendant la guerre»* et celle d'articles divers parus notamment dans *«Je suis partout»* pourraient conduire à se demander même si certains d'entre eux n'ont pas souhaité dès 1938 une guerre désastreuse, qui mette bas la *«gueuse»* et permette l'instauration en France d'un régime inspiré du régime allemand. Consciemment, aucun sans doute n'a eu cette pensée. On ne peut se défendre de songer que quelques-uns ont pu la nourrir dans la profondeur d'eux-mêmes, pris dans ce courant qui balaie le monde, qui n'est d'ailleurs en aucune manière déshonorant et qui fait préférer les idéologies aux nations. Curieux renversement, on peut le noter au passage, du fameux internationalisme dont un prolétariat mythique fut longtemps le seul adepte proclamé.

Les militants du R.N.P., eux, évoluèrent en sens inverse. Ils n'allèrent pas du maurrassisme germanophobe au pacifisme hitlérophile, mais bien d'un pacifisme de rapprochement franco-allemand à une sorte de jusqu'au-boutisme européen. Phénomène complexe et curieux qui mérite commentaire.

Chez aucun d'eux, il n'y avait d'hostilité envers l'Allemagne. Au contraire. En réaction contre le chauvinisme combattu par Jaurès et toute une partie de l'école socialiste, ils avaient toujours eu un faible

pour l'Allemagne, l'excusant même quand elle était inexcusable, se disant qu'il y aurait toujours assez de Français pour l'accabler, et donc pour alimenter ce courant de bellicisme contre quoi ils faisaient farouchement barrage. C'est ainsi que beaucoup de ces hommes, libéraux jusqu'aux moelles, pétris d'anarchisme, dévots des grands principes de 1789, firent un immense effort pour comprendre l'hitlérisme, en tout cas pour l'excuser, et toujours pour le même mobile : ne rien faire qui aggrave les rapports franco-allemands. D'ailleurs, leur hostilité au traité de Versailles leur faisait comme un devoir de regarder sans haine un régime qui se donnait comme objectif de démanteler ce mauvais traité. C'est pourquoi le parti de la paix, de 1936 à 1939, compta des hommes de gauche qui voulaient éviter le conflit non par amour pour Hitler, mais par sympathie pour l'Allemagne, par attachement à une vieille inclination qui, au-delà de Jaurès, remonte à Renan et même à Voltaire. La défaite pourtant conduisit ceux des hommes de gauche qui vinrent au R.N.P. à des révisions autrement profondes, et c'est là que fut décisive l'influence exercée par les articles que Déat consacra dans « *l'Œuvre* » au national-socialisme, dès le lendemain même de l'armistice. Du jour en effet où des socialistes étaient persuadés du caractère socialiste de l'hitlérisme, comment auraient-ils refusé la collaboration avec l'Allemagne, puisque cette politique était non seulement le prolongement de leurs efforts pour la réconciliation franco-allemande, mais encore les moyens de hâter la transformation sociale en France ?

C'est à la lumière de cette remarque essentielle que tout s'éclaire dans l'évolution des idées collaborationnistes au sein du R.N.P. et dans les couches très diverses et parfois importantes influencées par lui.

Dans une première période, qui va jusqu'au début de 1942, c'est-à-dire qui coïncide avec l'ère des victoires allemandes faciles, c'est l'âge d'or de la collaboration. Les uns la pratiquent parce qu'ils se rallient ainsi à la victoire, les autres parce qu'en effet, dans cette hypothèse, le salut de la France est à ce prix. À ce moment d'ailleurs, la propagande trouve une résonance qu'elle perdra bientôt en raison de la neutralité maintenue de l'U.R.S.S. (jusqu'en juin 1941) et des États-Unis (jusqu'en décembre 1941). Tant que ces deux puissances ne furent pas entrées dans le conflit, les masses françaises, malgré leur germanophobie sentimentale foncière, étaient hésitantes sur le plan politique et moins imperméables qu'on ne l'a cru aux idées collaborationnistes. Le principal reproche qu'elles faisaient à cette date à la collaboration

était de couvrir la politique réactionnaire de Vichy. Un parti comme le R.N.P., collaborationniste et anti-vichyssois, parvenait ainsi à obtenir une certaine audience. Au surplus, dans son sein, l'idée de la collaboration resta jusqu'alors essentiellement une thèse de politique extérieure. L'accent était mis, pour la justifier, non sur le caractère socialiste original de l'hitlérisme, mais bien sur la nécessité où la défaite avait placé la France et sur la tradition jaussienne de rapprochement franco-allemand.

S'ouvre alors une seconde période. Elle correspond aux premiers revers graves de la Wehrmacht : Stalingrad et l'Afrique du Nord, fin de 1942 ; l'Italie, automne 1943. Dès ce moment, les rangs collaborationnistes s'éclaircirent et le R.N.P. fut soumis à la loi commune. Moins que d'autres, pourtant, semble-t-il.

Quels sont ceux qui s'en vont ? D'abord, ceux que la « mode » nous a amenés. Ils ont volé au secours de la victoire, ils quittent le navire quand il leur paraît moins assuré d'arriver au port. Ensuite, il faut bien l'avouer, quelque aigreur que nous puissions en avoir, un certain nombre de Français convaincus de l'impossibilité pour l'Allemagne de gagner la guerre et qui ne voient plus la nécessité d'une collaboration avec elle en vue d'obtenir des conditions favorables lors de la paix.

Comme il arrive souvent, le départ de ces éléments plus tièdes ou plus pondérés, concomitant avec les menaces pesant sur une Allemagne dont on se persuadait qu'elle était le rempart de la civilisation et le refuge de la Révolution, modifia fortement le ton de la propagande pour la collaboration, notamment au sein du R.N.P. La notion d'Europe passa progressivement au premier plan, devant celle de la nation. L'idée d'un national-socialisme européen nécessaire au salut de la civilisation continentale se fit progressivement jour. Il ne pouvait se maintenir et se développer qu'en fonction de la victoire allemande à laquelle tout devait être subordonné. C'est ainsi seulement, d'ailleurs, que la France pouvait encore être sauvée et de l'impérialisme anglo-saxon, et de la barbarie bolcheviste. Voilà l'explication sommaire, mais exacte, des raisons qui ont conduit les partis collaborationnistes à voir dans Hitler le chef de la Révolution européenne, l'homme capable de sauver l'Europe, de l'organiser ensuite, d'épargner ainsi les nations vaincues et notamment la France. Dans la mesure où le pouvoir aurait été détenu, dans chaque pays d'Europe, par des nationaux-socialistes, il est clair, en effet, que toute paix d'acceptation des volontés allemandes était

d'avance exclue. Mais la hardiesse folle de cette position, même si des raisons parfaitement valables la justifiaient et si elle rencontrait l'approbation d'une minorité ardente, ne pouvait être acceptée par l'opinion d'une nation vaincue, ni par celui-là même que cette minorité présentait comme le guide de demain. Et dans les partis collaborationnistes, déjà amputés d'une partie notable de leurs effectifs, ce durcissement idéologique restreignit encore le recrutement et entraîna de nouvelles défections.

Cette phalange allait voir encore diminuer le nombre de ses combattants. L'année 1944, avec l'accélération des revers allemands en Russie, en Italie, dans les airs, puis en France, provoqua le départ de tous ceux qui n'étaient pas fanatiquement européens ni fanatiquement nationaux-socialistes.

On le constatait très bien aux assemblées et réunions du R.N.P. ; les auditoires avaient fondu et s'étaient transformés. Au lieu des vieilles barbes de l'U.S.R., on voyait des visages jeunes, tendus, fiévreux, avec ce que cela comporte d'ardeur parfois un peu malsaine. Mais il devenait si difficile de parler de collaboration qu'on n'en parlait plus. Comme aurait-on pu en parler devant les défaites allemandes et le raidissement de l'Occupation. On exposa donc les raisons pour lesquelles l'Allemagne ne pouvait être vaincue, ou plutôt celles pour lesquelles elle ne devait pas l'être, et on célébrait le national-socialisme continental comme une condition de la victoire et une garantie pour les lendemains. Pourtant, par une amère dérision, ceux d'entre nous qui se sentaient à la fois le plus profondément européens et le plus profondément nationaux-socialistes (au sens complet du mot) s'apercevaient que l'Allemagne hitlérienne succombait à deux cancers nés de la guerre : le cancer militaire et le cancer policier. Plus on avançait et plus il devenait évident que le régime se vidait de son contenu socialiste. On comprend alors pourquoi Philippe Merlin, engagé à la Waffen S.S., se suicida après avoir vu Himmler et constaté qu'il n'était qu'un « flic », ce fut sa propre expression. Et le coup d'État du 20 juillet ne fut, si l'on peut dire, qu'une tentative du cancer militaire de voracer tout l'organisme, ce qui provoqua une réaction foudroyante du cancer policier qui, cette fois, absorba tout. Sur les ruines de l'hitlérisme, montait l'étoile d'Himmler, comme celle de Staline s'était levée après l'expérience léniniste.

De cette évolution, dont j'ai si fortement conscience aujourd'hui, je n'avais alors que l'intuition, une intuition suffisante cependant pour m'amener plusieurs fois à en faire part, et avec force, aux plus

proches de mes camarades. Malgré tout, nous tenions. Nous tenions par honneur, par volonté de ne pas fuir quand tout le monde fuyait. Par conviction aussi que l'effort immense que nous faisons ne serait pas vain. Certes, il nous vaudra d'être calomniés, jetés dans les bagnes ou envoyés au peloton d'exécution. Certes, il nous vaudra de souffrir dans nos cœurs et dans nos chairs. Mais il ne sera pas vain, car même en cas de défaite totale de l'Allemagne, il faudra toujours préparer des lendemains européens.

Le RNP et Vichy

Entre la politique de Vichy et celle du RNP, le désaccord fut constant et la lutte, incessante. Le malheur est que ce combat fut vicié à la base par des malentendus et entretenu par des incompréhensions.

Dès juin 1940, Déat se posa, contre Vichy, en défenseur de l'ancien régime malgré un langage et des apparences contraires. Il reprochait à l'État nouveau son cléricisme, ses agissements anti-parlementaires, sa philosophie réactionnaire et maurrassienne, ses complaisances pour le capitalisme. Cet ordre moral, ce régime des notables, tout cela heurtait l'homme de gauche laïque et républicain qu'il fut toujours, sauf dans les derniers mois où il ne fut plus rien. De ce moment date, entre Déat et Vichy, une opposition irréductible de politique intérieure. Elle s'aggrava d'une sorte d'animosité silencieuse que le Maréchal lui manifesta tant qu'il resta dans la capitale provisoire. Pour qui connaît Déat, on peut penser, qu'il pardonna moins que tout de n'avoir pas été apprécié comme il croyait devoir l'être par le Chef de l'État. Son départ de Vichy, dès septembre 1940, traduit autant son opposition au régime que les meurtrissures de son orgueil ou le prurit de son ambition. Ce défaut ne fit que renforcer la barrière qui séparait Déat du gouvernement.

Dès son arrivée à Paris, il commença, contre l'entourage du Maréchal et contre l'Action Française, une campagne d'une violence inouïe, qui fut certainement l'une des causes du 13 décembre. En dénonçant les périls qui menaçaient Laval représenté comme le garant de ce qui subsistait de l'ordre républicain, Déat contribua pour une large part à les créer. Aujourd'hui, où j'ai recueilli sur le 13 décembre l'opinion de ministres qui l'ont fait, je suis confirmé dans l'idée qui est la mienne depuis une conversation tenue avec Doriot vers la fin de 1943 : cette

journée historique a été bien plus un règlement de comptes intérieurs qu'une querelle sur la politique extérieure de la France. Il n'est pas douteux que Peyrouton, en se débarrassant de Laval et en faisant arrêter Déat, a visé en eux des parlementaires républicains hostiles au régime vichyssois beaucoup plus que des tenants de la politique de Montoire. Mais il faut reconnaître que la violence des attaques de Déat justifiait partiellement les craintes des Vichyssois.

L'arrestation de Déat, le 14 décembre au matin, rompit définitivement les ponts entre lui et Vichy. Plus jamais il ne devait y retourner. Les collaborationnistes parisiens y virent un témoignage de sa fermeté révolutionnaire et de son refus de tout compromis avec un régime qu'ils détestaient chaque jour davantage. Aujourd'hui, où un certain recul permet de voir plus clair, on s'aperçoit que cette rupture fut désastreuse. Elle conduisit Déat à critiquer le gouvernement à tort et à travers, sans informations suffisantes, car, quoique nous ayons pu en penser, c'est de Vichy et non pas de Paris que la France était gouvernée. La querelle que Déat chercha à Vichy était peut-être fondée quand il demandait le retour du gouvernement à Paris. Mais, tant qu'il n'y était pas, il était insensé de prétendre diriger l'opinion et un Parti, sans avoir de contact avec le Maréchal, son entourage, le chef de gouvernement, les services de Vichy, les diplomates et journalistes neutres qui y résidaient, et dont le point de vue, on le constate aujourd'hui, aurait mérité audience. Qu'on ne réponde pas qu'à Paris les informations ne manquaient pas. Nul milieu ne fut jamais plus mal informé de la politique mondiale que celui des collaborationnistes parisiens. C'est une vérité que j'établirai dans un autre ouvrage, et qu'il me suffit de noter aujourd'hui. Dans ces conditions, Déat livra bataille contre Vichy, mais avec des arguments qui n'étaient pas très fondés et avec une légèreté que sa bonne foi ne permet tout de même pas de pardonner.

L'exemple le plus caractéristique de cette légèreté, il le donna en combattant Flandin, puis l'équipe ministérielle de Darlan. Or, Flandin était le seul homme d'État capable d'assurer la pérennité des institutions républicaines qui le méritaient et dont l'équipe fut sans doute la seule à avoir une conception raisonnable et profitable de la politique franco-allemande. En dénonçant l'un et l'autre, Déat montra une fois de plus ses redoutables qualités de pamphlétaire, mais son inaptitude non moins redoutable à s'informer avec soin et à subordonner ses violences de langage à l'intérêt de sa politique et à celui de la France. Ailleurs

aussi, je dirai ce qu'il faut penser de cette fameuse «*synarchie*», tarte à la crème de tous les journalistes et hommes politiques de la zone Nord, et qui n'exista jamais...

Les batailles de Déat, dans *l'Œuvre* et dans les meetings, dressaient le R.N.P. contre Vichy. J'accorde qu'il y avait de bonnes et solides raisons, pour les socialistes qui le formaient, de combattre un régime assurément débonnaire, mais sur trop de points trop maladroitement conservateur, et sur trop d'autres incapable de faire passer dans les faits ses bonnes intentions. Pourtant, cette hostilité systématique était stérile, car elle ne permettait aucune action sur la politique vichyssoise. Idéologiquement fondée, elle était pratiquement inopérante et c'est un jugement dont les politiques sentiront la sévérité.

Quand Laval revint au pouvoir, en avril 1942, un rapprochement sembla possible. Mais ni Laval, ni Déat n'en voulurent. Laval parce qu'il avait besoin d'un repoussoir en zone non occupée. Déat, par entêtement à ne pas faire les premiers pas en direction du Maréchal, politique que je lui conseillai en mai 1942, dès que je fus convaincu qu'il n'y avait rien à attendre de Laval. Mais alors que, jusqu'au second semestre de 1942, la querelle entre Déat et Vichy avait été surtout de politique intérieure, à partir de novembre, elle devint essentiellement de politique extérieure. Ce que Déat et le R.N.P. reprochent alors à Vichy, ce n'est plus de faire vivre la France sous un régime d'absurde réaction, mais de compromettre par son attentisme et ses refus la victoire allemande, la construction du socialisme européen qui en était le corollaire, et le sauvetage des dernières chances françaises. À la vérité, après novembre 1942, il n'y a plus de politique intérieure française et les querelles de factions ne sont plus que le prolongement des conflits extra-nationaux. Le R.N.P., emboîtant le pas à son Chef, va de plus en plus s'éloigner de Vichy, dans toute la mesure où, convaincu de la victoire allemande, il déplorera amèrement les réticences du Maréchal et de Laval. On peut épiloguer à l'infini sur les raisons des uns et des autres. Les militants du R.N.P. pensent pouvoir légitimement soutenir que l'attentisme vichyssois et l'incapacité gouvernementale de Laval ont lourdement gêné la politique allemande et sont une cause, non subalterne, depuis novembre 1942, des difficultés militaires du III^e Reich. Les Vichyssois peuvent leur rétorquer que leur politique sibylline et circonspecte leur était dictée par ce qu'ils savaient de l'issue probable de la guerre, et qu'ils ont

donc agi au mieux des intérêts de la France. Dialogue qui ne sera jamais clos. À l'histoire seule, d'ailleurs, importe le devoir d'essayer de comprendre la position des uns et des autres.

Les rapports de Vichy et du R.N.P. eussent subi de sérieuses modifications si Déat avait consenti, comme je l'ai dit, à reprendre contact avec le Maréchal. Mais il s'y refusa toujours, jusqu'en mai 1944 où sa nomination au ministère du Travail lui fit un devoir d'aller se présenter au Chef de l'État. Il fallut des semaines pour le décider, et rien moins que l'intervention personnelle de l'amiral Platon. Il partit enfin. L'entrevue se passa fort bien. Je la conterai quelque jour, étant le seul à savoir comment elle se déroula. Mais elle n'eut aucune importance politique, venant trop tard et trop mal. Dans les derniers mois, Vichy, pour le R.N.P., n'existait plus. On ne le combattait même plus. On l'ignorait parce qu'on le méprisait... Telle était à peu près la position de Déat. On s'efforçait, à travers le ministère du Travail, de promouvoir une politique différente. Mais Vichy résistait et nous le fit bien voir. Car enfin, quand on essaye de juger quel fut le vainqueur de Vichy ou de Déat, on est bien obligé de constater que ce ne fut pas le ministre du Travail, puisque c'est l'esprit de la capitale provisoire qui, en définitive, fit échec aux quelques gestes révolutionnaires qu'il esquissa.

La grande erreur: Laval

Il n'est pas douteux que la personne de Pierre Laval a faussé toute la politique française après l'armistice, à cause des équivoques perpétuelles qui ont entouré son action. Il n'est pas davantage contestable que le soutien que lui accordèrent Déat et le R.N.P. fut la plus grande erreur qu'ils aient commise au cours de quatre années d'occupation.

En juillet 1940, on sait comment Laval convainquit les parlementaires des bienfaits du « hara-kiri » et comment il leur donna l'assurance que la légalité républicaine serait maintenue. Il est indéniable que l'Assemblée Nationale n'aurait pas consenti au Maréchal une délégation de pouvoirs aussi large si elle n'avait pas cru que Laval la représenterait auprès de lui. Dans ce parlementaire blanchi sous le harnais, ces parlementaires avaient confiance, malgré la défiance que l'homme leur inspirait.

L'union de Déat et de Laval date de la rencontre Hitler-Pétain de Montoire. Antérieurement, à Vichy, ils ne s'étaient pas très bien

entendus. Le socialiste Déat se défiait du réactionnaire Laval. L'empirique Auvergnat n'avait aucune sympathie pour le brillant normalien et leur commun pacifisme n'avait pas suffi à les rapprocher. Mais, quand Laval apparut comme l'homme de la collaboration franco-allemande, Déat colla derrière lui sans réserve ni réticence. C'est à partir de ce moment-là qu'il le présenta, non seulement comme le garant de cette politique, mais encore comme un républicain sincère, un socialiste convaincu, parfaitement digne de la confiance des républicains ralliés à la nouvelle politique extérieure. On ne saurait sous-estimer l'importance de la campagne que Déat poursuivit dans « *l'Œuvre* » sans interruption d'octobre 1940 à novembre 1942, c'est-à-dire du temps de Montoire à celui du sabotage de la flotte. C'est cette campagne, aussi magnifique dans la forme que fautive quant au fond, qui réussit à ébranler la méfiance, le mépris, voire la haine que la gauche collaborationniste et notamment le R.N.P. éprouvait envers Laval. Déat s'engageait tellement à fond que les militants pensaient qu'il avait de solides raisons pour tenir pareil langage. En fait, il n'en avait aucune et sur les problèmes de politique intérieure où il se portait garant de Laval, j'affirme sans craindre le moindre démenti qu'il n'avait pas eu avec lui deux heures de conversation. Que dis-je? Pas vingt minutes. C'est ce que Déat attendait de Laval qu'il présentait comme correspondant à la politique de l'homme de Montoire : toujours ce divorce tragique entre ce qu'il souhaitait et ce qui était.

Il faut bien avouer que le 13 décembre sembla donner raison à Déat, puisqu'un vent de réaction ridicule souffla après le départ de Laval. Comme il était facile alors d'expliquer que, le républicain parti, la droite la plus bornée s'en donnait à cœur joie : les militants, dix-huit mois durant, attendirent donc avec confiance le retour au pouvoir de celui dont Déat ne cessait de répéter qu'il était seul capable de renouer avec l'Allemagne et de fonder la IV^e République, jeune, musclée, socialiste dont l'ancien dauphin lui-même avait eu l'audace et l'astuce de parler en 1941 dans une allocution radiodiffusée à l'adresse des États-Unis. Il faut reconnaître aussi que les collaborationnistes n'étaient pas seuls à attendre avec espoir son retour aux affaires. Dans tout le pays, les républicains, les socialistes de toutes nuances avaient fini par croire que, si Laval revenait, les erreurs réactionnaires de Vichy seraient corrigées. Laval revint, le 18 avril 1942. Et comme on aurait dû s'y attendre, il ne fit rien. Non seulement il ne prit aucune de ces mesures d'apaisement républicain et socialiste dont Déat

avait parlé, mais encore, sous son règne, jamais l'administration n'avait marché si mal, jamais les Français n'avaient été si peu gouvernés, jamais non plus les collaborationnistes n'avaient été si bernés. La réaction dans le R.N.P. fut immédiate, de la base au sommet. Laval était bien tel qu'on l'imaginait avant juin 1940. Il fallait le combattre.

Déat jeta dans la balance le poids de son autorité. En 1942, elle était considérable et sans rien encore qui puisse lui faire échec. Envers et contre le Parti, il imposa le maintien du soutien à Laval. Certes, ce fut un soutien à éclipses, mâtiné de quelques solides coups de bâtons distribués par Déat du haut de la tribune de *l'Œuvre* sur le mulet rétif qu'était le chef du gouvernement. Mais ce soutien fut continué jusqu'à la fin de 1943 et, même en 1944, il n'y eut pas de rupture ouverte. Il fallut attendre les dernières semaines pour qu'elle se produisit. Et ce fut dans des circonstances telles que non seulement le R.N.P. n'en retira aucun profit, au contraire, mais encore que Déat fut loin d'avoir toutes les raisons pour lui. Or, ce soutien fit un mal immense au Parti. Toute sa propagande était orientée de manière à toucher deux catégories de Français. D'une part, les républicains et socialistes déjà familiers des luttes d'autrefois, auxquels il se présentait comme le seul Parti ayant conservé tout l'héritage valable de la III^e République et du socialisme traditionnel. D'autre part, des couches plus jeunes soit par l'âge, soit par leur arrivée plus récente à l'action politique, auxquelles il se donnait comme un parti de type nouveau, autoritaire et populaire, passionnément socialiste, national et européen, seul capable de promouvoir en France les principes de cette Révolution du xx^e siècle qui s'imposait à elle comme à toutes les nations.

Mais comment concilier cette propagande avec le soutien à un homme qui ne se souciait ni de la République, ni du socialisme, ni de l'Europe, ni de la révolution nécessaire ? Il fallait choisir. Le malheur, c'est que Déat, soutenant Laval, rejetait loin du Parti les hommes que sa doctrine aurait dû lui amener. Là d'ailleurs ne se bornent pas les conséquences funestes de son choix. Les meilleurs militants se découragèrent en constatant cette obstination de leur chef à soutenir un homme qui ne leur apportait que déboires et trahisons. Les gaullistes « de gauche » que le R.N.P. aurait pu neutraliser par son programme intérieur eurent beau jeu à dénoncer la collusion du Parti avec un chef de gouvernement aussi insuffisant et aussi réactionnaire. Quant aux autres mouvements collaborationnistes, qui avaient conservé une plus grande liberté d'allure

vis-à-vis de Laval, ils trouvèrent là un terrain d'attaque très propice contre le R.N.P. C'est ainsi que, de tous côtés, le soutien à Laval s'avéra comme une erreur d'une exceptionnelle gravité, lourdement préjudiciable au Parti. Dans la mesure d'ailleurs où Déat et le R.N.P. contribuèrent à consolider Laval, ils commirent une erreur d'importance nationale, si l'on considère que son retour, puis son maintien au pouvoir ont été l'une des causes essentielles de l'asphyxie progressive de la France de 1942 à 1944.

Pourquoi donc alors Déat s'est-il entêté ainsi à soutenir un politicien manifestement taré et dont l'incapacité dans tous les domaines était chaque jour plus apparente ? D'abord, à cause d'une certaine sympathie physique. Laval plaisait à Déat par ses manières paysannes, son air finaud, son habileté manœuvrière que Déat ne pouvait s'empêcher d'admirer. Au surplus, arrêtés ensemble en décembre 1940 et blessés ensemble en septembre 1941 lors de l'attentat de Versailles, certains liens s'étaient créés entre eux, durables même chez Laval, qui eut pendant un moment de bonnes dispositions vis-à-vis de Déat. Mais il faut aller plus loin. Déat a longtemps cru que c'est sur les épaules de Laval qu'il grimperait au pouvoir. Il le croyait déjà en juillet 1940. Il le crut plus encore après Montoire, après le 13 décembre, après le retour de Laval, après les événements d'Afrique du Nord. Mais il avait la conviction qu'il lui succéderait non à la suite d'une lutte, mais en investissant Laval par le soutien, l'amitié, la loyauté. Et c'est ce qu'explique son attitude. Au surplus, Déat avait la certitude que les Allemands tenaient à Laval pour longtemps encore et en tout cas qu'ils ne souhaitaient pas de querelle entre les deux hommes. Aussi, en le soutenant, pensait-il s'acquérir des titres à la reconnaissance des diplomates allemands, qui finiraient bien par se tourner vers lui. Au début, il crut que ce serait rapide, qu'il entrerait dans l'équipe, qu'il la dirigerait au moins sur le plan des idées. Ensuite, il se convainquit que la bagarre serait indispensable, mais il n'imaginait pas qu'elle puisse se dérouler avant une phase préalable d'entente au moins apparente, au cours de laquelle il saurait bien convaincre les Français et les Allemands que les torts étaient du côté de Laval et non du sien. Au fond, quand on dépouille cette politique de tous les prétextes et faux-semblants, on se rend compte que Déat n'a jamais soutenu Laval que parce qu'il avait la certitude que cette tactique était la plus favorable pour l'évincer. Dès les premiers jours d'avril 1942, il le pensait

et je m'en aperçus assez vite. En 1943, puis en 1944, il le déclarait quasi ouvertement, sans se rendre compte d'ailleurs que c'était là un bien puéril machiavélisme.

Ce qui me confond aujourd'hui, c'est que nous ayons accepté pendant plusieurs années ces éloges de Laval, que nous ayons même plus ou moins participé à ces campagnes et en tout cas que, dès la fin de 1942, nous n'ayons pas été capables d'imposer une autre orientation. Signe certain de l'influence que Déat exerçait sur nous et de son emprise sur le Parti.

Emprise, je le note en passant, faite non pas tant de son prestige intellectuel que de la certitude, partagée par tous, qu'il était informé dans le détail de la politique française et européenne, qu'il avait dans son jeu des atouts qu'il ne pouvait ou ne voulait pas abattre trop tôt. C'est là justement où je suis sans excuse, car je savais, sinon en 1942, du moins en 1943, qu'il n'était informé ni de la politique française, ni de la politique allemande, ni de rien et qu'il n'y avait dans sa tactique que manœuvres empiriques dictées par l'ambition. Mais je croyais encore en lui, en ses capacités, en son caractère. Quand j'y vis clair, en fin 1943, il était trop tard pour agir utilement et trop de facteurs m'en empêchaient. Ainsi fut consommée jusqu'au bout l'erreur capitale du R.N.P. Mais je puis bien dire pour conclure que je ne me pardonnerai pas d'avoir, fut-ce quelques semaines, cru qu'on pouvait refaire une France saine dans une Europe pacifiée avec Pierre Laval comme précieux exécutant. De toutes les fautes politiques que j'ai commises depuis 1940, celle-là est sûrement l'une des plus graves et, à y bien réfléchir, je ne lui vois qu'une explication. Ce qui a toujours fait que mes camarades et moi eurent pour Laval une indulgence coupable, c'est qu'il avait été l'homme de Stockholm en 1917¹⁷¹, puis l'ami de Briand, l'homme de la rencontre avec Brüning, l'adversaire de la guerre en 1935, l'homme qui avait dit à cette époque à Léon Jouhaux : « *On ne verra jamais mon nom au bas d'une affiche de mobilisation* », l'homme de la paix de 1936 à 1939 et celui de l'armistice (encore que son rôle dans la crise de juin ait été, sur ce plan, fort réduit), puis l'homme de Montoire en octobre 1940. Si Laval n'avait pas eu cette réputation

171. Pierre Laval avait participé en 1917, à Stockholm, à une conférence groupant principalement des socialistes et appelant à mettre fin à la guerre, conférence fortement critiquée par les bellicistes.

d'adversaire de la guerre, jamais nous ne l'aurions soutenu aussi longtemps. Une fois de plus, notre erreur venait de notre incapacité à analyser complètement la situation politique et à dominer par la raison nos sentiments et nos désirs. Faute de jeunesse, peut-être. Mais, quand on aspire à conduire les autres, les circonstances atténuantes de cette sorte ne comptent guère.

Le RNP et la politique au jour le jour

Pour achever de donner une idée sommaire, mais exacte de la politique du R.N.P., il est nécessaire de rappeler sa position devant quelques-unes des questions qui troublèrent le plus l'opinion et les milieux politiques au cours des quelque quarante mois durant lesquels il vécut. Je me bornerai à l'essentiel, dans l'ordre chronologique autant que faire se pourra et sans revenir sur des points qui ont pu être abordés dans les chapitres précédents.

En novembre 1941, la publication de la *Charte du Travail* donna l'occasion au R.N.P. de préciser sa position à l'égard du syndicalisme. La réaction de Déat et la mienne furent les mêmes : hostilité à la Charte. Il le dit dans *l'Œuvre*, je l'exprimai dans le premier tract du R.N.P. rénové « *La Charte du travail est inacceptable* », cependant qu'Aimé Rey le proclamait dans un inoubliable discours au premier congrès du Centre Syndicaliste de Propagande. Mais Déat, qui ne connaissait rien aux questions syndicales, avait motivé faiblement ses critiques. Rey avait fondé les siennes sur son attachement au vieux syndicalisme anarchisant dont il était resté, en dépit de tout, le partisan passionné. Je fondais les miennes, sans le dire trop explicitement, moins sur le texte même que sur l'esprit de ceux qui l'avaient inspiré et rédigé et qui allaient l'appliquer. C'est par défiance de Vichy que j'étais anti-chartiste. Cette opinion fut celle du Parti, encore qu'il ne se soit jamais passionné pour ce problème et n'ait jamais fait à la Charte une opposition autre qu'académique. Puis Hubert Lagardelle arriva rue de Grenelle¹⁷². Il annonça que la Charte serait syndicale ou ne serait pas. De ce jour, je devins partisan de l'application de la Charte. Je l'écrivis. Je le dis au Centre syndicaliste de propagande, à *l'Atelier*, au Parti, et c'est ainsi

172. Voir la note 67 du *Journal*.

que le R.N.P. devint l'un des champions d'une loi qu'il avait d'abord dénoncée, et à peu près seul à le faire. Je dirai dans un autre ouvrage l'action que j'ai exercée à cet égard auprès d'Hubert Lagardelle, puis de Jean Bichelonne¹⁷³. Elle n'importe pas ici. Ce que je veux seulement souligner, c'est que l'adhésion donnée par le R.N.P. à la Charte à partir de l'été 1942 le fut sous la condition expresse que le syndicalisme serait sauvegardé et développé. C'est au fond ce qui se produisit. Dans toute cette affaire, le rôle de Déat fut secondaire. Je suis persuadé qu'il n'avait jamais lu la Charte en entier. Je n'ose pas dire que c'est à cause de son abstention que la tactique du R.N.P. sur ce point fut plus judicieuse que sur d'autres. Mais je le pense.

En avril 1942, lors du retour de Laval au pouvoir, Déat publia quelques articles pour demander que prenne fin l'hostilité du nouveau régime envers l'école laïque. Le R.N.P. eut sur ce point une position toujours très ferme. Déat n'obtint d'ailleurs d'Abel Bonnard que des mesures sans signification, car Bonnard, quelque horreur qu'il eût du conformisme bourgeois, n'était qu'un grand bourgeois conservateur. Sans se lasser, l'Union de l'Enseignement du R.N.P. défendit les maîtres, l'école et tous ceux qui avaient été injustement frappés. Il faut seulement regretter qu'à partir de 1943, Déat, uniquement préoccupé de grande politique, ait dédaigné ce sujet sur lequel il avait écrit quelques-uns de ses meilleurs articles, et acquis grâce à eux, dans des milieux pourtant très hostiles, une sympathie secrète mais sincère.

Cette question de l'école posa à nouveau devant le R.N.P. la question maçonnique. À la vérité, Déat ne s'en souciait que pour réclamer la réintégration des francs-maçons révoqués. On peut bien dire que, sur ce point, il avait complètement raison. Autant il était compréhensible qu'on déplaçât des fonctionnaires d'autorité dont le loyalisme pouvait être suspect à cause de leur appartenance aux loges, autant il était insensé et injuste de les frapper plus gravement pour une affiliation qu'avant 1940 rien n'interdisait. Mais il y avait aussi dans le Parti une tendance hostile à la maçonnerie en raison surtout du rôle que certains camarades croyaient qu'elle jouait même au R.N.P. grâce à l'influence de maçons comme Rivollet, Montagnon, Levillain, Dumoulin ou de Robert. En réalité, la maçonnerie

173. Voir la note 41 du *Journal*.

n'a jamais exercé la moindre influence sur le R.N.P., sinon sur Déat. Pourtant, sous la pression des éléments anti-maçonniques du R.N.P. et devant l'hostilité de plus en plus nette de la maçonnerie internationale contre tout ce qui ne participait pas activement à la croisade des démocraties, je fus amené à définir en juillet 1942, puis dans quelques articles, la politique du R.N.P. sur ce point. En deux mots, elle se résumait ainsi : pas de persécution contre les personnes, mais vigilance à l'égard de l'institution. Bien que je n'aie jamais été un anti-maçon sectaire, la vérité m'oblige à reconnaître que plusieurs de ceux qui nous combattirent vilainement étaient des maçons zélés. Il faut déplorer au passage que cette question nous ait pendant longtemps amenés à batailler avec l'amiral Platon, anti-maçon fanatique, mais l'une des âmes les plus belles de cette triste époque.

C'est une position à peu près analogue que le R.N.P. prit à l'égard de la question juive. Quand les Allemands imposèrent l'étoile jaune, le silence dans lequel Déat s'était enfermé à propos de ce délicat problème devint impossible. Au fond, il n'avait aucune idée et ne savait comment s'en tirer. Il me laissa rédiger un tract, « *Le R.N.P. et la question juive* », qui devint la charte du Parti. Il était une protestation contre les violences, dans la mesure où l'on pouvait toucher librement à ce sujet tabou, mais aussi une affirmation formelle que la question juive existait et qu'il faudrait la résoudre en limitant sévèrement l'influence juive. Aussi, dans une période où un philo-sémitisme échevelé répondait à un antisémitisme sanglant, le R.N.P. prit-il une position raisonnable, qui lui valut naturellement des attaques des deux côtés, ce qui est bien l'indice le plus certain de sa justesse.

Dans cet été de 1942 où l'on sentait mûrir les événements, le problème de la défense de l'Empire prit le pas sur tous les autres. Le R.N.P. affirma sans cesse la nécessité de sa défense contre l'agression anglo-saxonne et Déat répéta que la trahison là-bas s'organisait. C'était parler dans le vide, puisque l'Allemagne ne croyait pas au débarquement en Afrique. Quand vint l'événement, Déat et le R.N.P. réclamèrent une convention avec l'Allemagne qui permettrait à la France de reconquérir son Empire en partant du bastion tunisien. Mais les Allemands ne se souciaient pas d'armer des régiments français au moment où ils démobilisaient l'armée de l'Armistice. Depuis ce moment, le R.N.P. dénonça plus ou moins ouvertement dans Laval le fossoyeur de l'Empire, mais

tout se borna à de platoniques déclarations. Pouvait-il d'ailleurs en être autrement ?

Aussi bien, avec l'année 1943, un seul problème envahit-il toute la politique intérieure : celui du départ des ouvriers français en Allemagne. À la fin de 1941, Déat, dans un courageux et lucide mémoire, avait essayé de dissuader les autorités allemandes de concentrer les entreprises et de déporter la main-d'œuvre. Ces arguments furent à peu près sans portée, mais l'affaire fut différée. Quand Laval revint au pouvoir, elle se présenta sous l'aspect de la *Relève*, c'est-à-dire de l'échange de prisonniers contre des travailleurs. Sous cette forme, comment refuser la négociation ? Le R.N.P. clama son enthousiasme. Mais il fallut vite déchanter. Si les ouvriers partaient, les prisonniers rentraient peu. Bientôt les exigences allemandes s'accrurent. Et l'on apprit en France que les promesses faites au départ n'étaient pas tenues, que les ouvriers étaient mal installés, qu'ils souffraient et parfois étaient maltraités. Certes, il y avait des exceptions nombreuses. Mais le bilan était nettement mauvais. Le R.N.P. s'émut de cette situation. Dans un mémoire élaboré en Conseil central et que je rédigeai, il signala aux autorités françaises et allemandes des carences et des agissements inacceptables. Rien n'y fit. Mais bientôt le rythme des départs baissa. Plutôt que de partir, les Français prenaient le maquis. Remède pire peut-être que le mal, puisqu'il conduisit les Allemands à des réquisitions arbitraires et iniques, tombant sur n'importe qui et faites avec une brutalité extrême. Là encore, Déat essaya de proposer des remèdes, notamment la mobilisation de jeunes classes pour épargner les travailleurs âgés. Le principe fut refusé. Le maquis s'accrut. Sans cesse le R.N.P. se préoccupa du sort des Français travaillant en Allemagne. Il n'obtint jamais rien. Et quand au ministère du Travail je crus que je pourrais agir, on a vu plus haut comment les événements tournèrent. En tout cas, loin qu'on puisse accuser le R.N.P. d'avoir été partisan de l'envoi inconsidéré de la main-d'œuvre française en Allemagne, il faut reconnaître qu'il a été, au contraire, le seul groupement à essayer de faire prévaloir des solutions concrètes, tenant compte des exigences allemandes qu'on ne pouvait éluder et des intérêts français qu'il fallait préserver.

Mais la question de la main-d'œuvre avait créé le maquis. Il faut bien dire que si Laval avait, dès le début, laissé agir Bousquet¹⁷⁴, le maquis ne se serait jamais créé. Une répression modérée et non sanglante eût évité la guerre civile. Laval refusant d'agir, le maquis prospéra. Sa hardiesse fut bientôt telle que sous peine de renoncer à vivre, l'État dût agir pour le réduire. Le R.N.P. n'avait pas cessé de réclamer des mesures préventives. Déat, pendant longtemps, demanda la lutte contre le maquis par une politique adroite d'amnistie, de promesses et de vigueur. Puis brusquement, en 1944, il se rallia à la méthode brutale inaugurée par Darnand et la Milice. À la vérité, le R.N.P. ne participa jamais officiellement aux opérations entreprises contre le maquis. On les juge très sévèrement et il est bien vrai que cette lutte entre Français fut cruelle et sans merci. Mais nul n'a le droit d'oublier que les militants collaborationnistes tombèrent les premiers sous les balles de leurs adversaires, qui vinrent les assassiner, désarmés, jusque chez eux. Comment donc aurait-on pu empêcher la colère de gagner même les milieux les plus pacifiques comme ceux du R.N.P. ? D'autre part, comment un État détenteur du pouvoir légal pouvait-il accepter de se laisser braver impunément ? La guerre, c'est le maquis qui l'a cherchée, pour des mobiles dont je ne conteste pas la noblesse. Mais s'étonner qu'on ait répondu par des coups, c'est cela qui est étonnant.

174. René Bousquet (1909-1993), membre de l'administration préfectorale, secrétaire général de la Police nationale d'avril 1942 à décembre 1943. Il prit ensuite contact avec la Résistance, fut arrêté en juin 1944 et déporté en Bavière. Libéré par l'armée américaine en avril 1945, il rentra en France et fut aussitôt incarcéré, jusqu'en juillet 1948. Acquitté par la Cour de Justice, il commença une brillante carrière à la Banque de l'Indochine où l'attira Jean Laurent, ancien chef de cabinet de De Gaulle. Il fut assassiné à son domicile en juillet 1993.

VII BILAN

Le renouveau doctrinal

Cinq ans d'épreuves et d'efforts ont transformé notre conception du socialisme. Certes, l'avant-guerre avait déjà connu de vigoureux efforts pour mettre au point et rajeunir des doctrines vieilles parfois de plus d'un siècle et il est inutile de les rappeler ici, tant ils sont familiers aux politiques et aux socialistes de toutes observances. Mais ces efforts étaient d'une extrême timidité, quand on les compare à ceux que nous avons poursuivis depuis, au milieu de la bataille. Et le révisionnisme de Bernstein luttant, il y a un demi-siècle, contre Karl Kautsky n'était rien auprès de la tentative que nous avons faite. Éclairés par la débâcle qui nous contraignit, par ses désordres, à remettre en question la notion même que nous avions de la nature de l'homme et le caractère général d'optimisme qui marque toute la pensée occidentale depuis la Renaissance; détachés (par les spectacles que nous donna la défaite et par les causes qu'y découvrit notre analyse) de notions naguère considérées comme essentielles; mieux à même d'examiner et de comprendre des expériences étrangères que nous cachait jusqu'alors une systématique hostilité, nous avons repris un à un, après d'autres et à leur exemple, les articles du vieux credo. Notre but était de les réviser, de les adapter ou de les refondre, en toute liberté d'esprit et de cœur, aussi loin de l'attitude de l'iconoclaste que de celle du zéléateur aveugle. Nous avons aujourd'hui la certitude et la fierté d'avoir mené à bien une révolution doctrinale peut-être aussi importante que celle accomplie par Marx voici bientôt un siècle. Elle attend encore celui qui en fera le tableau complet, car les lignes qui suivent n'ont pas d'autre ambition que de dessiner d'avance quelques perspectives et d'accuser les angles les plus marqués.

Le temps nous a manqué pour approfondir les notions économiques neuves que quelques théoriciens commençaient déjà à répandre avant-guerre, et je ne suis pas sûr que nous n'ayons pas gaspillé une partie de notre effort à considérer de trop près certains mécanismes économiques de l'Allemagne hitlérienne, intéressants sur le plan technique, sans importance majeure sur celui de la doctrine et de la politique socialiste. Néanmoins, sur ce point comme sur d'autres, nous sommes arrivés à des conceptions claires et neuves. Le socialisme ne peut plus se borner à répéter l'analyse de l'économie capitaliste proposée par le marxisme il y a soixante-quinze ans, et parfaitement valable à cette époque, je tiens ici à le souligner. Nous n'acceptons plus, au temps des sociétés anonymes, dont l'existence est l'un des faits majeurs de l'économie contemporaine, de donner la place essentielle au problème de la propriété, ni même à celui du profit. Suivant une hiérarchie admise, consciemment ou non, même par les tenants les plus orthodoxes du socialisme le plus sclérosé, c'est à la socialisation de la puissance économique qu'il faut d'abord songer, plus tard à celle du profit, infiniment secondaire, pour rejeter dans un lointain avenir la socialisation de la propriété, dont l'intérêt ira d'ailleurs sans cesse en décroissant, ou bien, en certains cas, qui s'imposera presque d'elle-même, comme il est déjà arrivé. À y bien regarder, toute la doctrine dite « planiste », qui a recueilli l'adhésion de socialistes aussi divers que Herbert Morrisson, Henry de Man, Marcel Déat, Oprecht, Ludovic Zoretti, Robert Lacoste, Georges Lefranc, Lucien Laurat, Léon Emery, André Philip, Achille Dauphin-Meunier, Francis Delaisi, tant d'autres encore, découle logiquement de cette vue théorique. Audacieuse hier, elle nous paraît simple et banale aujourd'hui. Du moins nous a-t-elle conduits à concevoir autrement que par le passé le rôle de l'État, et notamment celui du syndicalisme, dont nous n'acceptons plus qu'il soit une excroissance extérieure à l'État, dont nous voulons au contraire qu'il lui soit intégré, dans le libre respect de tout ce qui demeure valable de ses méthodes, de ses traditions et surtout de son esprit.

Si neuves que soient encore, pour certains, ces doctrines, notre mérite est moins de les avoir admises – ce que nous avons fait, pour l'essentiel, dès avant la guerre, et les premiers parmi les socialistes français – que de les avoir remises à leur place. Trop de ceux qui les exposaient avant 1939, pour ne rien dire des épigones du marxisme, étaient tentés de voir dans le socialisme, avant tout, une doctrine économique. Il devait

apporter aux hommes le bonheur en instituant un régime nouveau de la propriété et des échanges, et souvent aussi les socialistes se flattaient d'avoir relégué au magasin des accessoires les considérations morales, les soucis psychologiques, quand ce n'était pas les constructions politiques. Non pas qu'ils fussent immoraux, sceptiques ou incapables de comprendre l'importance des phénomènes proprement politiques. Mais parce qu'ils n'arrivaient pas à les penser autrement que subordonnés aux faits économiques et commandés par eux. Au surplus, la plupart des théoriciens du socialisme, à la suite de Jaurès, accordaient leur aveu à la République parlementaire, considérée comme la forme la plus évoluée et indépassable de la démocratie. Et s'ils se hasardaient aux constructions politiques, ils ne faisaient rien d'autre que de reprendre, en l'exaltant, la morale du libéralisme, pour la conduire trop souvent à ces conclusions extrêmes de la logique où libéral devient libertaire. Henri de Man, une des plus remarquables têtes de doctinaire que le socialisme ait jamais possédé, à mon sens égal aux plus grands, Henri de Man lui-même n'était point parvenu, en 1939, à tirer de l'ornière le char pesant et vétuste du socialisme classique. Certes, il rendait à l'éthique sa place, la première. Mais, quoiqu'il en eût, il demeurait fidèle à l'individualisme libéral, dont il reportait l'origine, avec raison, aux pieuses et bourgeoises cités médiévales dont sa Flandre natale fut si riche. Et ce sera l'un de mes étonnements permanents que de constater que dans l'analyse si pénétrante du Moyen-âge chrétien, économique, social, psychologique à laquelle il se livra, voici une quinzaine d'années dans « *L'Idée socialiste* », Henri de Man ne se soit pas aperçu que la société chrétienne du Moyen-âge, si solidement organisée, dans sa multiplicité d'institutions municipales, corporatives et religieuses, offrait au socialisme bien d'autres leçons. Or, non seulement Henri de Man ne s'est aperçu de rien de semblable, mais encore, à la veille de la guerre et malgré ses tendances à un retour vers le corporatisme, il semble même ne s'être douté de rien.

Pour nous aussi, comme pour lui, le socialisme est avant tout une éthique, une conception totale de l'homme, et au fond une sagesse, comme dirait Léon Emery. Mais notre socialisme a dénoncé l'alliance que des doctrinaires contractèrent jadis en son nom avec la philosophie libérale, en un temps, il faut le dire, où cette union ne pouvait pas encore être considérée comme une mésalliance. Or, nous considérons aujourd'hui que l'individu, qu'on le veuille bon, mauvais ou médiocre,

au gré des systèmes – je penche personnellement vers les deux derniers qualificatifs beaucoup plus que vers le premier – n'est plus la donnée première et comme la fin suprême des sociétés. L'anarchie croissante du monde moderne et la course à l'abîme dans laquelle il semble lancé, surtout depuis 1914, ne nous ont pas révélé seulement la crise de l'Europe ou la fragilité des civilisations comme à un Siegfried, à un Spengler, à un Valéry, à un Ortega y Gasset, à un H.G. Wells, ou à un Guglielmo Ferrero. Elles nous ont appris surtout combien l'homme est fragile en chacun de nous, combien il serait impossible à chacun de nous de nous élever, par nos seuls moyens individuels, vers ces hauts sommets de moralité et de culture vers lesquels nous tendons de toute notre âme. De science certaine et comme d'expérience, nous savons maintenant que la Société est antérieure en droit aux individus et qu'elle leur est supérieure, qu'elle les domine, qu'elle les façonne. Et nous professons que c'est très bien ainsi. Sans elle, nous ne serions rien. C'est elle et nulle autre qui fait de nous des hommes. Elle nous prend dès le berceau. Elle change nos grimaces de bébé en un rire à l'image du sourire maternel. Elle donne un rythme et un sens aux sons sortis de nos lèvres vagissantes. C'est à elle que nous devons l'essentiel de nos habitudes, la substance de nos pensées, l'élan même de nos rêves. C'est elle qui nous dictera nos gestes de mourant, après nous avoir dicté ceux de l'amour et de la vie.

Le socialisme n'a donc pas à libérer l'individu de l'emprise sociale sous prétexte de l'affranchir ou même de l'anoblir. Il ne doit pas considérer que sa fin est dans l'anarchie, dans l'absence d'organisation et de lois, dans la liberté totale et l'indépendance absolue, car ce ne sont là qu'utopies pour un monde de parfaits. Bien au contraire, le socialisme doit voir sa fin dans une organisation plus poussée et plus réussie, dans une intégration plus complète et surtout plus consciente de chaque individu à l'ensemble du groupe humain. Car c'est ainsi seulement que les hommes déracinés et solitaires du *xx^e* siècle, arrachés à la terre par le développement prodigieux des villes tentaculaires et perdus parmi les foules, peuvent atteindre à la culture, à la vraie liberté, à la fraternité et à toute la grandeur humaine. À tout résumer en une formule qu'Auguste Comte, ou Goethe, ou le Platon de la « République » n'eussent pas désavouée, le progrès, pour nous, la Révolution si l'on veut, c'est un accroissement de l'ordre et dans tous les domaines.

Toutes les perspectives doctrinales et les formes de l'action se trouvent dès lors renouvelées jusqu'à une quasi-métamorphose. Certes, la révolution économique demeure un objectif essentiel. Mais nous n'attendons d'elle ni la fraternité, ni la liberté véritable, ni même la justice. Le monde contemporain nous offre plusieurs exemples de révolutions économiques plus ou moins poussées, et la Russie est le plus caractéristique, sans que ni l'une ni l'autre aient été atteintes. Le rôle de la révolution économique, ramené à ses vraies limites, n'en reste pas moins important. Il est de rétablir l'ordre matériel sans lequel il n'est point de société stable, comme l'histoire le montre bien, celle de la fin du monde antique comme celle de la fin du Moyen-âge. En notre siècle, ce rétablissement est plus nécessaire que jamais, où l'industrialisation croissante, puis le chômage lors des crises économiques, jettent hors des cadres sociaux, traditionnels ou nouveaux, des masses vagabondes dont les mouvements désordonnés et gigantesques entraînent la civilisation à l'abîme. Et il est trop évident que la stabilité sociale, condition de la réintégration des masses dans la nation, est impossible sans une stabilisation économique qui postule elle-même une réorganisation structurelle, pour reprendre un mot cher aux théoriciens du planisme.

Toutefois, ce n'est pas seulement pour diriger et contrôler le système de la production et des échanges que le socialisme entend désormais renforcer la puissance de l'État. Ce n'est pas davantage aux seuls rapports économiques qu'il applique le mot célèbre selon lequel *« dans la lutte du fort contre le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit »*, ainsi que le montre l'histoire de la classe ouvrière et du syndicalisme depuis un siècle. C'est partout que le socialisme entend restaurer l'ordre. Il faut conserver, maintenir et réorganiser autant que transformer.

Il ne nous échappe pas que de telles formules rendent un son qu'on dira réactionnaire. Les contresens ici sont aussi faciles que les calomnies et l'on ne s'en privera certainement pas d'un certain côté, dans l'avenir, plus qu'on ne s'en est privé dans le passé. Il va pourtant de soi que notre socialisme n'a jamais nié la souveraineté nationale. Il sait qu'il n'y a ni ordre véritable et durable, ni même vie possible sans un accord intime entre le pouvoir et le peuple, et certains d'entre nous vont jusqu'à parler d'une sorte d'accord mystique, qui fut réalisé par exemple, et toutes choses égales d'ailleurs, aux grands moments de la monarchie d'ancien régime.

Là où notre socialisme est neuf, c'est quand il cherche dans d'autres voies que celles du parlementarisme traditionnel le moyen d'assurer l'exercice de la souveraineté populaire sans nuire à la nécessaire autorité de l'État. Cette recherche ne l'amène d'ailleurs pas à nier l'utilité du régime représentatif, qui reste malgré tout le seul convenable dans un pays comme le nôtre. Il n'est pas difficile d'imaginer une Chambre du Travail et une Chambre des Communes, par exemple, qui assureraient, mieux qu'une Chambre des Députés et un Sénat la représentation des intérêts nationaux. À des échelons géographiquement et socialement plus réduits, au niveau de la province, du département, de la commune, de la profession ou du métier, de multiples institutions municipales, syndicales et professionnelles permettraient aux citoyens (qui ne seraient plus isolés et impuissants devant l'État, mais organisés, c'est-à-dire dotés de moyens d'action) de participer valablement à la gestion des intérêts collectifs, dans des domaines où leur compétence est indéniable, leur contrôle possible et où les excès démagogiques retomberaient sur eux avant de nuire aux autres, ce qui est sans doute le moyen le plus sûr de les éviter.

Ceci posé, et affirmé avec d'autant plus de force qu'on a sur ce point ridiculement châtré notre pensée, de quoi certains de nos amis même ont fini par être dupes qui ont oublié cet aspect essentiel, et traditionnel en un sens de notre doctrine, il reste que, pour nous, le gouvernement, quelle que soit sa forme, doit toujours conserver autorité, permanence, liberté d'action, possibilité d'assumer pleinement et sereinement les responsabilités de la vie nationale. Notre socialisme est ainsi rigoureusement autoritaire et je voudrais avoir fait comprendre, par tout ce qui précède, que cet appel à l'autorité n'exclut nullement l'attachement à une démocratie réelle, inconnue en France jusque-là. Et sans doute d'aucuns penseront-ils que notre socialisme ramène la dictature ou la tyrannie au sens que démocrates et réactionnaires à l'ancienne mode ont donné à ces mots. Rien n'est pourtant plus loin de notre pensée, car notre socialisme, plus que tout autre, veut affranchir les hommes du règne du caprice, du bon plaisir ou de la volonté trop tendue de surhommes admirables en eux-mêmes, mais nuisibles à la collectivité dans la mesure où ils la dominent et la dépassent trop.

Il faut donc un gouvernement pleinement responsable. Il faut que le peuple devienne enfin capable de faire connaître sa volonté et son accord avec le gouvernement. On peut penser que divers moyens y concourraient

parfaitement. Deux ont déjà subi l'épreuve du feu et d'autres pourraient être facilement imaginés. Le premier est le plébiscite de la démocratie helvétique, des Bonaparte et des dictatures modernes, duquel se rapproche plus qu'on ne pense le mécanisme des élections présidentielles aux États-Unis; ou même, dans une moindre mesure, certains aspects du régime parlementaire britannique où la pratique de la dissolution revient à un plébiscite du Cabinet sur une plate-forme ramenée souvent à une ou deux questions essentielles. Le second est un vaste Parti national, ouvert à tous, solidement construit et centralisé, apte à réunir les énergies militantes jadis neutralisées par leur éparpillement, capable de jouer entre le peuple et le pouvoir, dans les deux sens, ce rôle indispensable d'intermédiaire, d'animateur et d'intercesseur que remplissent confusément et anarchiquement aujourd'hui la troupe des parlementaires et le tumulte des partis électoraux.

À ceux qui se récriaient devant cet emprunt au régime fasciste, est-il nécessaire de répondre que c'est la Russie la première qui a donné l'exemple d'un grand Parti national unique et que, dans toutes les périodes de crise, en cas de guerre notamment, aux États-Unis, en Angleterre, en France même, on s'efforce, par une sorte de trêve tacite, par des gouvernements de coalition ou d'union sacrée, par des promesses de ne pas changer de politique à supposer qu'on change d'équipe (comme Dewey vis-à-vis de Roosevelt), de pallier les inconvénients résultant de la pluralité des partis? Preuve, entre beaucoup d'autres, de sa nocivité. Et ce qui est valable en période de crise l'est semblablement en période normale. J'ajoute qu'à notre sens, l'impérialisme possible du Parti national peut être efficacement contrebattu par la faculté laissée à ceux qui n'en sont pas membres d'appartenir à toutes les institutions et assemblées du régime, si le suffrage populaire les y appelle. Que deviennent dès lors, si elles nous sont lancées, les accusations de despotisme? En vérité nous pouvons dire que nulle doctrine plus que la nôtre ne se préoccupe de l'éviter, qu'il s'agisse du despotisme d'en haut dont on parle toujours ou de celui d'en bas qui n'est ni moins tyrannique, ni moins cruel.

Au surplus, notre socialisme refuse de se réduire à cette conception nouvelle du mécanisme politique et gouvernemental, si sèchement décrite ici. Son souci est l'homme tout entier, l'homme *total* et, en ce sens, l'épithète «*totalitaire*» ne saurait nous effrayer. Notre totalitarisme ne se préoccupe pas seulement de l'«*homo economicus*» et de l'«*homo politicus*»: il conçoit des institutions que le siècle veut plus

moralisatrices que matérielles dans leur but. C'est ici qu'il faudrait expliquer longuement ce à quoi j'ai fait plusieurs fois allusion, et qui est que nous sommes entrés, depuis longtemps déjà, dans « *l'ère des masses* », laquelle a engendré « *l'ère des tyrannies* », comme l'a dit Elie Halévy, par l'incapacité où nous nous sommes trouvés de donner au problème des masses des solutions adéquates. Je n'ai pas le loisir de développer cette idée : il y faudrait un volume entier. Ce que je me contente d'indiquer, c'est qu'il est désormais évident qu'on ne saurait transformer en peuple, c'est-à-dire en une société d'hommes conscients, moraux et solidaires, ces foules tumultueuses que l'industrialisation et la mécanisation du monde ont rendues immorales et stupides en même temps qu'elles les déracinaient et parce qu'elles les déracinaient si l'on n'avait recours qu'à la seule raison raisonnable, qu'à l'exercice cornélien de la volonté et qu'au libre jeu des instincts et des tendances.

Que faut-il donc ? Il faut entreprendre sur des bases nouvelles d'éduquer l'homme. Il faut le dresser, debout sur ses vertèbres, le maintenir dans les voies normales de la moralité, l'amener s'il se peut jusqu'au seuil des plus hautes vertus et des plus larges élans. Or, on ne saurait y parvenir si l'on n'intègre pas tous les individus, leur vie durant, dans un ensemble aussi riche et varié que possible de cadres et d'institutions, car il ne faut rien moins que refaire une société. Les syndicats, les groupements économiques et politiques, les organisations de jeunesse et les grands corps de l'État, l'École, l'Armée, l'Église même, se voient ainsi dotés d'un rôle nouveau, et plus essentiel que celui qu'on leur reconnaît tout d'abord. Dans cette conception, la société entière se pénètre de spiritualité véritable. Sans que les consciences chrétiennes puissent s'en alarmer, la société peut ainsi aspirer à retrouver toute la richesse religieuse du paganisme antique ou cet équilibre intellectuel, moral et matériel qui la caractérisa aux plus beaux siècles du Moyen-âge, au temps d'un Saint-Louis ou d'un Saint-Thomas d'Aquin. Il n'est pas à craindre, au demeurant, que toute liberté disparaisse, étouffée sous le pesant complexe des institutions de demain, pas plus qu'elle n'a disparu aux années illustres de l'Empire romain des deux premiers siècles ou du XIII^e siècle occidental.

Non seulement le socialisme étendra au plus grand nombre cette indépendance matérielle sans laquelle, toute relative qu'elle soit, nulle vie privée libre ne serait possible. Non seulement il permettra toujours aux esprits forts et sereins des sages la liberté inaliénable des constructions

spirituelles qu'un Mussolini même n'interdit jamais à un Benedetto Croce — et ce consentement un peu méprisant aux lois de la cité par lequel un Rousseau en son *Contrat Social* définissait la morale républicaine. Mais encore le socialisme amènera aussi, du moins à certaines heures, aux plaisirs les plus hauts de l'esprit et du cœur, cette immense majorité des hommes prompte à s'enliser dans l'hébétude de la besogne journalière comme dans la béatitude du bien-être quotidien, qui tirent vers l'abîme une civilisation qu'elle ne renouvelle pas, qu'elle consomme sans la remplacer, et que le socialisme veut justement recréer.

On comprend dès lors (sans qu'il s'agisse de jeter l'anathème sur la raison qui ne saurait réserver qu'à un nombre trop faible la plénitude et la joie) que le socialisme entende faire appel aussi, et surtout, à la passion et à la foi. L'homme, même le plus médiocre, peut atteindre presque sans peine et comme sans effort aux plus hauts sommets de l'âme, dès qu'il se sent emporté et comme soulevé au-dessus de lui-même par un mouvement torrentiel d'enthousiasme collectif. Le problème crucial de notre temps est justement de trouver à la passion bienfaisante, à cette foi nécessaire, d'autres voies et d'autres formes que l'ardeur belliqueuse ou la sommaire mystique révolutionnaire. On retrouve par là une autre des préoccupations d'Henri de Man, qui avait tant frappé Emilie Lefranc¹⁷⁵ celle de l'équivalent psychologique de la guerre. Il faut donc que le socialisme retrouve le secret religieux des fêtes. Il faut qu'il sache rendre au culte nécessaire de la Nation une allure pacifique. Il faut qu'il parvienne à transformer les manifestations massives, déferlant en troupeaux dans nos rues, en de vastes cérémonies publiques sans autres fins qu'elles-mêmes, avec leurs rites puissants et simples, capables d'exalter l'individu sans ébranler l'ordre social, mais au contraire en le consolidant. C'est seulement ainsi que le socialisme permettra à l'âme des hommes modernes, rongés de solitude et tourmentés d'idéal, comme tous les hommes de tous les temps, de connaître enfin, sans délaisser la grandeur ni l'audace, l'équilibre et la paix perdus depuis ces siècles de la Renaissance où le monde s'est soudain agrandi sans que l'homme parvienne à s'ajuster à lui.

Qui ne sentira dès lors que notre socialisme ainsi rénové, et comme refait à la mesure de notre monde et de notre temps, ouvre la voie

175. Épouse de Georges Lefranc.

à des révolutions? Ou, disons mieux, à des mutations plus totales encore, car le mot de révolution a fini par prendre un contenu de désordre et de violence qu'il n'implique pas nécessairement, mais dont l'usage l'a chargé. Dès maintenant, notre socialisme renouvelle la pensée de l'Occident. Il n'est plus cette doctrine, médiocre en dépit de tout, que des esprits imprégnés malgré eux des doctrines matérialistes du monde de l'or avaient conçue. Il devient non un système de croyances puisqu'il n'impose aucun dogme, mais une culture au sens plein du terme, une attitude cohérente devant le monde et la vie, et j'y reviens, une sagesse sur laquelle pourront s'échafauder les plus exaltantes constructions de la religion individuelle, qui appartiennent en propre à chacun de nous et sont l'expression la plus haute et la plus imprescriptible de notre liberté. En rendant à l'homme la sérénité, en lui donnant conscience de l'unité du monde, le socialisme fera que l'être humain cessera de se sentir craintif et isolé devant l'univers. Il comprendra mieux la terre et le ciel. Il saisira mieux l'unité des êtres et des mondes, dont la science, en ses dernières hypothèses, lui fait déjà pressentir qu'elle est celle de l'esprit plus que de la matière. Et par le socialisme, par ce socialisme, l'Homme fils de la fange, enfin frémissant d'espérance, d'amour et d'orgueil, sentira son cœur battre au rythme de la vie universelle, comprise et dominée.

On le voit, notre socialisme n'est pas abdication de l'Esprit. Il n'est pas davantage renoncement à la pensée. C'est pourquoi, au-delà des insultes des uns, des railleries et des incompréhensions momentanées des autres, nous pouvons nous enorgueillir d'avoir recueilli et fait fructifier l'héritage des grands penseurs du socialisme. En eux s'était déposé le meilleur de l'humanisme de la pensée occidentale. C'est en nous que ces trésors reposent aujourd'hui. Et ce sont ceux qu'il faut à tout prix préserver d'abord, enrichir et répandre ensuite, si le monde veut éviter de plonger à nouveau dans des siècles de barbarie.

L'action militante

Dans cette dure bataille de trois années, nous avons vu naître des formes nouvelles de l'action militante et devant nos yeux est apparu le militant de demain. C'est au cours des années les plus difficiles, en 1943 et 1944, que ce spectacle nous a été donné. À part de rares

exceptions, ceux qui luttèrent à nos côtés avaient des âmes de soldats engagés dans une suite ininterrompue de retraites et qui tiennent jusqu'au bout. Si je dois les comparer, c'est à la Grande Armée revenant de Moscou ou à la Wehrmacht reculant en ordre de Stalingrad à Varsovie. Quand j'évoque les militants de province ou ceux de banlieue, je ne puis taire l'admiration que leur héroïsme silencieux et modeste m'a toujours inspiré. C'était une bataille incroyablement âpre. Il fallait se battre contre toute la France, contre sa famille et ses amis, contre les Allemands qui ne comprenaient rien, et les encouragements étaient remplacés par des communiqués qui, dix mois durant, n'annonçaient que des difficultés. Nul profit jamais en compensation, nulle faveur, nul avantage d'aucune sorte. Au contraire, la hargne allemande, le mépris et la haine des autres Français pour les traîtres vendus à l'ennemi. Et la menace de l'assassinat en permanence. En 1944, la menace s'abattit sur un nombre sans cesse plus grand de militants de tous rangs. Voilà ce que fut notre action militante au long de ces années terribles. Il faut toujours le rappeler, parce qu'on nous a trop outragés en nous accusant d'avoir choisi la voie la plus facile et la plus dorée.

La plus facile, c'était celle de la Résistance muette, du gaullisme de radio qui fut celle de millions et de millions de Français qui nous insultent aujourd'hui. Ce n'était pas celle qui nous faisait en apparence ramer à contre-courant du sentiment moderne le plus profond des masses d'aujourd'hui, le sentiment national. La plus dorée? Il faut dire que les hommes comme nous et comme les militants du R.N.P. n'ont pas gagné un centime au cours de leur bataille politique. La rémunération des permanents était calculée selon le barème du traitement des fonctionnaires; c'est assez dire ce qu'elle pouvait être! Un chef régional du R.N.P. gagnait 3 000 francs par mois, celui qui dirigeait la région parisienne 5 000 francs! Le Secrétaire général du Parti recevait 8 000 francs. On voit en effet que les traitements étaient somptueux et déshonorants! Il est temps de distinguer entre ceux qui se sont battus pour rien dans le désintéressement le plus total et à tous risques, et ceux qui formaient la tourbe, hélas! abondante, de la politique collaborationniste. Mais cette tourbe ne nous avilit pas davantage que les bandits enrôlés dans la Résistance et qui, en août et septembre 1944 notamment, ont tué et pillé sans vergogne, ne déshonorent le mouvement où ils se sont infiltrés. Tout le monde a ses pourris.

Un combat poursuivi dans de pareilles conditions développa chez ceux qui le menaient des qualités que n'avaient pas au même degré les militants d'avant-guerre. Le goût de l'action, la capacité d'initiative, le sens des responsabilités et du commandement, même l'habileté négociatrice, s'épanouirent chez les meilleurs de ceux qui combattaient. Un même homme, je pense à un Degois par exemple, se trouvait capable de revêtir l'uniforme et de parler aux travailleurs; de s'imposer à un préfet et de faire revenir les Allemands sur une décision malheureuse; de parcourir ses départements à bicyclette et de se défendre les armes à la main; de gouverner sa section d'une main ferme et d'adapter la propagande à tous les milieux; d'entretenir sa culture générale et de glisser ses hommes dans tous les organismes; de rendre compte au Parti de tout ce qu'il avait fait et de prendre quand il le fallait, et seul, une décision d'une exceptionnelle gravité. Chez ceux que l'action forma ainsi, il y avait une foi, un sens du devoir, un attachement à l'idéal, un mépris des richesses qui ne se peuvent comparer qu'à celui des pionniers du socialisme, et plus haut dans le passé, à celui des moines du Moyen-âge.

J'en arrive aussi à quelques considérations plus générales sur l'action militante telle qu'elle fut et telle qu'elle doit être demain à la lumière de notre expérience. Il y eut un grand renouveau, par suite de l'entrée en scène de la jeunesse dans la bataille politique, et c'était normal. Dans la démocratie radicale traditionnelle, le jeune militant est une anomalie. La règle du jeu exige que tous les échelons du cursus soient franchis lentement, et en tout cas qu'on ne s'occupe des affaires du pays qu'après avoir géré celles de la ville et réussi dans les siennes propres. À la vérité, la règle n'est pas sans valeur et tout n'y est pas à rejeter. Il reste qu'elle transforme fatalement la démocratie en un régime plus ou moins ploutocratique et ce n'est pas ce qui convient aux temps terribles que nous vivons. Le socialisme, celui du xx^e siècle plus que tout autre, exige l'enrôlement de la jeunesse. Ce n'est point d'ailleurs parce qu'elle est plus révolutionnaire, mais d'une part parce que sa formation, son intégration dans les cadres sociaux sont indispensables pour éviter les hiatus entre les générations, et d'autre part parce que sa générosité et son besoin d'action sont nécessaires pour renforcer la cohésion sociale et éviter l'éparpillement des individus. Or, cette dernière tâche, quand on y réfléchit, est certainement l'une des tâches cardinales de ce qu'on appelle la Révolution du xx^e siècle.

Aussi le Parti, son organisation de Jeunes, sont-ils des institutions éducatrices au même titre que l'école, sans renoncer à être des organismes politiques et précisément pour l'être mieux. Là est la nouveauté. Le péril est dans la déviation de l'action pour l'action, où tombent plus facilement les jeunes, avec leur générosité, leur ardeur, leur besoin d'agir. On a vu de ces agitations brutales et sans pensée en Italie fasciste, dans l'Allemagne hitlérienne. Les jeunes forment aussi aisément des groupes d'une parfaite santé morale et des bandes de gangsters. La force peut aisément trouver sa raison en elle-même et mépriser l'esprit et la morale. Nous l'avons parfois éprouvé au R.N.P. Nous avons toujours su y résister et en triompher puisque nous voulions tout juste le contraire : fonder plus solidement le droit en accroissant l'ordre.

Il faut bien reconnaître que cette déviation est d'autant plus redoutable que la nécessité présente de mener les masses pousse à revenir aux méthodes de propagande commerciale à l'américaine. On ne voit pas comment se passer, pour le moment, du « viol des foules ». Mais il faut, sous peine d'échec total, donner aux individus qui composent ces foules plus de richesse intérieure sans leur enlever toutefois le sens du collectif, le goût de la communion directe avec l'ensemble des hommes. Les émotions religieuses y sont évidemment nécessaires et nous retrouvons là certaines des remarques faites au début de ce chapitre. Comment ne pas voir que les militants ne sauraient mener à bien pareille mission s'ils se laissaient gagner par le mépris du peuple (c'est la foule qu'il faut mépriser), s'ils ne conservaient pas l'amour de l'homme, s'ils ne croyaient pas autant à leur tâche éducatrice qu'aux mythes dont ils dressent devant tous l'image émouvante et exaltante à la fois ?

Ainsi, l'action militante devient-elle, au sens large, une ascèse, cependant que le Parti devient un ordre. Ainsi le militant moderne offre-t-il une synthèse entre le citoyen des républiques idéales, sage, toujours prêt à se sacrifier au bien public et à se soumettre à la loi par seul sentiment de l'honneur et du service, et l'homme des foules moderne, plus sentimental, plus primitif, moins désabusé, qui ajoute la foi au sentiment du devoir et qui, sans rien perdre de son sang-froid, de son esprit critique ni de sa raison, sait bien que ces qualités ne sont pas tout l'homme.

Nos erreurs

Nos erreurs portent les unes sur l'Allemagne, les autres sur la France. Les unes sont d'ordre politique. Les autres, doctrinal. Les unes ont été commises par tout le Parti ou presque; les autres par Déat seul ou presque. Toutes d'ailleurs s'entrecroisent. C'est seulement pour la commodité de l'analyse que je les sépare. Et il va sans dire que leur revue n'est pas exhaustive. Nous avons dû en commettre d'autres. Mais voici les principales.

Les erreurs capitales ont porté sur la situation allemande. Nous avons cru à la victoire militaire de l'Allemagne et nous avons cru au socialisme allemand. De là, nous tirions la double nécessité d'une collaboration pour des raisons diplomatiques. Pas de traité de paix et idéologique pour l'immédiat. Mise en train de la nouvelle révolution française. Cette double conviction explique qu'à aucun moment, le R.N.P. n'ait décroché de la politique de collaboration. Nationalement et doctrinalement, elle lui a toujours paru la seule politique possible pour des Français patriotes et révolutionnaires. Les origines de ces erreurs seraient longues à rechercher pour les connaître entièrement. Il n'importe d'ailleurs. Il suffit de noter que Déat est largement responsable de la première (mais je porte moi aussi une lourde responsabilité à cet égard) et à peu près exclusivement de la seconde. La différence entre lui et nous sur ce dernier point est que, bien avant août 1944, nous avions des doutes et des angoisses, alors que sa cécité ne fit que s'accroître. Mais il est évident que ces erreurs sur des points essentiels ont conditionné toute notre action durant ces trois ans. Si nous n'avions pas cru au socialisme allemand, nous aurions apporté moins de passion dans notre analyse de la situation internationale, nous aurions vu plus clairement ce que serait l'issue de la guerre en cas de victoire de l'Allemagne et nous n'aurions donné d'autre part aucun prétexte pour être confondus avec le national-socialisme.

Politiquement, nous avons vécu trop loin de la masse, sans prise sur elle, alors qu'il faut pouvoir la travailler, la transformer et en faire un peuple. Dans notre souci de réviser les concepts démocratiques, nous sommes allés trop loin, ou trop fort: l'opinion existe; on ne peut l'ignorer. Au temps où elle acceptait assez volontiers la collaboration franco-allemande parce que celle-ci signifiait aussi le moindre effort, la composition politique et sociale du R.N.P. de Déat-Deloncle

et son comportement politique écartaient de lui presque tous les éléments populaires sains et valables. Quand les réformes intérieures furent accomplies au sein du Parti, il était déjà trop tard. L'entrée en guerre de l'URSS, celle des U.S.A. et les premiers revers allemands à partir de l'hiver 1942 inclinaient davantage les esprits vers la résistance. Notamment dans la classe ouvrière, travaillée désormais dans ce sens par les communistes en même temps que déçue par la réaction vichysoise, qu'elle croyait une conséquence de la collaboration ou même sa condition nécessaire. Par une sorte de choc en retour que nous n'avions, je l'affirme, ni prévu, ni voulu, nous étions de plus en plus conduits à attendre notre propre victoire de la victoire allemande parce que nous ne pouvions plus espérer pendant un temps assez long trouver dans les masses l'appui qui nous était nécessaire. C'est là où se saisissent à plein les conséquences de notre analyse du régime hitlérien. Si nous ne l'avions pas cru socialiste et d'un socialisme viril, neuf, vraiment populaire, jamais nous n'aurions pu concevoir de telles espérances. Si nous ne nous étions pas trompés sur le sens de son évolution, si nous n'avions pas cru que la guerre menait le national-socialisme à une sorte de socialisme profondément ascétique et communautaire, alors qu'au contraire elle renforçait les forces qui conspiraient depuis 1933 à l'étouffer, nous n'aurions pas escompté un appui qui ne pouvait pas venir, et qui effectivement ne vint pas. Pour définir plus précisément encore l'objet de ce paragraphe, je dirais qu'un Parti socialiste au sens où nous l'entendons ne peut vaincre lorsqu'il n'est qu'un Parti de cadres. Il faut encore qu'il se ménage le moyen de capter la force inorganique des foules formées par les masses.

Par malheur, notre évolution doctrinale nous poussa davantage encore dans la direction qu'il n'aurait pas fallu suivre. En 1940 ou 1941 encore, et même en 1942, notre doctrine s'offrait sous des traits spécifiquement français et nous marquions un souci réel de ne pas rompre avec la tradition. Déat était même le seul journaliste et homme politique collaborationniste à écrire et agir dans ce sens. C'était son originalité et sa force. C'était le temps où les gaullistes disaient qu'ils étaient d'accord avec lui pour la politique intérieure, que seule la politique extérieure était différente. Peu à peu, nous avons abandonné cette position. Plus exactement, nous avons cessé de parler de certains problèmes qui tenaient à cœur à de larges catégories de Français : République, laïcité, antimilitarisme (à ne pas confondre avec l'antipatriotisme que le Français

déteste), anticléricalisme (à ne pas confondre avec l'antichristianisme), lutte contre certaines formes odieuses et iniques de l'anticommunisme et de l'antisémitisme, défense des municipalités élues, de la légalité républicaine, tout cela a fini par n'occuper plus qu'une place infime dans nos écrits et nos discours, sinon dans nos préoccupations. La place que nous donnions aux problèmes économiques et sociaux, vus sous l'angle socialiste, ne corrigeait pas ces abandons, car le Français, même socialiste, est bien plus sensible aux aspects strictement politiques d'une propagande qu'à son contenu économique et social.

Pourquoi avons-nous ainsi évolué ? Par fatigue, d'abord, de répéter toujours la même chose. Par désir de paraître aussi durs que certains nationaux-socialistes venus de la droite, et surtout par souci de ne pas montrer ce qui nous séparait des Allemands, dont nous croyions le coup de pouce nécessaire à la mise en mouvement de la mécanique révolutionnaire. Parce qu'aussi nous étions emportés par l'évolution des événements, que l'heure n'était plus aux nuances dans l'exaspération du combat et qu'il fallait prendre des positions nettes et tranchées. La lutte politique devenait aussi implacable que la guerre, dont elle prenait d'ailleurs les formes. Malgré notre volonté et nos efforts dont j'atteste ici la réalité profonde, nous avons l'air, sans pourtant l'avoir jamais été, d'être un poste avancé de la Wehrmacht en pays français, dans le temps justement où la Wehrmacht reculait sur tous les fronts.

Nous revenons par là à nouveau à la politique extérieure. Notre expérience prouve indubitablement qu'il est impossible, en France, de rassembler des milliers et des milliers de militants nécessaires à la révolution sur un programme de politique extérieure. Le parti de la paix pouvait réunir des masses imposantes, mais tant qu'il signifiait la paix immédiate. Il comprenait plus de pacifistes sommaires que d'Européens, d'internationalistes ou de patriotes. Ceux-ci refusaient la guerre pour ses souffrances, par lâcheté souvent plus que par sagesse politique et patriotisme vrai. Tant qu'il a semblé qu'il suffisait d'accepter une défaite pour construire l'Europe, l'opinion voyait d'un œil assez favorable la collaboration franco-allemande. Mais dès qu'il a paru qu'il serait nécessaire de remporter une victoire, c'est-à-dire de consentir des sacrifices, cette sympathie a fait place à de la haine en même temps qu'à une incompréhension totale. Ce pays radical est incapable de concevoir, même dans ses élites, l'évolution du système international. La France est toujours le centre du monde, le premier pays d'Europe

et pour chacun de nous, le clocher de son village reste le cœur même de la nation. Avec des militants bagarrant dans chaque commune contre le châtelain, le curé, le Secours national, nous aurions fait recette. Mais nous ne le pouvions guère et au fond, nous ne le voulions pas parce qu'il est vrai que ces luttes sont aujourd'hui périmées ou du moins qu'elles sont secondaires. Nous n'avons pas pu trouver le moyen de lier la politique européenne à une tendance profonde de l'esprit français. Nous avons donc échoué dans nos efforts pour la promouvoir. Nous aurions dû comprendre d'ailleurs qu'on ne pouvait faire du neuf à la fois en politique intérieure et en politique extérieure. L'hitlérisme lui-même n'avait pas eu tant d'audace, il est toujours demeuré fortement nationaliste. Encore son nationalisme était-il expansif, nourri de souvenirs du premier Reich et propulsé par la nécessité de conquérir « *l'espace vital* ». Le nôtre est devenu casanier et agressif tout ensemble et nous le prenions à contre-poil, sur un plan comme sur l'autre.

Notre dernière erreur politique, enfin, est d'avoir présenté aux esprits d'une nation décadente des nouveautés intellectuelles qui exigeaient d'eux un effort dont ils sont pour longtemps incapables. La Résistance a triomphé parce qu'elle est devenue la facilité (ne pas aller travailler en Allemagne, se dérober aux réquisitions agricoles, etc.) ou l'aventure, et que sa doctrine était d'une pauvreté incroyable. Mais qu'y pouvions-nous, sinon peut-être présenter nos idées moins professoralement ? Eut-il donc fallu, comme les moines du Moyen-âge le firent, en Irlande par exemple, emmener en quelque désert ce qui restait de la culture et de l'intelligence françaises, attendre le résultat de la guerre, puis redescendre alors de nos monastères pour évangéliser le siècle ?

Le compte de nos erreurs doctrinales est lui beaucoup plus simple. Elles se résument en la place exclusive que nous avons donnée à la notion du Chef. Que le Chef, à tous les degrés, ait autorité et responsabilités, c'est indispensable. Mais sans doute eut-il mieux valu concevoir le gouvernement du parti ou celui de la nation comme exercé par une équipe. S'il est permis d'ailleurs de citer le modeste exemple du R.N.P. où Déat, comme je l'ai dit, ne comptait pas dans la direction pratique, on peut écrire que c'est une équipe groupée autour de moi qui l'animait. J'étais le lien de l'équipe, parfois son guide. Je n'ai jamais été son chef au sens très précis que ce mot avait pris dans le vocabulaire politique d'alors. La mystique du Parti est supérieure à celle du Chef en efficacité, même dans ce pays qui est celle des clientèles, mais à un échelon

local ou régional et non pas national. Et Guy Lemonnier, songeant à la querelle proportionnaliste de 1914, répondant à une remarque que je formulais pour donner raison à Caillaux, me fait observer aujourd'hui que c'était Jaurès partisan des partis organisés qu'il eût fallu suivre. Il fallait créer la mystique du Parti. Nous l'avons fait, mais la mystique du Chef l'a contrariée. D'autant que si nous avions des illusions sur notre chef, d'autres n'en avaient pas, et n'avaient pas tort. Quant au reste de notre doctrine, il semble bien qu'il n'y ait rien à y reprendre. Même celle du Parti unique, qui a soulevé tant de critiques, a été suffisamment nuancée pour ne pas craindre les attaques des défenseurs légitimes de la liberté. Nous avons prévu que le Parti pourrait aisément devenir une clique dominatrice à la manière fasciste, ou une caste exploiteuse à la manière bolcheviste, et nous avons prévu ce que Montesquieu appelait des contre-forces. Peut-être ne les avons-nous pas définies assez nettement, peut-être n'avons-nous pas précisé assez ce que devaient être les nouveaux « *corps intermédiaires* » interposés entre l'État et l'individu, étayant le premier et protégeant le second ? L'erreur serait plutôt d'avoir proposé des doctrines trop difficiles. Ni les bolcheviques, ni les hitlériens n'ont doctriné le Parti unique : ils l'ont réalisé sans même le savoir. Nous aurions dû nous en tenir à la critique du régime des partis multiples, rassembler les militants décidés à lutter contre l'anarchie politique et indiquer en gros nos buts. Nous aurions pu créer ainsi les institutions selon les circonstances, et c'est politiquement ce qui vaut le mieux. À tout mettre d'avance sur le papier, Déat est tombé dans un travers bien français, mais bien fâcheux, et nous nous étions gardés de protester, tellement il flattait en nous le goût des choses clairement définies et écrites noir sur blanc.

J'en viens pour conclure à ce que j'appelle les erreurs tactiques. J'ai indiqué à sa place le tort que Laval avait causé au R.N.P. et quelle erreur ce fut, trois ans durant, de le soutenir. Je n'y reviens pas. J'ai dit aussi quelle erreur Déat commit, sous le ministère Darlan, en s'acharnant contre une équipe jeune, honnête et où les éléments révolutionnaires ne manquaient pas, alors qu'il aurait fallu une opposition constructive, sympathique et bien souvent une collaboration amicale et confiante. Ainsi de nombreux malheurs eussent été évités, et sans doute celui de la défection de Darlan. Or, cette défection, puis l'assassinat de l'amiral ont été deux catastrophes pour la France, on s'en rend parfaitement compte aujourd'hui. C'est aussi un point sur lequel d'ailleurs je reviendrai.

Une autre erreur tactique, particulièrement grave, fut de faire confiance à une équipe de politiciens particulièrement médiocres ou particulièrement lâches, pour prendre la direction de la politique collaborationniste, et de les proposer plus ou moins au pays. Les Darnand et les de Brinon ne pouvaient en aucun cas être acceptés par l'opinion. Nous l'avions compris en ce qui nous concernait, mais ce fut une lourde faute de ne pas nous désolidariser d'eux. C'était possible. Nous sommes impardonnables de ne pas l'avoir fait. Mais il faut bien dire que si nous avions eu assez de clairvoyance pour dénoncer publiquement des hommes comme ceux-là, nous aurions eu la même pour juger notre propre chef et l'exclure d'un parti qu'il n'était au fond pas digne de diriger. Après mon procès, Guy Lemonnier m'écrivit que cette erreur, émanant d'un manque de confiance en nous et notamment d'un manque de confiance en moi, dont je serais le principal responsable, par excès de modestie ou de prudence, avait été l'une des plus lourdes de toutes. Il a probablement raison, mais c'est une question bien complexe, difficile à trancher sous cet aspect, et puis il y avait les Allemands.. Je lui accorde en tout cas que, sans Déat, l'influence profonde du R.N.F aurait été bien plus réelle. D'autant plus, d'ailleurs, qu'à un tel point les Allemands auraient déclaré la guerre, ce qui eut été certainement le meilleur service qu'ils auraient pu lui rendre !

La dernière de nos erreurs tactiques vise nos méthodes de propagande. Elles furent trop brutales, trop promptes à braver l'opinion, sans rien lui apporter qu'elle connût déjà. Passe encore pour les uniformes (sauf le gamma stylisé qui fut d'une maladresse juvénile que j'eus le tort d'avaliser), qui avaient le mérite de durcir la cohésion interne du Parti. Mais les permanences tapageuses installées comme des magasins étaient des provocations et elles écartaient les timorés qui n'osaient s'y rassembler. Il eut fallu commencer plus pauvrement, dans le secret. Les rassemblements publicitaires seraient venus après. Au fond, pressés par le temps et aveuglés sur l'issue de la guerre, nous avons voulu mettre les bouchées doubles et partir du point d'arrivée. Il n'est pas étonnant que les mécomptes aient été nombreux, et cruelles les déceptions. Du moins conservons-nous aujourd'hui le mérite de pouvoir regarder d'un œil lucide nos erreurs et nos illusions. Pour éviter de commettre à nouveau les unes et de retomber sous l'emprise des autres, qui donc contestera que c'est la condition nécessaire, sinon suffisante ?

Perspectives d'avenir

J'écris ce dernier chapitre en janvier 1945, sans autres vues sur l'extérieur que celles que je puis imaginer en m'aidant des nouvelles trop rares qui parviennent dans ma cellule. Mais si les informations manquent, le temps ne manque pas pour méditer et réfléchir. Et ce sont les lignes directrices de ces méditations sur les faits actuels comme sur les nécessités permanentes de notre action que je veux esquisser pour conclure.

Sur le plan même où nous nous étions placés, sur celui du Parti, il n'y a rien d'autre à faire, pour plusieurs mois encore, que de dénombrer ce qui reste de nos militants. Que de les éclairer sur l'effondrement d'août 1944, que de commencer avec eux un premier travail d'autocritique, plus dogmatique d'ailleurs que libre, et que de les utiliser à titre purement individuel, comme véhicules des idées qui sont les nôtres et que nous ne pouvons encore émettre que dans la clandestinité.

Besogne modeste d'apparence, mais essentielle, et au surplus assez délicate à mener à bien. Nul ne perdra de vue qu'il importe de ne pas jeter les militants à un second massacre, non seulement parce que ce serait inhumain, mais encore parce que nous aurons grand besoin d'eux quand l'heure de la lutte sonnera à nouveau. Parallèlement à ce travail de recensement, il importe de prendre le maximum de contacts de tous les côtés avec les anciens partis de la collaboration. Je sais qu'il ne faut pas en surestimer l'importance. Mais je n'ignore pas davantage que notre expérience des batailles de ces quatre ans, et la sûreté de nos vues en bien des domaines, nous imposent d'être en liaison avec tous les éléments qui peuvent être sensibles, peu ou prou, à notre influence. Pour que le levain puisse se manifester, encore faut-il qu'il soit intégré dans la pâte.

Puis, un jour viendra où certains d'entre nous pourront reparaître. Peut-être ce jour est-il moins lointain qu'on ne le pense, qui permettra aux moins marqués de constituer un organisme officiellement autorisé. Ce sont les circonstances « imprévisibles » qui dicteront ce que sa forme sera. Les seuls points qu'on peut définir dès maintenant concernent sa doctrine et son recrutement. Sa doctrine, ce sera la nôtre, mais sans doute simplifiée et assouplie. Son recrutement sera sévère, orienté vers les jeunes qui devront recevoir une formation vigoureuse, et indistinctement vers toutes les classes sociales, sans cette nuance d'« ouvriérisme » dont même au R.N.P nous n'avons pas su nous garder.

Nous préparerons ainsi l'heure où nous pourrions essayer de rallier des masses importantes autour de nos idées et de notre programme. Certes, bien des choses dépendront de la manière dont la guerre se terminera. Selon que l'Allemagne s'écroulera complètement sous les coups de la Russie, ou qu'elle parviendra à limiter les conséquences de la défaite, selon que les Alliés maintiendront leur coopération assez longtemps après la victoire, ou au contraire la relâcheront, notre action prendra tel aspect, telle allure ou tels autres. Mais il y a quelques éléments qui ne changeront pas et qui peuvent déjà être définis.

À l'extérieur, nous ne pouvons pratiquer autre chose qu'une politique de recueillement impérial. Le facteur dominant est la légèreté démographique de la France. Avec 100 000 000 d'habitants l'Empire français n'est encore qu'un bloc bien secondaire parmi les autres. Au moins importe-t-il de conserver sa substance et non de la gaspiller. Et il va de soi que cette politique implique une Europe tranquille, donc organisée par l'accord enfin réalisé de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Ainsi notre continent pourrait-il faire figure à côté des autres blocs dont les contours sont encore mal définis, mais dont l'existence ne sera pas remise en question. Amérique, Extrême-Orient, U.R.S.S., Commonwealth. Et peut-être le Vieux Continent retrouverait-il une jeunesse nouvelle s'il se donnait comme but, après avoir conquis ou réveillé le monde, de le pacifier pour de longues années. L'homme blanc d'Europe plus qu'aucun autre est qualifié par sa mentalité à entreprendre cette œuvre dont dépend la survie d'une civilisation qui, en fin de compte, est sienne.

À l'intérieur, nous ne pouvons être autre chose que socialistes, mais j'avoue que j'ai beaucoup de répugnance à l'écrire. En effet, le socialisme déjà bien dévalué avant 1939 s'est corrompu entre 1940 et 1944 au contact du collaborationnisme et s'est profondément avili depuis la Libération. Quand je songe qu'au nom des divers socialismes on a torturé et fusillé des innocents, emprisonné des dizaines de milliers de braves gens, pillé des maisons, socialisé, emprisonné dans des conditions inimaginables, mis enfin au ban de la nation des hommes d'expérience et de cœur plus capables que d'autres de refaire la Patrie, je me dis que le mot même de socialisme ne peut pas ne pas être devenu odieux. Certes, il n'est pas commode à remplacer, mais on peut vraiment se demander s'il n'y aurait pas avantage à se passer de lui. Aussi bien, à la faveur de cette révision du vocabulaire, se prend-on

à réfléchir de plus près au problème. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit plus haut du socialisme conçu par nous comme une sagesse, et, mieux encore, car sagesse implique un certain individualisme, comme une religion. Mais quant aux modalités concrètes de l'action socialiste, il y a beaucoup à dire. Sous le prétexte que les affreuses souffrances des prolétaires du 19^e siècle étaient nées du capitalisme, de la puissance incontrôlée des capitalistes, les socialistes ont décidé qu'il faudrait socialiser l'économie ou, comme ils disent maintenant, qu'il faudrait la nationaliser. En fait, on peut affirmer que ces nationalisations n'ont à peu près aucune importance pour résoudre les deux problèmes majeurs de notre temps : intégrer la masse à la nation, assurer à chaque homme une vie plus digne. En quoi la nationalisation des usines Renault a-t-elle changé les conditions de vie des ouvriers de Boulogne ? J'ai bien peur que la solution des problèmes vitaux dont je parlais à l'instant soit plus compromise que facilitée par des mesures de ce genre. Et, pour tout lâcher d'un coup, je me demande si l'interventionnisme – non pas occasionnel, empirique si l'on veut – mais systématique, et mieux encore politique, dans la vie économique d'un pays, doit nécessairement accompagner ou préciser les réformes sociales les plus profondes.

En d'autres termes, je me pose la question de savoir s'il ne peut pas y avoir d'État fort sans collectivisation, plus ou moins larvée, plus ou moins étendue, de l'économie. Car tout revient là, si nous admettons que l'État fort que serait le nôtre se donnerait comme but de résoudre la question sociale, dans la mesure du moins où elle peut l'être. Ne peut-il pas le faire sans collectiviser ? Pour résumer d'une autre manière encore ma pensée, je me demande s'il y a l'antinomie qu'on nous a toujours dite, à laquelle nous avons toujours cru, entre un État fort, un socialisme institutionnel et organisateur, et une économie dans laquelle subsisteraient, aussi longtemps qu'ils fonctionneraient, les mécanismes du capitalisme. Peut-être ces remarques encore bien incomplètes et mal formulées feront-elles bondir à première lecture. À la réflexion, elles paraîtront sans doute moins surprenantes.

J'en ajouterai d'ailleurs d'autres devant lesquelles la réaction risque d'être analogue. Il faut décidément renoncer à fonder quoi que ce soit sur la seule classe ouvrière. Parce qu'elle était en 1830 la classe paria, Marx a voulu en faire la classe élue et nous n'avons jamais réussi à l'oublier tout à fait. Or, rien n'est plus faux et toutes les comparaisons historiques ne sauraient prévaloir contre la réalité. Nulle part la classe

ouvrière n'a été capable, seule, de transformer sa condition. Et quand on la regarde en France et qu'on la connaît bien, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'elle est totalement incapable non seulement de diriger l'économie, mais encore de gérer les affaires publiques. Qu'on imagine seulement un ministère formé par le bureau de la C.G.T. et on verra ce que cela donnerait ! La classe ouvrière est encore une classe mineure. Voilà la vérité dite sans démagogie. Le drame est qu'il n'y a plus aucune classe dirigeante : la bourgeoisie est moribonde et le prolétariat, dans l'enfance. Sans doute les socialistes hurleraient-ils si on leur jetait à la face cette évidence pourtant éclatante. Leurs cris ne changeraient pourtant rien à une réalité qu'on ne transforme pas non plus en déplorant qu'elle soit ce qu'elle est.

Enfin, la notion même de Révolution est sans doute à considérer de plus près encore que nous ne l'avons pensé. Aujourd'hui plus que jamais, la Révolution est inséparable du désordre et du crime. Il faut avoir le courage d'appeler les choses par leur nom et de reconnaître qu'entre le sens que nous donnons au mot Révolution et celui qu'il prend chez trop de ceux qui la font, il y a un abîme. Nous avons pu voir, en août 1944 et c'était peu de chose, quel visage hideux pouvait prendre la Révolution. Sommes-nous sûrs qu'elle puisse en avoir jamais d'autres ? Vue de la prison, la Révolution de 1792 prend un sens assez différent de celui qu'on lui donne d'ordinaire, et quand on a vu opérer les F.F.I. ou les Gardes Patriotes à l'automne 1944, peut-être a-t-on une idée plus juste de l'agitation des sectionnaires au temps de Maximilien ! Comme on comprend qu'il ait fini par ne plus aller aux Jacobins et qu'il ait fait guillotiner les Enragés ! Au surplus, je me demande si, dans une société civilisée, il n'est pas plus important encore de conserver que de transformer, et si les transformations peuvent prendre quand les assises mêmes du corps social, parfois millénaires, sont menacées ou démantelées. Il est bien dommage que les mots jurent d'être accouplés par suite de nos habitudes politiques, mais c'est un socialisme conservateur que nous devrions promouvoir. Et il y aurait dans cette direction les mêmes chances de régénération pour le socialisme qu'il y eut de renaissance effective pour le Parti conservateur britannique quand, sous l'impulsion de Disraëli, il se tourna vers le peuple...

J'entends bien que toutes ces observations devraient être nuancées, reprises, discutées. Je ne dissimule pas davantage qu'elles doivent beaucoup aux réflexions sur ce qui s'est passé en France depuis août

et sur ce que j'ai vécu moi-même. Je les livre telles quelles, comme une direction pour orienter les recherches, sans chercher à leur donner plus de rigueur ni de précision qu'elles n'en ont encore dans mon esprit. Mais j'ai la conviction profonde que c'est dans cette voie que nous devons marcher. Elle ne conduit à aucun reniement de notre idéal de justice.

VIII CONCLUSION

Maintenant, il faut conclure, très sommairement. Le lecteur de bonne foi se sera rendu compte qu'entre l'image qu'on a pu lui présenter de la politique du R.N.P. et la vérité, il y a toute la différence qui sépare un bandit d'un honnête homme. Il verra de la même manière que si des hommes qu'on avait crus grands se sont révélés petits, d'autres qu'il ignorait, presque ou tout à fait, ont accompli tout leur devoir dans des circonstances parfois tragiques. Il constatera enfin que si le R.N.P. a commis bien des erreurs et parfois des fautes, il peut présenter une contrepartie de sincérité, de désintéressement et même de résultats qu'il chercherait sans doute en vain dans tous les groupes qui, ici ou là, ont agi pendant ces dramatiques années de la défaite et de l'Occupation. Ayant ainsi tout pesé, il dira si les hommes qui, Déat mis à part, ont dirigé cette action ou qui y ont participé, se sont disqualifiés et ont trahi. D'avance, je suis sûr de sa réponse.

J'écris ces lignes dans la cellule que j'occupe seul depuis ma condamnation (ou plutôt mon acquittement!) à cinq ans de travaux forcés. Depuis août, les coups n'ont pas manqué, qui m'ont frappé jusque dans ce que j'avais de plus cher. Je sais que des jours très sombres sont encore devant moi. Je sais aussi qu'ils dureront longtemps. Des mois. Des années. J'ai tout supporté et j'affronterai tout, la tête haute, la conscience sereine, justement parce que la réalité fut telle que je l'ai décrite et que ni moi ni mes camarades n'avons un seul instant oublié la France. Aussi vivace qu'au temps de mes vingt ans, la foi en un monde plus juste habite en moi. Et c'est pour essayer de l'organiser que je recommencerai la lutte quand la liberté me sera rendue. La pensée de tous ceux qui, du dehors, vivent avec moi, ne cessera ni de m'être présente, ni de me soutenir.

Georges ALBERTINI, Fresnes, 22 janvier 1945.

*
* *
*

En ce triste hiver 1944-1945, dans la cellule glaciale où il achevait de rédiger son Histoire du RNP, Georges Albertini reconnaissait donc qu'il s'était trompé, notamment sur nombre d'hommes, en particulier sur Marcel Déat et sur Pierre Laval. Il se trompera encore, par la suite, sur François Mitterrand, qu'il combattra et dont il contribuera à retarder l'élection à la présidence de la République. Il est vrai que jusqu'en mars 1983, date de sa mort brutale, et même après, était-il possible de pressentir que le nouvel hôte de l'Élysée, à l'inverse de quelques-uns de ses prédécesseurs et plus que d'autres pourtant mieux disposés, allait réduire le Parti communiste, résister à l'URSS et stimuler la collaboration franco-allemande pour pousser les États de la vieille Europe sur la voie d'une union progressivement fédérale ?

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement	7
---------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Note autobiographique	13
Journal de ma prison.....	27
Impressions d'audience.....	143

DEUXIÈME PARTIE

Note sommaire sur l'histoire du RNP et sur mes rapports avec Déat.....	159
Histoire du Rassemblement national-populaire (RNP).....	179
I – La fondation du RNP (juillet 1940-octobre 1941).....	183
<i>Marcel Déat à Vichy – L'échec du Parti unique</i> <i>(juillet-août 1940)</i>	183
<i>« L'Œuvre » à Paris (septembre-décembre 1940)</i>	184
<i>Les conséquences du 13 décembre</i>	185
La guerre avec Vichy	185
La création du RNP (janvier 1941).....	185
<i>La scission (février-octobre 1941)</i>	188
Ses origines.....	188
Le développement	191
II – Du rassemblement au parti (novembre 1941-mai 1942)	195
<i>Mon arrivée à Paris</i>	195
<i>Le R.N.P. en novembre 1941</i>	196
<i>Les difficultés avec Jean Goy</i>	198
<i>Six mois de travail</i>	200

<i>L'élimination de Jean Goy</i>	205
<i>Le Conseil national de mai 1942 et le retour de Pierre Laval</i>	207
III – L'organisation DU R.N.P. (juin 1942 – juillet 1943)	211
<i>Les nouveaux militants</i>	211
<i>Les efforts d'organisation</i>	214
<i>La plate-forme politique</i>	221
<i>La recherche de l'unité</i>	223
<i>La milice du RNP</i>	227
IV – L'année difficile (août 1943 – août 1944)	235
<i>La vie du Parti</i>	235
<i>Les rapports difficiles avec Laval</i>	237
<i>Le terrorisme et les difficultés avec les Allemands</i>	239
<i>Les conflits avec la Milice française</i>	241
<i>Les désillusions de l'expérience ministérielle</i>	246
<i>Les dernières semaines et le problème du Chef</i>	251
V – Marcel Déat et le RNP.....	255
<i>Le rôle de Déat dans l'organisation du RNP</i>	255
<i>Mes rapports avec Marcel Déat</i>	256
<i>L'apport de Déat comme doctrinaire</i>	258
<i>Marcel Déat comme homme et comme chef</i>	264
<i>La rupture du chef et du Parti</i>	271
VI – La politique du RNP.....	279
<i>Le RNP et la collaboration</i>	279
<i>Le RNP et Vichy</i>	284
<i>La grande erreur : Laval</i>	287
<i>Le RNP et la politique au jour le jour</i>	292
VII – Bilan	297
<i>Le renouveau doctrinal</i>	297
<i>L'action militante</i>	306
<i>Nos erreurs</i>	310
<i>Perspectives d'avenir</i>	316
VIII – Conclusion	321

INDEX

A

Albertini, Maximilienne 14
Alexandre 22
Alexandre, Jeanne 114
Allamarie 185
Allot, Emmanuel dit Well 84
Altmayer, Gilberte 30, 42, 45, 49, 55,
155, 171, 182, 200, 206-208, 211,
214, 217-218, 224, 227, 245, 250,
273, 275-277
Amery, John 236
Ancelot, Albin 98
Ardant, Henri 79
Arrighi, Victor 81
Aubert 125
Augras 51
Auriol, Vincent 7, 46, 72-73, 228

B

Ballot, Anne-Marie 148
Barbé, Henri 212, 224, 228, 231, 242, 245
Bardèche, Maurice 140
Barnaud, Jacques 140
Barne, Victorien 220, 243
Barrès, Philippe 123
Barthou, Louis 20
Bayet, Albert 58
Beaugrand 39
Belin, René 23, 36
Benedetti, René 60
Bénézé, Georges 202
Benoist-Méchin, Jacques 46, 56, 62, 251
Benoît, Pierre 80
Béraud, Henri 57, 83, 95, 100-102, 108,

112-113, 115, 117, 119, 124, 131-
132, 136, 141
Bergery, Gaston 183, 280
Berl, Emmanuel 76, 183
Berthelot, Jean 54, 82, 87, 100, 119, 123
Bertrand, Roger 166, 169, 274
Bertron, Louis 99
Bettencourt, André 189
Bichelonne, Jean 63, 293
Bihás, Max 137
Blum, Léon 20, 48, 148, 162, 257, 259, 267
Bobin, Robert 95, 140, 195
Boiry 217, 231,
Bocro 56, 64, 99
Boivin 18
Bon 45, 99, 100, 115, 120
Bonnafous, Max 85, 220
Bonnard, Abel 173, 293
Bonnery 78, 82
Bonnet, Georges 96, 172
Bonnet, Jean 99, 172, 184
Bonnet, Marcel 99
Bonny, Pierre 44, 116, 117
Borcé 118
Bouchonnet 198-199, 206
Bouffet 34
Boulard, André 147, 198-199-200
Bourin, Jacques 204, 215
Bousquet, René 295
Boussard 92
Boyez 174
Briand, Aristide 157
Brice 78, 93, 101, 231
Briffault, Jacques 137
Brigneau, François 84

Brille, Michel 204, 226, 231
Brody, Lucien 93, 171, 213, 227, 236-237
Brossolette, Pierre 22
Bruchard 24
Brun 84, 95, 138
Bruneton, Gaston 168
Brunher, Andrée 110
Brüning, Heinrich 291
Bucard, Marcel 225, 228

C

Cachin, Marcel 30, 200
Cadamartorry 218
Cado, Henry 66, 113
Caillet 71
Camen, Ginette 98
Carnelle 146
Castagnez 99, 103, 109, 111, 114, 117,
120-122, 146, 150-151
Cathala, Pierre 174, 186
Caziot, Pierre 61
Célor, Louise 130
Célor, Pierre 211-212, 215-216, 221,
224-225
Chack, Paul 78, 83-84, 109, 125, 128,
132-134, 228, 229
Chaillet 39
Challaye, Félicien 21, 236, 270
Chambon, Pierre 78
Charpentier, Armand 53
Chassagne 83, 85, 105, 120, 137
Châteaubriant, Alphonse de 227, 236
Château, René 189, 197, 238
Chaux, Édouard 91, 189, 190, 198, 204, 262
Chéron, Henry 44
Chiappini 114
Chochoy, Bernard 48
Clerc, Henri 71, 140
Clerck, Christiane de 214
Clouet, Stéphane 20, 66
Cogniot, Georges 30, 74
Coline, Paul 133
Collette, Paul 160, 192
Collombier 197

Colson, Louis 88
Combelle, Lucien 46, 50, 141
Corget, Louis 147
Cornec, Josette 84
Corrèze, Jacques 188-189
Corvisy 34, 39
Cosmi 85
Costes, Alfred 18
Cottoni 30, 31
Coupain, Jean 71
Coupans 31, 33
Coupez 151
Courage, Michel 202, 233
Croce, Benedetto 305
Croisset, Francis de 53
Cuny, Marcel 72

D

Danette 98
Dars, Jean 91, 93
Darté 95
Daudet, Léon 53, 267
Dauphin-Meunier, Achille 298
Dayras, Georges 39
Déat, Marcel 18, 24, 48, 60, 71, 78-79,
101, 109, 140, 149, 155, 159,
160, 182-193, 195-201, 204-209,
211, 215, 219-225, 227-238, 240,
243-253, 255-256, 264, 266-267,
270-271, 298, 322-324
Decottignies 77
Degois, Roger 217
Deixonne, Maurice 66
Delaisi, Francis 96, 236, 298
Delaunay 109, 117
Delmas, André 280
Deloncle, Eugène 186, 189, 190, 255
Demont 52
Dentz, Henri 92
Depagnat 77
Desnots, Jean 220
Desphilippou, Francis 106, 201, 219,
226, 228
Devise 34

Dhondt 71
Dobert, Julien 220
Dooghe, Charles 204
Doriot, Jacques 78, 184, 213, 22-226
Doumergue, Gaston 20
Dubé 83
Duchemin 34, 41, 61
Duchesne, Roger 86
Duhard 130, 139, 140
Dumont 65
Dumoulin, Georges 190, 270
Duquesne 98

E

Emery, Léon 62, 218, 221, 236-237, 298, 299
Epstein, Wolf 148
Ernoul 106
Espiau, Marcel 98

F

Fabre 55
Fabre-Luce, Alfred 38, 89, 92, 239
Fanger 78
Faure, Ferdinand 19
Faure, Paul 14, 23, 72, 122, 162, 167, 175, 184, 280
Fauvran, Jacques 188
Favier, Emile 190, 201
Fégy, Camille 108
Ferrero, Guglielmo 300
Fillol, Jean 188
Finidori, Madeleine 13, 148, 151
Flandin, Pierre-Etienne 184
Fontaine 42, 83, 86, 92, 106, 111, 155
Fontenoy, Jean 187
Frossard 34
Frot, Eugène 13, 137, 150, 172

G

Gabolde, Maurice 36
Gaël, Joceline 75

Galland, Jeanne 31
Gallet 242
Gentin 24
Germain, José 115, 117, 119, 140
Gibrat, Robert 70
Giono, Jean 228, 270
Giraud 42
Gires 110
Goguillot, Roland 214
Goy, Jean 24, 160, 162, 185-187, 189, 192-193, 196, 198-200, 202, 205-207, 209, 216, 255, 323-324
Granier 34, 36, 37
Grisoni 66
Gross 101, 108
Guéhenno, Jean 140
Guérin, André 60
Guilbaud 53
Guilbert, Yves 48, 214
Guionnet, Jean-Jacques 44, 48, 171, 211, 222, 236, 240
Guiraud, Paul 225, 229
Guitry, Sacha 53, 71, 228
Guyot, Simone 42, 104, 155

H

Hagnauer, Yvonne 114
Hamard 197
Hanote, René 217
Hartuch, Mireille 76
Hauck 84
Henriot, Philippe 51, 239, 244-245, 271-272
Hennant, Abel 53
Herriot, Édouard 49, 175
Hindenburg, Paul von Beneckendorff 19, 138
Hitler, Adolf 228
Hymans, Max 73, 201

I

Itard, Jean 18, 148

J

Jacblum 72
Jahan 34
Jaureguiberry 113
Jeannin 57, 67, 71, 80
Jeanson, Henri 270
Jenner 147
Jouhaux, Léon 18, 291

K

Kerillis, Henri de 204
Knipping, Max 16
Kohen, Ignace 18
Kopf 98

L

Labauve, Georges, 51, 101
Laborde 55, 65, 67, 80, 85, 87, 95, 100, 101,
107-109, 115, 118, 123, 126, 129
Lacoste, Robert 21, 36, 298
Lafaye, Gabriel 52
Lafont, Henri 56, 85, 117
Laforterie 98-99
Lagardelle, Hubert 23, 91, 140, 292-293
Lamalle, André 148
Lamblin 110
Lamouche 84, 244
Lasserre, Jean 100-101, 107, 128
Laubreaux, Alain 280
Laurat, Lucien 36, 298
Laussel 25, 29, 30-31, 43
Laval, Pierre 49, 68, 157, 159, 160, 172,
174, 183-186, 191, 205-207, 217-
218, 225-226, 251, 268, 287, 291,
322
Lecoin, Louis 270
Lecornu 57
Lecourt 190, 204
Ledoux 83
Lefranc, Emilie 140, 305
Lefranc, Georges 18-19, 36, 66, 140,
141, 298, 305

Legueu, François 59, 70
Lehideux, François 34
Lémery, Henry 61
Lemonnier, Guy 5, 8, 48, 93, 117, 171,
235-237, 243, 245, 252, 258,
314-315
Lénart 13, 39, 43, 63
Lenglois, Marie 270
Le Roy Ladurie, Gabriel 34, 65, 117,
119, 120, 137
Lesourd, Paul 92
Lety-Coubière 190, 204, 220
Levillain, Maurice 46, 79, 162, 193, 196,
199, 203, 211, 215-216, 222
Lévy, Louis 19
Loiseau 81, 84
Loréal 233
Loriot, Fernand 15
Louis-Dreyfus, Louis 76

M

Magnin, Xavier 19
Maillebauu, Paul 203
Maillet 62
Malo, Pierre 140
Mancasola, Albert 214
Mandel, Georges 175, 245
Man, Henri de 19, 261-262, 298-299,
305
Marchand, Alex 217
Marchenoir 233
Margueritte, Victor 270
Marjolin, Robert 66
Marquis 57, 111
Marquet, Adrien 52, 186
Masse, Tonia 192
Maubourguet, Claude 63
Maulnier, Thierry 280
Mauriac, François 133
Mauriac, Pierre 133
Maurice (Paz) 79, 95, 115, 122, 140,
145-147, 149, 150, 217
Mayer, Daniel 72
Mazelin 63

Mendès France, Pierre 175-176
Merlin, Philippe 283
Mérrouze 30, 34, 36, 40-42, 50, 54, 58, 136
Mesnard, Jean 52
Mesnard, René 77
Meyer, André 96
Million, Francis 18
Mirabaud 34
Mollet, Alfred 140
Monmousseau, Gaston 15
Montagnon, Paul 108, 163, 193, 196,
203, 205-206, 230, 255
Montaignac 101
Monzie, Anatole de 172
Morel 104-105, 108, 127, 129, 131, 133, 140
Morrison, Herbert 298
Moulinier, Alice 144, 148, 151

N

Néroni 51, 56
Nicolitch, Suzanne 19
Nordmann, Joe 87
North 110, 113, 114

O

Oprecht 298

P

Pailhé 143, 145
Paoli, François 146
Patou, Bernard 147
Paul-Boncour, Joseph 201
Paul, Roger 77, 204
Paz, Magdeleine 84-85, 114, 117, 120-
121, 144, 146-147
Paz, Maurice 13-15, 114, 122, 139, 143-
144, 155
Pécaut, Félix 17
Peisson, Édouard 95
Pélisson 197
Penciolelli, Paul 78, 146
Péraldi 40

Perrier, Robert 140
Perrin, Jean 134
Perrugia 32-33, 35-38, 40-44, 47, 49-50,
54-55, 125
Peters 141
Peyerimhoff 105
Peyrecave, de 34, 71, 80, 99, 102
Peyrouton, Marcel 42
Philip, André 298
Pilet-Golaz, Marcel 75
Pivert, Marceau 18, 216, 270
Poirier 34, 39
Poisson, Roger 84, 216, 217, 231, 235,
243
Poulaille, Henri 78, 270
Pouverony 113
Prade, Georges 91, 93
Primo de Rivera, José Antonio 141
Pucheu, Pierre 203
Puységur 53, 60, 64, 122, 135

R

Rain 105
Rainsart 228
Ramadier, Paul 201
Rebatet, Lucien 228-229, 236
Redempt 94, 166-167, 249
Redon 105
Renaud, Valentin 112, 113
Rey, Aimé 202, 220, 292
Ribaud 112
Riffault 144, 148
Ripert, Georges 140
Rives, Paul 175, 218, 231, 277
Rivollet, Georges 274
Robert, René de 101, 201, 220
Rocca, Massimo 236, 251
Roche, Emile 63, 280
Rocheport, Henri de 267
Rocher, René 236
Rossi, Tino 95
Roucaÿrol 140
Rougemont, de 62
Roy, Marcel 186

S

Sabatier, Rodolphe 214
Saunier 75, 76
Savoie, Auguste 99
Schnitzer, Henri 200
Schueller, Eugène 189
Schumann, Maurice 138
Sébastien 106, 115
Sellier, Louis 30, 200
Serge, Victor 114
Sérol, Albert 19
Seznec, Guillaume 45
Silly, Claude 97
Silly, Roland 48, 97, 171, 202, 220, 227
Sordet, Dominique 47, 62, 63-64, 227,
236, 251, 268
Soulès, Georges 188, 193, 225, 228, 229
Sourbier, Henri 98, 131, 204, 215
Souvarine, Boris 14, 15
Spinasse, Charles 140, 175, 223
Steeg, Th. 17
Suarez, Georges 42, 51, 57, 69, 70

T

Tailhade, Laurent 53
Taizé 140
Tanchou, Louis 199, 233
Thom 101
Thomas, J.-M. 16, 22, 122
Tournier 120-121, 146, 149
Tremblay 188
Turenne, Bernard 138

V

Vaillandet, Pierre 220, 231
Valby 100, 102, 117
Vanor, Jean 187-188
Verdi 140
Vibraye, de 133
Vignaux, Paul 18
Villatte 212
Vors 123

W

Wahart, Suzanne 130
Weissner 138
Wells, Herbert Georges 300
Wells, Otto 19
Wiltzer, Alex 176

Z

Zay, Jean 18, 175, 176
Zoretti, Ludovic 14, 18, 62, 217, 218,
221, 251, 270, 298
Zuccarelli, Guy 140
Ziromski, Jean 18

Imprimé en France
978-2-310-01802-9
Dépôt légal : 3^e trimestre 2014



38216321R00184

Printed in Great Britain
by Amazon

Les écrits en prison

de

Georges Albertini

Lorsqu'il fut incarcéré à la prison de Fresnes en septembre 1944, Georges Albertini comprit qu'il risquait la peine de mort. Sa première tâche fut de préparer sa défense et il écrivit une longue **note autobiographique** à destination de ses avocats.

Il avait été l'organisateur et le véritable dirigeant du Rassemblement national-populaire (RNP) sous l'Occupation. C'était donc à lui d'en expliquer la genèse, l'orientation et le fonctionnement dans les circonstances particulières de l'époque : il entreprit d'en **écrire l'histoire**.

Il s'astreignit également à la tenue d'un **journal** quasi quotidien : sa détention, ses rencontres, ses dernières pensées, l'ultime vision d'un monde qu'il allait peut-être quitter.

Contre toute attente, il n'écopa que de cinq années de travaux forcés. Au bout de quatre ans, le président socialiste Vincent Auriol lui octroya une remise de peine pour qu'il reprenne son activité politique. Ses écrits en prison s'en trouvèrent délaissés. Il ne les fit pas publier.

À présent, nous pouvons en prendre connaissance et y trouver l'évocation d'événements toujours controversés, éclairés ici d'une façon qui tranche avec la présentation qui en est souvent donnée, et qui en surprendra sans doute plus d'un.

23 €
ISBN 978-2-310-01802-9
www.editions-amalthee.com

